LES

COTES DE PROVENCE.

SECONDE PARTIE. [1]

TOULON ET LA RADE D'HYÈRES.

La route de Toulon, que nous avons quittée à Aubagne, passe, pour gagner Cujes, de la vallée de l'Huveaune dans un bassin fermé de tous côtés, comme le lit d'un ancien lac. Les eaux de plusieurs torrens s'y réunissent dans des bas-fonds marécageux, et s'écoulent avec lenteur par des crevasses souterraines sujettes à s'engorger. On espère en accélérer la fuite par quelques travaux superficiels, et se dédommager de la dépense par la mise en valeur d'une centaine d'hectares de bon terrain. Une galerie de 1,600 mètres aboutissant à l'affluent de l'Huveaune, le plus voisin, délivrerait le pays de ces eaux croupissantes; mais on se garde d'entreprendre, pour la salubrité d'une commune de deux mille ames, ce qui se ferait sans hésitation pour l'exploitation de la moindre mine.

Au sortir de Cujes, la route franchit par des rampes rapides des crêtes élevées d'où elle redescend dans la belle vallée du Beausset; elle s'enfonce ensuite dans cette gigantesque fissure de terrain connue sous

(1) Voyez la livraison du 1er mars.

le nom de Gorges d'Ollioule, et y dispute au torrent l'étroit passage que laissent entre eux des escarpemens à pic. A Ollioule, elle débouche dans la plaine et se met à côtoyer le pied de la montagne; la rade de Toulon se déploie sur la droite, entre les coteaux verdoyans au-dessus desquels s'élève le cap Sicié, et la haute mer se montre par échappées. C'est ici le commencement de cette zone fortunée qui, abritée du nord par la chaîne de l'Estrelle, baignée dans ses profondes dentelures par les flots de la Méditerranée, s'étend jusqu'à la vallée du Var. Plusieurs années se passent quelquefois sans que la terre y ressente les rigueurs de l'hiver; l'olivier garnit les moindres creux de ses rochers; les cactus et les palmiers de l'Afrique se sentent à peine dépaysés à côté des orangers de ses jardins. La mer n'est pas, sur cette lisière, moins propice au marin que la terre au cultivateur, et de Toulon au Var s'ouvre une succession de rades dont la moindre est préférable à la meilleure qu'offre, d'Alexandrie à Ceuta, la côte d'Afrique tout entière.

Que Toulon ait été fondé par Telo Martius ou par tout autre Romain, il ne paraît pas que les anciens aient soupçonné l'importance moderne de cette position. De petits ports suffisaient à de petits navires, dont la plupart pouvaient se tirer à terre. Il fallait la grandeur de nos constructions navales pour donner aux abris qui les reçoivent tout leur prix, et la véritable histoire des ports de guerre actuels ne commence pas avant l'organisation des marines militaires permanentes.

Le dépôt de la marine possède une collection de plans du port et de la rade de Toulon qui remonte au temps des Valois. Malheureusement les plus anciens ne sont pas datés, et l'ordre chronologique dans lequel on a pu les ranger laisse subsister quelque incertitude sur l'époque précise à laquelle chacun se rapporte. Le premier de ceux-ci n'est pas antérieur au règne de François I[er], puisque la Grosse-Tour fondée par Louis XII y est portée. Achevée sous le règne suivant, cette tour a le cachet de l'architecture militaire du temps, et semble sortie des mêmes mains que celle du Hâvre. Le nom de la ville est écrit sur ce plan THOLLON. Le port n'est point fermé; un quai en ligne droite, évidemment compris dans celui d'aujourd'hui, constitue tout l'établissement maritime. Sur cette ligne prise pour base, la ville forme un rectangle imparfait de sept hectares à peine; elle est enveloppée d'une muraille et d'un fossé dont l'emplacement se reconnaît dans la courbure du cours actuel. Tel était le Toulon qui fut pris en 1524 par le connétable de Bourbon, et en 1536 par Charles-Quint lui-même.

En continuant la lutte de François I[er] contre la maison d'Autriche, Henri IV comprit que Toulon était le pivot de la défense de la Provence et le foyer de notre influence militaire dans la Méditerranée. Il fit faire la darse vieille d'aujourd'hui, dont l'étendue est de quinze hectares; le grand quai s'allongea sur une ligne droite de 650 mètres; l'étendue de

la ville fut portée à 24 hectares et entourée d'une enceinte munie de cinq bastions : ceux qui flanquent de gauche et de droite la porte d'Italie sont un reste de cette ancienne fortification. L'arsenal maritime ne fut pas encore créé : on sait qu'à cette époque les escadres se composaient de bâtimens marchands armés en guerre.

Vauban visita pour la première fois Toulon en 1669; il avait trente-six ans, et n'était encore que capitaine. Louis XIV venait de confier à Colbert, déjà contrôleur-général des finances, le département de la marine. La flotte allait donc prendre des dimensions avec lesquelles la darse de Henri IV n'était pas en harmonie; il fallait des chantiers, un arsenal, des bassins, pour les escadres que Vivonne, Tourville, Duquesne, devaient commander. Vauban étudia, dans ce premier voyage, les projets de ces vastes travaux, et, depuis ce jour jusqu'à sa mort, Toulon ne cessa pas un instant d'être un des principaux objets de ses préoccupations. Il creusa la darse neuve dans le marécage de Castigneau, remblaya avec les terres qu'il en tira l'emplacement de l'arsenal, contruisit les quais, les ateliers, les magasins; enfin il enveloppa le nouvel établissement maritime et la ville agrandie dans l'enceinte qui devait soutenir les siéges de 1707 et de 1793.

Ce grand homme fermait les yeux le 13 mars 1707, quatre mois avant le jour où le prince Eugène et le duc de Savoie devaient passer le Var. Il vivait donc assez pour assister à la réalisation de ses prévisions sur l'issue de la politique fatale suivie par Louis XIV vis-à-vis de la maison de Savoie (1), et mourait trop tôt pour voir l'entreprise des ennemis de son pays échouer au pied des remparts qu'il avait élevés.

L'année 1707 commençait en pleine guerre de la succession : l'Allemagne, l'Angleterre, la Hollande et la Savoie formaient contre la France épuisée une redoutable coalition; le prince Eugène commandait les forces réunies en Piémont, menaçant à la fois les parties de l'Italie soumises à l'Espagne, la Provence et le Dauphiné. Une flotte anglo-hollandaise était maîtresse de la Méditerranée. Fidèles à la politique d'asservissement de l'Italie, l'empereur Charles VI et le conseil aulique voulaient qu'on marchât droit sur Naples; le duc de Savoie, Victor-Amédée II, entendait avant tout recouvrer la Savoie et le comté de Nice que nous occupions, il rêvait en outre le démembrement à son profit des provinces voisines; mais l'Angleterre mit un terme à toutes les hésitations. Appuyés par les états-généraux de Hollande, les ministres de la reine Anne représentèrent impérieusement que les subsides au moyen

(1) Le roi possédait en Piémont Suse, Pignerol, Casal et Saluces. Vauban, qui avait visité ces places, n'a pas perdu une seule occasion d'en recommander l'échange, soit contre la Savoie, soit contre Nice, et de présenter ces possessions au-delà des Alpes comme une cause d'affaiblissement pour la France. Ses *Oisivetés* contiennent, à cet égard, des détails qui prouvent qu'il n'était pas moins bon politique que grand ingénieur. Son génie était, en effet, le bon sens poussé jusqu'à son extrême limite.

desquels se faisait la guerre venaient de la Grande-Bretagne; que, puisqu'elle payait, ses avis devaient prévaloir; qu'il fallait, dans l'intérêt de tous les coalisés, commencer par ruiner notre marine et notre commerce dans la Méditerranée, et, pour cela, nous prendre Toulon. Soit haine de Louis XIV, soit sympathie pour l'agrandissement de sa maison, le prince Eugène penchait pour ce parti. Une lettre du maréchal de Tessé, datée de Suse, le 4 mai, donna le premier avis des véritables projets des coalisés (1).

Les correspondances du temps font voir dans quel dénûment profond ces événemens saisissaient notre pays; mais elles témoignent aussi que l'énergie du gouvernement et de la nation fut encore plus grande que le danger, et, comme dans les grands jours de la révolution, elles vainquit la fortune jalouse.

Tout manquait, les armes, les munitions, l'argent. La ville d'Arles s'étant procuré 1,500 fusils pour sa défense, on lui en prit 1,300 pour armer les troupes de ligne. Dès le 17 janvier, le ministère prévenait M. Lebret, intendant de Provence, qu'il n'avait à compter sur aucun envoi de fonds du trésor, et l'invitait à faire, pour les besoins les plus urgens, un emprunt de 500,000 francs, à l'intérêt de 10 pour 100; la négociation n'ayant pas réussi, on l'autorisait à offrir 14 pour 100, et si la garantie de l'état n'est pas trouvée suffisante, lui disait le ministre avec une noble confiance, vous vous engagerez personnellement. M. Lebret s'engageait sans demander d'autres explications. Il faisait plus: il portait à la monnaie son argenterie et celle de son père, président au parlement d'Aix, alors absent. Ces exemples étaient suivis avec l'impétuosité que portent les Provençaux dans les bonnes et dans les mauvaises choses; gentilshommes, bourgeois, paysans, magistrats, clergé, peuple des villes, tous luttèrent de vigueur et de dévouement: les évêques de Riez et de Senez s'épuisèrent à procurer des blés à l'armée, les communes à nourrir les soldats. L'homme qui, avec M. Lebret, contribua le plus à imprimer ce mouvement fut le comte de Grignan, gendre de Mme de Sévigné : Provençal lui-même, exerçant un commandement dans le pays, il parlait le langage qui convient à ses compatriotes et souleva ces bandes de partisans qui, répandus sur les flancs, à la suite et quelquefois en tête de l'ennemi, fusillaient impitoyablement ses fourrageurs, ses pillards, ses traînards, et contribuèrent puissamment à sa défaite. Une troupe d'entre eux poussa l'audace jusqu'à enlever le drapeau d'un régiment piémontais et pria le maréchal de Tessé de l'offrir au roi. A l'approche de l'ennemi, les paysans retirèrent leurs approvisionnemens dans les montagnes et brûlèrent les meules de fourrage et les denrées qui ne pouvaient pas

(1) Cette lettre appartient à la collection de Provence, des manuscrits de la Bibliothèque royale : les 65e, 66e et 67e volumes de cette collection se rapportent à l'année 1707, et une partie des détails qui suivent en est extraite.

s'emporter. Ainsi, dans leurs marches du Var à Toulon et de Toulon au Var, le prince Eugène et le duc de Savoie purent se dire de la Provence ce que le cardinal Dubellay disait à François Ier du Roussillon : que c'était un pays d'où l'on était chassé par les armes si l'on était en petit nombre, et par la faim si l'on était en force.

Tel était l'état moral de la province, lorsque, le 11 juillet, l'armée coalisée, forte de 45,000 hommes, passa le Var; son matériel de siége était embarqué sur la flotte anglo-hollandaise, composée de 106 voiles, et celle-ci devait régler sa marche sur celle des troupes de terre. On savait que Toulon était sans garnison, sans flotte, que les seules troupes qui pussent le secourir étaient disséminées à de longues distances; la possession de ce but des opérations de la campagne était donc le prix de la course. Le prince Eugène le sentait bien; il voulait se porter rapidement sur la place, faire un débarquement à l'ouest, c'est-à-dire à Saint-Nazaire ou dans la rade même, alors fort mal défendue, s'établir entre la ville et les troupes envoyées à sa défense, et prendre celle-ci à revers avant que les moyens de résistance y fussent organisés. En voyant, dans les récits et les correspondances du temps, quels prodiges d'activité il fallut au maréchal de Tessé pour arriver à Toulon avant l'armée ennemie, on frissonne de ce qui serait arrivé, si le plan du prince Eugène avait prévalu. Les rapports de M. de la Blottière, commandant le génie dans la place, établissent que si les Impériaux se fussent présentés le 20 juillet, comme ils l'auraient pu, elle était infailliblement prise. Heureusement le prince Eugène n'était pas seul; il ne pouvait agir ni sans le duc de Savoie, qui faisait la campagne comme général et comme souverain, ni sans l'amiral anglais Showel, qui commandait la flotte. La mollesse et l'incapacité de l'amiral firent perdre quatre jours après le passage du Var; le duc de Savoie fut arrêté toute une journée devant Cannes par M. de Lamothe-Guérin, commandant de Sainte-Marguerite, et en passa deux à Fréjus à préparer sa future souveraineté sur le pays : les Impériaux ne furent, en un mot, devant Toulon que le 26. Ils s'attendaient à trouver la place dégarnie, et leur surprise fut grande en apercevant 20,000 hommes établis au nord des remparts, dans le camp retranché de Sainte-Anne. Le maréchal de Tessé avait fait arriver à marches forcées dix-neuf bataillons le 23 et dix autres le 25; les retranchemens avaient été faits en trois fois vingt-quatre heures; tout le monde y avait mis la main; on portait les drapeaux sur les travaux, comme pour un combat, et les officiers-généraux eux-mêmes ne les quittaient ni jour ni nuit. Dans la ville et dans le port, l'activité n'était pas moindre que dans le camp; les habitans dépavaient les rues, faisaient des réservoirs et se préparaient pour un bombardement; la marine armait les remparts avec l'artillerie des vaisseaux; *il semblait que ce fût la foire aux canons,* tout matelot devint canonnier et jamais

on ne vit artillerie si bien servie (1). Toulon était donc sauvé, et avec Toulon toute la Provence, tout notre commerce et toute notre marine de la Méditerranée.

Les jours suivans furent marqués par une suite de combats partiels: l'ennemi occupa Faron, prolongea sa gauche sur les hauteurs de la Malgue, qui n'étaient point alors fortifiées, et détruisit le fort Saint-Louis; mais des avantages de détail ne faisaient pas illusion à l'œil exercé du prince Eugène, et il montra plus d'une fois le dépit qu'il éprouvait de voir la marche des opérations compromise par le partage du commandement : il avait demandé au maréchal de Tessé un surtout de table, et celui-ci lui ayant écrit que, ce meuble ne pouvant pas être prêt avant un mois, il le priait de lui dire où l'on devrait le lui faire tenir, le prince répondit, en remerciant, qu'on le lui envoyât à Turin. M. de Tessé était, du reste, en vrai chevalier français, plein d'attentions délicates pour son illustre antagoniste, et il lui faisait porter chaque matin quatre charges de glace. Ayant enfin réuni toutes les troupes qu'il pouvait attendre, et se fiant à leur valeur morale pour compenser l'infériorité du nombre, le maréchal résolut d'en finir. Le 15 août, à quatre heures du matin, il attaqua sur toute la ligne; les chances du combat furent balancées jusqu'au moment où notre infanterie, cessant tout à coup son feu, fit une charge générale à la baïonnette, renversa tout devant elle, incendia les fascinages des assiégeans et bouleversa tous leurs travaux. Les actes de pillage et de barbarie commis autour de la ville par l'ennemi avaient tellement exaspéré la population, que les femmes apportaient à boire aux soldats au milieu du feu, et que des bandes d'enfans achevaient à coups de pierres les blessés sur lesquels avaient passé nos bataillons. Si le maréchal de Tessé avait eu une cavalerie suffisante, la destruction de l'armée impériale eût probablement suivi cette journée; l'ennemi n'en attendit pas la fin pour commencer sa retraite, et, quinze jours après, il repassa le Var.

Deux personnes seulement s'isolèrent au milieu de cet élan général: l'une était un négociant de Nîmes, qui cherchait à faire insurger les Cévennes, et dont la correspondance avec le duc de Savoie fut saisie; l'autre était l'évêque de Fréjus, qui reçut ce prince comme si la Provence lui eût déjà appartenu (2). Elles reçurent des prix fort différens de leur conduite : le négociant, nommé Grizoles, fut roué vif, et l'évêque devint précepteur du dauphin, puis premier ministre et cardinal. Ne fut-ce là qu'un de ces caprices aveugles avec lesquels la fortune distribue souvent les châtimens et les récompenses? Je ne sais; mais si, comme le raconte M. de Saint-Simon (3), le duc de Savoie prit l'évêque

(1) *Journal du siége.*

(2) *Histoire du Siége de Toulon*. Paris, 1707.

(3) « L'évêque le reçut (le duc de Savoie) dans sa maison épiscopale, comme il ne pou-

pour une dupe, il ne l'était assurément pas moins, lui qui, perdant à entendre des *Te Deum* et à recevoir des coups d'encensoir les quarante-huit heures dont dépendait le sort de Toulon, risquait cette conquête pour le plaisir de faire celle de M. l'abbé de Fleury. En retenant le prince par des cajoleries qui n'avaient, il est vrai, rien de fort digne, l'évêque contribua par le fait au succès de nos armes, et ce fut probablement ce qui le raccommoda plus tard avec le roi. D'après sa conduite ultérieure à la tête des affaires, il est présumable qu'en 1707 il savait fort bien le tort que son hospitalité faisait au duc de Savoie, et s'arrangeait de manière à ce que celui-ci se crût son obligé s'il réussissait : pour un prélat qui ne se savait pas encore destiné à devenir ministre, ce n'était pas trop mal manœuvrer.

Le parti qu'avait tiré l'assiégeant des hauteurs de la Malgue détermina la construction du fort qui les occupe aujourd'hui. On mit la main à l'œuvre en 1708, mais bientôt après abandonnés, repris en 1745, abandonnés de nouveau, les travaux n'ont été terminés qu'en 1764. Les ingénieurs ne considèrent point le fort de la Malgue comme un ouvrage parfait; ils lui reprochent surtout d'être commandé du côté de l'est par un plateau qu'il est question d'abaisser. Pendant les préparatifs de la campagne de 1746, le maréchal de Belle-Isle couvrit le nord de la place et en augmenta beaucoup la force par l'établissement du camp retranché de Sainte-Anne. On se crut, à cette époque, à la veille d'un nouveau siége; mais les Autrichiens ne dépassèrent pas le Luc. Cette position est très forte; ils la gardèrent plusieurs mois, menaçant à la fois Toulon, Aix et Marseille. Le général Sébastiani, qui, pendant son commandement de la 8e division militaire, a fait une étude approfondie des ressources défensives du pays, passe pour avoir particulièrement signalé les avantages stratégiques de cette position et les mesures à prendre pour en assurer la possession à nos armées.

La Provence est un pays où l'on ne sait prendre avec calme aucun événement, et où les impressions sont aussi mobiles qu'impétueuses;

voit s'en empêcher. Il en fut comblé d'honneurs et de caresses, et le duc de Savoie l'enivra si parfaitement par ses civilités, que le pauvre homme, également fait pour tromper et pour être trompé, prit ses habits pontificaux, présenta l'eau bénite et l'encens à la porte de sa cathédrale à M. de Savoie, et y entonna le *Te Deum* pour l'occupation de Fréjus. Il y jouit quelques jours des caresses moqueuses de la reconnoissance de ce prince pour une action tellement contraire à son devoir et à son serment, qu'il n'auroit osé l'exiger. Le roi en fut dans une telle colère, que Torcy, ami intime du prélat, eut toutes les peines imaginables de le détourner d'éclater.... L'évêque, flatté au dernier point des traitemens personnels de M. de Savoie, le cultiva toujours depuis, et ce prince, par qui les choses les plus en apparence inutiles ne laissoient pas d'être ramassées, répondit toujours de manière à flatter la sottise d'un évêque frontière, duquel il pouvoit peut-être espérer de tirer quelque parti dans une autre occasion. » (*Mémoires du duc de Saint-Simon*, t. VI, ch. 3.)

mais dans les aberrations les plus étranges, dans les excès les plus déplorables, on y conserve presque toujours un sentiment très vif de nationalité. Ce caractère a manqué au plus grand événement dont Toulon ait été le théâtre : quelques traîtres qui se trouvèrent, en 1793, à la tête des affaires de la ville et de la marine, parvinrent, en trompant le peuple (1), et malgré la résistance des matelots de la flotte, à livrer la ville aux Anglais. Ils ont eux-mêmes pris soin, dans un temps où l'on exploitait de pareils souvenirs, de constater leur infamie dans un livre presque officiel (2), où l'on dit l'*armée ennemie* pour désigner les troupes françaises, et où l'on glorifie les sentimens de ceux qui, au moment de la trahison, se déclaraient *unis de cœur et d'esprit aux Anglais et aux autres puissances coalisées* (3).

Le 28 août, l'amiral Hood, commandant en chef les forces britanniques, espagnoles, piémontaises et napolitaines, appelé par les autorités locales, prit possession de la place et de ses dépendances. Il occupa la ville avec 5,000 hommes, les forts environnans avec 10,450, et forma dans ses équipages un corps de débarquement de 4,000 hommes. Comprenant que la possession de la ville était subordonnée à celle de la petite rade, et celle de la petite rade à celle des deux promontoires correspondans qui la ferment au sud, ce fut là surtout qu'il se fortifia. Sur celui de l'est, 4,000 hommes gardaient la Grosse-Tour, le fort de la Malgue et l'espace intermédiaire; à l'ouest, une redoute, surnommée le Petit-Gibraltar, à cause de sa force, couronna la hauteur de Caire, au-dessous de laquelle les forts de l'Éguillette et de Balaguier croisent leurs feux sur toute la passe : 2,050 hommes défendaient cette position; l'artillerie des vaisseaux appuyait les mouvemens des troupes de terre, et l'intrépide commandant Féraud, que l'ardeur de son royalisme avait jeté dans les rangs des ennemis de son pays, s'avançait avec une flottille de canonnières dans les parties de la baie de la Seyne où les vaisseaux ne pouvaient pas pénétrer. Telles étaient les dispositions formidables que nos discordes civiles et les dangers des autres frontières avaient donné aux Anglais le temps de prendre.

Dès le mois de septembre, le général Carteaux les chassait des Gorges d'Ollioule, et le général Lapoype, détaché de l'armée d'Italie, les isolait du côté du nord-est, en s'établissant à la Valette et à Solliès. Bientôt le brave Dugommier prenait le commandement en chef; le matériel de siége se réunissait à grand'peine, et le comité de salut public envoyait à l'armée un plan d'attaque méthodique rédigé par le comité des

(1) La preuve des véritables dispositions d'une grande partie de la population résulte du soin qu'eurent les Anglais de la faire désarmer immédiatement.

(2) *Mémoires pour servir à l'histoire de la ville de Toulon en 1793*, rédigés par M. Z. Pous. Paris, 1825.

(3) *Déclaration du comité général de la ville de Toulon du 24 août 1794.*

fortifications. Vauban a mis au rang des sciences exactes l'art d'attaquer et de défendre les places, et les chances d'un siége se calculent avec le même degré de certitude que les effets d'une machine. Le plan du comité du génie assurait infailliblement la reprise de Toulon; mais, indépendamment des lenteurs de l'exécution, il n'épargnait à une ville française et à notre plus riche arsenal maritime aucune des horreurs ni des pertes qu'entraîne un siége régulier; il ne nous rendait Toulon qu'après en avoir fait un monceau de décombres. Un jeune homme qui commandait en second l'artillerie sut conjurer ce malheur et réserver aux Anglais tous les désastres dont la ville était menacée.

J'ai eu la bonne fortune d'accompagner le colonel Picot, directeur des fortifications de Toulon, sur les chemins mêmes par lesquels le commandant Bonaparte conduisit nos soldats, quand il leur fit reprendre Toulon, en lui tournant le dos. A l'aspect des lieux et aux explications d'un guide aussi sûr que le mien, la justesse et la puissance de la combinaison deviennent si frappantes de clarté, que, pour comprendre comment d'autres idées ont pu se présenter aux esprits, il faut se souvenir de la découverte de l'Amérique et de l'œuf de Christophe Colomb.

Dans une lettre adressée d'Ollioule, le 24 brumaire an II (14 novembre 1793), au ministre de la guerre (1), Bonaparte expose son plan dans tous ses détails : « Chasser les ennemis de la rade est, dit-il, le point préliminaire au siége en règle.... il serait possible que l'ennemi, étonné, ayant déjà perdu la possession de la rade, craignît d'un moment à l'autre de tomber en notre pouvoir, et se résolût à la retraite. Cela eût été sûr il y a un mois, où l'ennemi n'avait pas reçu ses renforts; mais aujourd'hui il serait possible que, quoique la flotte fût obligée d'évacuer la rade, la garnison tînt encore et soutînt le siége...

« Nous devons donc distinguer deux périodes différentes dans le siége de Toulon... »

Il poursuit et détermine, avec cette précision de calcul qu'il porta depuis dans de plus grandes opérations, les forces et les travaux nécessaires pour atteindre successivement les deux termes qu'il se propose; il démontre qu'une fois la presqu'île du Petit-Gibraltar et de l'Éguillette entre nos mains, l'ennemi ne peut plus tenir dans la rade, et revient à plusieurs reprises sur la probabilité que l'expulsion de sa flotte suffira pour nous rendre Toulon; mais il ne s'en contente pas et ne croit sa tâche remplie qu'après avoir conduit les assiégeans jusqu'au pied de la brèche. En marge de cette pièce sont écrits de la main de Pache, alors ministre, ces mots empreints de la familiarité de langage du temps : — 3e DIVISION. — *Examine les propositions de Buonaparte, et procure-lui tous les moïens de faire aller les affaires.*

(1) Dépôt des fortifications.

Les affaires allèrent en effet. On commença par s'assurer contre les sorties que pourrait faire la garnison de la place du côté du fort Malbousquet; puis, la batterie qu'établit Bonaparte au fond de la baie de la Seyne, sur la hauteur de Brégaillon, força les canonnières, les bâtimens légers et les batteries flottantes du commandant Féraud, qui gênaient tous les mouvemens des républicains, d'évacuer la petite rade. Ce point acquis, d'autres batteries furent placées sur les mamelons d'Evesca et de Lambert, voisins de celui de Caire, tant pour contrebattre les feux du Petit-Gibraltar que pour nettoyer ce côté et rejeter les Anglais sur la pente opposée, où les attirait d'ailleurs la protection de leurs vaisseaux. Le moment était venu d'enlever de vive force le Petit-Gibraltar. Le 16 décembre au soir, les troupes se réunirent à la Seyne; le 17, à une heure du matin, le signal est donné : elles gravissent, par une pluie battante, la pente escarpée au sommet de laquelle la redoute anglaise est armée de 36 pièces de canon; leur marche est ralentie, mais non pas arrêtée par les difficultés sans nombre répandues sur leurs pas, et par une grêle de balles et de mitraille; les chevaux de frise sont renversés, les abatis franchis, les canonniers tués sur leurs pièces par les embrasures : le parapet est franchi; mais en arrière de cette première enceinte s'en trouve une seconde, nos soldats sont deux fois repoussés. Enfin, une troisième attaque, plus furieuse que les deux premières, leur succède; le capitaine Muiron tourne la redoute et l'escalade du côté de la mer, que ses défenseurs croyaient gardée par leurs troupes : le soleil levant éclaire le drapeau tricolore flottant sur les fortifications anglaises, et voit l'ennemi groupé sur les pentes qui descendent du Petit-Gibraltar aux forts de l'Éguillette et de Balaguier. Les Anglais font dans la journée un effort désespéré pour reprendre leur position; mais ils sont repoussés avec perte, et le général Victor les chasse à la nuit des deux forts inférieurs, qui, maintenant commandés, ne pouvaient plus rester entre leurs mains. Les vaisseaux des Anglais mouillés dans la rade sont désormais sous le canon des républicains : être coulés ou lever l'ancre, voilà la seule alternative qui leur reste (1).

Le 18, au jour, quelles ne furent pas la surprise et la joie de l'armée en voyant la redoute de Saint-André, les forts des Pomets, de Saint-Antoine, de Malbousquet, le camp de Saint-Elme évacués! La petite rade était couverte d'embarcations qui se croisaient en tous sens, emportant précipitamment Anglais, Espagnols, Italiens, et des Français,

(1) Ce récit étant conforme à l'état réel des lieux et aux rapports officiels dont la reprise de Toulon a été le sujet, il diffère en quelques points de celui qu'en a fait M. Thiers. Je ne pouvais pas avoir sur le célèbre auteur de l'*Histoire de la Révolution française* d'autre avantage que celui de l'exactitude, et j'aurais certainement emprunté ses paroles, si sa topographie des environs de Toulon avait été moins embarrassante pour une classe nombreuse, celle des lecteurs qui connaissent le pays.

coupables d'avoir tourné leurs armes contre leur patrie. Quand les vaisseaux furent suffisamment chargés, les Anglais coulèrent les canots qui leur apportaient plus d'hôtes qu'ils n'en voulaient recevoir, et coupèrent à la hache les mains des malheureux qui cherchaient à s'accrocher à leurs navires. Les Espagnols, les Piémontais et les Napolitains, il faut leur rendre cette justice, aimèrent mieux se gêner à bord que de payer de cette manière l'appel qui leur avait été fait.

Le calme de l'air retenait la flotte ennemie immobile, et notre artillerie se hâtait de faire arriver son équipage de siége sur la côte. On attendait le dénoûment de l'action de la veille; mais le vent s'éleva pendant la nuit. Le 19, la rade était déserte, et l'armée républicaine entra dans Toulon le matin. Les Anglais avaient mis, en partant, le feu à l'arsenal et aux vaisseaux qu'ils ne pouvaient pas emmener; mais des secours prompts, dans l'administration desquels le bagne fit preuve de dévouement et de résolution, arrêtèrent le désastre. De 41 vaisseaux ou frégates qui se trouvaient dans les darses, 12 seulement furent brûlés et 8 emmenés (1).

En 1811, le fort Napoléon, qu'on aurait mieux fait d'appeler le fort Bonaparte, a été construit au sommet qu'occupaient, en 1793, les fortifications de campagne alors surnommées le Petit-Gibraltar; les événemens de cette époque en ont surabondamment démontré l'importance, et, tant que ce fort sera dans nos mains, aucun ennemi ne se maintiendra dans la petite rade. Cependant il faut quelque chose de plus pour la mettre à couvert des entreprises des bateaux à vapeur qui pourraient en moins d'une heure incendier au mouillage et dans l'arsenal les vaisseaux en commission et les chantiers. Une attaque par mer est presque toujours inopinée, et celles des Anglais précèdent ordinairement la déclaration de guerre: pour résister aux agressions subites de la nouvelle navigation, Toulon doit donc être mis, du côté de la mer, en état permanent de défense. On verra plus loin quelles mesures sont déjà prises à cet effet.

Dans ses projets sur Toulon, Vauban a embrassé la défense de la place aussi bien que l'établissement de l'arsenal; mais, dans l'exécution, il s'est beaucoup plus occupé du second objet que du premier. La darse, les magasins, les ateliers qu'il a construits, forment, dans la partie de la place la moins exposée aux attaques extérieures, un ensemble admirablement coordonné et susceptible de s'étendre sans rien perdre de son unité, répondant par conséquent aux besoins du présent avec la prévision de ceux de l'avenir. L'administration de nos jours n'a point compris Vauban ou s'est crue plus sage que lui; la succursale de quinze

(1) Relation des attaques du *Port de la Montagne*, ci-devant Toulon, par le chef de bataillon Marescot, commandant du génie. (Dépôt des fortifications.)

cales de construction qu'elle a formée au Mourillon, en dehors des remparts, est séparée de ses magasins par toute l'épaisseur de la ville, et si l'on a cherché la combinaison la moins favorable à l'économie du travail, à la facilité de la surveillance et à la sûreté militaire, on a parfaitement rencontré. De nouveaux agrandissemens sont aujourd'hui résolus, et cette fois on ne suppose même pas qu'on puisse s'étendre ailleurs que sur les terrains limitrophes de l'arsenal. Les projets qu'on étudie seront-ils au niveau des futures destinées de la marine de la Méditerranée? Les vues de l'administration actuelle devanceront-elles, comme autrefois celles de Colbert, les besoins d'une ère nouvelle? Il est permis de l'attendre de la maturité des délibérations des conseils de la marine; déjà ils ont adopté deux projets pour l'agrandissement de l'arsenal et se sont arrêtés à temps dans l'exécution, reconnaissant dès les premiers pas l'insuffisance ou l'imperfection des conceptions qu'on avait d'abord admirées.

Il semble que la première question à résoudre dans de si graves débats est celle de savoir si nous devons ajouter une nouvelle marine à la marine actuelle, conservée dans ses splendides dimensions, ou si celle-ci doit éprouver une transformation complète ou partielle.

Il fut un temps où les galères constituaient presque exclusivement la marine militaire; ce système d'armement s'est effacé devant les progrès de la construction des bâtimens ronds et surtout devant la supériorité de leur artillerie. Un pays qui se serait obstiné à maintenir ses galères au XVIIIe siècle aurait abdiqué toute sa puissance maritime. L'introduction de l'action de la vapeur dans la navigation serait-elle un fait moins considérable, et la création d'une nouvelle tactique navale n'en est-elle pas la conséquence forcée? Celui de nos vice-amiraux qui a le plus d'avenir est heureusement celui qui a le plus de prévoyance, et il a jeté de vives lumières sur cette question. Il est permis de considérer après lui un très petit nombre de faits qui sont à la portée de tout le monde: c'est presque toujours à ceux-là que finit par appartenir l'influence prédominante.

Un bateau à vapeur de 450 chevaux est en rade de Toulon; sa machine est chauffée; douze cents hommes d'infanterie attendent, le sac sur le dos, sur les quais de l'arsenal; en moins de trois heures, ils sont installés à bord, et, si le bâtiment accostait facilement le quai, l'embarquement ne durerait pas beaucoup plus qu'une rentrée à la caserne. Soixante heures après, deux bataillons sont sur la côte d'Afrique. Ce qui est vrai d'un bateau et d'un voyage l'est de dix, l'est de vingt. Une flotte à la voile peut-elle arrêter ces troupes de débarquement marchant à la vapeur? Non. Quelle que soit sa force, les bateaux à vapeur atteindront sans combat, sans difficulté, le but qui leur est assigné, et, après avoir déposé leur chargement, ils reviendront au point de

départ, sans courir plus de danger qu'en s'en éloignant. Cet acte si simple, qui s'accomplit tous les jours sous nos yeux, renferme à lui seul toute une révolution dans l'art de la guerre; il substitue à l'ancien isolement des forces de terre et de mer la connexion la plus redoutable. Qu'on suppose, en effet, vingt bateaux à vapeur à Toulon, tandis que la flotte de Nelson occupe la Méditerranée. Aboukir n'est plus qu'une plage hospitalière; Malte est ravitaillée; des communications régulières rattachent l'Égypte à la France. Plus tard, Masséna est secouru dans Gênes, et tous les plans de l'immortelle campagne de Marengo sont changés. N'arrivant jamais à temps sur les lieux où se frappent les coups décisifs, la flotte à voile n'est plus, dans les opérations qu'elle maîtrisait jadis, qu'un élément dont on se dispense de tenir compte, et Nelson n'est dans la Méditerranée que pour être tardivement informé des événemens qui se sont accomplis sans lui.

Il est donc probable que, dans la première guerre dont cette mer sera le théâtre, la victoire dépendra d'une combinaison intime établie entre la force de l'armée de terre et la force navale; des troupes de débarquement, rapidement portées par la marine à vapeur sur les points stratégiques des côtes de France, d'Afrique, d'Espagne, d'Italie, y trancheront les questions d'une campagne. Quels seront les procédés de cette organisation nouvelle des armées? Quels changemens introduira-t-elle dans la tactique? C'est là le secret de l'homme de génie qui maniera le premier cet instrument; mais, quant aux élémens mêmes de la combinaison, ils sont sous les yeux de tout le monde, ils sont entre les mains de tous ceux qui sont appelés à les employer.

Les bâtimens à voile semblent d'ailleurs atteindre, par les progrès mêmes de leur armement, leur période de décroissance. Des calfats répartis le long de l'œuvre vive d'un vaisseau qui se battait suffisaient naguère à tamponner les voies d'eau percées par les boulets de l'ennemi. Maintenant un seul projectile creux, éclatant sur la ligne de flottaison, ouvre aux eaux un sabord de plusieurs mètres carrés, et le vaisseau coule presque instantanément. Avec des armes si meurtrières, un combat entre vaisseaux ou frégates ne durera pas plus d'un quart d'heure, et les pertes ne se compteront plus par hommes, mais par équipages entiers. Quand des moyens de destruction arrivent à ce point d'aveugle infaillibilité sans conserver la puissance de décider du sort de la guerre, l'avenir ne leur appartient plus. Compromise entre les perfectionnemens de son artillerie et la concurrence d'une marine affranchie des caprices des vents, la marine à voile ne cessera pas de régner sur les mers lointaines, où l'autre aurait peine à la suivre; mais dans les mers d'Europe, et particulièrement dans la Méditerranée, son importance ne peut manquer d'être fort réduite.

La France n'a point à s'inquiéter de cette tendance. L'infériorité de

sa marine à voile vis-à-vis de celle de l'Angleterre est évidente, et ce serait une bien fatale erreur que d'espérer une lutte plus égale de marine à vapeur à marine à vapeur : la supériorité de nos voisins est, sous ce rapport, encore plus grande que sous l'autre; mais, si les troupes de terre s'introduisent comme élément dans les opérations de la flotte, l'équilibre se rétablit, et nous retrouvons dans nos soldats plus qu'il ne nous manque en matelots. Ajoutons que, sur la Méditerranée, nous sommes chez nous, et que l'Angleterre n'y peut entretenir d'hommes qu'avec une dépense triple de celle que nous coûtent les nôtres.

Si ces faits sont exacts, il importe beaucoup moins aujourd'hui de doubler l'arsenal de Toulon que de le transformer, de demander au pays des sacrifices ruineux que de répartir avec intelligence sur un service qui s'accroît les ressources d'un service qui s'affaiblit. Les dimensions et les dispositions intérieures d'un arsenal doivent, aussi bien que ses approvisionnemens, se régler sur la nature des forces qu'il alimente, et, qu'on veuille bien le remarquer, l'arsenal de la Méditerranée est, à cet égard, dans des conditions fort différentes de celles des arsenaux de l'Océan. Placé sur la mer à la configuration de laquelle s'adapte le mieux la marine à vapeur, il est seul rapproché de nos mines de houille. Il semble donc que, si l'administration de la marine appliquait les ressources variées dont elle dispose aux besoins auxquels chacune s'approprie le mieux, elle fortifierait à Toulon les ateliers de la marine à vapeur et conférerait aux ports de l'Océan une prépondérance marquée pour les constructions de la marine à voile.

Cette disposition aurait, entre autres avantages, celui de permettre de purger l'arsenal de la présence d'un établissement qui en flétrit l'aspect, en contamine les travaux et en compromet la sûreté. On voit qu'il s'agit ici du bagne. A la seule inspection de l'arsenal de Toulon, toute personne familiarisée avec les ateliers ordinaires, et sachant évaluer la capacité de travail des hommes, sera convaincue de la possibilité de s'y passer du concours des forçats. Je m'abstiendrai de dire ici mon sentiment sur le parti que l'administration de la marine tire depuis trente ans des matières qui lui sont confiées, des hommes dont elle dirige les bras ou l'intelligence; pour le justifier, il faudrait entrer dans des détails qui toucheraient aux causes du contraste qui règne entre l'énormité de ses dépenses et la mesquinerie des résultats obtenus, et ils ne seraient point ici à leur place. Je me bornerai à exprimer la conviction profonde qu'avec une autre organisation du travail, la suppression de tolérances inconnues dans les arsenaux de l'artillerie, et un emploi judicieux de machines très simples, on obtiendrait des ouvriers ordinaires de l'arsenal, sans augmenter leur nombre et en améliorant leur condition, tout ce que la chiourme produit d'utile. Quant à celle-ci, quoique son effectif moyen soit de 3,600 hommes, il serait

très facile, comme le démontrera peut-être bientôt la *Revue*, de l'employer ailleurs à des travaux d'une incontestable utilité.

Toulon n'est pas tout entier dans son arsenal, mais on pourrait presque dire qu'il en vit, et ce grand établissement exerce sur les mœurs, sur les tendances et le mouvement de la population qui l'entoure, une influence dont l'étude serait des plus instructives. Le nombre des habitans semble s'élever ou s'abaisser avec les dépenses de la marine. En 1698, il était de 29,000 (1), et au recensement de 1789 de 30,160; cela ressemblait à un état normal. En 1801, il est réduit à 20,500; c'était un effet naturel des suites de siége et des malheurs de la révolution. Il remonte en 1811 à 28,380, et nous le retrouvons en 1831 de 28,419; mais, au recencement de 1846, la commune de Toulon compte :

Population normale et municipale intrà muros.	39,243 habitans.
— — — extrà muros.	6,191
Militaires, marins inscrits, infirmes des hospices, élèves des colléges, forçats, détenus.	17,507
Total.	62,941 habitans.

On ne saurait admettre que cette population se soit accrue de 121 pour 100 en quinze ans; il est probable que, dans les recensemens antérieurs à celui de 1831, l'on a tantôt admis, tantôt éliminé le bagne et la garnison. En 1831, on n'a pas fait entrer en ligne de compte cet élément variable, ce qui réduit l'augmentation réelle à 60 pour 100; dans cette limite, le mouvement imprimé par l'occupation de l'Algérie et par le développement de notre marine militaire l'explique suffisamment.

Aux 39,243 habitans domiciliés dans la ville proprement dite, on ne saurait ajouter moins de 3,757 individus pour la garnison, les élèves des colléges, les malades aux hôpitaux, les marins, les passagers, toujours si nombreux dans ce pays : à ce compte, 43,000 créatures humaines sont agglomérées entre les murs de l'arsenal et l'enceinte bastionnée, et cet espace est de 32 hectares. La densité de la population y est donc de 1,437 habitans par hectare : elle n'est à Paris que de 302 (2). Si nous étions aussi serrés à Paris qu'on l'est à Toulon, au lieu de 1,053,897 habitans, nous en compterions 4,924,600, et, pour être au large comme nous, les habitans de Toulon auraient besoin de 142 hectares. Cet entassement excessif de la population a entraîné une foule de conséquences bizarres, quoique faciles à prévoir. Pour loger tant de

(1) *Mémoire sur la Provence*, par M. Lebret, intendant. B. R. Mss.

(2) La superficie de Paris est de 3,424 hectares.

La population fixe y est aujourd'hui de.	945,721 habitans.
Et la population flottante de.	108,176
En tout.	1,053,897 habitans.

nouveaux habitans, il aurait fallu une autre ville; ne pouvant pas la bâtir à côté de l'ancienne, on l'a bâtie au-dessus; toutes les maisons de Toulon se sont élevées de plusieurs étages, et, comme les rues sont excessivement étroites, l'aspect en est fort désagréable. La nécessité de marchander l'espace fait qu'on trouve à peine dans la ville une demi-douzaine d'escaliers convenablement éclairés; les appartemens sont, en général, trop petits pour se prêter à la réunion d'une famille un peu nombreuse, et les relations sociales sont très sensiblement affectées par cet état de choses. La cherté des loyers éloigne de la ville les ouvriers de l'arsenal; la plupart d'entre eux habitent la Seyne ou les villages voisins, et une partie des forces qu'ils devraient apporter à leurs travaux s'épuise dans le double trajet qu'ils sont tenus de faire chaque jour. Le défaut d'espace dans l'intérieur des murs a fait rejeter en dehors plusieurs des établissemens qu'il importait le plus de mettre à couvert; tels sont le port marchand, l'hôpital civil, et, ce qui est plus étrange dans une place de guerre de cette importance, les principales casernes et le parc d'artillerie sont en dehors des fortifications. En 1707, en 1746 et en 1793, les troupes chargées de la défense de la place n'ont point pu s'y établir; elles occupaient, en s'appuyant sur les glacis, les camps de Saint-Antoine et de Sainte-Anne.

De pareilles singularités ne sauraient subsister; il faut tirer de la gêne cette nombreuse population, la mettre à l'abri des épidémies dont la menace son entassement, lui donner de l'air et de l'espace. Cette nécessité est comprise de tous, et l'agrandissement de Toulon est depuis long-temps résolu en principe. Le colonel du génie Picot a projeté l'établissement d'une nouvelle enceinte, infiniment plus forte que celle d'aujourd'hui, et qui, sans parler de l'arsenal, porterait la superficie de la ville à 66 hectares; il a démontré qu'au moyen du concours offert par le conseil municipal, on solderait à peu près, avec la vente de l'emplacement des fortifications actuelles, les 6,800,000 fr. que coûterait la construction des nouvelles. Ce projet, adopté par le gouvernement, a été soumis à la chambre des députés pendant la session de 1846 (1), et, s'il n'a point encore été représenté, c'est sans doute qu'on se propose, comme pour l'arsenal de la marine, quelque chose de plus complet et de meilleur encore. Ne nous plaignons pas d'un retard qui doit être le gage d'une amélioration, et faisons des vœux pour qu'une ville dans laquelle se résume un des principaux élémens de la force et de la grandeur de notre pays soit bientôt pourvue des établissemens qui lui manquent.

La rade de Toulon se divise en deux parties bien distinctes, la grande

(1) Voir le projet de loi présenté par le ministre de la guerre le 28 avril 1846, et le rapport fait le 7 mai suivant, au nom de la commission chargée de l'examiner, par M. Clappier.

et la petite rade. La première sert, pour ainsi dire, d'avant-port à la seconde : elle est tournée vers l'est; mais du cap Sepet au cap Brun, entre lesquels elle s'ouvre, la distance est de trois kilomètres, et les vaisseaux courent à l'aise des bordées dans cet espace; l'entrée et la sortie en sont ainsi praticables par tous les vents. La petite rade comprend, en arrière de l'étranglement formé par la correspondance des caps de l'Éguillette et de la Grosse-Tour, une étendue de près de 700 hectares : abritée des vents comme un port intérieur, protégée par des fortifications dont les feux se croisent sur toute sa surface, elle communique immédiatement avec les darses et l'arsenal.

Henri IV avait le premier compris et développé les avantages naturels de la position de Toulon; mais, peu d'années après sa mort, son ouvrage était compromis par deux ennemis bien obscurs : c'étaient les torrens de l'Égouttier et du Las, qui se déchargeaient alors des deux côtés de la vieille darse, l'un par l'emplacement du port marchand actuel, l'autre en traversant celui du chenal de Castigneau. En 1633, ils avaient déjà jeté devant la darse *une si grande traînée de pierres, de graviers et de limon, que les grands vaisseaux ne pouvaient plus en approcher*, et, pour la rendre abordable, il fallait *ouvrir un grand canal dans la mer*. Chaque jour ajoutait de nouveaux dépôts aux anciens, et l'on pouvait calculer l'époque où, se réunissant, les deux alluvions barreraient complétement le port. A moins de tarir les torrens, il fallait, pour absorber leurs déjections, un réservoir dont la capacité fût en équilibre avec leur puissance. Un procureur du roi près l'amirauté, Antoine Martillot, dont le nom mérite une place dans les annales de la marine, proposa de creuser, dans une dépression de terrain qui se trouve entre les hauteurs de la Malgue, un nouveau lit à l'Égouttier et de le faire déboucher en dehors de la petite rade, sur le revers méridional du cap de la Grosse-Tour. Ce projet, vivement appuyé par le commandeur de Forbin, fut présenté par le président de Séguiran, et le cardinal de Richelieu en ordonna l'exécution (1). Depuis plus de deux cents ans, les galets et les sables de l'Égouttier se perdent dans des profondeurs où ils s'accumuleront long-temps impunément.

Quant au Las, sur lequel nous reviendrons bientôt, l'embouchure en a été reportée, long-temps après, à deux kilomètres à l'ouest de la darse neuve : le projet était de Vauban; il paraît avoir été exécuté vers 1746 par les troupes rassemblées sous le commandement du maréchal de Belle-Isle.

Ces précautions n'ont pas empêché le fond de la rade de prendre un exhaussement qu'on a peu remarqué tant que le mouillage n'a pas été

(1) Voir le *Procès-verbal contenant l'état véritable auquel sont de présent* (en 1633) *les affaires de la côte maritime de Provence*. (B. R., mss. nº 1037.)

sensiblement affecté, mais dont on s'est fort alarmé depuis une cinquantaine d'années. L'eau n'a pas aujourd'hui deux mètres de profondeur dans telle partie de la rade où la carte de 1704 en signale cinq et six brasses; la flottille du commandant Féraud n'arriverait plus à la place du mouillage où l'atteignait en 1793 le canon des batteries de Bonaparte; on ne fait plus entrer un vaisseau de 100 canons dans le port qu'en le désarmant, ou en lui frayant le passage avec la machine à draguer; tous les jours, les bateaux à vapeur labourent la vase avec leur quille, et l'apparition d'îles, qui finiraient en s'élargissant par se réunir au rivage, serait la conséquence inévitable de la persistance des causes qui ont produit ces effets. Les deux dernières cartes hydrographiques de la rade de Toulon ont été levées, l'une en 1809 par le capitaine Gautier, l'autre en 1839 par MM. Monnier, Le Bourguignon-Duperré, Bégat, Lieusson et Delamarche, ingénieurs hydrographes de la marine. Il résulte de la comparaison des sondages faits à trente ans de distance : 1° que dans cette période le fond de la petite rade, ainsi que le chenal qui y conduit, se sont élevés de plus de 80 centimètres; 2° que le grand banc qui sépare le chenal de Castigneau du mouillage de l'Éguillette s'est avancé vers le sud d'environ une encâblure et s'est exhaussé de près d'un mètre sur toutes ses parties; 3° que le chenal de la petite rade qui, en 1809, était déjà d'un accès très difficile, est aujourd'hui réduit à une encâblure au plus dans le nord nord-ouest de la Grosse-Tour (1).

A ces documens authentiques s'est ajoutée, dans une circonstance solennelle, une déclaration de M. le baron de Mackau, ministre de la marine : « La petite rade qui forme la partie essentielle de l'établissement de Toulon se trouve aujourd'hui, disait-il, tellement rétrécie par l'élévation successive du fond, résultat de l'accumulation des vases et de la végétation sous-marine, que les mouvemens des vaisseaux y sont devenus très difficiles dans certaines circonstances du temps et de la mer..... L'étendue de la portion de la petite rade accessible aux vaisseaux et frégates a sensiblement diminué et ne répond plus aux besoins du service..... Cet état de choses, très fâcheux pour le présent, est encore plus menaçant pour l'avenir, puisqu'en diminuant nos ressources il aurait pour effet, surtout en temps de guerre, une grande gêne dans toutes les opérations maritimes (2). »

Ces paroles ont été comprises : le ministre promettait de donner, au prix de 10 millions, une profondeur uniforme de 9 mètres 50 cent. à la

(1) Dépôt de la marine. — *Plan de la rade de Toulon et de ses divers mouillages, levé en 1839, dressé en 1841, et publié en 1842 sous le ministère de M. l'amiral Duperré.*

(2) Exposé des motifs du projet de loi portant demande d'un crédit extraordinaire de 10,500,000 francs pour le curage et la défense de la petite rade de Toulon (6 mai 1845).

petite rade; la loi du 19 juillet 1845 a mis à sa disposition les 10 millions : les travaux sont commencés, et jusqu'à présent le succès en paraît assuré.

Mais, si l'envasement continue à marcher comme par le passé, les résultats d'une si belle entreprise ne seront-ils pas immédiatement atténués et compromis? La flotte jouira-t-elle long-temps de la profondeur de mouillage acquise à si grands frais? Faudra-t-il choisir entre un dévasement chronique et des frais d'entretien excessivement dispendieux? L'avenir de l'établissement de Toulon sera-t-il subordonné à la négligence de l'administration, à la pénurie des finances, et les dangers conjurés en 1845 retomberont-ils sur nos neveux, au milieu de quelque guerre malheureuse? — Ces affligeantes questions se posent d'elles-mêmes, et il est triste d'avouer que les documens publiés jusqu'à ce jour ne permettraient guère d'y répondre négativement.

Si décourageante que soit souvent l'expérience du passé, son silence n'est pas toujours une condamnation sans appel de la recherche des solutions qui lui ont échappé, et il n'est pas dit qu'à Toulon même un examen attentif des lieux ne puisse révéler aucun moyen nouveau de prévenir l'envasement de la rade.

Les habiles ingénieurs dont les travaux ont donné la mesure du mal ont voulu remonter à ses causes. « En plongeant des lances armées de plomb sur les bancs qui rétrécissent les mouillages et les chenaux de la petite rade, ils ont reconnu partout la présence de racines et d'abondans détritus d'herbiers mêlés à la vase dans toute l'épaisseur des couches traversées par ces lances, et ils ont considéré la végétation très active qui a lieu sur ces bancs comme la cause principale de leur exhaussement progressif. » Ils sont aussi demeurés convaincus que les immondices de la ville de Toulon avaient beaucoup contribué à l'envasement.

Si les matières accumulées dans la rade n'avaient pas d'autre origine, elles seraient presque exclusivement animales et végétales : qu'on en jette quelques parcelles au feu, et le résidu montrera qu'elles sont, au contraire, presque exclusivement terreuses. C'est donc du côté de la terre qu'il faut chercher d'où elles viennent.

Le principal agent de l'exhaussement du fond de la rade n'est pas la végétation sous-marine : c'est incontestablement le Las, et il est secondé dans ce travail par le ruisseau de Brégaillon et par quelques filets d'eau imperceptibles pendant la belle saison. A chaque orage, à chaque pluie, ces cours d'eau charrient dans la rade les dépouilles des montagnes voisines, et elle ne perd pas un atome de ce qu'elle en reçoit. Il ne faut pas aller bien loin pour trouver des témoignages de l'abondance de ces alluvions : celles du Las ont formé aux portes de la ville les vastes prairies de Castigneau et de Missiessy; elles ont fait reculer les eaux qui jadis occupaient cette place. Lorsque l'embouchure de la rivière a été re-

portée à l'ouest de la poudrière de Millaud, il existait sur ce point une anse assez profonde; en moins d'un siècle, l'anse s'est comblée, et le nouveau Las a jeté devant soi un delta de 18 hectares; celui de Brégaillon en a près de 20. Les parties extérieures de ces dépôts ne sont que le sommet des masses incalculables de limon qui leur servent de base, et leur apparition au-dessus des eaux est le signe de l'immensité des atterrissemens qui se sont étendus au-dessous. N'est-ce point assez de constater la marche de l'envasement par l'entrée des eaux troubles dans la rade? Faut-il chercher, dans les vides que les dépôts laissent ailleurs, une preuve surabondante de leur déplacement? Qu'on remonte la vallée du Las et ses nombreuses ramifications : on reconnaîtra, aux profondes érosions du sol, les places naguère remplies par les terres dont il faut aujourd'hui purger la rade à si grands frais. Ainsi, l'exhaussement du bassin maritime correspond à l'abaissement du bassin territorial dont les eaux s'y déversent, et le progrès des alluvions s'opère avec la clarté rigoureuse d'une équation.

L'extrême vulgarité de ces observations a pu les faire échapper à l'attention des savans qui se sont occupés du curage de la rade; les faits auxquels elles se rapportent ne sont, pour cela, ni moins certains ni moins considérables, et leur admission assigne à l'envasement trois causes au lieu de deux : peut-être même n'a-t-on pas attribué aux évacuations du port toute l'influence qu'elles exercent sur les phénomènes qu'on a signalés. La manière d'entendre la propreté n'est pas la même dans tous les pays : celle des habitans de Toulon consiste à confier aux ruisseaux d'eau vive qui s'écoulent dans la darse après avoir rafraîchi leurs rues, les engrais énergiques qui se produisent journellement dans leurs ménages; ils font de leur port un dépôt de fumiers d'une extrême richesse, et les eaux s'y chargent de toute espèce de sels fertilisans. Dans cet état, elles se mêlent aux matières limoneuses que leur ténuité tient en suspension dans la rade, et qui, fécondées de la sorte, se déposent sur les plantes sous-marines. La plupart de celles-ci se développent par la projection de radicules latérales, et le limon qui les chausse continuellement explique la rapidité de leur croissance. Dans le voisinage des darses, où ces effets sont le plus sensibles et le plus fâcheux, le fond s'exhausse précisément comme le fait dans nos jardins une couche d'asperges; rien n'y manque, ni la plante, ni le remblai, ni le fumier, et les embarras de la navigation viennent de ce que les combinaisons les plus perfectionnées de l'horticulture se réalisent, sans que personne y pense, dans un lieu où elles ne sont point à leur place.

Si ces faits sont exacts, l'envasement de la rade peut être méthodiquement attaqué dans la végétation sous-marine, dans les évacuations du port, et dans les cours d'eau qui servent de véhicules aux alluvions.

La botanique n'a point encore arraché tous leurs secrets aux profondeurs de la mer; il lui reste quelque chose à apprendre sur les conditions de vigueur ou de mortalité des plantes sous-marines, et la rade de Toulon lui offrirait un champ fécond d'observations. En attendant qu'elle le parcoure, MM. les ingénieurs hydrographes de la Méditerranée ont judicieusement remarqué que plusieurs espèces ne croissent pas au-dessous d'un certain niveau, et que la vigueur de toutes s'affaiblit à mesure que la couche liquide au travers de laquelle elles reçoivent la chaleur et la lumière du soleil augmente d'épaisseur. Le curage de la rade à 9 mètres 50 centimètres de profondeur ne saurait donc manquer de diminuer beaucoup l'activité de la végétation sous-marine. On la ralentirait davantage encore par la suppression des engrais que lui prodiguent la ville et l'arsenal lui-même. Personne, à coup sûr, ne prétendra que l'évacuation des immondices ne puisse pas s'opérer à Toulon comme dans toute autre ville où l'on n'a pas un port pour voirie. L'agriculture viendra d'ailleurs en ceci à l'aide de la navigation; elle sollicitera ce que la police maritime et la police municipale ont le droit de prescrire, et les habitans de Toulon comprendront que si, prenant exemple de ceux de Lille, de Strasbourg, de Grenoble, ils répandaient sur leurs champs tout ce qu'ils envoient dans la rade, leur territoire doublerait bientôt de fertilité.

Restent les alluvions. A part le mérite de l'invention et la différence de la dépense, il n'est pas plus difficile de faire déboucher le Las sur le revers occidental de la presqu'île de Six-Fours qu'il ne l'a été de rejeter l'Égouttier de la petite rade dans la grande, ou d'ouvrir la Rivière Neuve (1). La plus courte distance du Las à la Reppe d'Ollioule, qui se décharge dans la baie de Saint-Nazaire, n'est que de 4,500 mètres. Ouvert sur un terrain facile, quoique légèrement ondulé, un canal qui porterait les eaux de l'un dans le lit de l'autre n'aurait pas 8,000 mètres. Une simple opération de nivellement suffirait pour en déterminer les points de départ et d'arrivée. La rapidité de la pente du Las est une circonstance très favorable à l'entreprise. Le canal intercepterait au passage le cours du ruisseau de Brégaillon. Ces travaux n'affecteraient en rien le régime de la dérivation du Las qui alimente d'eau la ville de Toulon; ils pourraient déplacer une ou deux usines, mais les forces motrices ne seraient pas perdues, puisque le volume et la chute des eaux resteraient en réalité les mêmes.

Ce serait au reboisement à compléter les effets du détournement de ces cours d'eau, et il serait ici d'autant mieux placé qu'il atténuerait, pour la baie de Saint-Nazaire, les inconvéniens dont serait délivrée la petite rade de Toulon. Des terres couvertes d'arbres et de gazon ne ris-

(1) C'est le nom qu'on donne au lit dans lequel on a détourné le Las vers 1746.

quent pas d'être entraînées. Le bassin des eaux qui s'écoulent dans la petite rade comprend environ 5,000 hectares. Une partie est tapissée de prairies susceptibles d'acquérir, par un meilleur emploi des eaux qui les arrosent, une assez grande extension; une autre est couverte de rochers lisses, et si, pour évaluer l'espace à regarnir, il suffisait de l'avoir considéré dans de longues promenades, j'oserais affirmer qu'il n'atteint pas la moitié de la superficie totale. Quelle que fût, du reste, la dépense du détournement du Las et du reboisement, elle ne serait jamais qu'une imperceptible fraction des avantages maritimes qu'elle procurerait; peut-être même, en la commençant immédiatement, en économiserait-on une partie sur les travaux du curage général.

Le concours de ces mesures n'empêcherait ni les eaux claires que recevrait la rade de déposer quelques sédimens, ni la poussière apportée par les vents de modifier par la suite des siècles une surface qui la recevrait sans la rendre; mais, si l'envasement n'était pas tout-à-fait arrêté, il serait tellement ralenti que plusieurs générations pourraient passer sans en apercevoir les progrès. Nous savons aujourd'hui ce que nous coûte la négligence de nos pères; la nôtre n'aurait pas les mêmes excuses et entraînerait bien plus de dangers : ne mettons pas nos neveux en droit de la maudire.

La petite rade approfondie pourra contenir toutes nos forces navales de la Méditerranée. Un abri semblable était d'autant plus nécessaire à leur ouvrir, que les nouveaux moyens d'attaque fournis par la marine à vapeur ôtent à la grande rade une partie de son ancienne sûreté. Celle de la petite rade va s'accroître par le rétrécissement de 1,200 à 750 mètres de la passe comprise entre la pointe de l'Éguillette et la Grosse-Tour. De formidables batteries couronneront les musoirs de jetées qui partiront de ces deux points, et l'intervalle se fermera, en temps de guerre, avec des chaînes de fer soutenues sur des pontons ou des radeaux. Les moyens de défense de la petite rade seront de la sorte mis au niveau de ses avantages naturels et de l'immense valeur du matériel qui lui sera confié.

Telle est et telle sera bientôt la rade de Toulon. Cependant, pour être un établissement militaire parfait, une chose essentielle lui manque : c'est une sortie à l'ouest. Les rades de Brusc, de Bandol, de la Ciotat, de Jarre, devraient lui servir de prolongement et la lier au golfe de Marseille; mais les avantages du voisinage sont neutralisés par la lenteur des communications : il faut, par certains vents, plusieurs jours pour doubler le cap Sicié, et faire par mer un circuit dont un homme à pied parcourt la corde en moins de deux heures.

On dit qu'en étudiant le terrain qui devait être le premier théâtre de sa gloire, Napoléon demanda pourquoi l'on ne creuserait pas un canal maritime entre la rade de Toulon et la baie de Saint-Nazaire; la moin-

dre largeur de l'isthme qui les sépare est de 5,300 mètres; le jeune commandant de l'artillerie du siége de Toulon dut la mesurer plusieurs fois de l'œil, dans ses courses nombreuses, soit d'Ollioule à Brégaillon, soit sur les hauteurs voisines. On prétend qu'au milieu des préparatifs de l'expédition d'Égypte, il revint plusieurs fois à cette pensée et s'irrita des objections qu'on fondait sur l'envasement de la baie de la Seyne.

J'ai cherché des traces de ce projet, sur lequel l'illustration de l'auteur avait dû fixer l'attention; je n'en ai pas trouvé d'autres que la tradition qui s'est conservée à Toulon, et le sentiment qu'éveille l'aspect des lieux. Si l'œil était un organe moins trompeur quand il s'agit de nivellement, on croirait l'ouverture d'un canal infailliblement praticable au travers du terrain d'alluvion qui rattache à la formation calcaire de la côte le soulèvement de Six-Fours. En fait, ce percement ne serait qu'un jeu auprès de celui du canal Calédonien, exécuté par les Anglais en vue de bien moindres avantages (1). En effet, si la rade de Toulon avait cette sortie à l'ouest, aucun ennemi ne pourrait la bloquer, sans diviser ses forces et sans s'exposer à être détruit en détail; il deviendrait impossible d'intercepter les communications avec Marseille. En temps de paix, les bâtimens à vapeur qui vont et viennent entre Marseille, Gênes et Livourne, ne seraient plus repoussés au large par le cap Sicié; leur route directe les amènerait devant Toulon, et la ville cesserait d'être exclue d'une circulation à laquelle elle est en état d'apporter un si large contingent.

Si grands que fussent ces avantages, l'entreprise est tout au plus de celles qui, long-temps reléguées au rang des utopies, finissent par être atteintes, sur la grève où elles sont gisantes, par le flot croissant de la richesse publique. Pourquoi n'aurait-elle pas son tour comme une autre? Combien n'exécutons-nous pas, dans ce moment et à Toulon même, de travaux naguère réputés impossibles, et qui pourrait assigner des limites aux œuvres qu'accomplirait une nouvelle paix de trente ans? Qu'on ne dise pas que si la prolongation de la paix est ici la condition de l'exécution, elle serait aussi la négation de l'utilité. La paix se fortifie, il est vrai, par sa durée; mais elle accumule des moyens de des-

(1) Le canal Calédonien, qui traverse l'Écosse d'Inverness au fort William, a 97,740 mètres de longueur, dont 62,240 appartiennent à quatre lacs, et 35,500 à des biefs ouverts de main d'hommes. Du point de partage à la mer, la pente est, du côté de l'est, de 28 mètres 56 centim., du côté de l'ouest, de 27 mètres 36 cent. Ces 55 mètres 92 centim. sont rachetés par 28 écluses. La hauteur d'eau est de 6 mètres 10 centim., la largeur au plafond de 15 mètres 24 centim., et la largeur des écluses de 12 mètres 19 centim. La dépense a été de 21,987,775 fr., par conséquent de 617 fr. par mètre courant. Avec ces dimensions, le canal n'admet que des frégates de 44 canons. Pour donner passage à des vaisseaux de premier rang et à des frégates à vapeur, celui de Toulon devrait avoir 9 mètres de profondeur et 30 mètres de largeur au plafond; mais il ne comporterait que des déblais sans ouvrages d'art.

truction inconnus aux générations passées, et quand la guerre ne saurait plus avoir pour enjeux que des nationalités, il n'est pas permis de laisser à la mauvaise fortune une seule des chances que peut lui ravir la prudence.

Les roches décharnées de Faron se dressent derrière la ville à 600 mètres de hauteur, et leurs escarpemens blanchâtres lui renvoient les rayons du soleil de midi; sur le reste de son étendue, la rade est encadrée dans un rideau de montagnes et de collines couvertes de vignes et de bois; le pic de Six-Fours, si connu des matelots, domine à l'ouest cet ensemble et se fait reconnaître au loin à la tour qui le couronne. Silencieux comme les ruines de ces aires d'aigles que la féodalité bâtissait sur les cimes qui bordent le Rhône, ces murs n'entendent plus guère que le sifflement du mistral ou le bruit expirant du canon tiré dans la rade.

On a peine à comprendre aujourd'hui comment, le 27 janvier 1633, les affaires de la marine appelaient dans un pareil lieu le président de Séguiran, cet envoyé du cardinal de Richelieu dont nous avons déjà rencontré la trace aux Martigues. Le magnifique panorama qui embrasse la côte de la baie de Saint-Nazaire à l'île de Maire, de la rade de Toulon à l'île du Levant, n'était pas ce qui l'attirait; ses mesures étaient prises pour le lever de la carte de cet atterrage, et il n'avait nul besoin d'en graver l'aspect et les contours dans sa mémoire. Reçu à la porte de Six-Fours par *les consuls et les plus apparens du lieu*, M. de Séguiran venait y faire enregistrer ses pouvoirs et les ordres du grand-maître de la navigation. L'ancienne vie, si complétement éteinte, de Six-Fours est le résumé de toute une période de l'histoire de la Méditerranée. En 1633, Six-Fours, entouré d'une forte muraille, recueillait et protégeait contre les incursions des pirates les habitans de la presqu'île comprise entre la baie de Saint-Nazaire et la rade de Toulon. La communauté, exempte de tailles en raison de ce service, entretenait à Notre-Dame-de-la-Garde, sur l'escarpement le plus haut et le plus avancé du cap Sicié, des vigies de jour et de nuit, et dès que des bâtimens suspects paraissaient en mer, elles en signalaient le nombre par autant de feux allumés. De semblables signaux répétés de cap en cap, depuis Antibes jusqu'au port de Bouc, avertissaient toute la côte. Elle était, en ce temps, sur un pied de guerre perpétuel : ainsi M. de Séguiran recevait à Bandol l'hospitalité dans une maison particulière armée de deux canons, de deux pierriers, de deux cents boulets, de cinq quintaux de poudre et d'un assortiment convenable d'arquebuses, de piques et de mousquets. Ce n'étaient point là des précautions superflues : les corsaires barbaresques enlevaient les barques dans les eaux du rivage, pillaient les maisons isolées, traînaient en esclavage hommes et femmes. Le commissaire du cardinal trouve à chacun de ses pas des traces de

leurs brigandages : aux Martigues, malgré les efforts de la communauté pour la défense de la côte, quatre-vingts habitans, pris par eux depuis quatre mois, sont esclaves à Alger ou à Tunis; à Marseille, le commerce expose les voleries, les ruines et les misères qu'il souffre de leur part; à Cassis, ils ont détruit la navigation en prenant, depuis vingt ans, quarante barques et trois vaisseaux; à la Ciotat, ils ont, dans l'année, enlevé vingt-deux barques et mis à la chaîne cent cinquante des meilleurs mariniers; aux salins d'Hyères, ils attaquent les bâtimens qui chargent du sel, et les gardes de la gabelle ne leur échappent qu'en leur abandonnant leurs maisons; à Bormes, ils capturent des barques jusque sur la grève, et les habitans sont continuellement en armes pour les empêcher de prendre terre; à Saint-Tropez, ils ont entièrement ruiné le commerce; à Antibes, ils ont tout enlevé en 1621, et il reste à peine une douzaine de barques de 20 à 30 tonneaux. Partout on courbe la tête sous ces brigands comme sous une irrésistible fatalité; partout leur apparition fait sur le matelot interdit l'effet de celle de l'oiseau de proie sur les oiseaux des vergers. Ce n'est qu'à Toulon qu'un brave marin d'Ollioule, nommé Jacques Vacon, trois fois pris par les Barbaresques et trois fois échappé de leurs fers, vient, le cœur ulcéré de ce qu'il a vu et souffert dans les bagnes d'Afrique, proposer un très bon plan de destruction de la piraterie : on applaudit à ce plan, on le recommande au cardinal (1); mais il était dans les décrets de la Providence que la vengeance de tant d'outrages se fît attendre deux cents ans.

Peu d'années avant la conquête d'Alger, cet état de désolation était celui d'une partie des côtes d'Espagne et d'Italie, et, la veille du jour où nous l'écrasions dans son repaire, la piraterie barbaresque comprimait encore l'expansion maritime des petits états des bords de la Méditerranée. Ils ont bien plus gagné à sa destruction que nous-mêmes, dont elle avait appris à respecter le pavillon; mais les sacrifices que nous impose notre victoire ne sont pas tous perdus pour nous : ce merveilleux essor des marines secondaires de la Méditerranée réagit sur l'activité de nos ports; nous partageons les fruits de la sécurité qu'elles nous doivent, et les bases du commerce de cette mer ne s'élargissent pas sans que le nôtre s'élève. N'y a-t-il pas d'ailleurs une gloire éternelle pour la France dans le souvenir de la honte et des maux dont ses armes ont, en 1830, délivré la chrétienté?

En disant adieu à cette rade dont le calme s'allie si bien à la double majesté de la mer et des montagnes, n'espérons pas trouver ailleurs de plus grand ni de plus noble spectacle. Ces vaisseaux à l'ancre sous le

(1) Voir le *Procès-verbal contenant l'état véritable auquel sont de présent les affaires de la côte maritime de Provence*, par H. de Séguiran. (B.-R., mss. de Sorbonne, n° 1037.)

canon des forts, ces voiles blanches dont le mouvement se projette à la fois sur l'azur du ciel et sur la verdure de la terre, ces pavillons qui font battre, quand ils se déploient, tant de cœurs généreux, la puissance et l'honneur de la France respirent en eux. Ces eaux vertes, ce paysage qui se déroule autour de nous, n'ont pas une place qui n'ait été témoin d'une action héroïque : là combattirent *le Romulus* et *le Renard;* là le maréchal de Tessé vainquit Victor-Amédée II et le prince Eugène; là se leva sur le monde l'étoile de Napoléon : il n'est pas de grand événement dans les temps modernes dont ces lieux n'aient reçu le reflet, et ce tableau qui charme nos regards, élève nos sentimens, est celui dont s'émurent Tourville, Duquesne, Vauban, Suffren, Bonaparte et leurs plus glorieux compagnons.

A dix milles à l'est de l'entrée de la rade de Toulon, un grand soulèvement granitique, dirigé de l'est à l'ouest à peu près parallèlement à la côte, a fait sortir du fond de la mer cinq îles rocheuses; ce sont les Stœchades (Στοιχάς) des anciens, ainsi nommées, dit Pline, de l'alignement sur lequel elles gisent, les îles d'Or du moyen-âge, et les îles d'Hyères de notre temps. Le tronçon le plus occidental du soulèvement est à 5 kilomètres de la côte; l'action alternative des vents et des courans a formé dans cet intervalle un étroit amas de galets, de sables et de coquilles, et la réunion de l'ancienne île au rivage a pris la figure d'un T. L'échancrure occidentale comprend la rade de Giens, l'autre sert de limite à la rade d'Hyères. Celle-ci embrasse la vaste étendue comprise entre les îles et le rivage. De l'extrémité de l'île du Levant à celle de l'île de Porquerolles, la distance est de 30 kilomètres. La rade communique avec le large par cinq passes : on peut y mouiller, par un fond de sable vaseux et d'herbiers, sur les quinze lieues carrées qui s'étendent de la presqu'île de Giens à la méridienne du cap Benat; mais, dans la variété d'aspects et d'expositions qui s'y rencontrent, on en préfère un certain nombre où les relations avec la terre sont plus faciles et le calme plus assuré. Tels sont, à l'ouest, les mouillages du Pradeau, de la Badine et de Porquerolles, qui, protégés par cette île et par la presqu'île de Giens, forment à l'entrée de la petite passe un ensemble capable de contenir toute une flotte; au nord le mouillage des salins d'Hyères, qui reçut saint Louis au retour de sa première croisade, et est d'ordinaire choisi par les vaisseaux de ligne; au sud celui des îles de Port-Cros et de Bagau, le meilleur abri qui se rencontre de Toulon à Saint-Tropez; enfin, sur le revers oriental du cap Benat et vis-à-vis l'île du Levant, les mouillages de Bormes et de Cavalaire sont excellens contre le mistral. La grande passe du sud et celle de l'est ont chacune neuf kilomètres de largeur; elles ne peuvent par conséquent pas être fermées; si leurs dimensions se rapprochaient de celles des trois autres, la rade d'Hyères serait une véritable mer intérieure et une très forte

position militaire : elle n'est qu'une magnifique nappe d'eau où mollissent les tempêtes du large, et dont l'heureuse configuration offre de tous côtés contre le mauvais temps des refuges protégés par des batteries de côte. C'en est assez pour servir de rendez-vous aux escadres d'évolution de la Méditerranée, de champ d'exercice à nos équipages, de point de départ et de ralliement à nos grandes expéditions, en un mot, de complément à l'établissement de Toulon.

Ces avantages sont grands, mais les imperfections et les dangers dont ils sont accompagnés ont plus d'une fois fait regretter à nos aïeux jusqu'à l'existence de la rade. En effet, l'excessive facilité d'entrée et de sortie, l'étendue de mouillage qu'y trouvent les vaisseaux hors de portée de terre, sans doute aussi le malheur et les désordres des temps l'ont laissée, pendant plusieurs siècles, à la disposition des Barbaresques et d'autres associations de brigands. Plus tard, quand la manière de faire la guerre s'est régularisée, les avantages de cette position ont invariablement profité aux forces navales les plus considérables, et, toutes les fois que cette supériorité a été du côté de l'ennemi, la rade est devenue la base des opérations dirigées contre Toulon. C'est ainsi qu'en 1524 et en 1536 les armées de Charles-Quint s'y sont ralliées, qu'en 1707 la flotte anglo-hollandaise y a débarqué tout l'équipage de siége des Impériaux, qu'en 1793 et 1794 les Anglais l'ont occupée avant, pendant et après leur séjour à Toulon.

Henri IV, affermi sur le trône, voulut mettre l'avenir à l'abri des dangers qui avaient assailli le passé. En 1594, les souvenirs de la seconde expédition de Charles-Quint n'étaient que de quatre ans plus éloignés que ne le sont aujourd'hui de nous ceux du siége dirigé par Bonaparte. Des leçons si récentes ne pouvaient pas être perdues, et, en faisant de Toulon un objet de terreur et d'envie pour nos ennemis, Henri devait chercher à rétrécir le plus possible les moyens d'attaque qu'ils avaient trouvés dans le voisinage. Tel fut indubitablement son but, lorsqu'en 1608 il résolut, *par des considérations importantes à l'état*, dit le président de Séguiran (1), de transférer les habitans d'Hyères dans une nouvelle ville qu'il eût fondée à la pointe orientale de la presqu'île de Giens. Elle aurait en effet commandé les trois mouillages de Giens, de la Badine et du Pradeau; les feux de ses remparts se seraient croisés au milieu de la passe de l'ouest (2), la plus importante et la plus fréquentée de toutes, avec ceux des batteries de l'île de Porquerolles; enfin la garnison, inexpugnable sur son rocher, aurait pu se porter rapidement sur tous les points de débarquement de la rade, couper les convois d'un ennemi parvenu jusqu'aux murs de Toulon, et l'abîmer dans sa retraite.

(1) *Procès-verbal des affaires maritimes de Provence* en 1633. (B. R., mss. 1037.)

(2) La largeur de la passe est de 2,300 mètres entre l'île et la presqu'île; mais le passage des navires est réduit à 1,500 mètres par les îlots du Grand-Ribaud et de Langoustier.

L'exécution du projet d'Henri IV fut prévenue par sa mort (14 mai 1610). Il allait, du moins en ce qui se rapporte aux habitans d'Hyères, un peu au-delà de la nécessité, et l'on pouvait, sans les arracher de leur séjour, réunir des soldats et des pêcheurs pour peupler Giens. On s'est depuis contenté de construire sur cette place la petite batterie du Pradeau. Est-ce tout ce que comportait la nature des lieux? La marine et le génie militaire sont en état de répondre; mais indépendamment de toute considération stratégique, des intérêts qui seront mieux compris quand nous aurons parcouru la plage et les îles de la rade font regretter l'oubli dans lequel la presqu'île est jusqu'à présent laissée.

Peu de villes de l'ordre d'Hyères (1) ont reçu de plus nombreuses et de plus illustres visites : sans parler de celles de saint Louis, de François Ier, de Charles-Quint, de Charles IX, la jeunesse, la beauté, la fortune, viennent des extrémités de l'Europe y chercher la santé; on y vient aussi mourir, et les victimes de lésions incurables contractées sous d'autres climats s'éteignent sans douleur sous celui-ci. L'âpre souffle du mistral s'adoucit à Hyères; la température, toujours de cinq à six degrés plus élevée que sur les montagnes environnantes, est la même que celle de Nice, et l'hiver se passe le plus souvent sans qu'elle descende à zéro. La végétation se ressent de cette heureuse influence; dans la banlieue, 2,300 hectares de vignes sont garnis d'oliviers épars; 650 autres sont exclusivement occupés par ces arbres; les jardins d'orangers en comprennent 91, et, comme pour servir d'enseigne aux priviléges du climat, la terrasse de la ville est plantée de palmiers. La ville s'étale au soleil de midi sur la pente d'un coteau couronné de belles ruines; une plaine d'une merveilleuse fertilité, nommée *le Jardin d'Hyères*, comme on dit la *Huerta* dans le royaume de Valence, se déroule à ses pieds; la rade parée de ses îles et la haute mer bornent l'horizon. Cet heureux coin de la terre, dont la neutralité devrait être consacrée en faveur des malades de tous les pays, a souffert autant qu'aucun autre des vicissitudes de la guerre et des fautes des gouvernemens. En 1633, le président de Séguiran, n'y comptant que 7,000 habitans, le trouvait fort déchu de *son premier lustre*, et s'affligeait de ce que *des familles des plus relevées de la province l'avaient abandonnée, pour ne pouvoir supporter les surcharges dont les malheurs de la guerre l'avaient accablée* (2). Cette décadence était alors loin de son terme, car, en 1690, les habitans de la communauté n'étaient que 4,100 (3). Le pays s'est depuis relevé; la commune, qui forme à elle seule un canton, comptait 6,528 ames au

(1) On peut consulter sur ce pays les *Promenades pittoresques à Hyères*, de M. Alphonse Denis, ouvrage qui tient fort au-delà de ce que promet son titre.

(2) *Procès-verbal de l'état des affaires de la côte maritime de Provence.* (B. R., mss. 1037.)

(3) *Mémoire sur la Provence*, par M. Lebret, intendant, année 1698. (B. R., mss. no 2241.)

recensement de 1805, 10,142 à celui de 1831, et 10,116, dont 4,591 dans la ville, à celui de 1846. Si ce beau pays paraît stationnaire, ce n'est pas qu'il ait atteint la limite de sa prospérité; la population spécifique n'y est guère plus de la moitié de celle de la France (1), et, pour se mettre en équilibre avec la richesse naturelle du sol, il lui reste au moins à doubler. La vente récente de 4,000 hectares de terres communales, et par conséquent incultes, ouvre en ce moment un nouveau champ au travail; les ronces et les broussailles vont y être remplacées par la vigne, le figuier, l'olivier, le liége. D'importantes conquêtes s'offrent à l'agriculture dans la plaine même. Ce tapis de fleurs et de verdure qui descend de la ville peut être fort agrandi. Le canal d'Hyères, dérivé du Gapeau, arrose 325 hectares avec moins de la moitié des eaux disponibles, et celles qu'on laisse perdre suffiraient pour étendre le jardin sur 3 à 400 hectares de mauvaises terres voisines de la mer... Je me trompe, car le rivage est désolé par les fièvres d'automne, et, pour le féconder, il faudrait d'abord l'assainir. D'un côté, l'isthme de Giens, bordé de deux bourrelets retroussés par les lames, comprend une lagune de 800 hectares : ce sont les *Pesquiers d'Hyères;* leur profondeur est de 20 à 80 centimètres, et, s'ils n'étaient pas propriété de la commune, la moitié septentrionale serait depuis long-temps desséchée et mise en culture. Ils ne sont pas, comme on les en a quelquefois accusés, la cause principale de l'insalubrité de la côte; celle-ci vient plutôt des petites lagunes où les eaux de la mer se mêlent aux eaux douces qui suintent des terres arrosées. Les causes et les remèdes du mal sont ici, comme aux bouches du Rhône, dans les alluvions; seulement, le Gapeau est aussi maniable que le Rhône l'est peu. A l'ouest, les dépôts de cette rivière ont comblé l'ancien port d'Hyères, dont la place se reconnaît encore aux vestiges de ses quais, et ont formé une série de petites cuvettes, qui sont autant de foyers d'infection; à l'est, ils ont, en moins de deux cents ans, atterri au-dessous de l'Argentière, un port naturel de 25 hectares, formé par une barre dont ils avaient d'abord fourni les matériaux (1). Les déjections du Gapeau et de quelques ruisseaux beaucoup moindres envaseront la rade jusqu'à ce qu'une main intelligente les détourne et les recueille sur les lagunes qu'elles ont créées, et leur

(1) La commune d'Hyères, l'une des plus étendues de France, comprend 27,000 hectares; ses habitans étant au nombre de 10,116, on y compte 37.40 habitans par kilomètre carré. La population spécifique de la France entière est par kilomètre de 67.08; celle du département du Var de 48.13.

(2) « .... Et ayant demandé s'il y avoit bon port audit lieu, ils nous auroient assuré qu'il étoit fort bon pour toutes sortes de barques, comme étant à couvert de tous vents au moyen d'une ligne qui barre ledit port d'un bout à l'autre, où il n'y a qu'un peu d'eau, n'y ayant qu'un canal à chaque bout de ladite ligne, par où les barques puissent entrer audit port, icelle étant éloignée environ quatre cents pas du terrain, et peut avoir ledit port un mille de circonférence. » (*Procès-verbal* d'Henri de Séguiran.)

fasse réparer le mal qu'elles ont fait. Un grand exemple des résultats de semblables travaux est déjà donné sur l'ancien étang de Faubregas; on peut de même, sur le sol des Pesquiers et des marécages voisins, élever au-dessus des eaux des terres fertiles et saines et livrer successivement à la culture près d'un millier d'hectares. Cette opération d'agriculture et d'assainissement ne serait ni difficile, ni dispendieuse, et, ne fût-ce que pour délivrer Hyères du voisinage des fièvres, il faudrait l'exécuter.

Le premier appel à faire aux cultivateurs, dont les bras assainiront ces terres, serait l'ouverture, entre Hyères et la place qu'Henri IV assignait à sa ville de Giens, de 11 kilomètres de bonne route. Dès que la circulation sera facile sur cette ligne, le travail de l'homme rétrécira, dans l'espace et dans la durée, le domaine de l'insalubrité, et chaque hectare que perdra celui-ci sur le sol réduira le nombre des jours de l'année sur lesquels il s'étend. La route desservira d'ailleurs les trois rades de Giens, de la Badine et du Pradeau, qu'il importe de mettre en communication avec l'intérieur, et elle déterminera l'organisation d'un passage régulier entre l'île de Porquerolles et la côte.

L'agriculture et l'industrie n'ont pas attendu cet encouragement nécessaire pour prendre possession de cette île. Un beau village s'y bâtit sur l'esplanade qui descend du fort au mouillage; une centaine d'hectares sont labourés; on plante des vignes; une grande fabrique de soude s'exploite à la pointe occidentale de l'île; elle alimente un mouvement maritime très remarquable, et l'anse qui lui sert de port est animée par les petits caboteurs qui transportent la houille, le soufre, les autres approvisionnemens et les produits de la manufacture.

Les établissemens de cette nature ont pris depuis trente ans une grande extension dans le midi; ils suivent les développemens des nombreuses industries auxquelles ils fournissent des matières premières, et, pour mettre la production au niveau de besoins toujours croissans, de nouvelles créations sont nécessaires. La fabrication de la soude est, par ses exhalaisons, incommode aux habitans, nuisible à la végétation de son voisinage, et, à l'intérieur des lignes de douanes, elle est assujettie à une surveillance aussi gênante pour l'industrie qu'onéreuse pour le trésor. Elle s'exerce à Porquerolles en pleine liberté, et les vents en dispersent les exhalaisons sur l'étendue de la mer; elle serait encore mieux placée sur l'île de Port-Cros, moins propre à la culture et infiniment mieux pourvue d'eau. Sur une étendue de 550 hectares, celle-ci offre deux ports naturels excellens, le Port-Cros et le Port-Man, tous deux tournés vers l'intérieur de la rade. A quelques encâblures du premier, et séparée seulement par l'excellent mouillage sur lequel il s'ouvre, l'île de Bagau, tout-à-fait inculte, offre aux entreprises du même genre un espace libre de 48 hectares. En 1742, les Anglais, bons

juges des avantages d'une position maritime, entreprirent en pleine paix de s'emparer de celle-ci; ils donnèrent pour prétexte l'intention de fonder à Port-Cros un hôpital pour les malades de leur flotte, alors mouillée en rade d'Hyères; mais cet accès d'humanité n'obtint pas le succès qu'ils ambitionnaient.

Quant à l'île du Levant, la plus grande des quatre, l'abord en est difficile et dangereux; elle n'a pas de port, presque point d'eau. La culture du liége, qui n'exige que très peu de main d'œuvre, y réussit fort bien, et elle est à peu près le seul moyen d'en tirer bon parti.

Le repeuplement d'une étendue de 2,500 hectares, la propagation de l'industrie sur quelques rochers, seraient d'un médiocre intérêt dans un canton de l'intérieur de la France; il en est autrement quand chaque famille qui se fixe vaut au moins un matelot à l'inscription maritime. Le mouvement total de la navigation dans les îles et sur les côtes, depuis la presqu'île de Giens jusqu'au cap Lardier, a été, en 1845, de 765 navires et de 36,989 tonneaux, sur quoi 21 navires et 1,175 tonneaux seulement sous pavillon étranger. Le même mouvement n'était, en 1837, que de 26,490 tonneaux; ainsi le progrès est très marqué. Si maintenant on vient à s'enquérir du personnel et du matériel naval de ces mêmes parages, on est surpris de ne trouver que 217 hommes inscrits et 48 embarcations, portant ensemble 110 tonneaux, c'est-à-dire des bateaux pêcheurs de la plus petite dimension. Cette situation changerait évidemment sous l'influence de l'établissement d'une population laborieuse dans les îles. Les salines d'Hyères semblent placées de l'autre côté de la rade tout exprès pour fournir des matières premières aux nombreux ateliers qui s'installeraient vis-à-vis; elles livrent déjà 160,000 quintaux métriques de sel au cabotage et 25,000 à la navigation internationale; leur étendue est de 315 hectares, et l'industrie peut multiplier en sécurité les demandes qu'elle leur adresse. Si leurs produits étaient manipulés à Port-Cros et à Bagau comme ils commencent à l'être à Porquerolles, si l'assainissement de la plage y fixait de nouveaux habitans, qui douterait que la rade d'Hyères, incessamment sillonnée par les nombreuses embarcations qui desserviraient les marchés et les manufactures des îles, ne devînt une pépinière de matelots?

Les îles ne pouvaient se peupler qu'autant qu'une certaine sécurité leur serait garantie. L'administration de la guerre a dès long-temps pris soin de poser ici les bases sur lesquelles s'asseoient en commun la défense et la prospérité du pays. L'avertissement donné par les Anglais en 1742 ne fut point alors perdu, comme l'a depuis été celui de 1812 à la Ciotat; les fortifications dues au cardinal de Richelieu, réparées par Vauban, étaient depuis long-temps négligées; elles furent rétablies, et les principaux travaux de casernement exécutés à Port-Cros datent de cette époque. A la vérité, ces mêmes Anglais, en se retirant en 1794,

firent sauter le fort de l'Éminence et celui de l'Estissac; mais ces ouvrages ont été relevés de 1811 à 1813 et complétés par le fort Napoléon, construit au point culminant de l'île. A Porquerolles, le château fondé par François Ier, détruit par les Anglais en 1794, rétabli par Napoléon, comprend une enceinte retranchée où se réfugierait au besoin la population civile. Enfin tous les points de débarquement des îles sont garnis de batteries. Leurs châteaux ont pour garnison des vétérans de l'armée de terre. Il vaudrait assurément mieux appliquer à la rade et particulièrement aux îles d'Hyères le principe posé dans l'ordonnance du 3 janvier 1843 (1), et les faire garder par des matelots canonniers; leur défense est intimement liée à celle de la rade de Toulon, aux opérations de la flotte; elles ne peuvent être attaquées que par mer. De vieux marins pourraient, d'ailleurs, dans de pareils postes, réunir aux distractions habituelles des compagnies de vétérans le très utile service du passage entre les îles et la côte, et rien n'encouragerait davantage le repeuplement.

L'administration civile ne s'est point hâtée de marcher dans la voie ouverte par celle de la guerre. La presqu'île de Giens et la plage des salines, par lesquelles doivent s'établir les communications avec ces îles, sont à peine abordables du côté de terre, et, pour les travaux d'assainissement, on s'en rapporte au zèle des particuliers. L'île de Porquerolles, quoique séparée d'Hyères par la nature de ses intérêts et par un bras de mer à franchir, dépend de l'administration municipale de cette ville; il en est de même des îles de Port-Cros, du Levant et de Bagau, dont le groupe, si bien disposé pour former une commune, est à trois lieues de la côte. La création d'institutions municipales qui leur soient propres est un des moyens de vivifier les îles, et, si elle était aujourd'hui prématurée, on devrait tout au moins s'acheminer vers l'état de choses qui la rendra facile et nécessaire. François Ier, Henri IV, Richelieu, Vauban, Napoléon, ont porté sur la rade d'Hyères une sollicitude qu'ont suffisamment justifiée, autrefois les entreprises de Charles-Quint, de nos jours celles des Anglais. Le temps est venu de compléter leur ouvrage, et cette tâche revient aujourd'hui à l'autorité départementale.

J.-J. BAUDE.

(*La dernière partie à la prochaine livraison.*)

(1) « L'armée de mer sera chargée spécialement, sous les ordres du commandant des forces de terre, de l'armement, du service et de la garde des batteries qui ont une vue directe sur les ports, sur les rades intérieures adjacentes à ces ports, sur les passes et goulets conduisant aux rades intérieures, toutes les fois que les ouvrages auxquels appartiendront ces batteries n'intéresseront pas principalement le système de la défense du côté de terre de la place et de ses dépendances. »

LES MARONITES.

UN PRINCE DU LIBAN,

SCÈNES DE LA VIE ORIENTALE.

I. — LE KIEF.

Beyrouth, à ne considérer que l'espace compris dans ses remparts et sa population intérieure, répondrait mal à l'idée que s'en fait l'Europe, qui reconnaît en elle la capitale du Liban. Il faut tenir compte aussi des milliers de maisons entourées de jardins qui occupent le vaste amphithéâtre dont ce port est le centre, troupeau dispersé que surveille une haute construction carrée garnie de sentinelles turques, et qu'on appelle la tour de Fakardin. Je demeurais dans une de ces maisons, éparses sur la côte comme les bastides qui entourent Marseille, — et, prêt à partir pour visiter la montagne, je n'avais que le temps de me rendre à Beyrouth pour trouver un cheval, un mulet, ou même un chameau. J'aurais encore accepté un de ces beaux ânes à la haute encolure, au pelage zébré, qu'on préfère aux chevaux en Égypte, et qui galopent dans la poussière avec une ardeur infatigable; mais en Syrie cet animal n'est pas assez robuste pour gravir les chemins pierreux du Liban, et pourtant sa race ne devrait-elle pas être bénie entre toutes pour avoir servi de monture au prophète Balaam et au Messie? Je réfléchissais là-dessus en me rendant pédestrement à Beyrouth vers ce moment de la

journée où, selon l'expression des Italiens, on ne voit guère vaguer en plein soleil que *gli cani e gli Francesi*. Or, ce dicton m'a toujours paru faux à l'égard des chiens, qui, aux heures de la sieste, savent très bien s'étendre lâchement à l'ombre et ne sont guère pressés de gagner des coups de soleil. Quant au Français, tâchez donc de le retenir sur un divan ou sur une natte, pour peu surtout qu'il ait en tête une affaire, un désir, ou même une simple curiosité! Le démon de midi lui pèse rarement sur la poitrine, et ce n'est pas pour lui que l'informe Smarra roule ses prunelles jaunâtres dans sa grosse tête de nain. Je traversais donc la plaine à cette heure du jour que les méridionaux consacrent à la sieste, et les Turcs au *kief*. Un homme qui erre ainsi quand tout le monde dort court grand risque en Orient d'exciter les soupçons qu'on aurait chez nous d'un vagabond nocturne; pourtant les sentinelles de la tour de Fakardin n'eurent pour moi que cette attention compatissante que le soldat qui veille accorde au passant attardé. A partir de cette tour, une plaine assez vaste permet d'embrasser d'un coup d'œil tout le profil oriental de la ville, dont l'enceinte et les tours crénelées se développent jusqu'à la mer. C'est encore la physionomie d'une ville arabe de l'époque des croisades; seulement l'influence européenne se trahit par les mâts nombreux des maisons consulaires, qui, le dimanche et les jours de fête, se pavoisent de drapeaux. Quant à la domination turque, elle a, comme partout, appliqué là son cachet provisoire et bizarre. Le pacha a eu l'idée de faire démolir une portion des murs de la ville où s'adosse le vieux palais de Fakardin, pour y construire un de ces kiosques en bois peint à la mode de Constantinople, que les Turcs préfèrent aux plus somptueux palais de pierre ou de marbre. Veut-on savoir d'ailleurs pourquoi les Turcs n'habitent que des maisons de bois? pourquoi les palais même du sultan, bien qu'ornés de colonnes de marbre, n'ont que des murailles de sapin? C'est que, d'après un préjugé particulier à la race d'Othman, la maison qu'un Turc se fait bâtir ne doit pas durer plus que lui-même; c'est une tente dressée sur un lieu de passage, un abri momentané, où l'homme ne doit pas tenter de lutter contre le destin en éternisant sa trace, en essayant ce difficile hymen de la terre et de la famille où tendent les peuples chrétiens.

Le palais forme un angle en retour duquel s'ouvre la porte de la ville, avec son passage obscur et frais où l'on se refait un peu de l'ardeur du soleil réverbéré par le sable de la plaine qu'on vient de traverser. Une belle fontaine de pierre ombragée par un sycomore magnifique, les dômes gris d'une mosquée et ses minarets gracieux, une maison de bains toute neuve et de construction moresque, voilà ce qui s'offre aux regards en entrant dans Beyrouth, comme la promesse d'un séjour paisible et riant. Plus loin, cependant, les murailles s'élèvent et prennent une physionomie sombre et claustrale; mais pour-

quoi ne pas entrer au bain pendant ces heures de chaleur intense et morne que je passerais tristement à parcourir les rues désertes? J'y pensais, quand l'aspect d'un rideau bleu tendu devant la porte m'apprit que c'était l'heure où l'on ne recevait dans le bain que des femmes. Les hommes n'ont pour eux que le matin et le soir, — et malheur sans doute à qui *s'oublierait* sous une estrade ou sous un matelas à l'heure où un sexe succède à l'autre! — Franchement, un Européen seul serait capable d'une telle idée, qui confondrait l'esprit d'un musulman.

Je n'étais jamais entré dans Beyrouth à cette heure indue, et je m'y trouvais comme cet homme des *Mille et une Nuits* pénétrant dans une ville des mages dont le peuple est changé en pierre. Tout dormait encore profondément; les sentinelles sous la porte, sur la place les âniers qui attendaient les dames, — endormies aussi probablement dans les hautes galeries du bain; les marchands de dattes et de pastèques établis près de la fontaine, le *cafedji* dans sa boutique avec tous ses consommateurs, le *hamal* ou portefaix la tête appuyée sur son fardeau, le chamelier près de sa bête accroupie, et de grands diables d'Albanais formant corps-de-garde devant le sérail du pacha : tout cela dormait du sommeil de l'innocence, laissant la ville à l'abandon.

C'est à une heure pareille et pendant un sommeil semblable que trois cents Druses s'emparèrent un jour de Damas. Il leur avait suffi d'entrer séparément, de se mêler à la foule des campagnards qui le matin remplit les bazars et les places, puis ils avaient feint de s'endormir comme les autres; mais leurs groupes, habilement distribués, s'emparèrent dans le même instant des principaux postes, pendant que la troupe principale pillait les riches bazars et y mettait le feu. Les habitans, réveillés en sursaut, croyaient avoir affaire à une armée et se barricadaient dans leurs maisons; les soldats en faisaient autant dans leurs casernes, — si bien qu'au bout d'une heure les trois cents cavaliers regagnaient, chargés de butin, leurs retraites inattaquables du Liban.

Voilà ce qu'une ville risque à dormir en plein jour. Cependant à Beyrouth la colonie européenne ne se livre pas tout entière aux douceurs de la sieste. En marchant vers la droite, je distinguai bientôt un certain mouvement dans une rue ouverte sur la place; une odeur pénétrante de friture révélait le voisinage d'une *trattoria*, et l'enseigne du célèbre Battista ne tarda pas à attirer mes yeux. Je connaissais trop les hôtels destinés en Orient aux voyageurs d'Europe pour avoir songé un instant à profiter de l'hospitalité du seigneur Battista, l'unique aubergiste franc de Beyrouth. Les Anglais ont gâté partout ces établissemens, plus modestes d'ordinaire dans leur tenue que dans leurs prix. Je pensai dans ce moment-là qu'il n'y aurait pas d'inconvénient à profiter de la table d'hôte, si l'on m'y voulait bien admettre. A tout hasard, je montai.

II. — LA TABLE D'HÔTE.

Au premier étage, je me vis sur une terrasse encaissée dans les bâtimens et dominée par les fenêtres intérieures. Un vaste *tendido* blanc et rouge protégeait une longue table servie à l'européenne, et dont presque toutes les chaises étaient renversées, pour marquer des places encore inoccupées. Sur la porte d'un cabinet situé au fond et de plain pied avec la terrasse, je lus ces mots :

« *Quì si paga 60 piastres per giorno.* (Ici l'on paie 60 piastres par jour.) »

Quelques Anglais fumaient des cigares dans cette salle en attendant le coup de cloche. Bientôt deux femmes descendirent, et l'on se mit à table. Auprès de moi se trouvait un Anglais d'apparence grave, qui se faisait servir par un jeune homme à figure cuivrée portant un costume de basin blanc et des boucles d'oreilles d'argent. Je pensai que c'était quelque nabab qui avait à son service un Indien. Ce personnage ne tarda pas à m'adresser la parole, ce qui me surprit un peu, les Anglais ne parlant jamais qu'aux gens qui leur ont été présentés; mais celui-ci était dans une position particulière : — c'était un missionnaire de la société évangélique de Londres, chargé de faire en tout pays des conversions anglicanes, et forcé de dépouiller le *cant* en mainte occasion pour attirer les ames dans ses filets. Il arrivait justement de la montagne, et je fus charmé de pouvoir tirer de lui quelques renseignemens avant d'y pénétrer moi-même. Je lui demandai des nouvelles de l'alerte qui venait d'émouvoir les environs de Beyrouth. — Ce n'est rien, me dit-il, l'affaire est manquée.

— Quelle affaire?

— Cette lutte des Maronites et des Druses dans les villages mixtes.

— Vous venez donc, lui dis-je, du pays où l'on se battait ces jours-ci?

— Oh! oui, je suis allé pacifier.... pacifier tout dans le canton de Bekfaya, parce que l'Angleterre a beaucoup d'amis dans la montagne.

— Ce sont les Druses qui sont les amis de l'Angleterre?

— Oh! oui. Ces pauvres gens sont bien malheureux; on les tue, on les brûle, on éventre leurs femmes, on détruit leurs arbres, leurs moissons.

— Pardon, mais nous nous figurons en France que ce sont eux au contraire qui oppriment les chrétiens!

— Oh Dieu! non, les pauvres gens! Ce sont de malheureux cultivateurs, qui ne pensent à rien de mal; mais vous avez vos capucins, vos jésuites, vos lazaristes, qui allument la guerre, qui excitent contre eux les Maronites, beaucoup plus nombreux; les Druses se défendent comme ils peuvent, et, sans l'Angleterre, ils seraient déjà écrasés. — L'Angleterre est toujours pour le plus faible, pour celui qui souffre...

— Oui, dis-je, c'est une grande nation... Ainsi, vous êtes parvenu à *pacifier* les troubles qui ont eu lieu ces jours-ci ?

— Oh ! certainement. Nous étions là plusieurs Anglais; nous avons dit aux Druses que l'Angleterre ne les abandonnerait pas, qu'on leur ferait rendre justice. Ils ont mis le feu au village, et puis ils sont revenus chez eux tranquillement. Ils ont accepté plus de trois cents Bibles, et nous avons converti beaucoup de ces braves gens !

— Je ne comprends pas, fis-je observer au révérend, comment on peut se convertir à la foi anglicane, car enfin, pour cela, il faudrait devenir Anglais?

— Oh ! non. Vous appartenez à la société évangélique, vous êtes protégé par l'Angleterre; quant à devenir Anglais, vous ne pouvez pas.

— Et quel est le chef de la religion?

— Oh ! c'est sa gracieuse majesté, c'est notre reine d'Angleterre.

— Mais c'est une charmante papesse, et je vous jure qu'il y aurait de quoi me décider moi-même...

— Oh ! vous autres Français, vous plaisantez toujours; vous n'êtes pas de bons amis de l'Angleterre.

— Cependant, dis-je en me rappelant tout à coup un épisode de ma première jeunesse, il y a eu un de vos missionnaires qui, à Paris, avait entrepris de me convertir; j'ai conservé même la Bible qu'il m'a donnée, mais j'en suis encore à comprendre comment on peut faire d'un Français un anglican.

— Pourtant il y en a beaucoup parmi vous... et si vous avez reçu, étant enfant, la parole de vérité, alors elle pourra bien mûrir en vous plus tard.

Je n'essayai pas de détromper le révérend, car on devient fort tolérant en voyage, surtout lorsqu'on n'est guidé que par la curiosité et le désir d'observer les mœurs; — mais je compris que la circonstance d'avoir connu autrefois un missionnaire anglais me donnait quelques titres à la confiance de mon voisin de table.

Les deux dames anglaises que j'avais remarquées se trouvaient placées à la gauche du révérend, et j'appris bientôt que l'une était sa femme, et l'autre sa belle-sœur. Un missionnaire anglais ne voyage jamais sans sa famille. Celui-ci paraissait mener grand train et occupait l'appartement principal de l'hôtel. Quand nous nous fûmes levés de table, il entra chez lui un instant, et revint bientôt tenant une sorte d'album qu'il me fit voir avec triomphe. « Tenez, me dit-il, voici le détail des abjurations que j'ai obtenues dans ma dernière tournée en faveur de notre sainte religion. » Une foule de déclarations, de signatures et de cachets arabes couvraient en effet les pages du livre. Je remarquai que ce registre était tenu en partie double; chaque verso donnait la liste des présens et sommes reçus par les néophytes anglicans.

Quelques-uns n'avaient reçu qu'un fusil, un cachemire, ou des parures pour leurs femmes. Je demandai au révérend si la société évangélique lui donnait une prime par chaque conversion. Il ne fit aucune difficulté de me l'avouer; il lui semblait naturel, ainsi qu'à moi du reste, que des voyages coûteux et pleins de dangers fussent largement rétribués. Je compris encore, dans les détails qu'il ajouta, quelle supériorité la richesse des agens anglais leur donne en Orient sur ceux des autres nations.

Nous avions pris place sur un divan dans le cabinet de conversation, et le domestique bronzé du révérend s'était agenouillé devant lui pour allumer son narguilé. Je demandai si ce jeune homme n'était pas un Indien; mais c'était un Parsis des environs de Bagdad, une des plus éclatantes conversions du révérend, qu'il ramenait en Angleterre comme échantillon de ses travaux. — En attendant, le Parsis lui servait de domestique autant que de disciple; il brossait sans doute ses habits avec ferveur et vernissait ses bottes avec componction. Je le plaignais un peu en moi-même d'avoir abandonné le culte d'Oromaze pour le modeste emploi de jockey évangélique. J'espérais être présenté aux dames, qui s'étaient retirées dans l'appartement; mais le révérend garda sur ce point seul toute la réserve anglaise. Pendant que nous causions encore, un bruit de musique militaire retentit fortement à nos oreilles.

— Il y a, me dit l'Anglais, une réception chez le pacha. C'est une députation des cheiks maronites qui viennent lui faire leurs doléances. Ce sont des gens qui se plaignent toujours; mais le pacha a l'oreille dure.

— On peut bien reconnaître cela à sa musique, dis-je; je n'ai jamais entendu un pareil vacarme.

— C'est cependant votre chant national qu'on exécute; c'est *la Marseillaise*.

— Je ne m'en serais guère douté.

— Je le sais, moi, parce que j'entends cela tous les matins et tous les soirs, et que l'on m'a appris qu'ils croyaient exécuter cet air.

Avec plus d'attention je parvins en effet à distinguer quelques notes, perdues dans une foule d'agrémens particuliers à la musique turque.

La ville paraissait décidément s'être réveillée, la brise maritime de trois heures agitait doucement les toiles tendues sur la terrasse de l'hôtel. Je saluai le révérend en le remerciant des façons polies qu'il avait montrées à mon égard, et qui ne sont rares chez les Anglais qu'à cause du préjugé social qui les met en garde contre tout inconnu. Il me semble qu'il y a là sinon une preuve d'égoïsme, au moins un manque de générosité.

Je fus étonné de n'avoir à payer en sortant de l'hôtel que dix piastres (2 francs 50 centimes) pour la table d'hôte. Le signor Battista me prit à part et me fit un reproche amical de n'être pas venu demeurer dans

son hôtel. Je lui montrai la pancarte annonçant qu'on n'y était admis que moyennant 60 piastres, ce qui portait la dépense à 1,800 piastres par mois. — *Ah! corpo di me!* s'écria-t-il. *Questo è per gli Inglesi che hanno molto moneta, e che sono tutti heretici!... ma per gli Francesi, e altri Romani è soltante cinque franchi!* — Ceci est pour les Anglais, qui ont beaucoup d'argent et qui sont tous hérétiques; mais pour les Français et les autres Romains, c'est seulement 5 francs.

C'est bien différent! pensai-je, et je m'applaudis d'autant plus de ne pas appartenir à la religion anglicane, puisqu'on rencontrait chez les hôteliers de Syrie des sentimens si catholiques et si romains.

III. — LE PALAIS DU PACHA.

Le seigneur Battista mit le comble à ses bons procédés en me promettant de me trouver un cheval pour le lendemain matin. Tranquillisé de ce côté, je n'avais plus qu'à me promener dans la ville, et je commençai par traverser la place pour aller voir ce qui se passait au palais du pacha. Il y avait là une grande foule au milieu de laquelle les cheiks maronites s'avançaient deux par deux, comme un cortége suppliant, dont la tête avait pénétré déjà dans la cour du palais. Leurs amples turbans rouges ou bigarrés, leurs *machlahs* et leurs cafetans tramés d'or ou d'argent, leurs armes brillantes, tout ce luxe d'extérieur qui, dans les autres pays d'Orient, est le partage de la seule race turque, donnait à cette procession un aspect fort imposant du reste. Je parvins à m'introduire à leur suite dans le palais, où la musique militaire continuait à transfigurer *la Marseillaise* à grand renfort de fifres, de triangles et de cymbales.

La cour est formée par l'enceinte même du vieux palais de Fakardin. On y distingue encore les traces du style de la renaissance, que ce prince druse affectionnait depuis son voyage en Europe. Il ne faut pas s'étonner d'entendre citer partout dans ce pays le nom de Fakardin, qui se prononce en arabe Fakr-el-Din; c'est le héros du Liban, c'est aussi le premier souverain d'Asie qui ait daigné visiter nos climats du nord. Il fut accueilli à la cour des Médicis comme la révélation d'une chose inouie alors, c'est-à-dire qu'il existât au pays des Sarrasins un peuple dévoué à l'Europe, soit par religion, soit par sympathie. Fakardin passa à Florence pour un philosophe, héritier des sciences grecques du Bas-Empire, conservées à travers les traductions arabes, qui ont sauvé tant de livres précieux et nous ont transmis leurs bienfaits; — en France, on voulut voir en lui un descendant de quelques vieux croisés réfugiés dans le Liban à l'époque de saint Louis; on chercha dans le nom même du peuple druse un rapport d'allitération qui conduisit à le faire descendre d'un certain comte de Dreux. Fakardin accepta toutes ces

suppositions avec le laisser-aller prudent et rusé des Levantins; — il avait besoin de l'Europe pour lutter contre le sultan. Il passa à Florence pour chrétien, il le devint peut-être, comme nous avons vu faire de notre temps à l'émir Béchir, dont la famille a succédé à celle de Fakardin dans la souveraineté du Liban; — mais c'était un Druse toujours, c'est-à-dire le représentant d'une religion singulière, qui, formée des débris de toutes les croyances antérieures, permet à ses fidèles d'accepter momentanément toutes les formes possibles de culte comme faisaient jadis les initiés égyptiens. Au fond, la religion druse n'est qu'une sorte de franc-maçonnerie, pour parler selon les idées modernes.

Fakardin représenta quelque temps l'idéal que nous nous formons d'Hiram, l'antique roi du Liban, l'ami de Salomon, le héros des associations mystiques. Maître de toutes les côtes de l'ancienne Phénicie et de la Palestine, il tenta de constituer la Syrie entière en un royaume indépendant; l'appui qu'il attendait des rois de l'Europe lui manqua pour réaliser ce dessein. — Maintenant son souvenir est resté pour le Liban un idéal de gloire et de puissance; les débris de ses constructions, ruinées par la guerre plus que par le temps, rivalisent avec les antiques travaux des Romains. L'art italien, qu'il avait appelé à la décoration de ses palais et de ses villes, a semé çà et là des ornemens, des statues et des colonnades, que les Turcs, rentrés en vainqueurs, se sont hâtés de détruire, étonnés d'avoir vu renaître tout à coup ces arts païens dont leurs conquêtes avaient fait litière depuis long-temps.

C'est donc à la place même où ces frêles merveilles ont existé trop peu d'années, où le souffle de la renaissance avait de loin resemé quelques germes de l'antiquité grecque et romaine, que s'élève le kiosque de charpente qu'a fait construire le pacha. — Le cortége des Maronites s'était rangé sous les fenêtres en attendant le bon plaisir de ce gouverneur. Du reste, on ne tarda pas à les introduire. Lorsqu'on ouvrit le vestibule, j'aperçus, parmi les secrétaires et officiers qui stationnaient dans la salle, l'Arménien qui avait été mon compagnon de traversée sur la *Santa-Barbara* (1). Il était vêtu de neuf, portait à sa ceinture une longue écritoire d'argent, et tenait à la main des parchemins et des brochures. Il ne faut pas s'étonner, dans le pays des contes arabes, de retrouver un pauvre diable qu'on a perdu de vue — en bonne position à la cour. Mon Arménien me reconnut tout d'abord et parut charmé de me voir. Il portait le costume de la réforme en qualité d'employé turc et s'exprimait déjà avec une certaine dignité.

— Je suis heureux, lui dis-je, de vous voir dans une situation convenable; vous me faites l'effet d'un homme en place, et je regrette de n'avoir rien à solliciter ici.

(1) Voyez la livraison du 15 février dernier.

— Mon Dieu! me dit-il, je n'ai pas encore beaucoup de crédit, mais je suis entièrement à votre service.

Nous causions ainsi derrière une colonne du vestibule pendant que le cortége des cheiks se rendait à la salle d'audience du pacha.

— Et que faites-vous là? dis-je à l'Arménien.

— On m'emploie comme traducteur. Le pacha m'a demandé hier une version turque de la brochure que voici.

Je jetai un coup d'œil sur cette brochure, imprimée à Paris; c'était un rapport de M. Crémieux touchant l'affaire des Juifs de Damas. — L'Europe a oublié ce triste épisode, qui a rapport au meurtre du père Thomas, dont on avait accusé les Juifs. Le pacha sentait le besoin de s'éclairer sur cette affaire, — terminée depuis cinq ans. C'est là de la conscience assurément. L'Arménien était chargé en outre de traduire l'*Esprit des lois* de Montesquieu et un manuel de la garde nationale parisienne. Il trouvait ce dernier ouvrage très difficile et me pria de l'aider pour certaines expressions qu'il n'entendait pas. L'idée du pacha était de créer une garde nationale à Beyrouth, comme du reste il en existe à présent au Caire et dans bien d'autres villes de l'Orient. — Quant à l'*Esprit des lois*, je pense qu'on avait choisi cet ouvrage sur le titre, pensant peut-être qu'il contenait des règlemens de police applicables à tous les pays. L'Arménien en avait déjà traduit une partie, et trouvait l'ouvrage agréable et d'un style aisé, qui ne perdait que bien peu sans doute à la traduction.

Je lui demandai s'il pouvait me faire voir la réception chez le pacha des cheiks maronites; mais personne n'y était admis sans montrer un sauf-conduit qui avait été donné à chacun d'eux seulement à l'effet de se présenter au palais, car on sait que les cheiks maronites ou druses n'ont pas le droit de pénétrer dans Beyrouth. Leurs vassaux y entrent sans difficultés, mais il y a pour eux-mêmes des peines sévères, si par hasard on les rencontre dans l'intérieur de la ville. Les Turcs craignent leur influence sur la population ou les rixes que pourrait amener dans les rues la rencontre de ces chefs toujours armés, accompagnés d'une suite nombreuse et prêts à lutter sans cesse pour des questions de préséance. Il faut dire aussi que cette loi n'est observée rigoureusement que dans les momens de troubles. Du reste l'Arménien m'apprit que l'audience du pacha se bornait à recevoir les cheiks, qu'il invitait à s'asseoir sur des divans autour de la salle; que là des esclaves leur apportaient à chacun un chibouk et leur servaient ensuite du café, — après quoi le pacha écoutait leurs doléances et leur répondait invariablement que leurs adversaires étaient venus déjà lui faire des plaintes identiques; — qu'il réfléchirait mûrement pour voir de quel côté était la justice, et qu'on pouvait tout espérer du gouvernement paternel de sa hautesse, devant qui toutes les religions et toutes les races de l'empire

auront toujours des droits égaux. — En fait de procédés diplomatiques, les Turcs sont au niveau de l'Europe pour le moins.

Il faut reconnaître d'ailleurs que le rôle des pachas n'est pas facile dans ce pays. On sait quelle est la diversité des races qui habitent la longue chaîne du Liban et du Carmel, et qui dominent de là comme d'un fort tout le reste de la Syrie. Les Maronites reconnaissent l'autorité spirituelle du pape, ce qui les met sous la protection immédiate de la France et de l'Autriche; les Grecs-unis, plus nombreux, mais moins influens, parce qu'ils se trouvent en général répandus dans le plat pays, sont soutenus par la Russie; les Druses, les Ansariés et les Métualis, qui appartiennent à des croyances ou à des sectes que repousse l'orthodoxie musulmane, offrent à l'Angleterre un moyen d'action que les autres puissances lui abandonnent trop généreusement. Ce sont les Anglais qui, en 1840, parvinrent à enlever au gouvernement égyptien l'appui de ces populations énergiques. Depuis, leur système a toujours tendu à diviser les races qu'un sentiment général de nationalité pourrait comme autrefois réunir sous les mêmes chefs. C'est dans cette pensée qu'ils ont livré à la Turquie l'émir Béchir, le dernier des princes du Liban, l'héritier de cette puissance multiple et mystérieuse dans sa source, qui depuis trois siècles réunissait toutes les sympathies, toutes les religions dans un même faisceau.

IV. — LES BAZARS. — LE PORT.

Je sortis de la cour du palais, traversant une foule compacte, qui toutefois ne semblait attirée que par la curiosité. En pénétrant dans les rues sombres que forment les hautes maisons de Beyrouth, bâties toutes comme des forteresses et que relient çà et là des passages voûtés, je retrouvai le mouvement, suspendu pendant les heures de la sieste; les montagnards encombraient l'immense bazar qui occupe les quartiers du centre, et qui se divise par ordre de denrées et de marchandises. La présence des femmes dans quelques boutiques est une particularité remarquable pour l'Orient, et qu'explique la rareté, dans cette population, de la race musulmane. Rien n'est plus amusant à parcourir que ces longues allées d'étalages protégées par des tentures de diverses couleurs, qui n'empêchent pas quelques rayons de soleil de se jouer sur les fruits et sur la verdure aux teintes éclatantes, ou d'aller plus loin faire scintiller les broderies des riches vêtemens suspendus aux portes des fripiers. J'avais grande envie d'ajouter à mon costume un détail de parure spécialement syrienne, et qui consiste à se draper le front et les tempes d'un mouchoir de soie rayé d'or, qu'on appelle *caffiéh*, et qu'on fait tenir sur la tête en l'entourant d'une corde de crin tordu; — l'utilité de cet ajustement est de préserver les oreilles et le col des cou-

rans d'air, si dangereux dans un pays de montagnes. On m'en vendit un fort brillant pour quarante piastres, et, l'ayant essayé chez un barbier, je me trouvai la mine d'un roi d'Orient. Ces mouchoirs se font à Damas; quelques-uns viennent de Brousse, quelques-uns aussi de Lyon. De longs cordons de soie avec des nœuds et des houppes se répandent avec grace sur le dos et sur les épaules, et satisfont cette coquetterie de l'homme, si naturelle dans les pays où l'on peut encore revêtir de beaux costumes. Ceci peut sembler puéril; pourtant il me semble que la dignité de l'extérieur rejaillit sur les pensées et sur les actes de la vie; il s'y joint encore, en Orient, une certaine assurance mâle, qui tient à l'usage de porter des armes à la ceinture : on sent qu'on doit être en toute occasion respectable et respecté; aussi la brusquerie et les querelles sont-elles rares, parce que chacun sait bien qu'à la moindre insulte il peut y avoir du sang versé.

Jamais je n'ai vu de si beaux enfans que ceux qui couraient et jouaient dans la plus belle allée du bazar. De jeunes filles sveltes et rieuses se pressaient autour des élégantes fontaines de marbre ornées à la moresque, et s'en éloignaient tour à tour en portant sur leur tête de grands vases de forme antique. On distingue dans ce pays beaucoup de chevelures rousses, dont la teinte, plus foncée que chez nous, a quelque chose de la pourpre ou du cramoisi. Cette couleur est tellement une beauté en Syrie, que beaucoup de femmes teignent leurs cheveux blonds ou noirs avec le *henné*, qui partout ailleurs ne sert qu'à rougir la plante des pieds, les ongles et la paume des mains.

Il y avait encore — aux diverses places où se croisent les allées — des vendeurs de glaces et de sorbets, composant à mesure ces breuvages avec la neige recueillie au sommet du Sannin. Un brillant café, fréquenté principalement par les militaires, fournit aussi au point central du bazar des boissons glacées et parfumées. Je m'y arrêtai quelque temps, ne pouvant me lasser du mouvement de cette foule active, qui réunissait sur un seul point tous les costumes si variés de la montagne. Il y a, du reste, quelque chose de comique à voir s'agiter dans les discussions d'achat et de vente les cornes d'orfévrerie (*tantours*), hautes de plus d'un pied, que les femmes druses et maronites portent sur la tête, et qui balancent sur leur figure un long voile qu'elles y ramènent à volonté. La position de cet ornement leur donne l'air de ces fabuleuses licornes qui servent de support à l'écusson d'Angleterre. Leur costume extérieur est uniformément blanc ou noir.

La principale mosquée de la ville, qui donne sur l'une des rues du bazar, est une ancienne église des croisades où l'on voit encore le tombeau d'un chevalier breton. En sortant de ce quartier pour se rendre vers le port, on descend une large rue, consacrée au commerce franc. Là, Marseille lutte assez heureusement avec le commerce de Londres.

A droite est le quartier des Grecs, rempli de cafés et de cabarets, où le goût de cette nation pour les arts se manifeste par une multitude de gravures en bois coloriées, qui égaient les murs avec les principales scènes de la vie de Napoléon et de la révolution de 1830. Pour contempler à loisir ce musée, je demandai une bouteille de vin de Chypre, qu'on m'apporta bientôt à l'endroit où j'étais assis, en me recommandant de la tenir cachée à l'ombre de la table. Il ne faut pas donner aux musulmans qui passent le scandale de voir que l'on boit du vin. Toutefois l'*aqua vitæ*, qui est de l'anisette, se consomme ostensiblement.

Le quartier grec communique avec le port par une rue qu'habitent les banquiers et les changeurs. De hautes murailles de pierre, à peine percées de quelques fenêtres ou baies grillées, entourent et cachent des cours et des intérieurs construits dans le style vénitien; c'est un reste de la splendeur que Beyrouth a dû pendant long-temps au gouvernement des émirs druses et à ses relations de commerce avec l'Europe. Les consulats sont pour la plupart établis dans ce quartier, que je traversai rapidement. J'avais hâte d'arriver au port et de m'abandonner entièrement à l'impression du splendide spectacle qui m'y attendait.

O nature! beauté, grace ineffable des cités d'Orient bâties au bord des mers, tableaux chatoyans de la vie, spectacle des plus belles races humaines, des costumes, des barques, des vaisseaux se croisant sur des flots d'azur, comment peindre l'impression que vous causez à tout rêveur, et qui n'est pourtant que la réalité d'un sentiment prévu! — On a déjà lu cela dans les livres, on l'a admiré dans les tableaux, surtout dans ces vieilles peintures italiennes qui se rapportent à l'époque de la puissance maritime des Vénitiens et des Génois; mais ce qui surprend aujourd'hui, c'est de le trouver encore si pareil à l'idée qu'on s'en est formée. On coudoie avec surprise cette foule bigarrée qui semble dater de deux siècles, comme si l'esprit remontait les âges, comme si le passé splendide des temps écoulés s'était reformé pour un instant. — Suis-je bien le fils d'un pays grave, d'un siècle en habit noir et qui semble porter le deuil de ceux qui l'ont précédé? Me voilà transformé moi-même, observant et posant à la fois, figure découpée d'une marine de Joseph Vernet. J'ai pris place dans un café établi sur une estrade que soutiennent comme des pilotis des tronçons de colonnes enfoncées dans la grève. A travers les fentes des planches, on voit le flot verdâtre qui bat la rive sous nos pieds. — Des matelots de tous pays, des montagnards, des Bédouins au vêtement blanc, des Maltais et quelques Grecs à mine de forban fument et causent autour de moi; deux ou trois jeunes *cafedjis* servent et renouvellent çà et là les *finejanes*, pleines d'un moka écumant, dans leurs enveloppes de filigrane doré; — le soleil, qui descend vers les monts de Chypre, à peine cachés par la ligne extrême

des flots, allume çà et là ces pittoresques broderies qui brillent encore sur les plus pauvres haillons; il découpe, à droite du quai, l'ombre immense du château maritime qui protége le port, amas de tours groupées sur des rocs dont le bombardement anglais de 1840 a troué et déchiqueté les murailles. Ce n'est plus qu'un débris qui se soutient par sa masse et qui atteste l'iniquité d'un ravage inutile. A gauche, une jetée s'avance dans la mer, soutenant les bâtimens blancs de la douane; comme le quai même, elle est formée presque entièrement des débris de colonnes de l'ancienne Béryte ou de la cité romaine de Julia Félix.

Beyrouth retrouvera-t-elle les splendeurs qui trois fois l'ont faite reine du Liban? — Aujourd'hui, c'est sa situation au pied de monts verdoyans, au milieu de jardins et de plaines fertiles, au fond d'un golfe gracieux que l'Europe emplit continuellement de ses vaisseaux, c'est le commerce de Damas et le rendez-vous central des populations industrieuses de la montagne, qui font encore la puissance et l'avenir de Beyrouth. Je ne connais rien de plus animé, de plus vivant que ce port, ni qui réalise mieux l'ancienne idée que se fait l'Europe de ces *Échelles du Levant*, où se passaient des romans ou des comédies. Ne rêve-t-on pas des aventures et des mystères à la vue de ces hautes maisons, de ces fenêtres grillées où l'on voit s'allumer souvent l'œil curieux des jeunes filles? Qui oserait pénétrer dans ces forteresses du pouvoir marital et paternel, ou plutôt qui n'aurait la tentation de l'oser? Mais, hélas! les aventures, ici, sont plus rares qu'au Caire; la population est sérieuse autant qu'affairée; la tenue des femmes annonce le travail et l'aisance. Quelque chose de biblique et d'austère résulte de l'impression générale du tableau : cette mer encaissée dans les hauts promontoires, ces grandes lignes de paysage qui se développent sur les divers plans des montagnes, ces tours à créneaux, ces constructions ogivales, portent l'esprit à la méditation, à la rêverie. — Pour voir s'agrandir encore ce beau spectacle, j'avais quitté le café et je me dirigeais vers la promenade du Raz-Beyrouth, située à gauche de la ville. Les feux rougeâtres du couchant teignaient de reflets charmans la chaîne de montagnes qui descend vers Sidon; tout le bord de la mer forme à droite des découpures de rochers, et çà et là des bassins naturels qu'a remplis le flot dans les jours d'orage; des femmes et des jeunes filles y plongeaient leurs pieds en faisant baigner de petits enfans. Il y a beaucoup de ces bassins qui semblent des restes de bains antiques dont le fond est pavé de marbre. A gauche, près d'une petite mosquée qui domine un cimetière turc, on voit quelques énormes colonnes de granit rouge couchées à terre; est-ce là, comme on le dit, que fut le cirque d'Hérode-Agrippa?

V. — LE TOMBEAU DU SANTON.

Je cherchais en moi-même à résoudre cette question, quand j'entendis des chants et des bruits d'instrumens dans un ravin qui borde les murailles de la ville. Il me sembla que c'était peut-être un mariage, car le caractère des chants était joyeux; mais je vis bientôt paraître un groupe de musulmans agitant des drapeaux, puis d'autres qui portaient sur leurs épaules un corps couché sur une sorte de litière; quelques femmes suivaient en poussant des cris, puis une foule d'hommes encore avec des drapeaux et des branches d'arbres.

Ils s'arrêtèrent tous dans le cimetière et déposèrent à terre le corps entièrement couvert de fleurs; le voisinage de la mer donnait de la grandeur à cette scène et même à l'impression des chants bizarres qu'ils entonnaient d'une voix traînante. La foule des promeneurs s'était réunie sur ce point et contemplait avec respect cette cérémonie. Un négociant italien près duquel j'étais placé me dit que ce n'était pas là un enterrement ordinaire, et que le défunt était un santon qui vivait depuis long-temps à Beyrouth, où les Francs le regardaient comme un fou, et les musulmans comme un saint. Sa résidence avait été, dans les derniers temps, une grotte située sous une terrasse dans un des jardins de la ville; c'était là qu'il vivait tout nu, avec des airs de bête fauve, et qu'on venait le consulter de toutes parts. De temps en temps, il faisait une tournée dans la ville et prenait tout ce qui était à sa convenance dans les boutiques des marchands. On sait que dans ce cas ces derniers sont pleins de reconnaissance, et pensent que cela leur portera bonheur; mais, les Européens n'étant pas de cet avis, après quelques visites de cette pratique singulière, ils s'étaient plaints au pacha et avaient obtenu qu'on ne laissât plus sortir le santon de son jardin. Les Turcs, peu nombreux à Beyrouth, ne s'étaient pas opposés à cette mesure et se bornaient à entretenir le santon de provisions et de présens. Maintenant, le personnage étant mort, le peuple se livrait à la joie, attendu qu'on ne pleure pas un saint turc comme les mortels ordinaires. La certitude qu'après bien des macérations il a enfin conquis la béatitude éternelle, fait qu'on regarde cet événement comme heureux, et qu'on le célèbre au bruit des instrumens; autrefois il y avait même en pareil cas des danses, des chants d'almées et des banquets publics.

Cependant l'on avait ouvert la porte d'une petite construction carrée avec dôme destinée à être le tombeau du santon, et les derviches, placés au milieu de la foule, avaient repris le corps sur leurs épaules. Au moment d'entrer, ils semblèrent repoussés par une force inconnue, et tombèrent presque à la renverse. Il y eut un cri de stupéfaction dans l'assemblée. Ils se retournèrent vers la foule avec colère et prétendi-

rent que les *pleureuses* qui suivaient le corps et les chanteurs d'hymnes avaient interrompu un instant leurs chants et leurs cris. On recommença avec plus d'ensemble, mais, au moment de franchir la porte, le même obstacle se renouvela. Des vieillards élevèrent alors la voix. C'est, dirent-ils, un caprice du vénérable santon, il ne veut pas entrer les pieds en avant dans le tombeau. On retourna le corps, les chants reprirent de nouveau; autre caprice, autre chute des derviches qui portaient le cercueil. On se consulta. « C'est peut-être, dirent quelques croyans, que le saint ne trouve pas cette tombe digne de lui, il faudra lui en construire une plus belle. — Non, non, dirent quelques Turcs, il ne faut pas non plus obéir à toutes ses idées, le saint homme a toujours été d'une humeur inégale. Tâchons toujours de le faire entrer; une fois qu'il sera dedans, peut-être s'y plaira-t-il; autrement il sera toujours temps de le mettre ailleurs. — Comment faire? dirent les derviches. — Eh bien! il faut le tourner rapidement pour l'étourdir un peu, et puis, sans lui donner le temps de se reconnaître, vous le pousserez dans l'ouverture. »

Ce conseil réunit tous les suffrages; les chants retentirent avec une nouvelle ardeur, et les derviches, prenant le cercueil par les deux bouts, le firent tourner pendant quelques minutes, puis, par un mouvement subit, ils se précipitèrent vers la porte, et cette fois avec un plein succès. — Le peuple attendait avec anxiété le résultat de cette manœuvre hardie, on craignait un instant que les derviches ne fussent victimes de leur audace et que les murs ne s'écroulassent sur eux; mais ils ne tardèrent pas à sortir en triomphe, annonçant qu'après quelques difficultés le saint s'était tenu tranquille : sur quoi la foule poussa des cris de joie et se dispersa, soit dans la campagne, soit dans les deux cafés qui dominent la côte du Raz-Beyrouth.

C'était le second miracle turc que j'eusse été admis à voir : — on se souvient de celui de la Dhossa, où le schériff de la Mecque passe à cheval sur un chemin pavé par les corps des croyans; — mais ici le spectacle de ce mort capricieux, qui s'agitait dans les bras des porteurs et refusait d'entrer dans son tombeau, me remit en mémoire un passage de Lucien, qui attribue les mêmes fantaisies à une statue de bronze de l'Apollon syrien. C'était dans un temple situé à l'est du Liban, et dont les prêtres, une fois par année, allaient, selon l'usage, laver leurs idoles dans un lac sacré. Apollon se refusait toujours long-temps à cette cérémonie, — il n'aimait pas l'eau, sans doute en qualité de prince des feux célestes, — et s'agitait visiblement sur les épaules des porteurs, qu'il renversait à plusieurs reprises. Selon Lucien, cette manœuvre tenait à une certaine habileté gymnastique des prêtres; mais faut-il avoir pleine confiance en cette assertion du Voltaire de l'antiquité? Pour moi, j'ai toujours été plus disposé à tout croire qu'à tout nier, et la Bible

admettant les prodiges attribués à l'Apollon syrien, lequel n'est autre que Baal, je ne vois pas pourquoi cette puissance accordée aux génies rebelles et aux esprits de Python n'aurait pas produit de tels effets; je ne vois pas non plus pourquoi l'ame immortelle d'un pauvre santon n'exercerait pas une action magnétique sur les croyans convaincus de sa sainteté.

Et d'ailleurs qui oserait faire du scepticisme au pied du Liban? Ce rivage n'est-il pas le berceau même de toutes les croyances du monde? Interrogez le premier montagnard qui passe : il vous dira que c'est sur ce point de la terre qu'eurent lieu les scènes primitives de la Bible; il vous conduira à l'endroit où fumèrent les premiers sacrifices, il vous montrera le rocher taché du sang d'Abel; plus loin existait la ville d'Enochia, bâtie par les géans, et dont on distingue encore les traces; ailleurs c'est le tombeau de Chanaan, fils de Cham. — Placez-vous au point de vue de l'antiquité grecque, et vous verrez aussi descendre de ces monts tout le riant cortége des divinités dont la Grèce accepta et transforma le culte, propagé par les émigrations phéniciennes. Ces bois et ces montagnes ont retenti des cris de Vénus pleurant Adonis, et c'était dans ces grottes mystérieuses, où quelques sectes idolâtres célèbrent encore des orgies nocturnes, qu'on allait prier et pleurer sur l'image de la victime, pâle idole de marbre ou d'ivoire aux blessures saignantes, autour de laquelle les femmes éplorées imitaient les cris plaintifs de la déesse. Les chrétiens de Syrie ont des solennités pareilles dans la nuit du vendredi saint; une mère en pleurs tient la place de l'amante, mais l'imitation plastique n'est pas moins saisissante; on a conservé les formes de la fête décrite si poétiquement dans l'idylle de Théocrite. Croyez aussi que bien des traditions primitives n'ont fait que se transformer ou se renouveler dans les cultes nouveaux. Je ne sais trop si notre église tient beaucoup à la légende de Siméon Stylite, et je pense bien que l'on peut sans irrévérence trouver exagéré le système de mortification de ce saint; mais Lucien nous apprend encore que certains dévots de l'antiquité se tenaient debout plusieurs jours sur de hautes colonnes de pierre que Bacchus avait élevées, à peu de distance de Beyrouth, en l'honneur de Priape et de Junon. — Mais débarrassons-nous de ce bagage de souvenirs antiques et de rêveries religieuses où conduisent si invinciblement l'aspect des lieux et le mélange de ces populations, qui résument peut-être en elles toutes les croyances et toutes les superstitions de la terre. Moïse, Orphée, Zoroastre, Jésus, Mahomet, et jusqu'au Boudda indien, ont ici des disciples plus ou moins nombreux; — ne croirait-on pas que tout cela doit animer la ville, l'emplir de cérémonies et de fêtes, et en faire une sorte d'Alexandrie de l'époque romaine? Mais non, tout est calme et morne sous la froide influence des Turcs. C'est dans la montagne, où leur pouvoir se fait moins sentir, que nous retrouve-

rons sans doute ces mœurs pittoresques, ces étranges contrastes que tant d'auteurs ont indiqués et que si peu ont été à même d'observer.

VI. — LA MONTAGNE.

J'avais, dans cette espérance, accepté avec empressement l'invitation que me faisait un prince ou émir du Liban d'aller passer quelques jours dans sa demeure, située à peu de distance d'Antoura, dans le Kesrouan. Comme on devait partir le lendemain matin, je n'avais plus que le temps de retourner à l'hôtel de Battista, où il s'agissait de s'entendre sur le prix de la location du cheval qu'on m'avait promis. On me conduisit dans l'écurie, où il n'y avait que de grands chevaux osseux, aux jambes fortes, à l'échine aiguë comme celle des poissons; — ceux-là n'appartenaient pas assurément à la race des chevaux *nedjis*, mais on me dit que c'étaient les meilleurs et les plus sûrs pour grimper les âpres côtes des montagnes. Les élégans coursiers arabes ne brillent guère que sur le *turf* sablonneux du désert. J'en indiquai un au hasard, et l'on me promit qu'il serait à ma porte le lendemain, au point du jour. On me proposa pour m'accompagner un jeune garçon, nommé *Moussa* (Moïse), qui parlait fort bien l'italien. Je remerciai de tout mon cœur le signor Battista, qui s'était chargé de cette négociation, et chez lequel je promis de venir demeurer à mon retour.

La nuit était venue, mais les nuits de Syrie ne sont qu'un jour bleuâtre; — tout le monde prenait le frais sur les terrasses, et cette ville, à mesure que je la regardais en remontant les collines extérieures, affectait des airs babyloniens. La lune découpait de blanches silhouettes sur les escaliers que forment de loin ces maisons qu'on a vues dans le jour si hautes et si sombres, et dont les têtes des cyprès et des palmiers rompent çà et là l'uniformité. Au sortir de la ville, ce ne sont d'abord que végétaux difformes, aloès, cactus et raquettes, étalant, comme les dieux de l'Inde, des milliers de têtes couronnées de fleurs rouges, et dressant sur vos pas des épées et des dards assez redoutables; — mais, en dehors de ces clôtures, on retrouve l'ombre éclaircie des mûriers blancs, des lauriers et des limonniers aux feuilles luisantes et métalliques. Les hautes demeures éclairées dessinent au loin leurs ogives et leurs arceaux, et du fond de ces manoirs d'un aspect sévère, on entend parfois le son des guitares accompagnant des voix mélodieuses. — Au coin du sentier qui tourne en remontant à la maison que j'habite, il y a un cabaret établi dans le creux d'un arbre énorme. Là se réunissent les jeunes gens des environs, qui restent à boire et à chanter d'ordinaire jusqu'à deux heures du matin. L'accent guttural de leurs voix, la mélopée traînante d'un récitatif nasillard, se succèdent chaque nuit, au mépris des oreilles européennes qui peu-

vent s'ouvrir aux environs; — j'avouerai pourtant que cette musique primitive et biblique ne manque pas de charme quelquefois pour qui sait se mettre au-dessus des préjugés du solfége.

En rentrant, je trouvai mon hôte maronite et toute sa famille qui m'attendaient sur la terrasse attenante à mon logement. Ces braves gens croient vous faire honneur en amenant tous leurs parens et leurs amis chez vous. Il fallut leur faire servir du café et distribuer des pipes, ce dont, au reste, se chargeaient la maîtresse et les filles de la maison, aux frais naturellement du locataire. — Quelques phrases mélangées d'italien, de grec et d'arabe défrayaient assez péniblement la conversation. Je n'osais pas dire que, n'ayant point dormi dans la journée et devant partir à l'aube du jour suivant, j'aurais aimé à regagner mon lit; mais, après tout, la douceur de la nuit, le ciel étoilé, la mer étalant à nos pieds ses nuances de bleu nocturne blanchies çà et là par le reflet des astres, me faisaient supporter assez bien l'ennui de cette réception. Ces bonnes gens me firent enfin leurs adieux, car je devais partir avant leur réveil, et, en effet, j'eus à peine le temps de dormir trois heures d'un sommeil interrompu par le chant des coqs. En m'éveillant, je trouvai le jeune Moussa assis devant ma porte sur le rebord de la terrasse. Le cheval qu'il avait amené stationnait au bas du perron, ayant un pied replié sous le ventre au moyen d'une corde, ce qui est la manière arabe de faire tenir en place les chevaux. Il ne me restait plus qu'à m'emboîter dans une de ces selles hautes à la mode turque, qui vous pressent comme un étau et rendent la chute presque impossible. De larges étriers de cuivre en forme de pelle à feu sont attachés si haut, qu'on a les jambes pliées en deux; les coins tranchans servent à piquer le cheval. Le prince sourit un peu de mon embarras à prendre les allures d'un cavalier arabe, et me donna quelques conseils. C'était un jeune homme d'une physionomie franche et ouverte, dont l'accueil m'avait séduit tout d'abord; il s'appelait Abou-Miran, et appartenait à une branche de la famille des Hobeïsch, la plus illustre du Kesrouan. Sans être des plus riches, il avait autorité sur une dizaine de villages composant un district, et en rendait les redevances au pacha de Tripoli. — Tout le monde étant prêt, nous descendîmes jusqu'à la route qui côtoie le rivage, et qui, ailleurs qu'en Orient, passerait pour un simple ravin. Au bout d'une lieue environ, on me montra la grotte d'où sortit le fameux dragon qui était prêt à dévorer la fille du roi de Beyrouth, lorsque saint George le perça de sa lance. — Ce lieu est très révéré par les Grecs et par les Turcs eux-mêmes, qui ont construit une petite mosquée à l'endroit même où eut lieu le combat.

Tous les chevaux syriens sont dressés à marcher à l'amble, ce qui rend leur trot fort doux. J'admirais la sûreté de leur pas à travers les pierres roulantes, les granits tranchans et les roches polies que l'on

rencontre à tous momens. — Il fait déjà grand jour, nous avons dépassé le promontoire fertile de Beyrouth, qui s'avance dans la mer d'environ deux lieues, avec ses hauteurs couronnées de pins parasols et son escalier de terrasses cultivées en jardins; l'immense vallée qui sépare deux chaînes de montagnes étend à perte de vue son double amphithéâtre, dont la teinte violette est constellée çà et là de points crayeux, qui signalent un grand nombre de villages, de couvens et de châteaux. C'est un des plus vastes panoramas du monde, un de ces lieux où l'ame s'élargit, comme pour atteindre aux proportions d'un tel spectacle. Au fond de la vallée coule le Nahr-Beyrout, rivière l'été, torrent l'hiver, qui va se jeter dans le golfe, et que nous traversâmes à l'ombre des arches d'un pont romain. Les chevaux avaient seulement de l'eau jusqu'à mi-jambe; des tertres couverts d'épais buissons de lauriers-roses divisent le courant et couvrent partout de leur ombre le lit ordinaire de la rivière; — deux zones de sable, indiquant la ligne extrême des inondations, détachent et font ressortir sur tout le fond de la vallée ce long ruban de verdure et de fleurs. Au-delà commencent les premières pentes de la montagne; des grès verdis par les lichens et les mousses, des caroubiers tortus, des chênes rabougris à la feuille teintée d'un vert sombre, — des aloès et des nopals, embusqués dans les pierres, comme des nains armés menaçant l'homme à son passage, mais offrant un refuge à d'énormes lézards verts qui fuient par centaines sous les pieds des chevaux : — voilà ce qu'on rencontre en gravissant les premières hauteurs. Cependant de longues places de sable aride déchirent çà et là ce manteau de végétation sauvage. Un peu plus loin, ces landes jaunâtres se prêtent à la culture et présentent des lignes régulières d'oliviers. — Nous eûmes atteint bientôt le sommet de la première zone des hauteurs, qui, d'en bas, semble se confondre avec le massif du Sannin. Au-delà s'ouvre une vallée qui forme un pli parallèle à celle du Nahr-Beyrouth, et qu'il faut traverser pour atteindre la seconde crête, d'où l'on en découvre une autre encore. On s'aperçoit déjà que ces villages nombreux, qui de loin semblaient s'abriter dans les flancs noirs d'une même montagne, dominent au contraire et couronnent des chaînes de hauteurs que séparent des vallées et des abîmes; — on comprend aussi que ces lignes, garnies de châteaux et de tours, présenteraient à toute armée une série de remparts inaccessibles, si les habitans voulaient, comme autrefois, combattre réunis pour les mêmes principes d'indépendance. Malheureusement trop de peuples ont intérêt à profiter de leurs divisions.

Nous nous arrêtâmes sur le second plateau, où s'élève une église maronite bâtie dans le style byzantin. On disait la messe, et nous mîmes pied à terre devant la porte, afin d'en entendre quelque chose. L'église était pleine de monde, car c'était un dimanche, et nous ne pûmes

trouver place qu'aux derniers rangs. Le clergé me sembla vêtu à peu près comme celui des Grecs; les costumes sont assez beaux, et la langue employée est l'ancien syriaque, que les prêtres déclamaient ou chantaient d'un ton nasillard qui leur est particulier. Les femmes étaient toutes dans une tribune élevée et protégée par un grillage. En examinant les ornemens de l'église, simples, mais fraîchement réparés, je vis avec peine que l'aigle noir à double tête de l'Autriche décorait chaque pilier, comme symbole d'une protection qui jadis appartenait à la France seule. C'est depuis notre dernière révolution seulement que l'Autriche et la Sardaigne luttent avec nous d'influence dans l'esprit et dans les affaires des catholiques syriens.

Une messe, le matin, ne peut point faire de mal, à moins que l'on n'entre en sueur dans l'église et que l'on ne s'expose à l'ombre humide qui descend des voûtes et des piliers; mais cette maison de Dieu était si propre et si riante, les cloches nous avaient appelés d'un si joli son de leur timbre argentin, et puis nous nous étions tenus si près de l'entrée, que nous sortîmes de là gaiement, bien disposés pour le reste du voyage. Nos cavaliers repartirent au galop en s'interpellant avec des cris joyeux; faisant mine de se poursuivre, ils jetaient devant eux comme des javelots leurs lances ornées de cordons et de houppes de soie, et les retiraient ensuite, sans s'arrêter, de la terre ou des troncs d'arbre où elles étaient allées se piquer au loin.

Ce jeu d'adresse dura peu, car la descente devenait difficile, et le pied des chevaux se posait plus timidement sur les grès polis ou brisés en éclats tranchans. Jusque-là, le jeune Moussa m'avait suivi à pied, selon l'usage des *moukres*, bien que je lui eusse offert de le prendre en croupe; mais je commençais à envier son sort. Saisissant ma pensée, il m'offrit de guider le cheval, et je pus traverser le fond de la vallée en coupant au court dans les taillis et dans les pierres. J'eus le temps de me reposer sur l'autre versant et d'admirer l'adresse de nos compagnons à chevaucher dans des ravins qu'on jugerait impraticables en Europe. Cependant nous montions à l'ombre d'une forêt de pins, et le prince mit pied à terre comme moi. Un quart d'heure après, nous nous trouvâmes au bord d'une vallée moins profonde que l'autre, et formant comme un amphithéâtre de verdure. Des troupeaux paissaient l'herbe autour d'un petit lac, et je remarquai là quelques-uns de ces moutons syriens dont la queue, allourdie par la graisse, pèse jusqu'à vingt livres. Nous descendîmes pour faire rafraîchir les chevaux jusqu'à une fontaine couverte d'un vaste arceau de pierre et de construction antique, à ce qu'il me sembla. Plusieurs femmes, gracieusement drapées, venaient remplir de grands vases, qu'elles posaient ensuite sur leurs têtes; celles-là naturellement ne portaient pas la haute coiffure des femmes mariées, — c'étaient des jeunes filles ou des servantes.

VII. — UN VILLAGE MIXTE.

En avançant quelques pas encore au-delà de la fontaine, et toujours sous l'ombrage des pins, nous nous trouvâmes à l'entrée du village de Bethmérie, situé sur un plateau, d'où la vue s'étend, d'un côté, vers le golfe, et, de l'autre, sur une vallée profonde, — au-delà de laquelle de nouvelles crêtes de monts s'estompent dans un brouillard bleuâtre. Le contraste de cette fraîcheur et de cette ombre silencieuse avec l'ardeur des plaines et des grèves qu'on a quittées il y a peu d'heures est une sensation qu'on n'apprécie bien que sous de tels climats. Une vingtaine de maisons étaient répandues sous les arbres et présentaient à peu près le tableau d'un de nos villages du midi. Nous nous rendîmes à la demeure du cheik, qui était absent, mais dont la femme nous fit servir du lait caillé et des fruits. Nous avions laissé, sur notre gauche, une grande maison, dont le toit écroulé et dont les solives charbonnées indiquaient un incendie récent. Le prince m'apprit que c'étaient les Druses qui avaient mis le feu à ce bâtiment, pendant que plusieurs familles maronites s'y trouvaient rassemblées pour une noce. Heureusement les conviés avaient pu fuir à temps; — mais le plus singulier, c'est que les coupables étaient des habitans de la même localité. Bethmérie, comme village mixte, contient environ cent cinquante chrétiens et une soixantaine de Druses. Les maisons de ces derniers sont séparées des autres par deux cents pas à peine. Par suite de cette hostilité, une lutte sanglante avait eu lieu, et le pacha s'était hâté d'intervenir en établissant entre les deux parties du village un petit camp d'Albanais, qui vivait aux dépens des populations rivales.

Nous venions de finir notre repas, lorsque le cheik rentra dans sa maison. Après les premières civilités, il entama une longue conversation avec le prince, et se plaignit vivement de la présence des Albanais et du désarmement général qui avait eu lieu dans son district. Il lui semblait que cette mesure n'aurait dû s'exercer qu'à l'égard des Druses, seuls coupables d'attaque nocturne et d'incendie. De temps en temps, les deux chefs baissaient la voix, et, bien que je ne pusse saisir complétement le sens de leur discussion, je pensai qu'il était convenable de m'éloigner un peu, sous prétexte de promenade. — Mon guide m'apprit en marchant que les chrétiens maronites de la province d'El Garb, où nous étions, avaient tenté précédemment d'expulser les Druses disséminés dans plusieurs villages, et que ces derniers avaient appelé à leur secours leurs coreligionnaires de l'Antiliban. De là une de ces luttes qui se renouvellent si souvent. — La grande force des Maronites est dans la province du Kesrouan, située derrière Djebaïl et Tripoli, comme aussi la plus forte population des Druses habite les provinces situées de

Beyrouth jusqu'à Saint-Jean-d'Acre. Le cheik de Bethmérie se plaignait sans doute au prince de ce que, dans la circonstance récente dont j'ai parlé, les gens du Kesrouan n'avaient pas bougé; mais ils n'en avaient pas eu le temps, les Turcs ayant mis le holà avec un empressement peu ordinaire de leur part. C'est que la querelle était survenue au moment de payer le *miri*. — Payez d'abord, disaient les Turcs, ensuite vous vous battrez tant qu'il vous plaira. — Le moyen, en effet, de toucher des impôts chez des gens qui se ruinent et s'égorgent au moment même de la récolte?

Au bout de la ligne des maisons chrétiennes, je m'arrêtai sous un bouquet d'arbres, d'où l'on voyait la mer, qui brisait au loin ses flots argentés sur le sable. L'œil domine de là les croupes étagées des monts que nous avions franchis, le cours des petites rivières qui sillonnent les vallées, et le ruban jaunâtre que trace le long de la mer cette belle route d'Antonin, où l'on voit sur les rochers des inscriptions romaines et des bas-reliefs persans. — Je m'étais assis à l'ombre, lorsqu'on vint m'inviter à prendre du café chez un *moudhir* ou commandant turc, qui, je suppose, exerçait une autorité momentanée par suite de l'occupation du village par les Albanais.

Je fus conduit dans une maison nouvellement décorée, en l'honneur sans doute de ce fonctionnaire, avec une belle natte des Indes couvrant le sol, un divan de tapisserie et des rideaux de soie. J'eus l'irrévérence d'entrer sans ôter ma chaussure, malgré les observations des valets turcs, que je ne comprenais pas. Le moudhir leur fit signe de se taire, et m'indiqua une place sur le divan sans se lever lui-même. Il fit apporter du café et des pipes, et m'adressa quelques mots de politesse en s'interrompant de temps en temps pour appliquer son cachet sur des carrés de papier que lui passait son secrétaire, assis, près de lui, sur un tabouret.

Ce moudhir était jeune et d'une mine assez fière. Il commença par me questionner, en mauvais italien, avec toutes les banalités d'usage, — sur la vapeur, sur Napoléon et sur la découverte prochaine d'un moyen pour traverser les airs. Après l'avoir satisfait là-dessus, je crus pouvoir lui demander quelques détails sur les populations qui nous entouraient. Il paraissait très-réservé à cet égard; toutefois il m'apprit que la querelle était venue, là comme sur plusieurs autres points, de ce que les Druses ne voulaient point verser le tribut dans les mains des cheiks maronites, responsables envers le pacha. La même position existe d'une manière inverse dans les villages mixtes du pays des Druses. Je demandai au moudhir s'il y avait quelque difficulté à visiter l'autre partie du village. « Allez où vous voudrez, dit-il; tous ces gens-là sont fort paisibles depuis que nous sommes chez eux. Autrement, il aurait fallu vous battre pour les uns ou pour les autres, pour la croix blanche ou pour

la main blanche. » Ce sont les signes qui distinguent les drapeaux des Maronites et ceux des Druses, dont le fond est également rouge d'ailleurs.

Je pris congé de ce Turc, et, comme je savais que mes compagnons resteraient encore à Bethmérie pendant la plus grande chaleur du jour, je me dirigeai vers le quartier des Druses, accompagné du seul Moussa. — Le soleil était dans toute sa force, et, après avoir marché dix minutes, nous rencontrâmes les deux premières maisons. Il y avait devant celle de droite un jardin en terrasse où jouaient quelques enfans. Ils accoururent pour nous voir passer et poussèrent de grands cris qui firent sortir deux femmes de la maison. L'une d'elles portait le *tantour*, ce qui indiquait sa condition d'épouse ou de veuve; l'autre paraissait plus jeune, et avait la tête couverte d'un simple voile, qu'elle ramenait sur une partie de son visage. Toutefois on pouvait distinguer leur physionomie, qui dans leurs mouvemens apparaissait et se couvrait tour à tour comme la lune dans les nuages. L'examen rapide que je pouvais en faire se complétait par les figures des enfans, toutes découvertes, et dont les traits, parfaitement formés, se rapprochaient de ceux des deux femmes. La plus jeune, me voyant arrêté, rentra dans la maison et revint avec une gargoulette de terre poreuse dont elle fit pencher le bec de mon côté à travers les grosses feuilles de cactier qui bordaient la terrasse. Je m'approchai pour boire, bien que je n'eusse pas soif, puisque je venais de prendre des rafraîchissemens chez le moudhir. L'autre femme, voyant que je n'avais bu qu'une gorgée, me dit : « *Tourid leben?* Est-ce du lait que tu veux? » Je faisais un signe de refus, mais elle était déjà rentrée. En entendant ce mot *leben*, je me rappelais qu'il veut dire en allemand *la vie*. Le Liban tire aussi son nom de ce mot *leben*, et le doit à la blancheur des neiges qui couvrent ses montagnes, et que les Arabes, au travers des sables enflammés du désert, rêvent de loin comme le lait, — comme la vie! La bonne femme était accourue de nouveau avec une tasse de lait écumant. Je ne pus refuser d'en boire, et j'allais tirer quelques pièces de ma ceinture, lorsque, sur le mouvement seul de ma main, ces deux personnes firent des signes de refus très énergiques. Je savais déjà que l'hospitalité a dans le Liban des habitudes plus qu'écossaises : je n'insistai pas.

Autant que j'en ai pu juger par l'aspect comparé de ces femmes et de ces enfans, les traits de la population druse ont quelque rapport avec ceux de la race persane. Le hâle, qui répandait sa teinte ambrée sur les visages des petites filles, n'altérait pas la blancheur mate des deux femmes à demi voilées, — de telle sorte qu'on pourrait croire que l'habitude de se couvrir le visage est avant tout chez les Levantines une question de coquetterie. L'air vivifiant de la montagne et l'habitude du travail colorent fortement les lèvres et les joues. Le fard

des Turques leur est donc inutile; — cependant, comme chez ces dernières, la teinture ombre leurs paupières et prolonge l'arc de leurs sourcils.

J'allai plus loin : c'étaient toujours des maisons d'un étage au plus bâties en pisé, les plus grandes en pierre rougeâtre, avec des toits plats soutenus par des arceaux intérieurs, des escaliers en dehors montant jusqu'au toit, et dont tout le mobilier, comme on pouvait le voir par les fenêtres grillées ou les portes entr'ouvertes, consistait en lambris de cèdre sculptés, en nattes et en divans, les enfans et les femmes animant tout cela sans trop s'étonner du passage d'un étranger ou m'adressant avec bienveillance le *sal-kher* (bonjour) accoutumé. — Arrivé au bout du village où finit le plateau de Bethmérie, j'aperçus de l'autre côté de la vallée un couvent où Moussa voulait me conduire; mais la fatigue commençait à me gagner, et le soleil était devenu insupportable : je m'assis à l'ombre d'un mur auquel je m'appuyai avec une certaine somnolence due au peu de tranquillité de ma nuit. Un vieillard sortit de la maison et m'engagea à venir me reposer chez lui. Je le remerciai, craignant qu'il ne fût déjà tard, et que mes compagnons ne s'inquiétassent de mon absence. Voyant aussi que je refusais tout rafraîchissement, il me dit que je ne devais pas le quitter sans accepter quelque chose. Alors il alla chercher de petits abricots (*mech-mech*) et me les donna; puis il voulut encore m'accompagner jusqu'au bout de la rue. Il parut contrarié en apprenant par Moussa que j'avais déjeuné chez le cheik chrétien. — C'est moi qui suis le cheik véritable, dit-il, et *j'ai le droit* de donner l'hospitalité aux étrangers. Moussa me dit alors que ce vieillard avait été en effet le cheik ou seigneur du village du temps de l'émir Bechir; — mais, comme il avait pris parti pour les Égyptiens, l'autorité turque ne voulait plus le reconnaître, et l'élection s'était portée sur un Maronite.

VIII. — LE MANOIR.

Nous remontâmes à cheval vers trois heures, et nous descendîmes dans la vallée au fond de laquelle coule une petite rivière. En suivant son cours, qui se dirige vers la mer, et remontant ensuite au milieu des rochers et des pins, traversant çà et là des vallées fertiles plantées toujours de mûriers, d'oliviers et de cotonniers, entre lesquels on a semé le blé et l'orge, nous nous trouvâmes enfin sur le bord du Nahr-el-Kelb, c'est-à-dire le fleuve du Chien, l'ancien Lycus, qui répand une eau rare entre les rochers rougeâtres et les buissons de lauriers. Ce fleuve qui, dans l'été, est à peine une rivière, prend sa source aux cimes neigeuses du haut Liban, ainsi que tous les autres cours d'eau qui sillonnent parallèlement cette côte jusqu'à Antakié, et qui vont

se jeter dans la mer de Syrie. Les hautes terrasses du couvent d'Antoura s'élevaient à notre gauche, et les bâtimens semblaient tout près, quoique nous en fussions séparés par de profondes vallées. D'autres couvens grecs, maronites, ou appartenant aux lazaristes européens, apparaissaient, dominant de nombreux villages, — et tout cela, qui, comme description, peut se rapporter simplement à la physionomie des Apennins ou des Basses-Alpes, est d'un effet de contraste prodigieux, quand on songe qu'on est en pays musulman, à quelques lieues du désert de Damas et des ruines poudreuses de Balbeck. Ce qui fait aussi du Liban une petite Europe industrieuse, libre, intelligente surtout, c'est que là cesse l'impression de ces grandes chaleurs qui énervent les populations de l'Asie. Les cheiks et les habitans aisés ont, suivant les saisons, des résidences qui, plus haut ou plus bas dans des vallées étagées entre les monts, leur permettent de vivre au milieu d'un éternel printemps. La zone où nous entrâmes au coucher du soleil, déjà très élevée, mais protégée par deux chaînes de sommets boisés, me parut d'une température délicieuse. Là commençaient les propriétés du prince, ainsi que Moussa me l'apprit. Nous touchions donc au but de notre course; cependant ce ne fut qu'à la nuit fermée et après avoir traversé un bois de sycomores, où il était très difficile de guider les chevaux, que nous aperçûmes un groupe de bâtimens dominant un mamelon autour duquel tournait un chemin escarpé. C'était entièrement l'apparence d'un château gothique; quelques fenêtres éclairées découpaient leurs ogives étroites, qui formaient du reste l'unique décoration extérieure d'une tour carrée et d'une enceinte de grands murs. Toutefois, après qu'on nous eut ouvert une porte basse à cintre surbaissé, nous nous trouvâmes dans une vaste cour entourée de galeries soutenues par des colonnes. Des valets nombreux et des nègres s'empressaient autour des chevaux, et je fus introduit dans la salle basse ou *serdar*, vaste et décorée de divans, où nous prîmes place en attendant le souper. Le prince, après avoir fait servir des rafraîchissemens pour ses compagnons et pour moi, s'excusa sur l'heure avancée qui ne permettait pas de me présenter à sa famille, et entra dans cette partie de la maison qui, chez les chrétiens comme chez les Turcs, est spécialement consacrée aux femmes; il avait bu seulement avec nous un verre de *vin d'or* au moment où l'on apportait le souper.

Le lendemain, je m'éveillai au bruit que faisaient dans la cour les saïs et les esclaves noirs occupés du soin des chevaux. Il y avait aussi beaucoup de montagnards qui apportaient des provisions, et quelques moines maronites en capuchon noir et en robe bleue regardant tout avec un sourire bienveillant. Le prince descendit bientôt et me conduisit à un jardin en terrasse abrité de deux côtés par les murailles du château, mais ayant vue au dehors sur la vallée où le Nahr-el-Kelb

coule profondément encaissé. On cultivait dans ce petit espace des bananiers, des palmiers nains, des limoniers et autres arbres de la plaine, qui, sur ce plateau élevé, devenaient une rareté et une recherche de luxe. Je songeais un peu aux châtelaines dont les fenêtres grillées donnaient probablement sur ce petit Éden, mais il n'en fut pas question. Le prince me parla long-temps de sa famille, des voyages que son grand-père avait faits en Europe et des honneurs qu'il y avait obtenus. Il s'exprimait fort bien en italien, comme la plupart des émirs et des cheiks du Liban, et paraissait disposé à faire quelque jour un voyage en France.

A l'heure du dîner, c'est-à-dire vers midi, on me fit monter à une galerie haute, ouverte sur la cour, et dont le fond formait une sorte d'alcôve garnie de divans avec un plancher en estrade; — deux femmes très parées étaient assises sur le divan, les jambes croisées à la manière turque, et une petite fille qui était près d'elles vint dès l'entrée me baiser la main, selon la coutume. J'aurais volontiers rendu à mon tour cet hommage aux deux dames, si je n'avais pensé que cela était contraire aux usages. Je saluai seulement, et je pris place avec le prince à une table de marqueterie qui supportait un large plateau chargé de mets. Au moment où j'allais m'asseoir, la petite fille m'apporta une serviette de soie longue et tramée d'argent à ses deux bouts. Les dames continuèrent pendant le repas à poser sur l'estrade comme des idoles. Seulement, quand la table fut ôtée, nous allâmes nous asseoir en face d'elles, et ce fut sur l'ordre de la plus âgée qu'on apporta des narguilés.

Ces personnes étaient vêtues, par-dessus les gilets qui pressent la poitrine et le *cheytian* (pantalon) à longs plis, de longues robes de soie rayée; une lourde ceinture d'orfèvrerie, des parures de diamans et de rubis témoignaient d'un luxe très général d'ailleurs en Syrie, même chez les femmes d'un moindre rang; quant à la corne que la maîtresse de la maison balançait sur son front et qui lui faisait faire les mouvemens d'un cygne, elle était de vermeil ciselé avec des incrustations de turquoises; les tresses de cheveux entremêlés de grappes de sequins ruisselaient sur les épaules, selon la mode générale du Levant. Les pieds de ces dames, repliés sur le divan, ignoraient l'usage du bas, ce qui, dans ces pays, est général, et ajoute à la beauté un moyen de séduction bien éloigné de nos idées. Des femmes qui marchent à peine, qui se livrent plusieurs fois le jour à des ablutions parfumées, dont les chaussures ne compriment point les doigts, arrivent, on le conçoit bien, à rendre leurs pieds aussi charmans que leurs mains; la teinture de henné, qui en rougit les ongles, et les anneaux des chevilles, riches comme des bracelets, complètent la grace et le charme de cette portion de la femme, un peu trop sacrifiée chez nous à la gloire des cordonniers.

Les princesses me firent beaucoup de questions sur l'Europe et me parlèrent de plusieurs voyageurs qu'elles avaient vus déjà. C'étaient en général des légitimistes en pèlerinage vers Jérusalem, et l'on conçoit combien d'idées contradictoires se trouvent ainsi répandues, sur l'état de la France, parmi les chrétiens du Liban. On peut dire seulement que nos dissentimens politiques n'ont que peu d'influence sur des peuples dont la constitution sociale diffère beaucoup de la nôtre. Des catholiques obligés de reconnaître comme suzerain l'empereur des Turcs n'ont pas d'opinion bien nette touchant notre état politique. Cependant ils ne se considèrent à l'égard du sultan que comme tributaires. Le véritable souverain est encore pour eux l'émir Béchir, livré au sultan par les Anglais après l'expédition de 1840.

En très peu de temps je me trouvai fort à mon aise dans cette famille, et je vis avec plaisir disparaître la cérémonie et l'étiquette du premier jour. Les princesses, vêtues simplement et comme les femmes ordinaires du pays, se mêlaient aux travaux de leurs gens, et la plus jeune descendait aux fontaines avec les filles du village ainsi que la Rébecca de la Bible et la Nausicaa d'Homère. On s'occupait beaucoup dans ce moment-là de la récolte de la soie, et l'on me fit voir les *cabanes*, bâtimens d'une construction légère qui servent de magnanerie. Dans certaines salles, on nourrissait encore les vers sur des cadres superposés; dans d'autres, le sol était jonché d'épines coupées sur lesquelles les larves des vers avaient opéré leur transformation. Les cocons étoilaient comme des olives d'or les rameaux entassés et figurant d'épais buissons; il fallait ensuite les détacher et les exposer à des vapeurs soufrées pour détruire la chrysalide, puis dévider ces fils presque imperceptibles. Des centaines de femmes et d'enfans étaient employées à ce travail, dont les princesses avaient aussi la surveillance.

IX. — UNE CHASSE.

Le lendemain de mon arrivée, qui était un jour de fête, on vint me réveiller dès le point du jour pour une chasse qui devait se faire avec éclat. J'allais m'excuser sur mon peu d'habileté dans cet exercice, craignant de compromettre, vis-à-vis de ces montagnards, la dignité européenne; — mais il s'agissait simplement d'une chasse au faucon. Le préjugé qui ne permet aux Orientaux que la chasse des animaux nuisibles les a conduits, depuis des siècles, à se servir d'oiseaux de proie sur lesquels retombe la faute du sang répandu. La nature a toute la responsabilité de l'acte cruel commis par l'oiseau de proie. C'est ce qui explique comment cette sorte de chasse a toujours été particulière à l'Orient. A la suite des croisades, la mode s'en répandit chez nous.

Je pensais que les princesses daigneraient nous accompagner, ce qui

aurait donné à ce divertissement un caractère tout chevaleresque; mais on ne les vit point paraître. Des valets chargés du soin des oiseaux allèrent chercher les faucons dans des logettes situées à l'intérieur de la cour, et les remirent au prince et à deux de ses cousins, qui étaient les personnages les plus apparens de la troupe. Je préparais mon poing pour en recevoir un, lorsqu'on m'apprit que les faucons ne pouvaient être tenus que par des personnes connues d'eux. Il y en avait trois tout blancs, chaperonnés fort élégamment, et, comme on me l'expliqua, de cette race particulière à la Syrie, dont les yeux ont l'éclat de l'or.

Nous descendîmes dans la vallée, en suivant le cours du Nahr-el-Kelb, jusqu'à un point où l'horizon s'élargissait, et où de vastes prairies s'étendaient à l'ombre des noyers et des peupliers. La rivière, en faisant un coude, laissait échapper dans la plaine de vastes flaques d'eau à demi cachées par les joncs et les roseaux. On s'arrêta, et l'on attendit que les oiseaux, effrayés d'abord par le bruit des pas de chevaux, eussent repris leurs habitudes de mouvement ou de repos. Quand tout fut rendu au silence, on distingua, parmi les oiseaux qui poursuivaient les insectes de marécage, deux hérons occupés probablement de pêche, et dont le vol traçait de temps en temps des cercles au-dessus des herbes. Le moment était venu : on tira quelques coups de fusil pour faire *monter* les hérons, puis on décoiffa les faucons, et chacun des cavaliers qui les tenaient les lança en les encourageant par des cris. Ces oiseaux commencèrent par voler au hasard, cherchant une proie quelconque; ils eurent bientôt aperçu les hérons, qui, attaqués isolément, se défendirent à coups de bec. Un instant, on craignit que l'un des faucons ne fût percé par le bec de celui qu'il attaquait seul; mais, averti probablement du danger de la lutte, il alla se réunir à ses deux compagnons de perchoir. L'un des hérons, débarrassé de son ennemi, disparut dans l'épaisseur des arbres, tandis que son compagnon s'élevait en droite ligne vers le ciel. Alors commença l'intérêt réel de la chasse. En vain le héron poursuivi s'était-il perdu dans l'espace, où nos yeux ne pouvaient plus le voir : les faucons le voyaient pour nous, et, ne pouvant le suivre si haut, attendaient qu'il redescendît. C'était un spectacle plein d'émotion que de voir planer ces trois combattans à peine visibles eux-mêmes, et dont la blancheur se fondait dans l'azur du ciel. — Au bout de dix minutes, le héron, fatigué ou peut-être ne pouvant plus respirer l'air trop raréfié de la zone qu'il parcourait, reparut à peu de distance des faucons, qui fondirent sur lui. Ce fut une lutte d'un instant, qui, se rapprochant de la terre, nous permit d'entendre les cris et de voir un mélange furieux d'ailes, de cols et de pattes enlacés. Tout à coup les quatre oiseaux tombèrent comme une masse dans l'herbe, et les piqueurs furent obligés de les chercher quelques momens. Enfin ils ramassèrent le héron, qui vivait encore, et dont ils

coupèrent la gorge, afin qu'il ne souffrît pas plus long-temps. Ils jetèrent alors aux faucons un morceau de chair coupé dans l'estomac de la proie, et rapportèrent en triomphe les dépouilles sanglantes du vaincu. Le prince me parla de chasses qu'il faisait quelquefois dans la vallée de Becquà, où l'on employait le faucon pour prendre des gazelles. Malheureusement il y a quelque chose de plus cruel dans cette chasse que l'emploi même des armes, car les faucons sont dressés à s'aller poser sur la tête des pauvres gazelles, dont ils crèvent les yeux. Je n'étais nullement curieux d'assister à d'aussi tristes amusemens.

Il y eut ce soir-là un banquet splendide auquel beaucoup de voisins avaient été conviés. On avait placé dans la cour beaucoup de petites tables à la turque, multipliées et disposées d'après le rang des invités. Le héron, victime triomphale de l'expédition, décorait avec son col dressé au moyen de fils de fer et ses ailes en éventail le point central de la table princière, placée sur une estrade, et où je fus invité à m'asseoir auprès d'un des pères lazaristes du couvent d'Antoura, qui se trouvait là à l'occasion de la fête. — Des chanteurs et des musiciens étaient placés sur le perron de la cour, et la galerie inférieure était pleine de gens assis à d'autres petites tables de cinq à six personnes. Les plats à peine entamés passaient des premières tables aux autres, et finissaient par circuler dans la cour, où les montagnards, assis à terre, les recevaient à leur tour. — On nous avait donné de vieux verres de Bohême, mais la plupart des conviés buvaient dans des tasses qui faisaient la ronde. De longs cierges de cire éclairaient les tables principales. — Le fonds de la cuisine se composait de mouton grillé, de pilau en pyramide jauni de poudre de cannelle et de safran, puis de fricassées, de poissons bouillis, de légumes farcis de viandes hachées, de melons d'eau, de bananes et autres fruits du pays. A la fin du repas, on porta des santés au bruit des intrumens et aux cris joyeux de l'assemblée; la moitié des gens assis à chaque table se levait et buvait à l'autre. Cela dura long-temps ainsi. — Il va sans dire que les dames, après avoir assisté au commencement du repas, mais sans y prendre part, se retirèrent dans l'intérieur de la maison.

La fête se prolongea fort avant dans la nuit. En général, on ne peut rien distinguer dans la vie des émirs et cheiks maronites qui diffère beaucoup de celle des autres Orientaux, si ce n'est ce mélange des coutumes arabes et de certains usages de nos époques féodales. C'est la transition de la vie de tribu, comme on la voit établie encore au pied de ces montagnes, à cette ère de civilisation moderne qui gagne et transforme déjà les cités industrieuses de la côte. Il semble que l'on vive au milieu du XIIIe siècle français; mais en même temps on ne peut s'empêcher de penser à Saladin et à son frère Malek-Adel, que les Maronites se vantent d'avoir vaincu entre Beyrouth et Saïde. Le lazariste auprès duquel j'étais placé pendant le repas (il se nommait le père

Adam) me donna beaucoup de détails sur le clergé maronite. J'avais cru jusque-là que ce n'étaient que des catholiques médiocres, attendu la faculté qu'ils avaient de se marier. Ce n'est là toutefois qu'une tolérance accordée spécialement à l'église syrienne. Les femmes des curés sont appelées prêtresses par honneur, mais n'exercent aucune fonction sacerdotale. Le pape admet aussi l'existence d'un patriarche maronite nommé par un conclave, et qui, au point de vue canonique, porte le titre d'évêque d'Antioche; mais ni le patriarche ni ses douze évêques suffragans ne peuvent être mariés.

X. — LE KESROUAN.

Nous allâmes le lendemain reconduire le père Adam à Antoura. C'est un édifice assez vaste au-dessus d'une grande terrasse qui domine tout le pays, et au bas de laquelle est un vaste jardin planté d'orangers énormes. L'enclos est traversé d'un ruisseau qui sort des montagnes et que reçoit un grand bassin. L'église est bâtie hors du couvent, qui se compose à l'intérieur d'un édifice assez vaste divisé en un double rang de cellules; les pères s'occupent, comme les autres moines de la montagne, de la culture de l'olivier et des vignes. Ils ont des classes pour les enfans du pays; leur bibliothèque contient beaucoup de livres imprimés dans la montagne, car il y a aussi là des moines imprimeurs, et j'y ai trouvé même la collection d'un journal-revue intitulé *l'Ermite de la Montagne*, dont la publication a cessé depuis quelques années. Le père Adam m'apprit que la première imprimerie avait été établie, il y a cent ans, à Mar-Hanna, par un religieux d'Alep nommé Abdallah-Zeker, qui grava lui-même et fondit les caractères. Beaucoup de livres de religion, d'histoire et même des recueils de contes sont sortis de ces presses bénies. Il est assez curieux de voir en passant au bas des murs d'un couvent des feuilles imprimées qui sèchent au soleil. Du reste, les moines du Liban exercent toutes sortes d'états, et ce n'est pas à eux qu'on reprochera la paresse.

Outre les couvens assez nombreux des lazaristes et des jésuites européens, qui aujourd'hui luttent d'influence et ne sont pas toujours amis, il y a dans tout le Kesrouan environ deux cents couvens de moines réguliers, sans compter un grand nombre d'ermitages dans le pays de Mar-Élicha. On rencontre aussi de nombreux couvens de femmes consacrés la plupart à l'éducation. — Tout cela ne forme-t-il pas un personnel religieux bien considérable pour un pays de cent dix lieues carrées, qui ne compte pas deux cent mille habitans! Il est vrai que cette portion de l'ancienne Phénicie a toujours été célèbre par l'ardeur de ses croyances. A quelque lieues du point où nous étions coule le Nahr-Ibrahim, l'ancien Adonis, qui se teint de rouge encore au prin-

temps à l'époque où l'on pleurait jadis la mort du symbolique favori de Vénus. C'est près de l'endroit où cette rivière se jette dans la mer qu'est situé Djébaïl, l'ancienne Biblos, où naquit Adonis, fils, comme on sait, de Cynire et de Myrrha, la propre fille de ce roi phénicien. Ces souvenirs de la fable, ces adorations, ces honneurs divins rendus jadis à l'inceste et à l'adultère indignent encore les bons religieux lazaristes. — Quant aux moines maronites, ils ont le bonheur de les ignorer profondément.

Le prince voulut bien m'accompagner et me guider dans plusieurs excursions à travers cette province du Kesrouan, que je n'aurais cru ni si vaste ni si peuplée. Gazir, la ville principale, qui a cinq églises et une population de six mille ames, est la résidence de la famille Hobeïsch, l'une des trois plus nobles de la nation maronite; — les deux autres sont les Avaki et les Khazen. Les descendans de ces trois maisons se comptent par centaines, et la coutume du Liban, qui veut le partage égal des biens entre les frères, a réduit beaucoup nécessairement l'apanage de chacun. Cela explique la plaisanterie locale qui appelle certains de ces émirs *princes d'olive et de fromage*, en faisant allusion à leurs maigres moyens d'existence. Les plus vastes propriétés appartiennent à la famille Khazen, qui réside à Zouk-Mikael, ville plus peuplée encore que Gazir. Louis XIV contribua beaucoup à l'éclat de cette famille, en confiant à plusieurs de ses membres des fonctions consulaires. Il y a en tout cinq districts dans la partie de la province dite le Kesrouan-Gazir, et trois dans le Kesrouan-Bekfaya, situé du côté de Balbek et de Damas. Chacun de ces districts comprend un chef-lieu gouverné d'ordinaire par un émir, et une douzaine de villages ou paroisses placés sous l'autorité des cheiks. L'édifice féodal ainsi constitué aboutit à l'émir de la province, qui, lui-même, tient ses pouvoirs du grand émir résidant à Deïr-Khamar. Ce dernier étant aujourd'hui captif des Turcs, son autorité a été déléguée à deux kaïmakans ou gouverneurs, l'un Maronite, l'autre Druse, forcés de soumettre aux pachas toutes les questions d'ordre politique. Cette disposition a l'inconvénient d'entretenir entre les deux peuples un antagonisme d'intérêts et d'influences qui n'existait pas lorsqu'ils vivaient réunis sous un même prince. La grande pensée de l'émir Fakardin, qui avait été de mélanger les populations et d'effacer les préjugés de race et de religion, se trouve prise à contre-pied, et l'on tend à former deux nations ennemies là où il n'en existait qu'une seule, unie par des liens de solidarité et de tolérance mutuelle.

On se demande quelquefois comment les souverains du Liban parvenaient à s'assurer la sympathie et la fidélité de tant de peuples de religions diverses. A ce propos, le père Adam me disait que l'émir Bechir était chrétien par son baptême, Turc par sa vie et Druse par sa mort, — ce dernier peuple ayant le droit immémorial d'ensevelir les souve-

rains de la montagne. Il me racontait encore une anecdote locale analogue. Un Druse et un Maronite qui faisaient route ensemble s'étaient demandé : « Mais quelle est donc la religion de notre souverain? — Il est Druse, disait l'un. — Il est chrétien, disait l'autre. » Un métuali (sectaire musulman) qui passait est choisi pour arbitre, et n'hésite pas à répondre : « Il est Turc. » Ces braves gens, plus irrésolus que jamais, conviennent d'aller chez l'émir lui demander de les mettre d'accord. L'émir Bechir les reçut fort bien, et, une fois au courant de leur querelle, dit en se tournant vers son vizir : « Voilà des gens bien curieux! qu'on leur tranche la tête à tous les trois! » Sans ajouter une croyance exagérée à la sanglante affabulation de cette histoire, on peut y reconnaître la politique éternelle des grands émirs du Liban. Il est très vrai que leur palais contient une église, une mosquée et un *khaloué* (temple druse). Ce fut long-temps le triomphe de leur politique, et c'en est peut-être devenu l'écueil.

XI. — UN COMBAT.

J'acceptais avec bonheur cette vie des montagnes, dans une atmosphère tempérée, au milieu de mœurs à peine différentes de celles que nous voyons dans nos provinces du midi. C'était un repos pour les longs mois passés sous les ardeurs du soleil d'Égypte, — et quant aux personnes, c'était, ce dont l'ame a besoin, cette sympathie qui n'est jamais entière de la part des musulmans, ou qui, chez la plupart, est contrariée par les préjugés de race. Je retrouvais dans la lecture, dans la conversation, dans les idées, ces choses de l'Europe que nous fuyons par ennui, par fatigue, mais que nous rêvons de nouveau après un certain temps, comme nous avions rêvé l'inattendu, l'étrange, pour ne pas dire l'inconnu. Ce n'est pas avouer que notre monde vaille mieux que celui-là, c'est seulement retomber insensiblement dans les impressions d'enfance, c'est accepter le joug commun. On lit dans une pièce de vers d'Henri Heine l'apologue d'un sapin du Nord couvert de neige, qui demande le sable aride et le ciel de feu du désert, — tandis qu'à la même heure un palmier brûlé par l'atmosphère aride des plaines d'Égypte demande à respirer dans les brumes du Nord, à se baigner dans la neige fondue, à plonger ses racines dans le sol glacé!

Par un tel esprit de contraste et d'inquiétude, je songeais déjà à retourner dans la plaine, me disant, après tout, que je n'étais pas venu en Orient pour passer mon temps dans un paysage des Alpes; — mais, un soir, j'entends tout le monde causer avec inquiétude; des moines descendent des couvens voisins, tout effarés; on parle des Druses qui sont venus en nombre de leurs provinces et qui se sont jetés sur les cantons mixtes, désarmés par ordre du pacha de Beyrouth. Le Kesrouan,

qui fait partie du pachalick de Tripoli, a conservé ses armes; il faut donc aller soutenir des frères sans défense, il faut passer le Nahr-el-Kelb, qui est la limite des deux pays, véritable Rubicon, qui n'est franchi que dans des circonstances graves. Les montagnards armés se pressaient impatiemment autour du village et dans les prairies. Des cavaliers parcouraient les localités voisines en jetant le vieux cri de guerre : « Zèle de Dieu ! zèle des combats ! » — Le prince me prit à part et me dit : « Je ne sais ce que c'est, les rapports qu'on nous fait sont exagérés peut-être, mais nous allons toujours nous tenir prêts à secourir nos voisins. Le secours des pachas arrive toujours quand le mal est fait... Vous feriez bien, quant à vous, de vous rendre au couvent d'Antoura ou de regagner Beyrouth par la mer. — Non, lui dis-je, laissez-moi vous accompagner. Ayant eu le malheur de naître dans une époque peu guerrière, je n'ai encore vu de combats que dans l'intérieur de nos villes d'Europe, et de tristes combats, je vous jure ! Nos montagnes, à nous, étaient des groupes de maisons, et nos vallées des places et des rues ! Que je puisse assister, dans ma vie, à une lutte un peu grandiose, à une guerre religieuse. Il serait si beau de mourir pour la cause que vous défendez ! »

Je disais, je pensais ces choses; l'enthousiasme environnant m'avait gagné; — je passai la nuit suivante à rêver des exploits qui nécessairement m'ouvraient les plus hautes destinées. — Au point du jour, quand le prince monta à cheval, dans la cour, avec ses hommes, je me disposais à en faire autant; mais le jeune Moussa s'opposa résolûment à ce que je me servisse du cheval qui m'avait été loué à Beyrouth : il était chargé de le ramener vivant, et craignait avec raison les chances d'une expédition guerrière. Je compris la justesse de sa réclamation, et j'acceptai un des chevaux du prince. — Nous passâmes enfin la rivière, étant tout au plus une douzaine de cavaliers sur peut-être trois cents hommes.

Après quatre heures de marche, on s'arrêta près du couvent de Mar-Hanna, où beaucoup de montagnards vinrent encore nous rejoindre. Les moines basiliens nous donnèrent à déjeuner; mais, selon eux, il fallait attendre : rien n'annonçait que les Druses eussent envahi le district. Cependant les nouveaux arrivés exprimaient un avis contraire, et l'on résolut d'avancer encore. Nous avions laissé les chevaux pour couper au court à travers les bois, et, vers le soir, après quelques alertes, nous entendîmes des coups de fusil répercutés par les rochers. Je m'étais séparé du prince en gravissant une côte pour arriver à un village qu'on apercevait au-dessus des arbres, et je me trouvai avec quelques hommes au bas d'un escalier de terrasses cultivées; — plusieurs d'entre eux semblèrent se concerter, puis ils se mirent à attaquer la haie de cactus qui

formait clôture, et, pensant qu'il s'agissait de pénétrer jusqu'à des ennemis cachés, j'en fis autant avec mon yataghan; — les spatules épineuses roulaient à terre comme des têtes coupées, et la brèche ne tarda pas à nous donner passage. Là, mes compagnons se répandirent dans l'enclos, et, ne trouvant personne, se mirent à hacher les pieds de mûriers et d'oliviers avec une rage extraordinaire. L'un d'eux, voyant que je ne faisais rien, voulut me donner une cognée; je le repoussai; ce spectacle de destruction me révoltait. Je venais de reconnaître que le lieu où nous nous trouvions n'était autre que la partie du village de Bethmérie où j'avais été si bien accueilli quelques jours auparavant. Heureusement je vis de loin le gros de nos gens qui arrivait sur le plateau, et je rejoignis le prince, qui paraissait dans une grande irritation. Je m'approchai de lui pour lui demander si nous n'avions d'ennemis à combattre que des cactus et des mûriers; — mais il déplorait déjà tout ce qui venait d'arriver, et s'occupait à empêcher que l'on mît le feu aux maisons. Voyant quelques Maronites qui s'en approchaient avec des branches de sapin allumées, il leur ordonna de revenir. Les Maronites l'entourèrent en criant : « Les Druses ont fait cela chez les chrétiens; aujourd'hui nous sommes forts, il faut leur rendre la pareille! »

Le prince hésitait à ces mots, parce que la loi du talion est sacrée parmi les montagnards. Pour un meurtre il en faut un autre, et de même pour les dégâts et les incendies. Je tentai de lui faire remarquer qu'on avait déjà coupé beaucoup d'arbres et que cela pouvait passer pour une compensation. Il trouva une raison plus concluante à donner.

— Ne voyez-vous pas, leur dit-il, que l'incendie serait aperçu de Beyrouth? Les Albanais seraient envoyés de nouveau ici!

Cette considération finit par calmer les esprits. Cependant on n'avait trouvé dans les maisons qu'un vieillard coiffé d'un turban blanc qu'on amena, et dans lequel je reconnus aussitôt le bonhomme qui, lors de mon passage à Bethmérie, m'avait offert de me reposer chez lui. On le conduisit chez le cheik chrétien, qui paraissait un peu embarrassé de tout ce tumulte, et qui cherchait, ainsi que le prince, à réprimer l'agitation. Le vieillard druse gardait un maintien fort tranquille et dit en regardant le prince :

— La paix soit avec toi, Miran; que viens-tu faire dans notre pays?

— Où sont tes frères? dit le prince; ils ont fui sans doute en nous apercevant de loin.

— Tu sais que ce n'est pas leur habitude, dit le vieillard; mais ils se trouvaient quelques-uns contre tout ton peuple, ils ont emmené loin d'ici les femmes et les enfans. Moi j'ai voulu rester.

— On nous a dit pourtant que vous aviez appelé les Druses de l'autre montagne et qu'ils étaient en grand nombre.

— On vous a trompés. Vous avez écouté de mauvaises gens, des étrangers qui eussent été contens de nous faire égorger, afin qu'ensuite nos frères vinssent ici nous venger sur vous!

Le vieillard était resté debout pendant cette explication. Le cheik chez lequel nous étions parut frappé de ses paroles et lui dit : — Te crois-tu prisonnier ici? Nous fûmes amis autrefois, pourquoi ne t'assieds-tu pas avec nous?

— Parce que tu es dans ma maison, dit le vieillard.

— Allons, dit le cheik chrétien, oublions tout cela. Prends place sur ce divan; on va t'apporter du café et une pipe.

— Ne sais-tu pas, dit le vieillard, qu'un Druse n'accepte jamais rien chez les Turcs ni chez leurs amis, de peur que ce ne soit le produit des exactions et des impôts injustes?

— Un ami des Turcs? je ne le suis pas!

— N'ont-ils pas fait de toi un cheik, tandis que c'est moi qui l'étais dans ce village du temps d'Ibrahim, et alors ta race et la mienne vivaient en paix? N'est-ce pas toi aussi qui es allé te plaindre au pacha pour une affaire de tapageurs, une maison brûlée, une querelle de bons voisins, que nous aurions vidée facilement entre nous?

Le cheik secoua la tête sans répondre; mais le prince coupa court à l'explication et sortit de la maison en tenant le Druse par la main. — Tu prendras bien le café avec moi, qui n'ai rien accepté des Turcs, lui dit-il, et il ordonna à son *cafedji* de lui en servir sous les arbres.

— J'étais un ami de ton père, dit le vieillard, et dans ce temps-là Druses et Maronites vivaient en paix.

Et ils se mirent à causer long-temps de l'époque où les deux peuples étaient réunis sous le gouvernement de la famille Schehab, et n'étaient pas abandonnés à l'arbitraire des pachas.

Il fut convenu que le prince remmènerait tout son monde, que les Druses reviendraient dans le village sans appeler des secours éloignés, et que l'on considérerait le dégât qui venait d'être fait chez eux comme une compensation de l'incendie précédent d'une maison chrétienne. — Ainsi se termina cette terrible expédition où je m'étais promis de recueillir tant de gloire; mais toutes les querelles des villages mixtes ne trouvent pas des arbitres aussi concilians que l'avait été le prince Abou-Miran. Cependant il faut dire que si l'on peut citer des assassinats isolés, les querelles générales sont rarement sanglantes. C'est un peu alors comme les combats des Espagnols, où l'on se poursuit dans les monts sans se rencontrer, parce que l'un des partis se cache toujours quand l'autre est en force. On crie beaucoup, on brûle des maisons, on coupe des arbres, et les bulletins, rédigés par des intéressés, donnent seuls le compte des morts.

Au fond, ces peuples s'estiment entre eux plus qu'on ne croit, et ne peuvent oublier les liens qui les unissaient jadis. Tourmentés et excités soit par les missionnaires, soit par les moines, soit par les Turcs, soit par les Européens, ils se ménagent à la manière des condottieri d'autrefois, qui livraient de grands combats sans effusion de sang. Les moines prêchent, il faut bien courir aux armes; les missionnaires anglais déclament et paient, il faut bien se montrer vaillans; — mais il y a au fond de tout cela doute et découragement. Chacun comprend déjà ce que veulent quelques puissances de l'Europe, divisées de but et d'intérêts et secondées par l'imprévoyance des Turcs. En suscitant des querelles dans les villages mixtes, on croit avoir prouvé la nécessité d'une entière séparation entre les deux races, autrefois unies et solidaires. Le travail qui se fait en ce moment dans le Liban sous couleur de pacification consiste à opérer l'échange des propriétés qu'ont les Druses dans les cantons chrétiens contre celles qu'ont les chrétiens dans les cantons druses. Alors plus de ces luttes intestines tant de fois exagérées; seulement on aura deux peuples bien distincts, dont l'un sera placé peut-être sous la protection de l'Autriche, et l'autre sous celle de l'Angleterre. Il serait alors difficile que la France recouvrât l'influence qui, du temps de Louis XIV, s'étendait également sur la race druse et sur la race maronite.

Il ne m'appartient pas de me prononcer sur d'aussi graves intérêts. Je regretterai seulement de n'avoir point pris part dans le Liban à des luttes plus homériques. — Je dus bientôt quitter le prince pour me rendre sur un autre point de la montagne. Cependant la renommée de l'affaire de Bethmérie grandissait sur mon passage; grace à l'imagination bouillante des moines italiens, ce combat contre des mûriers avait pris peu à peu les proportions d'une croisade.

GÉRARD DE NERVAL.

LISBONNE

LA COUR DE DONA MARIA ET LES DERNIERS ÉVÉNEMENS

DU PORTUGAL.

I.

En creusant à l'embouchure du Tage une rade vaste et profonde, la Providence avait marqué la place d'une grande ville maritime. Devenue la capitale d'un royaume conquis pied à pied sur les Maures par les chevaliers chrétiens, Lisbonne accomplit sa double destinée : elle fut commerçante comme Gênes et guerrière comme Venise. La nation portugaise, contrainte par le voisinage de l'Espagne, qui l'isolait de l'Europe, à s'étendre sur les mers, s'épuisa en conquêtes, en expéditions aventureuses; elle se dissémina sur tous les points du globe, au préjudice de la patrie. Le Tage était la route par laquelle les héros que chanta Camoens et qui étonnèrent le monde s'élançaient vers des plages inconnues; le Portugal tout entier obéissait à cette impulsion, et Lisbonne, orgueilleuse de ses flottes, s'étendait au bord des eaux comme pour mieux les protéger. Les temps sont loin où la bannière des rois de la seconde dynastie se déployait victorieusement sur toutes les mers; mais ces souvenirs glorieux vivent encore dans les monumens religieux et militaires restés debout aux abords de la capitale: ils en sont le plus bel ornement. Le voyageur qui vient de franchir les hautes vagues déferlant à grand bruit sur les sables de la barre salue avec res-

pect ces muets témoins d'un autre âge : il a reculé dans les siècles jusqu'à Manoel et à Jean III.

A l'endroit où le Tage se resserre entre de hautes collines, et vis-à-vis de la vieille citadelle de Torre-Velha, blottie au pied des rocs, se dresse la tour de Bélem. Comme une sentinelle avancée, elle apparaît sur les dunes, et annonce au navigateur qu'il va toucher le port. Dominant de toute son élévation le vieux fort chargé de tourelles qui regarde la mer, entourée du côté des grèves par des haies d'agaves aux feuilles armées de pointes, aux tiges nues et élancées, elle protége en même temps la terre et les eaux. Par sa forme quadrangulaire et par le bastion qui la couronne, elle tient à la fois de la citadelle et du donjon. Aux angles de la façade tournée vers la plage, deux archanges aux longues ailes se tiennent debout; dans la largeur de celle que viennent baigner les flots règne un balcon moitié mauresque et moitié gothique, au-dessus duquel se dessinent en relief les armes des rois de Portugal. Dans l'intervalle des créneaux est sculptée la croix de l'ordre du Christ, de telle sorte qu'on croirait voir les écus d'autant de chevaliers rangés sur la plate-forme; ce symbole de la puissante milice qui compta des commanderies en Afrique, aux Indes, au Brésil (1), est comme le motif dominant des balustres suspendus aux quatre faces de la tour. Un poète, le chroniqueur de Jean II, Garcia de Resende, donna le plan de cet édifice, qui est l'expression la plus parfaite de l'architecture militaire du Portugal à la fin du XV[e] siècle, et, comme pour le compléter, s'élevèrent en 1500, à quelques pas plus loin, le couvent de Bélem et l'église de Sainte-Marie, monumens tout empreints du caractère religieux de cette belle époque. Le portail de Sainte-Marie, à ogive flamboyante, flanqué de colonettes ornées qui soutiennent de graves statues de saints et d'apôtres, s'ouvre du côté de la mer, que jadis les grandes marées poussaient jusqu'au pied de l'église. Un péristyle un peu plus moderne, dans lequel se devine déjà la ligne moins indépendante des architectes italiens, mais où le goût le plus sévère ne trouverait encore rien à blâmer, conduit à la double entrée qui desservait le monastère et la chapelle. Le premier de ces deux monumens a reçu une pieuse destination; on l'a transformé en *casa pia*, c'est-à-dire en une maison d'asile pour les orphelins abandonnés; le second est resté morne et silencieux, comme il convient à un lieu de prières, où dorment des morts illustres. Des rois, des reines, des princes y reposent dans des tombeaux que les révolutions ont respectés. Manoel, le seul monarque auquel l'histoire ait accordé le surnom de *fortuné*, tant son règne fut prospère, est déposé là

(1) Les armes de l'ordre du Christ étaient une croix patriarcale de gueules chargée d'une autre d'argent. Les chevaliers de l'ordre d'Aviz portaient l'habit blanc; leurs armes étaient d'or à la croix fleurdelisée de sinople, accompagnée en pointe de deux oiseaux affrontés de sable, par allusion au mot *avis*.

près de Jean III, qui releva l'université de Coïmbre et lança ses vaisseaux jusqu'au Japon. Sébastien, qui, percé de coups et abandonné sur le champ de bataille, fut reconnu par un de ses pages aux marques nombreuses dont son corps, selon le témoignage d'un écrivain du temps, était en quelque sorte constellé (1), a près de lui le vieux cardinal-roi, dont les mains débiles laissèrent tomber dans celles plus fermes de Philippe II le sceptre de Portugal.

La tour marque la limite du mouillage des vaisseaux; le monastère et son église, la pointe extrême du village de Bélem, que Lisbonne peut revendiquer comme un de ses faubourgs. Pressée entre des collines arides et le Tage, la grande cité devait s'étendre et se prolonger dans la direction de la route que suivaient les flottes, et aller au-devant de la mer. Le petit palais d'été bâti à Bélem même, loin des bruits du port et de l'agitation des arsenaux, ne fut guère dépassé par la file de constructions élégantes qui forment le village, et qu'on dirait échelonnées comme des courtisans sur le passage de la cour. L'étranger qui, arrivant du large, vient d'admirer l'ensemble des trois édifices gothiques, n'a plus qu'un sourire pour cette maison de plaisance mesquine d'aspect, composée de bâtimens irréguliers, embarrassée de terrasses où s'étalent, sous les ciseaux du jardinier, de tristes charmilles semblables à des paravens; mais la couronne de Portugal n'est-elle pas désormais réduite aux humbles proportions du palais où s'abritent ses rois? Jean VI, qui devait, hélas! abandonner son royaume envahi et s'enfuir en Amérique; Jean VI, que l'affection de ses sujets ne put empêcher d'être le plus malheureux des princes et le plus affligé des hommes, prodigua vainement les trésors du Brésil dans l'exécution d'un plan conçu trop tard : au-dessus du palais de Bélem, trop petit à son gré, il commença à bâtir celui d'Ajuda, qui ne s'achèvera jamais. Ce Louvre, entrepris sur une échelle démesurée, semble déjà une ruine; ses murs blancs, qu'aucun ombrage n'entoure, se détachent à cru sur un ciel ardent, tristes comme toute grande pensée trahie dans sa réalisation; on y sent l'effort paralysé d'une dynastie qui s'affaisse; on croit voir un tombeau.

Ainsi, au bord même de l'Océan, ce peuple croyant et guerrier se révèle sous son double aspect; le passé du Portugal est écrit là en caractères ineffaçables. Nous sommes sur le fleuve : voici que se déroulent des entassemens de palais et de maisons qui ne sont pas sans beauté, vus du large. Pas de quais, des terrasses, quelques jardins où l'on dis-

(1) L'épitaphe qui se lit auprès de la sépulture de ce roi prouverait que les Portugais ont conservé des doutes sur l'identité du corps recueilli par le page Resende; elle est ainsi conçue :

Hic jacet in tumulo, *si vera* est *fama*, Sebastus,
Quem dicunt Lybicis occubuisse plagis.

tingue le vert sombre des orangers; des fenêtres sans nombre qui toutes s'ouvrent sur le Tage et livrent au regard de larges horizons de flots et de montagnes; çà et là des couvens et des églises qui, du sein de ces collines chargées d'habitations, lancent dans les airs leurs clochers pointus, leurs dômes lézardés; un long chemin qui, suivant les inégalités du rivage, fait que les charrettes à bœufs et les mules marchent parallèlement avec les navires et les barques; un pêle-mêle de ruelles qui, pareilles à des ruisseaux, serpentent à travers ce labyrinthe d'édifices irréguliers, agglomérés par l'effet du temps et des circonstances sur une pente escarpée : voilà Lisbonne dans sa partie occidentale. A ce désordre que la variété rend pittoresque, à cette confusion qu'efface la distance, succède la véritable capitale, telle qu'elle se releva du tremblement de terre de 1755, transformée par le génie du marquis de Pombal.

Les collines sur lesquelles la ville s'est dispersée, s'ouvrant tout à coup, laissent entre elles un espace plane, précisément à l'endroit où le Tage, débarrassé des montagnes qui le rétrécissent à son embouchure, redevient une mer. Là se trouve le centre de cette cité trop étendue, marqué par les arsenaux, par des quais spacieux et par une place immense qu'entourent d'imposans édifices. Puis, au-delà, les escarpemens recommencent; une partie de la vieille ville s'abrite autour de la cathédrale, qui n'a guère plus d'apparence que la *Major* de Marseille; un quartier populeux s'étend en face du port jusqu'au bastion qui en fixe la limite. Comme pendant au faubourg de Bélem, où la chevalerie se plaisait à élever des tours et des chapelles funéraires, un faubourg tout formé de petites églises et de grands couvens s'allonge sur la route de Santarem. Là les religieux vivaient en paix, à l'abri des agitations de la rade qui ne remontaient point jusqu'à eux, en face de cette baie si vaste dont l'aspect solennel et monotone convenait à la vie contemplative. Dans les villes anciennes, où la place ne manquait pas, chacun construisait au gré de son caprice, et cependant de cet esprit d'individualité naissait presque toujours l'harmonie et jaillissait le pittoresque.

On n'aborde guère Lisbonne autrement que par mer, et la ville y gagne beaucoup; il n'en est pas de même du voyageur, qu'attendent les ennuis de l'*alfondega* (douane). Comme tous les peuples dont les finances ne sont pas très florissantes, les Portugais ont une douane tracassière. Au moins faut-il leur savoir gré d'en avoir paré de leur mieux les abords. C'est devant un gracieux parterre qu'on débarque, et on a tout de suite reconnu un climat favorisé; au milieu de la cour, ornée de galeries, on a retrouvé le souvenir des Maures dans une fontaine jaillissante qui murmure à l'ombre des saules pleureurs. Des bateaux à voile latine, légers comme des pirogues, bariolés de peintures

étranges, louvoient dans la rade, si penchés par la brise, si balayés par la vague, qu'on s'attend à les voir disparaître sous les flots : ces hommes hâlés, aux jambes nues, aux bras robustes, ce sont bien les hardis marins qui les premiers doublèrent le cap des Tempêtes. A la poupe de leurs nefs audacieuses, on lit de pieuses et naïves sentences : *Les ames des bienheureux voguent avec nous. — Il en sera ce que Dieu voudra et Notre-Dame!* — Et l'on songe aux versets du Coran que les mariniers arabes de la mer Rouge inscrivent comme des talismans à l'arrière de leurs *bagglows*.

Des hangars de la douane, où l'on respire à l'ombre, on débouche sur une immense place inondée de soleil. Le regard est tout d'abord séduit par les arcades d'une belle ordonnance qui règnent sur trois faces du carré; un quai où l'on n'a pas oublié de pratiquer des bancs forme la quatrième. Les petits bateaux du Tage, recouverts de tentes comme des gondoles, y viennent aborder à des marches de pierre. Trois longues rues, propres et bien alignées, aboutissent à ce *square*, du milieu duquel la statue équestre de Joseph I[er], — œuvre médiocre d'exécution, mais d'un effet assez imposant, — regarde le bassin où mouillèrent tant de flottes. Un couvent ruiné et un fort dont les canons menacent la rade couronnent les hauteurs les plus rapprochées. Rien ne manque à la beauté de cette place, digne de la ville qui enleva à l'orgueilleuse Venise le commerce des Indes; mais lorsque, revenu d'un premier mouvement d'admiration, on cherche à se rendre compte des détails de ce tableau, quel désenchantement! Les navires de guerre, que le flux et le reflux font tourner sur leurs ancres, ne portent pour la plupart ni gréement ni artillerie; ce sont des coques élégantes, parfaitement construites, et condamnées à l'inaction avant d'avoir servi. Un vaisseau à deux ponts qui commande la rade, une frégate bien vieille mouillée devant Bélem, un petit nombre de bâtimens de second rang qui vont de Goa à Macao, des Açores à Angola, quelques bricks qu'on désarme dès leur entrée au port, des goëlettes et des sloops employés à surveiller les côtes, enfin quatre ou cinq bateaux à vapeur trop légers pour supporter un combat, et achetés à l'étranger, voilà ce qui reste des richesses maritimes du Portugal. Cet arsenal fameux, rival de ceux de Cadix et de Carthagène, n'est plus qu'une caserne où de temps à autre on prépare les révolutions; il s'appauvrit de jour en jour. Il semble qu'on ait renoncé à y construire et à y radouber les vaisseaux, car on a laissé son bassin se combler de vase. Aucune précaution n'a été prise pour empêcher le limon du Tage de s'amasser le long de la rive, au bord même des quais. L'état manque d'argent; la plus stricte économie serait nécessaire pour rétablir l'ordre dans les finances, et cependant, par les escaliers des ministères rassemblés sur la grande place, on voit déboucher des bataillons d'employés; faut-il donc tant

de plumes pour régler les affaires d'un si petit royaume? Jadis cinq cents navires réunis au port en même temps accumulaient leurs cargaisons dans cette douane si vaste, où les expéditions se faisaient rapidement; aujourd'hui, à peine renferme-t-elle quelques marchandises qu'on n'en peut arracher qu'après mille lenteurs et avec mille difficultés.

En dépit de cet affaissement, Lisbonne a conservé le goût des parades et des démonstrations bruyantes; on dirait que cette capitale humiliée cherche à s'étourdir sur sa condition présente. Le canon tonne sans cesse sur le Tage et du haut des forts; tantôt les navires pavoisés font flotter dans les airs d'innombrables pavillons pour célébrer la naissance ou la fête de quelque royal personnage; tantôt les bannières abaissées, les vergues en désordre, les détonations qui, de quart d'heure en quart d'heure, ébranlent la ville, annoncent un service funèbre; tantôt une barge dorée, que montent vingt rameurs, fend les flots au milieu de salves assourdissantes, et le peuple regarde avec complaisance la jeune reine qui va visiter une flotte anglaise mouillée devant son palais. La vieille tour de Bélem, qui a vu des temps meilleurs, semble se mêler à regret à ces canonnades puériles, que ses lourdes pièces répètent dans le lointain, comme un écho du passé.

Ne blâmons pas trop cette manie qu'ont les Portugais de brûler de la poudre; elle a le mérite de secouer par instans la torpeur d'une capitale assoupie. On y trouve aussi la pardonnable vanité d'un peuple qui, ayant eu ses siècles de gloire, voudrait cacher ses misères sous des dehors pompeux. L'habitant de la capitale aime le faste partout où il se rencontre; les titres sonores lui inspirent le respect : au bruit d'une voiture que suit un piqueur en livrée, au galop d'un cheval sur lequel passe un général en habit de ville, la sentinelle appelle aux armes d'une voix tonnante; la foule se retourne et salue. Ces honneurs, ces hommages que, chez nous, l'esprit démocratique n'accorde qu'à regret, l'habitant de Lisbonne les prodigue de bon cœur, et cela, nous le croyons, moins par servilité que par patriotisme. La royauté, aux yeux des vrais Portugais, est le *palladium* qui sauve le pays du danger de devenir colonie anglaise ou province espagnole, en un mot le symbole de la nationalité même. Tout ce qui approche du trône, tout ce qui en émane, reste grand à leurs yeux. Dans leurs entreprises souvent gigantesques, les rois de Portugal sentaient le besoin de s'appuyer sur le peuple, dont le dévouement ne leur a jamais fait défaut; de son côté, le peuple, habitué à obéir à des souverains jaloux de l'éclat de leur couronne et de l'illustration du pays, se confiait sans réserve à la volonté royale. Par la force même des choses, le gouvernement absolu conservait donc un côté paternel et peu tyrannique, dont on aurait la preuve dans une suite de règnes que ne troublèrent ni jacquerie, ni

fronde, ni guerre de *comuneros*. Les rois de Portugal n'eurent jamais ni garde écossaise ni garde suisse; aujourd'hui encore, les petits marchands de la capitale, revêtus du costume de hallebardiers, font le service à tour de rôle dans l'intérieur du palais. Ainsi mêlés passagèrement aux grands fonctionnaires de la cour, les gens du tiers-état apprennent à les connaître, à leur rendre des honneurs et à s'incliner devant eux dans la rue, quand ce ne serait que pour recevoir en échange un signe de tête. A la rigueur, cette coutume tendrait à maintenir un grand nombre de chefs de famille dans une condition à demi servile. Ce qui était jadis un honneur pourrait bien ne plus en être un aujourd'hui; mais on tient toujours à ce qui a l'air d'une prérogative.

De son côté, la noblesse portugaise forme une classe distincte et puissante, qui n'a abdiqué ni ses priviléges ni son influence; la classe moyenne n'a pas encore eu le temps de s'élever assez haut pour éclipser l'éclat des grands noms qui rayonnent dans l'histoire. Ce n'est point, d'ailleurs, sous le régime des guerres civiles, des factions, des soulèvemens provinciaux, que la richesse et le souvenir du passé perdraient leur prestige. Là où la question de principes se résume dans une question d'hommes, ne s'agit-il pas de revenir en arrière plutôt que d'essayer un élément nouveau? Hier ne compte-t-il pas plus que demain? Aussi, les esprits indépendans et réfléchis, ceux qui ne recherchent ni le patronage de la cour ni le dangereux honneur de commander une bande de *populares*, se tiennent à l'écart et attendent, en s'y préparant par l'étude, le temps où il leur sera possible de se faire écouter. On le devine, la noblesse a des sacrifices à s'imposer, si elle veut sincèrement le bien du pays auquel elle a rendu tant d'éclatans services, si elle le veut avec désintéressement, au préjudice des monopoles que la richesse attire entre ses mains, des majorats qui entravent l'agriculture, et de tant d'autres abus. Il faut que le *fidalgo* perde les allures de patricien qui le distinguent chez lui; il faut qu'il s'étudie à rester, sur ce théâtre plus restreint où il a grandi en enfant gâté, ce qu'il sait être dans les capitales étrangères, attentif à orner son esprit et à cultiver son intelligence, ennemi des préjugés et d'une vie facile au sein de l'oisiveté.

Naturellement nous nous sommes arrêté sur cette place d'où la vue est si belle; elle est l'ame de la capitale et du royaume entier, le centre du gouvernement, et par conséquent le rendez-vous de tous ceux qui se rattachent de près ou de loin à l'administration ou à l'état. Bien que la foule y soit mêlée, les *fidalgos* s'y montrent en nombre; ils y sont chez eux. Si nous voulons chercher les autres classes, passons dans le quartier du commerce, et allons, sur la foi des dictionnaires de géographie, admirer la *rue d'Or*, la *rue d'Argent*, qui se prolongent jusqu'à une autre place d'un fort bel aspect, où s'élève le théâtre de *Maria-Segunda*. On doit traduire les noms de *rua d'Ouro* et *rua da Prata* par

les mots *rue des Orfèvres* et *rue des Argentiers*, puis avouer que les boutiques y sont basses, étroites, peu garnies d'articles riches; l'acheteur n'y abonde pas non plus. Le marchand portugais, tranquillement assis à son comptoir, ne montre guère d'empressement à vendre; son but n'est point de faire une rapide fortune pour essayer ensuite le rôle de parvenu. Quelques amis oisifs viennent lui tenir compagnie dans sa solitude et causer à voix basse sur les malheurs du temps. Le long des trottoirs, les dames vêtues à la mode de France (non de Paris, mais de la province avant les chemins de fer) marchent lentement, deux à deux, jetant çà et là un regard de curiosité discrète sur les étalages, échangeant à peine une parole. Derrière les persiennes des balcons, d'autres *senhoras* embusquées jouissent du souverain bonheur de prendre part à la promenade en s'en épargnant la fatigue. Le nombre des spectatrices devient ainsi plus considérable que celui des passans, parce que la paresse engendre l'inaction, et, comme les femmes de la classe moyenne à Lisbonne ne veulent s'occuper à rien, elles finissent par s'écouter vivre en comptant les heures. Elles ne quittent guère leurs maisons que pour aller, à la fraîcheur du matin, se plonger dans les eaux du Tage durant huit mois de l'année et faire quelques visites; pareilles aux dames musulmanes, qui ne connaissent du monde extérieur que le bain et les harems de leur famille. On ne peut nier qu'il n'y ait là quelque chose des mœurs de l'Orient. A la fin du dernier siècle, l'épouse d'un marchand de Lisbonne n'osait sortir sans la permission de son seigneur et maître, et de nos jours encore une servante refusera de paraître dans la rue, si elle n'est accompagnée d'une amie. Dans le costume des femmes du peuple on croirait voir un domino: d'abord, en toutes saisons, il est le même, partant point de modes changeantes, point de ces caprices de toilette auxquels cède un mari débonnaire. Jeune ou vieille, riche ou pauvre, la Portugaise, qui n'ose aborder le chapeau parisien, portera invariablement le *capote*, manteau ample et long, et le *lenço*, mouchoir blanc posé en marmotte sur la tête. Comme il arrive souvent que le costume le plus ingrat, le plus discret, peut avoir sa coquetterie quand il est national, c'est-à-dire quand depuis des générations une population entière s'est appliquée à en tirer le meilleur parti, il n'est pas rare de découvrir sous cette chape malencontreuse et sous cette cornette bizarre d'élégantes tournures et de piquans visages. La lenteur de la démarche, l'immobilité résignée du regard, et je ne sais quel air de religieuse novice, prêtent à cet ensemble un charme mystérieux; mais dans ces mouvemens compassés, dans cette foule qui semble marcher en procession, on ne trouve rien qui rappelle l'agitation mondaine de Madrid, ni la gaieté *picaresque* de Séville. On se croirait à mille lieues des Castilles et de l'Andalousie.

Dom Pedro voulut en vain réformer le costume des femmes du

peuple dans sa capitale : l'habitude et l'horreur du changement l'emportèrent. « Ayez patience ! » tel est le refrain des Portugais, leur réponse à tout, l'*Allah akbar* de ces Occidentaux un peu fatalistes : de là cette inconcevable torpeur dans les actes de la vie privée et cette lenteur dans les actes de l'administration, lenteur qu'on ne peut qualifier de sagesse là où tout reste encore à faire. Si la pétulance naît d'un désir de réformes et de changemens, d'un besoin de lutter contre un climat rebelle, contre un sol peu productif, le peuple de Lisbonne n'éprouve rien de pareil. Tournant le dos à l'Europe, il ne sait pas ce qui se passe derrière lui; le soleil ne lui fait pas faute, et la terre, quand il l'arrose, se couvre des plus beaux fruits. Son fleuve l'enchante; aux jours de fête, il va s'asseoir sous les arbres de sa promenade, plantée de lauriers et de chênes verts, au pied desquels l'eau murmure doucement. De classiques fontaines, des parterres de fleurs qui n'ont à redouter ni la neige ni les frimas, rafraîchissent son regard fatigué de l'azur du ciel. La royauté même ne dédaigne pas ces simples allées; souvent une voiture, que n'accompagnent ni gardes ni soldats, y amène la reine. La fille de dom Pedro peut se mêler à pied à la foule des promeneurs sans avoir rien à redouter de ceux qui combattirent contre son père. Ces ombrages frais, sous lesquels s'épanouit le peu de gaieté qui éclaire la face de cette ville, on les doit au marquis de Pombal. Appréciateur du beau sexe, il voulut tirer les dames de Lisbonne de l'engourdissement et de la réclusion que leur imposaient les coutumes du pays; il tenta de les faire entrer dans la société comme un élément de civilisation.

Cette promenade (*passeio publico*) forme l'extrémité du vallon creusé entre les hautes collines sur lesquelles s'étend la capitale. Elle est dominée d'un côté par le fort Saint-George, dont on reconnaît le plan primitif dans une muraille et une tour crénelées du même style que les fortifications si pittoresques de Buitrago, en Castille; de l'autre, elle confine à de grands enclos où l'essieu de bois de la *noria* (roue d'irrigation) mugit sous les ombrages. Par-dessus ces jardins et aux abords d'une petite place plantée d'arbres, on a pratiqué dans l'escarpement même un délicieux parterre, corbeille de fleurs suspendue sur un abîme. On pourrait blâmer le goût du jardinier qui a inscrit dans les bordures de buis des lettres et des chiffres; mais ne commet-on pas de pareilles puérilités dans les plus beaux jardins de l'Espagne? Et puis, du milieu de ces fleurs, quel coup d'œil ! A ses pieds, on voit s'entremêler les branches des orangers abritant sous leur ombre quelques beaux bananiers apportés de Madère; plus loin, c'est le quartier neuf, le théâtre, les rues alignées qui se profilent dans la perspective d'une vue à vol d'oiseau et descendent vers le fleuve. La citadelle, et à ses côtés la cathédrale, reconnaissable à ses deux tours carrées, s'échelonnent sur la gauche, tandis que se dressent sur la droite les ogives et les arcs-

boutans du couvent ruiné *do Carmo*. Par-delà on aperçoit la vaste rade, large de trois lieues, baignant dans un lointain fabuleux des grèves, de blancs villages, que surmontent fièrement des montagnes aux sommets abrupts. Cet ensemble, sous un soleil étincelant, compose un admirable tableau; mais on y sent l'absence de premiers plans. Toute ville qui ne peut jeter un pont sur son fleuve ou l'étreindre entre deux lignes de quais est dominée par lui. Le Tage est donc trop grand pour Lisbonne; il entraîne le regard vers des horizons immenses, faute de monumens proportionnés qui l'arrêtent, comme les collines arides adossées à la ville fatiguent l'esprit et le portent à la tristesse faute de verdure. Trois cent mille habitans, dispersés sur un espace indéfini, ne suffisent pas à animer ce désert de la terre et des eaux.

Aussi, hors des quartiers marchands, qui sont assez limités, on ne rencontre plus que des rues sans fin, des faubourgs perdus sur les collines, des quartiers presque inanimés, interrompus par des enclos, des vignes et des plantations d'oliviers. Sous le poids des chaleurs accablantes de l'été, une promenade entre ces murs brûlans n'offre rien d'agréable; il faut gravir des pentes abruptes côte à côte avec le paysan qui aiguillonne ses petits bœufs et pousse son chariot à jantes pleines, véhicule primitif pareil à celui du fellah égyptien; il faut se frayer un passage au milieu d'une troupe d'ânes qui descendent au grand trot, chargés de paniers de terre, braver la poussière que soulève en sa course rapide la *sege*, cabriolet de place à deux chevaux, guindé sur deux roues grêles et hautes, qui le font ressembler de loin à une sauterelle. Puis, arrivé au sommet de la rampe, on sent une fraîche brise; à la vue de l'immense horizon qui se déroule jusqu'à la mer, on comprend que le besoin d'avoir sa part d'air et de contempler ce panorama par-dessus la tête des voisins ait attiré les habitans de Lisbonne sur les hauteurs. Qu'importe l'éloignement du centre des affaires pour le bourgeois? Quant au *fidalgo*, il renonce à se rapprocher d'une cour qui semble n'avoir pas de demeure fixe. Sur ces rampes éloignées, le riche et le pauvre se sont établis chacun dans les conditions de son existence. L'un y a bâti entre cour et jardin sa grande maison décorée du nom de palais, l'autre son humble cabane; le premier a suspendu au-dessus du porche son blason vaniteux, l'autre a incrusté au-dessus de sa boutique l'image de la Vierge ou de son patron peinte en bleu sur faïence. Le contraste est souvent plus marqué encore, et, à côté des spacieuses *villas* de la noblesse ou de la bourgeoisie opulente, on est surpris de rencontrer tant de ruelles infectes, où l'habitant d'un pays civilisé vit au milieu des immondices. Pourquoi ces tas d'ordures que des chiens affamés, — moins menaçans, il est vrai, mais aussi hideux que ceux de Constantinople, — retournent sans cesse et dispersent de tous côtés? Si vous adressez cette question à un passant, il vous répondra que de-

puis les Français, qui avaient les premiers cherché à lutter contre cette malpropreté traditionnelle, beaucoup de mesures ont été prises pour le nettoiement des rues, et il ajoutera : Ayez patience!

Dans ces tristes ruelles, quel dénûment, quelle misère! Le pauvre en Espagne est fier et heureux à sa façon; le bohémien de Grenade chante et danse au fond des grottes qu'il s'est creusées dans les rochers de l'Albaycin, où la police n'ose le relancer; le vagabond de Séville ou de Cadix mène cette joyeuse vie des faubourgs que Cervantes a poétisée dans la nouvelle de *Rinconete et Cortadillo;* le pauvre de Lisbonne se résigne à sa condition. Dans une ville où le travail manque, que fera-t-il? Cette famille qui pullule autour de lui, elle croîtra dans l'ignorance de toute chose, condamnée à la paresse, acceptant la mendicité comme une profession. Dans les églises, dans les magasins, dans les escaliers des maisons, le mendiant de tout âge vous aborde et vous suit; il frappe à votre porte, il vous appelle à la fenêtre, il vous barre le passage, il est partout. Cette population dégradée par la misère n'a plus de type; c'est une race abâtardie qui s'est mêlée par la conquête aux races inférieures des quatre parties du monde; malheureusement la santé publique dans cette classe abandonnée a subi une altération analogue. Il faut aller sur la côte de Malabar, au Para, à Angola, pour trouver le germe des difformités hideuses, des monstrueuses maladies que le mendiant de Lisbonne étale à tous les regards.

Outre ces individus voués à la mendicité de père en fils, il y en a d'autres, en grand nombre, qui tendent la main par circonstance. On dirait que le Portugais ne sent point la bassesse d'une pareille démarche. Celui-ci se présente sous la forme d'un officier décoré mis à la retraite, celui-là sous celle d'un employé de bureau destitué dans une révolution. Ils vous abordent poliment et vous demandent l'aumône sans périphrase. Si vous exhortez ces oisifs à gagner par un moyen plus honorable le pain qui leur manque, ils vous répondront qu'ils ne sont point faits pour un autre travail, et, cela dit, ils continuent leur promenade la canne sous le bras. Ceci prouverait que le sentiment d'amour-propre, de dignité personnelle, si vif en Espagne, fait défaut en Portugal, et il faudrait en conclure que les classes inférieures de la société, du moins dans la capitale, tendront à s'abaisser jusqu'à ce que l'industrie, les appelant dans des ateliers et les conviant à des destinées meilleures, leur apprenne que le plus chétif citoyen peut rendre des services à la patrie. A Lisbonne, une famille qui tombe dans le besoin n'a presque plus d'espérance de se relever; l'enfant y manque d'enseignement et l'adolescent de carrière. Il est à remarquer aussi que les nègres, si nombreux dans cette capitale, savent pour la plupart employer leurs bras : nés de pères esclaves, transportés en Europe au mi-

lieu d'un peuple qui pouvait, par son exemple, les maintenir dans la paresse, ils ont perdu l'horreur du travail particulière à leur race.

Le rendez-vous de toutes les classes indigentes, c'est le marché au poisson, le quai, le port, le Tage enfin. Ce grand fleuve, qui, dans des temps plus heureux, a attiré sur ses bords une population exubérante, pourvoit encore aujourd'hui à sa subsistance, et c'est justice, car l'habitant de Lisbonne lui a tout sacrifié. Suivons le demi-cercle que forme la ville depuis Xabregas jusqu'à Bélem, et cherchons la campagne : nous ne voyons presque rien qui mérite ce nom. Dans les vallées les plus voisines s'étendent, il est vrai, de beaux vignobles entourés de murs, des vergers bien arrosés où l'on récolte en abondance des raisins comparables à ceux de la Sicile, des grenades dignes de la Grèce, des oranges et des citrons que les navires anglais enlèvent par cargaisons; mais les *quintas* s'arrêtent subitement au pied de ces hauteurs, stériles pour la plupart, sur le penchant desquelles le rare laboureur promène lentement sa charrue attelée d'un seul bœuf. Des cactus, des agaves, plantes africaines qui poussent dans le sable ou à fleur de roc, entourent des champs à moitié incultes, où se montrent çà et là de pâles oliviers brûlés par le soleil et battus par le vent de la mer. On voit que les efforts du peuple de cette capitale maritime ne se sont point tournés vers l'agriculture; l'habitant des campagnes a tout l'air de venir de loin et d'appartenir à une race distincte plus indépendante et plus laborieuse. Dans les rues de Lisbonne, on reconnaît le laboureur à sa bonne mine, à ses vêtemens simples, mais propres, à l'habit de paille dont il se revêt durant les pluies, comme le pâtre chinois. La femme des champs, coiffée d'un large chapeau, les jambes nues, mais la tête enveloppée d'un mouchoir, couverte d'un court manteau d'une forme assez élégante, traverse la ville d'un pas rapide, regardant droit devant elle, pressée de retourner dans sa solitude, comme l'indigène du Canada, dont elle semble avoir emprunté le costume.

La vue des champs est un des spectacles les plus désirables et les plus salutaires aux gens des grandes villes : à ceux qui travaillent rudement hors de la clarté du soleil, dans de sombres réduits ou d'étroits ateliers, ne montrent-ils pas la nature dans la plénitude de sa bienfaisance, dans l'éclat de sa richesse? Là où la campagne manque, — et à notre sens elle fait défaut dans les trois quarts de la Péninsule, — le peuple est privé d'un des élémens les plus essentiels à la joie et au bien-être. A Lisbonne, ce que l'on voudrait, ce serait moins de ces riches vergers fermés aux promeneurs, et un peu de cette verdure que l'on peut fouler d'un pied libre : la masse des habitans y gagnerait la vivacité, je dirais presque la jeunesse qu'elle a perdue. Madrid est une capitale nouvelle, factice, qui lutte contre les inconvéniens de sa posi-

tion; placée à la tête des provinces jalouses, elle s'efforce de leur montrer le pas et de les entraîner dans sa sphère. Lisbonne, au contraire, est la capitale du Portugal maritime et guerrier, du Portugal vieilli, auquel l'émigration de la cour au Brésil porta le dernier coup. Quelle espérance peut animer cette population agglomérée sur un point d'où le commerce et le mouvement se sont retirés? De là cette tristesse qui frappe l'étranger, habitué à sentir ailleurs le souffle de la vie passer sur les grandes cités. Et puis les coutumes locales, empreintes de je ne sais quelle défiance, contribuent encore à augmenter cette impression. Frappez en plein jour à la porte d'une de ces maisons qu'on nomme palais, et qui ne vous rappelleront ni ceux de Gênes, ni ceux de Venise; frappez vigoureusement : personne ne répond. Un voisin curieux, vous ayant reconnu pour étranger, se met à la fenêtre et vous engage à prendre patience. Frappez donc à coups redoublés, ébranlez ces appartemens immenses d'autant plus sonores qu'ils sont à peu près vides, puis écoutez... Le serviteur que vous avez arraché au sommeil descend l'escalier; un à un il tire les verrous, et une lourde porte s'ouvre enfin. Vous croyez entrer : attendez que le portier vous interroge à travers les arabesques d'une seconde porte de fer. En vérité, ne croirait-on pas être au guichet d'un de ces couvens chrétiens de l'Orient, où les religieux se regardent toujours comme en état de siége? Une fois admis dans l'hôtel, vous y trouvez une politesse antique, un peu cérémonieuse, les mœurs et la langue choisie de la France du dernier siècle. Le maître du lieu vous a conduit discrètement droit au salon, vaste pièce dont les murs sont incrustés de faïences peintes (*azulejas*) jusqu'à hauteur d'appui et ornés de peintures quelconques dans la partie supérieure. Un canapé et des chaises de bambou, une console à glace, dans le goût de Jean V, composent tout l'ameublement, que ne rehaussent ni tableaux, ni gravures, ni objets d'art. Après quelques instans d'une visite qui paraît faire événement dans la maison, l'hôte vous reconduit, en vous précédant, jusqu'à la porte massive qui a déjà refermé sur vos pas tous ses verrous. Pendant l'hiver, quel air glacial traverse ces grands palais! Un air vif et *fin*, comme on dit à Lisbonne, un vent pareil au mistral. Point de cheminées, pas même de ces *braseros* autour desquels les familles espagnoles, par l'effet d'une naïve illusion, croient sentir la chaleur qui manque au dehors. Le Portugais a juré de ne pas se chauffer; après avoir cherché l'ombre durant plus de huit mois, il cherche le soleil pendant son court hiver, il le poursuit partout, sur les quais, sur les places, à la fenêtre. Accoudé sur son balcon, un manteau sur les épaules, les pieds dans un sac de paille, il grelotte tristement, mais avec une héroïque patience. Et puis, sauf quelques semaines de pluies tropicales mêlées d'éclairs, le soleil brille toujours,

leurrant de ses rayons sans chaleur le regard ébloui. La campagne, naturellement grise et morne, n'a guère changé de couleur; les héliotropes se fanent à peine le long des murs qu'ils tapissent comme le lierre; les oranges mûrissent; quelque hirondelle, confiante dans la sérénité du ciel, se montre encore au bord des eaux. Qui reconnaîtrait l'hiver sous ces dehors séduisans?

Pendant l'été, lorsqu'une fraîche brise du nord anime les flots et les couvre de petites voiles, lorsque le soleil descend dans la mer, éteignant peu à peu ses rayons derrière la brume dorée qui annonce une suite non interrompue de beaux jours, il se fait dans les rues et sur les quais de Lisbonne un certain mouvement. Qui pourrait résister au charme d'un ciel limpide et transparent comme celui de la Grèce, d'une température qui rappelle presque celle des heureuses contrées situées sous les tropiques? N'est-ce pas l'heure du repos dans les pays où l'on travaille, et l'heure des plaisirs dans ceux où l'on vit de chansons et de sérénades? Quelques dames se montrent à la promenade; des groupes se forment sur la grande place et sur le quai de Sodré, localités rivales, fréquentées, celle-ci par les *septembristes*, celle-là par les partisans de la *charte quand même*. On se promène de long en large, comme sur le mail des petites villes de France, jetant par habitude un regard sur le port, et parlant bas, avec cette discrétion qui n'abandonne jamais les Portugais. Les nouvelles qui se débitent ici et là sont si contradictoires, on y ajoute soi-même si peu de foi, qu'on les met en circulation avec une extrême réserve : le paquebot anglais n'apportant les journaux que trois fois par mois, les esprits inventifs ont toute latitude pour y ajouter des commentaires. Dans un coin retiré, les mariniers s'attroupent autour de deux ou trois *piferari*, assez semblables, quant au costume et à la physionomie, à ceux de la campagne de Rome. Ces musiciens au visage sévère jouent sur la flûte et sur la clarinette quelques airs étranges apportés des montagnes d'Estrella, refrains tantôt vifs, tantôt mélancoliques, qu'on n'entend nulle part ailleurs, que l'orgue de Barbarie n'a point vulgarisés dans les carrefours de Paris. L'orchestre et le public se maintiennent dans un calme, je dirais presque dans un recueillement extraordinaire. Certainement ces airs de province, auxquels une voix d'enfant vient par instans joindre des paroles, éveillent au cœur de cette population de marins quelques doux souvenirs, et peu à peu la nuit arrive. Le crépuscule n'est pas long sous les latitudes méridionales; les ténèbres succèdent rapidement à la lumière, et les ténèbres amènent le silence. Voyez, la foule s'est dissipée comme par enchantement. La cloche suspendue à la grille de la promenade a averti les bourgeois de regagner leurs demeures; l'*aguador* s'éloigne des quais en répétant à de longs intervalles son cri de : *Agoa boa fres-*

quinha (bonne eau fraîche!) Et le murmure des voix humaines ayant cessé, on entend celui des flots qui baignent le rivage, ou le clapotement de la vague heurtant la proue d'une barque attardée.

Cependant il est huit heures à peine; si des marchands parisiens s'obstinent à illuminer leur étalage pour quelques instans encore, les argentiers et les orfévres ont fermé leurs boutiques. Rien n'est morne comme ces enfilades de rues faiblement éclairées, présentant une suite de portes bardées de fer, munies d'énormes cadenas comme des prisons. Dans les cafés, asiles ouverts à l'étranger que cette solitude subite a surpris en chemin, les Français sont en nombre; on les reconnaît à l'habitude qu'ils ont de parler haut, de trancher d'un mot les questions politiques les plus embrouillées : aussi l'Anglais, qui ne s'assied nulle part sans avoir étudié de l'œil ses voisins, ne se montre-t-il guère autour de ces tables animées. Quant à l'habitant de Lisbonne, où est-il? On ne voit point de lumières briller aux fenêtres; le silence des rues indique assez que le soir n'est point l'heure des visites. L'aristocratie, qui a pris les mœurs du nord, se réunit dans quelques salons où l'on ne parle pas même portugais, où rien de ce qui se fait, rien de ce qui se dit n'appartient en propre au pays. La classe intermédiaire entre cette société à part et le peuple des faubourgs, celle qui ailleurs pense et écrit, celle qui produit les artistes, les savans, et concourt dans une proportion considérable à la gloire d'une nation, la classe moyenne et bourgeoise ne forme point à Lisbonne une masse consistante et visible. Le goût littéraire y languit, et les arts ne peuvent s'y naturaliser; il leur manque l'atmosphère de ces salons où les esprits d'élite se rassemblent, s'échauffent par la causerie et se tempèrent dans leurs élans sous le regard de quelque Corinne. Ce n'est pas à dire pour cela que le Portugal, et en particulier sa capitale, ne comptent pas d'écrivains distingués; le pays qui a donné naissance à Gil Vicente, à Camoëns, à Macias, à Sà da Miranda, et à tant de chroniqueurs trop peu connus, compte encore des poètes, des auteurs dramatiques, des historiens, dont le nom se répandrait avec gloire hors de leur pays, s'ils avaient à leur service un idiome plus généralement étudié. Le public éclairé de Lisbonne applaudit avec enthousiasme les drames que M. Garrett puise dans la vie privée. M. Hercolano, s'inspirant aux vraies sources du passé, refait l'histoire de son pays sous une forme nouvelle; M. de Juromenha prépare une édition des œuvres inédites de Camoëns, et le poète aveugle, M. Castilho, fait vivre dans ses beaux vers la langue vibrante et pompeuse des anciens; mais le nombre des lecteurs est borné, et les écrivains portugais, ne l'oublions pas, ont à lutter contre l'envahissement des littératures française et anglaise, autant que contre l'indifférence de leurs concitoyens. Malgré leurs persévérans efforts, ils ne peuvent donc conquérir l'influence à laquelle ils auraient

droit de prétendre. Et puis l'Espagne, au lieu de fraterniser avec ce petit peuple, dont elle est la sœur aînée, semble prendre à tâche de se détourner de lui; la langue portugaise, consacrée par une littérature, n'est aux yeux des Castillans qu'un patois qu'ils affectent de ne pas comprendre; le pays tout entier, quelque chose comme une colonie rebelle qu'ils châtieront un jour. De son côté, le Portugal, tournant le dos à l'Espagne, a toujours refusé de lui emprunter ses arts; il a demandé à Rome des tableaux, des mosaïques, des chapelles toutes faites, plutôt que d'appeler Zurbaran, Murillo, Moralès, Velasquez, tous ces grands peintres qui eussent fondé sur son territoire de brillantes écoles. Le littérateur portugais est donc bien loin encore d'atteindre à cette popularité qui, chez nous, a fait tourner plus d'une tête et des mieux organisées; il travaille dans le recueillement, dans le silence de ces soirées que rien ne trouble. Si le bruit de la foule donne à l'esprit une salutaire excitation, à la longue il l'étourdit et le fatigue; ne plaignons pas trop ceux qui vivent loin du tumulte, et rappelons-nous dans quelle atmosphère moins agitée vivaient les anciens poètes.

D'ailleurs, les grands aspects qui élèvent la pensée ne manquent point à cette capitale, déjà pleine de souvenirs. Quand la nuit enveloppe de son ombre la ville sans fin étendue aux bords du Tage, quelle profonde paix! La population endormie repose au milieu des ruines dont le tremblement de terre a jonché le sol, au milieu de celles qui y ont ajoutées les révolutions, sans redouter un nouveau cataclysme, sans se préoccuper des épreuves qui l'attendent. On dirait qu'elle abandonne au sort le soin de ses destinées, comme la police s'en remet à la lune du soin d'éclairer les rues. Parcourez sans crainte ces collines que l'habitant de Lisbonne voudrait réduire à sept pour comparer sa ville à celle des empereurs et des papes : vous ne rencontrerez personne, pas même un voleur! Montez toujours jusqu'à ce que l'aboiement des chiens vous avertisse que la campagne est proche. Un ravin vous arrête, au-delà duquel s'étendent les montagnes les plus nues que l'on puisse rencontrer; au fond de ce ravin, qu'eût choisi Salvator pour y placer une scène de bandits, coule le petit ruisseau d'Alcantara. Appuyez-vous au pied d'un olivier et regardez à la lueur des étoiles ces trente-six arches d'un aqueduc colossal qui, plongeant dans le précipice, amène au sein de la capitale les eaux prises à trois lieues de là, au torrent de Carenque. Cette construction immense est l'œuvre de Jean V, qui prodiguait l'or comme Louis XIV; on la croirait du temps des Romains, tant elle jette à travers ce paysage, coupé de lignes sévères, je ne sais quelle grandeur pleine de poésie. Le peuple qui, dans le dernier siècle, s'est élevé de pareils monumens, insensible au passé, indifférent au présent, est-il donc destiné à s'éteindre dans une somnolence que ne peut vaincre ni le spectacle de son propre abaissement, ni

celui de la prospérité des autres nations? Hélas! c'est en vain qu'en présence de ces témoignages de la grandeur portugaise, on voudrait oublier la misère qui a succédé à tant de gloire. Pour se faire illusion sur une telle déchéance, il faudrait n'avoir pas vu l'attitude de ce peuple au milieu des discordes civiles qui depuis quelques mois désolent le Portugal. Suivre le contre-coup de ces discordes à Lisbonne même, ce sera montrer la société portugaise sous un de ses plus tristes aspects; mais ce sera aussi donner une idée plus complète d'une situation dont il faut montrer toute la gravité, si l'on en veut tirer quelque enseignement.

II.

Le malheur de cette capitale, c'est de n'avoir aucune action sur les provinces et de rester la tête démesurée d'un corps qui s'amoindrit. Un voyageur anglais, qui a écrit à la fin du dernier siècle un consciencieux ouvrage sur le Portugal, Murphy, s'étonne que Lisbonne, si avantageusement située, ne soit pas devenue la première ville de l'Europe; il oubliait que le Tage, cessant d'être navigable à quinze lieues de son embouchure, n'est point comme le Rhône, le Nil ou le Gange, la grande artère d'un royaume ou d'un continent. Réduite au rôle de place d'entrepôt, Lisbonne en a subi les fatales vicissitudes : elle s'est vue déshéritée des marchés de l'Inde et du Brésil, transportés sur d'autres points; mais, à la différence des cités commerçantes qui ont éprouvé le même sort, elle a gardé sa population. Tandis que l'Espagne, malgré ses dissensions politiques et ses préventions nationales, se rattachait de plus en plus au mouvement européen, le Portugal, en proie au malaise et à la souffrance, s'abandonnait à ce découragement profond dont sa capitale porte l'empreinte. Fatigués de tentatives infructueuses, d'oscillations incessantes, les habitans de Lisbonne s'effraient des grandes commotions qui mettent la nationalité en péril. Le pouvoir est donc tenté de se montrer fort, audacieux même, au milieu de la faiblesse générale, et de risquer des coups d'état en face d'un peuple qui voit son sort lié à celui de la dynastie. D'autre part, la tranquillité des états voisins étant intéressée à ce que l'indépendance du Portugal soit maintenue, on n'hésite point au palais à exposer une couronne qui, chancelât-elle sur la tête de la reine, y serait raffermie par la quadruple alliance. De là ces contre-révolutions dont la cour donne le signal, et que la capitale accepte avec docilité.

Au printemps de 1846, un impôt onéreux et repoussant, en ce qu'il s'ajoutait à une foule d'autres et pesait sur les morts, porta à son comble l'exaspération des provinces. Dans ce pays dépourvu de rivières et de canaux, où le défaut de voies de communications et par conséquent de

moyens de transports ne permet pas aux paysans de vendre leurs produits, la campagne demandait qu'il lui fût permis de payer ses impositions en nature. Comme l'état n'eût pu tirer de ces denrées aucun avantage, il persista à réclamer le paiement des taxes, et, au lieu de terminer les travaux des chemins, il inventa l'impôt sur les inhumations. Ce nouvel abus décida la chute de l'administration qui se résumait dans la personne de da Costa-Cabral. Le nord s'insurgea, l'agitation gagna les provinces plus rapprochées de la capitale, et le favori, arrivé au faîte de la grandeur, put voir que, si le peuple irrité se refusait à se courber plus long-temps sous son joug, les nobles, de leur côté, n'avaient pas oublié son humble origine. Une double colère s'amassa contre lui, colère qui se composait de justes griefs, de jalousie et d'orgueil blessé. L'opinion publique, d'ordinaire assez tolérante en Portugal, se montra violente envers le ministre tout-puissant; de son côté, il ne ménagea rien, voulut faire tête à l'orage et croula. Les insurgés des provinces, réunis en nombre sur la rive gauche du Tage, débarquèrent au quai de Sodré, tandis que les mécontens de la capitale en occupaient les abords. Un homme fut tué dans le conflit qui résulta de cette brusque démonstration, une cabane de douanier fut brûlée; la révolution était faite. Le ministre qui la veille encore tenait entre ses mains les destinées du Portugal se jeta furtivement dans un canot de guerre français et se réfugia à l'ombre de notre pavillon, à bord du *Cygne*, où ses ennemis parlaient encore de le poursuivre.

Le premier soin de l'administration nouvelle dont le duc de Palmella était le chef fut de calmer l'agitation publique; les hommes honorables qu'une émeute avait appelés au pouvoir tenaient à prouver qu'ils n'étaient pas révolutionnaires et à se prémunir ainsi contre des réactions faciles à prévoir. L'ordre un instant troublé ne tarda pas à renaître; les bandes miguélistes, peu nombreuses à la vérité, qui s'étaient montrées dans le Tras-os-Montes, disparurent bientôt; on put sans danger parcourir les provinces, que des journaux mal informés représentaient encore comme infestées de *guerilhas*. Enfin l'Algarve, pays sauvage et turbulent, qui paraît plutôt annexé que réuni à la monarchie portugaise, accepta de confiance les ordres émanés de la capitale. Lisbonne rentra dans son repos accoutumé; seulement, comme pour marquer le souvenir de l'idée qui avait présidé à cette révolution, l'air des *septembristes*, joué par les musiques militaires, répété même par le carillon des églises, retentit dans toutes les rues. La cour, contrainte de dissimuler son mécontentement, céda à la nécessité; on espéra même un instant qu'elle comprendrait l'importance d'une transaction devenue indispensable au maintien de la tranquillité publique, qu'elle sacrifierait ses répugnances particulières au besoin de repos, de paix intérieure, qui se fait si vivement sentir en Portugal. Cette illusion ne fut

pas de longue durée. Après un moment de stupeur, le palais compta le nombre et la valeur des hommes sur lesquels il pouvait s'appuyer. Il y avait d'abord toute la faction Cabral, qui se composait des employés appelés dans les bureaux par l'administration précédente, personnel nombreux dont on fait à l'occasion une milice compacte et dans laquelle n'entre aucun élément étranger; — ensuite les partisans de la charte octroyée par dom Pedro dans des circonstances où il avait trop d'intérêts à ménager pour faire du premier coup une constitution sur laquelle il n'y eût plus à revenir : admirateurs obstinés du pouvoir quasi-absolu, peu confians dans les hasards d'une révolution; — enfin, les maréchaux, qui, sans ressentir peut-être une animosité bien grande contre la charte de septembre, n'aiment pas non plus à voir les questions de principes l'emporter dans le conseil et la pensée dominer l'action. Ces généraux influens, ce sont le duc de Terceira et le marquis de Saldanha; tous les deux ils signèrent à Évora, en 1834, l'acte d'abdication que dom Miguel vaincu fit remettre entre leurs mains; tous les deux ils semblent vouloir concentrer le plus de pouvoir possible autour de cette reine encore jeune qu'ils ont couronnée enfant. Nés dans un autre temps, peu rassurés sur l'avenir qui leur échappe, ils regardent ce trône à demi constitutionnel comme leur propre ouvrage, et puis enfin ils aiment le pouvoir, qui, dans des circonstances difficiles, leur a été confié avec le commandement des troupes. Habitués à être obéis, on les a vus, en 1837, restaurer de concert cette même charte inaugurée de nouveau par la cour. A la tête de ce parti connu sous le nom de *chartiste*, il faut bien placer le roi dom Fernando, à qui l'on reproche dans l'opinion publique de céder à l'influence de M. Dietz, son ancien précepteur. Ni le professeur allemand ni son royal élève ne sont populaires à Lisbonne; la Péninsule, on le sait, n'a jamais vu les étrangers d'un bon œil. Les journaux portugais lancent à la face *du* Dietz, — *o Dietz*, comme ils l'appellent, — ce qu'ils n'osent dire au roi en personne.

Cependant le ministère Palmella faisait de son mieux; les travaux des routes avaient été repris; une douzaine d'ouvriers équarrissaient les pierres destinées à la prolongation du quai, on entendait même retentir le marteau sous les échafaudages de l'arc de triomphe qui doit compléter les embellissemens de la grande place; mais il y avait une double partie engagée : d'une part, la banque aux abois demandait à la cour une aide que celle-ci lui refusait; d'autre part, le ministère préparait les élections, qui devaient, selon toute probabilité, consacrer son existence et lui donner un véritable point de départ. La charte de dom Pedro a conservé le système des élections à deux degrés; les petits électeurs nomment les grands, qui à leur tour choisissent les députés. La première de ces deux épreuves eut lieu en septembre 1846. Les réunions se firent par paroisses, dans les églises, selon l'usage, et

avec le plus grand ordre. Par les électeurs on jugea quels seraient les députés. Le ministère *septembriste* pouvait compter sur une majorité rassurante. Appuyé sur la force morale d'une chambre renouvelée, il conjurerait l'orage, raffermirait l'ordre, et tenterait de donner aux affaires cette direction suivie, désintéressée, qui leur manquait depuis long-temps; il chercherait à faire triompher la constitution de septembre. La tâche était assurément difficile; il y avait du courage et presque de l'abnégation à l'aborder. La cour ne laissa pas le temps au ministère Palmella de s'essayer dans ces voies de réforme; elle vit qu'il allait se fortifier et vivre : elle se décida.... à l'escamoter, à le faire disparaître, au milieu de la capitale, qui l'avait, pour ainsi dire, proclamé. On sait comment s'accomplit ce coup d'état. Les ministres, réunis en conseil au palais de Bélem à onze heures du soir, virent les portes se fermer derrière eux; la garde, payée par la cour et renouvelée à dessein, s'opposait à leur sortie. Pendant ce temps-là, un régiment, celui des grenadiers de la reine, se prononçait; l'arsenal était gagné; les principaux partisans de l'administration Cabral, avertis du mouvement, attendaient le jour avec impatience, et la capitale dormait du sommeil le plus paisible.

La reine venait d'effacer d'un trait de plume, ou plutôt par un mot de sa bouche, tout ce qui avait eu lieu depuis cinq mois. Vers midi, le lendemain, elle déclara au duc de Palmella qu'il pouvait se retirer dans son hôtel; les élections étaient suspendues, tous les journaux supprimés, à l'exception du *Moniteur, — Diario do Governo, —* et des *Petites Affiches*. Pendant ce temps-là, le régiment des *Granadeiros da Rainha,* musique en tête, précédé du maréchal de Saldanha, nommé ministre de la guerre, du nouveau gouverneur de Lisbonne, dom Trasimundo Mascarenhas, marquis de Fronteira, et d'une troupe d'officiers supérieurs, empanachés comme un jour de victoire, marchait triomphalement de l'arsenal au palais de Bélem. Les habitans se mettaient timidement aux fenêtres et se disaient : La voilà qui passe. — Qui? demandai-je. — La révolution!

Lisbonne ne présenta point ce jour-là l'aspect d'une ville assiégée, comme quelques relations publiées dans les journaux français pourraient le faire croire. Vers midi, des détonations se firent entendre sur plusieurs points à la fois : c'étaient les soldats consignés auxquels on avait distribué des pétards, et qui les faisaient partir pour se désennuyer. Le soir, quelques troupes bivouaquèrent sur la grande place; les rues, plus désertes que jamais, avaient un aspect lugubre; une mauvaise action pesait sur cette ville indignée et indifférente, qui se repliait en elle-même comme pour constater son impuissance et sa faiblesse. Point de rassemblemens ni de groupes; d'ailleurs, ces confidences d'entraînement que se font chez nous les citoyens sans se connaître, ces

épanchemens de place publique aux jours de danger ne conviennent pas au caractère portugais. Les patrouilles,—et dans ces pays de petites armées elles sont de deux hommes, — multipliaient le long des quais leurs rondes inutiles. On ne voyait rien que les gouttes de pluie tombant sur le schako des lanciers, et, si un cri troublait le silence, c'était celui que jette aux flots le patron de barque en appelant son canot.

Nul doute que la cour, satisfaite dans son invincible penchant de résistance à l'esprit libéral le plus modéré, ne se sentît soulagée d'un grand poids, nul doute qu'elle ne crût avoir retrouvé pour toujours cette liberté d'action qu'elle affectionne; mais, tandis que les courtisans triomphaient, les hommes les plus influens et les plus compromis du parti *septembriste*, profitant de l'obscurité d'une nuit pluvieuse, abandonnaient furtivement la capitale, les uns pour éviter la prison, les autres pour rejoindre leurs amis épars dans les provinces et encore en place, tous décidés à organiser un mouvement insurrectionnel. Lisbonne, il ne faut pas l'oublier, n'est en communication avec les autres villes du royaume par aucune grande route proprement dite, par aucune diligence; les mécontens s'enfuirent donc à cheval, en bateau, comme ils purent, à travers la campagne, à la manière des anciens. Sur tous les points, l'alarme fut donnée : dans l'Algarve, toujours prêt à se soulever; à Vizeu, à Coïmbre, où l'on n'avait point perdu le souvenir des bombes lancées en 1837 par l'armée de Cabral; à Porto, ville de résistance et d'organisation politique comme Barcelone, parce qu'elle est, comme la capitale de la Catalogne, laborieuse, commerçante et éclairée. Aussi, lorsque la cour, imprévoyante dans son aveuglement, envoya à Porto le duc de Terceira pour y proclamer le nouvel ordre de choses, on sait ce qui arriva. Le bateau à vapeur qui portait le maréchal franchit la barre du Douro et entra sans obstacle; mais il ne revint plus. La population refusa de reconnaître la contre-révolution; un groupe de gens exaltés, parmi lesquels se trouvait un Français, entoura tumultueusement le duc de Terceira, le fit prisonnier et le confina dans le port de Foz, se réservant ainsi un otage précieux. Avant que les hostilités fussent commencées, la cour avait perdu un de ses deux maréchaux!

Quand Porto se prononce, Lisbonne est tenue en échec, parce que Coïmbre, la ville des docteurs et des étudians, ne manque jamais alors d'organiser une junte, et l'insurrection trace ainsi un cercle menaçant qui se développe sur toute la frontière d'Espagne. Bientôt les insurgés se montrèrent dans les provinces; on les vit se grouper dans le nord autour de Sà da Bandeira, vieux soldat d'une incroyable activité, d'une ardeur juvénile, que la guerre a rendu sourd, borgne et manchot. Au centre du royaume, un grand nombre de mécontens de toute classe et de tout rang se ralliait autour de M. de Bomfim, qui organisa jadis

la turbulente milice du Portugal, répondit aux menaces d'Espartero en improvisant une armée respectable, et fut deux fois ministre. Enfin, vers le sud, un corps considérable de partisans se réunissait sous le commandement de Das Antas, *fidalgo* aux manières brillantes, dont les chartistes affectent de condamner le faste et la hauteur, mais qu'ils semblent redouter comme un esprit aventureux et ardent. Une partie de l'armée avait embrassé la cause des rebelles; or, l'armée, à cette époque, atteignait à peine le chiffre de dix mille hommes. On pouvait donc calculer qu'il restait à la reine sept mille soldats au plus, disséminés dans des garnisons trop éloignées de la capitale pour qu'on pût les faire marcher avec ensemble.

La situation en elle-même n'offrait rien de nouveau. En 1837, Sà da Bandeira et Bomfim avaient eu mission de réduire les maréchaux de Terceira et Saldanha, qui tentaient de restaurer la charte primitive. Cette fois seulement, les rôles étaient changés; on opposait les maréchaux aux chefs *septembristes*, aux hommes éminens et populaires qui prenaient en main la cause de l'opinion publique, hautement manifestée. L'offensive appartenait à la cour, qui ne craignit pas de se mettre en campagne avec des forces insuffisantes et de faire parader sur les places de la capitale la petite division qu'elle confiait, avec toutes ses espérances, au vieux maréchal Saldanha. Rien ne fut oublié de ce qui pouvait réchauffer le zèle d'une population dont l'indifférence est proverbiale. Le roi prit définitivement le titre de généralissime que lui refusait la chambre; on le vit parcourir les rues à cheval, escorté de ses deux fils, qu'il avait créés du même coup colonels des grenadiers de la reine et du régiment de marine. Quand ces deux chefs, âgés l'un de neuf ans, l'autre de cinq, eurent été reconnus dans l'arsenal par leurs troupes respectives, une grande revue se prépara.

Chaque régiment portugais compte un effectif de trois cents combattans environ; les officiers portent le costume anglais, et les soldats ont bonne mine sous les armes, bien qu'ils ne présentent ni la rigoureuse uniformité de l'infanterie prussienne et russe, ni même l'ensemble régulier des bataillons français et espagnols. Ce sont, pour la plupart, des hommes qui ont passé la première jeunesse, de vieux militaires au visage barbu, à la figure basanée, dont on complète les rangs au moyen de recrues imberbes. La discipline n'a pas toujours régné parmi ces bandes, qui ont pris parti tantôt pour, tantôt contre le gouvernement établi; elles sont mobiles, faciles à gagner, et, au demeurant, braves, habituées aux longues marches et aux privations. La cavalerie, qui a à son service des chevaux fins, au pied sûr, convient parfaitement à la guerre de montagnes; les lanciers andalous ne pousseraient pas plus hardiment que les chasseurs portugais leurs genets ardens sur une pente escarpée. Des mules traînent les pièces de campagne, toutes de petit

calibre, la difficulté du terrain ne permettant guère à la grosse artillerie de suivre les divisions. C'était une armée composée de ces élémens divers et montant au plus à quatre mille hommes, qui, après avoir été passée en revue sur la place dont elle remplissait le parallélogramme tout entier, défila à travers Lisbonne pour se montrer à la reine. Quel vacarme faisaient ces dix musiques, trop rapprochées les unes des autres et jouant toutes le même air, celui des chartistes, *la Portugaise!* Quel luxe déployaient tous ces sapeurs bigarrés, pareils à des scarabées diaprés de rose et de bleu, qui balançaient fièrement leurs bonnets à poil et leurs colbacks! En avant de ces lignes, où l'on distinguait des soldats improvisés, marchaient le roi en grand uniforme et l'aîné de ses fils, le colonel en miniature, que semblait protéger de sa présence et de son regard le maréchal à barbe blanche : spectacle qui eût été touchant sans doute, s'il se fût agi de défendre l'indépendance du pays et non de soutenir la volonté irréfléchie d'une cour mal conseillée contre les désirs de tout un peuple!

Le sort en était jeté; l'armée allait partir. La reine voulut prendre congé de ses défenseurs par un baise-main solennel, qui eut lieu à Campo-Grande : c'est un champ très vaste, entouré de petits murs, planté de quelques rangs de vieux arbres et situé à une grande lieue au nord de Lisbonne. Chaque année, à la fin d'octobre, il s'y tient une foire célèbre, d'un aspect curieux et pittoresque, bruyante et animée, bien qu'elle soit à peine l'ombre de ce qu'elle fut dans les beaux temps du Portugal. Les troupes, rangées en bataille, attendaient la reine, qui parut dans une calèche découverte, dont on détela les quatre chevaux; elle avait à ses côtés les deux petites princesses; les jeunes princes accompagnaient le roi, leur père. Tous les officiers vinrent, l'un après l'autre, présenter l'hommage de leur fidélité à dona Maria et à sa famille rassemblée. Le maréchal Saldanha, créé duc la veille de ce grand jour, prononça une harangue avec les gestes singuliers que ne néglige jamais l'orateur portugais, harangue assez courte, qui signifiait : Point de transactions avec les rebelles, avec les parjures!... Puis l'armée s'éloigna, laissant, au milieu de ce champ immense, la reine seule avec ses deux filles, trop jeunes pour avoir rien compris à cette scène fatigante et visiblement ennuyées. Quelques instans s'écoulèrent avant qu'on remît les chevaux à la voiture; ils durent paraître longs à dona Maria, si la pensée du flot populaire se retirant d'elle et l'abandonnant sur le rivage traversa son esprit.

Ceci se passait au commencement de novembre. Quand la capitale eut été dégarnie de la presque totalité des troupes qui en formaient la garnison, il fallut lever de nouveaux régimens. Les employés durent prendre l'uniforme pour ne plus le quitter; le commerce s'organisa en bataillons; il y eut des volontaires de la charte, des régimens d'ou-

vriers, des canonniers bourgeois, une cavalerie urbaine, citoyens paisibles troublés dans leur quiétude, contraints de se prononcer, et appelés sous les drapeaux par des proclamations menaçantes. On mit en réquisition les chevaux des habitans, on enleva les hommes au moyen de la presse. Des piquets de soldats de la garde municipale cernaient les ateliers, faisaient main-basse sur les ouvriers surpris dans leur travail, et poussaient vers les casernes ce troupeau docile, que suivaient en larmoyant des enfans et des femmes. Deux cents individus, employés à la manufacture des tabacs, furent pris d'un coup de filet. Les raccoleurs tendaient aussi leurs piéges dans les rues. Deux d'entre eux se plaçaient en embuscade aux deux extrémités d'une ruelle, et, si quelque paysan robuste s'y engageait imprudemment, un coup de sifflet donnait le signal : les soldats se précipitaient sur lui et le déclaraient de bonne prise avant qu'il eût le temps de se reconnaître : spectacle honteux, qui m'avait révolté dans les provinces turques et que je ne m'attendais pas à retrouver dans un pays civilisé ! Peut-on faire ainsi de vrais soldats? Non; mais on a des automates qui le lendemain exercent sur le passant la même violence. Tels étaient les défenseurs plus ou moins dévoués, les prétendus volontaires dont la cour s'entourait. Il faut avouer aussi que les insurgés comptaient dans leurs rangs beaucoup de *populares* qui ne valaient guère mieux, et ne prenaient pas toujours les armes de plein gré. Dans les guerres civiles, on obéit au dehors à l'impulsion générale, mais au dedans à la peur. Le gouvernement se défiait des enrôlés, l'insurrection faisait peu de fonds sur les troupes réglées qui l'appuyaient. Ceci explique comment la cour chercha sans cesse à transporter le théâtre de la guerre loin de la capitale, dans la crainte que le voisinage des rebelles ne provoquât les volontaires de tous genres à la désertion, et pourquoi aussi Das Antas, malgré l'envie qu'il avait de se rapprocher de Lisbonne, n'osait mettre aux prises avec leurs frères d'armes de la veille, et jusque sous les murs du palais, les vrais soldats rassemblés sous ses drapeaux comme par hasard.

Das Antas occupait Santarem, ville importante qui commande le Tage et qu'une distance de quinze lieues seulement sépare de Lisbonne; le duc de Saldanha n'osa l'y attaquer. Toutefois quelques engagemens eurent lieu, dont on ne parla pas et qu'on apprit vaguement par le retour des blessés que les hôpitaux recevaient la nuit à l'insu des habitans. On ne publiait pas de bulletins qui eussent éclairé les familles sur le sort des citoyens violemment enrôlés. Une bande de paysans révoltés se montrait à Cintra, à cinq lieues des murs; repoussée par la garnison de Lisbonne, après un combat où dix hommes selon les uns, deux cents selon les autres, avaient succombé, la *guerilha* se retranchait sur les hauteurs à l'abri de toute poursuite. L'inquiétude allait croissant, on appelait tout bas dona Maria la *reine de Lisbonne*, ce mécon-

tentement général pouvait faire craindre une explosion prochaine, et les suspects, jetés par douzaines sur les pontons ou dans la triste prison du *Limoeiro*, voyaient luire déjà le jour de la délivrance; mais toute insurrection qui ne prend pas l'offensive est à moitié battue. Sà da Bandeira, attaqué à Chaves, sur la frontière d'Espagne, par le baron Cazal, se vit abandonné d'une partie de ses troupes de ligne et véritablement vaincu, puisque sa force morale était compromise. La désertion commençait; des soldats rentraient par groupes de deux ou trois à Lisbonne, où des officiers supérieurs, qui semblaient guetter leur retour, les accueillaient à bras ouverts comme des enfans prodigues, et les choses allèrent de telle sorte, que bientôt l'insurrection n'eut plus de cavalerie. Dès-lors la supériorité fut acquise à l'armée royale; quelques centaines de cavaliers devinrent l'épouvante des bandes indisciplinées, des *guerilhas*, qui n'osaient attendre leurs charges impétueuses. Das Antas, abandonnant Santarem, chercha à opérer sa jonction avec le corps de Bomfim; le vieux maréchal Saldanha, malgré le mauvais état des chemins détrempés par des pluies incessantes, malgré la difficulté de traîner à sa suite dans des marches rapides ces soldats que les moindres froids découragent, prévit ce mouvement et le déjoua. La journée de Torres Vedras termina le premier acte de ce triste drame; Bomfim prisonnier, son fils tué, l'ancien ministre Mousinho d'Albuquerque blessé mortellement, toute la division des rebelles forcée de déposer les armes et de se rendre à discrétion après un combat sanglant, tel fut le résultat de cette bataille, qui remplit de deuil la capitale. Les plus illustres familles du Portugal pleuraient quelque victime de cette déplorable catastrophe; les forts et les pontons reçurent ceux des vaincus que les balles avaient épargnés. Ce n'était pas la première fois que, dans des circonstances pareilles, le maréchal de Saldanha et M. de Bomfim avaient eu à combattre l'un contre l'autre, après avoir défendu la même cause dans un temps meilleur. On dit que, quelques minutes avant l'engagement, le maréchal, certain d'avoir enveloppé son adversaire dans une position d'où il ne pourrait jamais sortir, recula devant la nécessité de faire couler tant de sang. Il écrivit à M. de Bomfim en lui rappelant leurs anciennes relations : « *Compadre*, tu es perdu, rends-toi. » Le chef de parti refusa cette capitulation, et, une demi-heure après, il voyait son fils tomber mort à ses pieds. Les forces royales étaient à peu près doubles de celles des insurgés. En apprenant ces détails, je me souvins des paroles d'un Portugais qui me disait : « Ils s'attaqueront quand l'un des deux se croira sûr d'écraser l'autre. »

Notre intention n'est pas de suivre les péripéties de cette longue guerre qui ruine le Portugal; ce que nous cherchons à faire connaître, c'est l'aspect de la capitale pendant ces tristes événemens et certaines circonstances qui peuvent servir à les expliquer. En se maintenant dans le

rayon de Santarem et de Torres Vedras, le maréchal Saldanha suivait la meilleure tactique : il couvrait Lisbonne et épiait les mouvemens de ses adversaires. Après ce grand succès, il y eut un temps d'arrêt; l'insurrection se montra moins menaçante : Coïmbre ouvrit ses portes; Setuval, que les autorités n'avaient pu conserver à la reine, faute de troupes, rentra dans l'obéissance. Personne, cependant, ne crut la guerre terminée, et l'attitude du gouvernement prouva qu'il s'attendait à voir la lutte entrer dans une nouvelle phase. Les soldats faits prisonniers dans l'action furent incorporés dans les régimens et amnistiés avec effusion, tandis que les *populares* expiaient leur enthousiasme dans les prisons flottantes du pays et dans celles plus redoutées du fort Saint-Julien et du *Limoeiro*. On continua de tenir la capitale en état de siége et de défense; quelques canons dominaient la campagne du haut des remparts, les bastions étaient réparés; sur le pont d'Alcantara, des barils pleins de pierres et de sable simulaient une ligne de créneaux. Des fossés coupaient les routes; certaines portes demeuraient constamment fermées, et on ne pouvait sortir de la ville sans une permission spéciale. Il n'y avait plus à Lisbonne ni employés, ni marchands, ni bourgeois, mais bien des militaires forcés de faire un service actif autant que pénible et d'aller s'exercer comme des troupes réglées : paisible soldatesque, qui donnait l'exemple de l'ordre et de la soumission. Le soir, à peine le coucher du soleil avait-il été annoncé par le canon de la rade, que les gardes municipaux, deux à deux, marchant à pas de loup, se glissaient le long des quais et prêtaient l'oreille à la porte des cafés, dans l'espérance de surprendre les secrets qu'on n'osait plus confier à la poste. D'un autre côté, les insurgés interceptaient les routes de l'intérieur, de sorte qu'il n'arrivait plus de lettres par terre ni de France, ni d'Espagne. Le Portugal ressemblait à une île; on y recevait tous les dix jours, par les paquebots anglais, les nouvelles de Paris et même de Madrid.

Ce n'était pas la terreur, dans l'effroyable acception que nous donnons à ce mot, mais simplement la peur qui régnait à Lisbonne. La reine multipliait ses promenades; le roi se montrait à cheval sur tous les points de la capitale, qui semblait demander grace et trêve de guerre par son abattement, par sa tristesse et par sa misère. Ce peuple respectueux éprouvait encore de la satisfaction à voir ses princes, et cependant ses souffrances croissaient de jour en jour; il y avait des gens sans cœur qui payaient l'ouvrier en papier-monnaie, c'est-à-dire en lui faisant perdre un quart de son salaire, et cela quand les denrées augmentaient de prix. L'argent devenait introuvable, à tel point que, dans sa visite aux hôpitaux, la cour, ne trouvant plus de *cruzadas*, dut distribuer des piastres espagnoles et des pièces de cinq francs. Ne pouvant équiper tous les volontaires des nouveaux batail-

lons, le gouvernement eut la singulière idée de compléter ses ressources insuffisantes avec le produit d'un concert organisé en quelque sorte au bénéfice du ministère de la guerre. Les *fidalgos* indépendans qui refusaient de prendre les armes s'enfuyaient, ceux-ci à Gibraltar, ceux-là à Londres; la délation découvrait partout des suspects. Députés, journalistes, gentilshommes, officiers en retraite, étaient envoyés au triste *Limoeiro*, la Conciergerie de Lisbonne. Le prisonnier, en Portugal, se nourrit de ses deniers s'il est aisé; s'il est pauvre, la charité publique lui fournit ses alimens par les soins d'une confrérie. On croira sans peine que les nombreux *populares* placés sous les verrous faisaient maigre chère. Couverts de vêtemens en lambeaux que les pluies de la saison avaient pourris, harassés par les fatigues de la campagne, entassés dans des prisons trop étroites, ces malheureux tombèrent dans un tel état de malpropreté, qu'il fallut appeler des barbiers; la vermine les dévorait tout vivans. Tels sont les affreux effets des révolutions, le résultat des mesures que le pouvoir se croit obligé de prendre, quand il ne s'appuie plus sur l'opinion.

Comme contraste à ce désordre, une flotte anglaise, forte de sept vaisseaux de ligne et d'un certain nombre de grands bateaux à vapeur, mouillait dans le Tage. Elle portait plus d'hommes propres aux combats que n'en comptaient les deux parties belligérantes. Après avoir montré ses grosses batteries sur la côte d'Andalousie à l'époque du mariage de la reine d'Espagne, cette belle escadre était venue se reposer devant Lisbonne. Elle avait la mission avouée de recevoir la reine, si les événemens la contraignaient à fuir, et de la défendre, si la cour se trouvait menacée. Sa présence assurait aux Anglais une parfaite sécurité, une entière protection; chaque étranger déjà, redoutant l'arrivée des *guerilhas*, avait arboré sur ses propriétés son pavillon national, et les environs de cette ville accablée de souffrance empruntaient à cette circonstance un air de fête. Combien de Portugais auraient voulu, pour quelque temps du moins, s'abriter sous ces bannières! Plus que jamais, le peuple manquait de ressources et de travail; heureusement la flotte britannique lui vint en aide. Tant de matelots et de soldats, tant de riches officiers qui ne manquaient ni de loisirs, ni d'argent, jetèrent dans les marchés un peu d'or. D'ailleurs la prévoyante nature avait envoyé à cette population affamée une manne inattendue : des bancs de sardines envahirent le Tage au milieu de la mauvaise saison. On eût dit une pêche miraculeuse, à voir les barques pleines jusqu'au bord rentrer chaque soir par centaines, apportant au pauvre une nourriture peu coûteuse et inépuisable. Jamais, de mémoire d'homme, on n'avait vu les pêcheurs du fleuve retirer leurs filets si richement chargés.

Tandis que le maréchal Saldanha parcourait en vainqueur, pendant

les mois de janvier et de février 1847, la moitié des provinces, la ville de Porto persistait dans la rébellion. La mer restait libre devant elle; tous les bateaux à vapeur du commerce et de l'état étaient successivement entrés dans les eaux du Douro pour n'en plus sortir. La douane fournissait aux besoins de la ville et servait à défrayer la junte d'une partie de ses dépenses. Si la cour régnait à Lisbonne, le peuple régnait à Porto. Je ne sais laquelle des deux villes présentait le moins triste aspect, car les juntes populaires ont parfois le commandement violent et impérieux. L'état de siége était plus rude à supporter sur les bords du Douro que sur ceux du Tage, attendu que le voisinage des troupes royales tenait perpétuellement en éveil les patriotes rassemblés sur les murailles. Une tentative fut faite, avant la bataille de Torres Vedras, pour tromper ou endormir leur vigilance, et enlever le duc de Terceira de la citadelle de Foz. Un Anglais établi depuis long-temps en Portugal avait été chargé de cette mission délicate; il revint à Lisbonne, dans le petit sloop qui l'avait emmené, annoncer à la cour que la ville insurgée se tenait en garde contre les séductions autant que contre les attaques à main armée. Bientôt un bateau à vapeur, parti de Porto, poussa l'audace jusqu'à charger du charbon à l'entrée du Tage, presque à la vue des forts. Qui aurait pu l'en empêcher? La dernière corvette disponible qui restât au gouvernement venait de faire voile pour les Açores, où elle allait chercher des troupes; la jolie frégate *la Diane*, après une courte croisière devant l'embouchure du Douro, était rentrée avec son grand mât brisé, et, depuis lors, bien que réparée, elle ne sortait plus: on l'utilisait en la faisant servir de prison. L'insurrection put donc reprendre l'offensive par mer; on n'ignorait pas à Porto que si la capitale des Açores, Terceire, tenait décidément pour le parti de la reine, la plus florissante de ces îles, San-Miguel, se prononçait pour la junte. Terceire n'avait aucun moyen d'envoyer à la capitale les troupes demandées, tandis que San-Miguel expédiait au gouvernement insurrectionnel une somme de 600,000 francs. Cette somme eût été un trésor pour l'état, dont les finances se trouvaient épuisées; la junte, à court d'argent, l'attendait aussi avec une extrême anxiété. Par les deux partis à la fois, des navires de guerre furent lancés à la recherche du bâtiment convoité, qui, prévoyant le péril, prit le large pour cingler droit vers Porto, où il entra sain et sauf : on eût dit qu'il s'agissait de surprendre un convoi de galions portant les richesses du Pérou.

Maîtres de la mer, les insurgés du nord s'étaient mis plus fréquemment et plus sûrement en rapport avec ceux du sud; la petite junte de l'Algarve se soumit volontiers à l'autorité de la grande junte du Minho. Il y eut entre elles unité de vues et d'action jusqu'à ce que la levée de boucliers des miguélistes eût apporté dans cette lutte un élément nouveau. Il fallait que les habitans de Porto fussent exaspérés et

poussés à bout pour arborer sur leurs remparts, en face de la bannière choisie par eux, celle du prétendant, contre lequel ils se sont jadis déclarés les premiers; il fallait qu'ils doutassent de leur force et sentissent le besoin de s'appuyer au dehors pour tendre la main à des hommes avec lesquels ils ne pourront jamais s'entendre. La défaite et la mort de l'aventurier écossais Mac-Donald, qui se fit tuer bravement à la tête d'un parti de miguélistes, fut une troisième victoire pour les chartistes, mais elle ne compensait point le danger de cette coalition inattendue. Un nouvel orage se formait, et tous les mécontentemens allaient trouver leur expression. — Nous ne tenons pas pour le prétendant, disaient les anciens officiers de dom Miguel, nous voulons nous venger d'un gouvernement qui viole ses promesses et refuse de nous payer ce qui nous a été accordé par la capitulation d'Évora. — Une pareille alliance devait compliquer singulièrement la guerre civile. Le parti absolutiste reparut menaçant et relevé par ceux-là même qui l'avaient abattu. Derrière le nom de dom Miguel, auquel on ne croit plus, s'abritèrent les espérances des radicaux; ce fut alors que l'insurrection, reprenant l'offensive, vint, sous les ordres de Sà da Bandeira, débarquer au-dessus de Lisbonne et renouveler les terreurs de la capitale. Cette fois encore on parla de transaction, mais les conditions qu'on aurait pu proposer aux rebelles après la défaite de Torres Vedras eussent été rejetées par eux; celles qu'ils prétendaient dicter à leur tour n'étaient plus admissibles. La junte n'avait-elle pas déclaré la déchéance de la reine? La cour, engagée dans cette lutte fatale, comprit alors toute la portée du coup d'état qui armait contre elle et réunissait sous les mêmes chefs les représentans des opinions les plus opposées; elle sentit aussi que le temps des accommodemens était passé. Elle refusa long-temps d'écouter les conseils des puissances amies, s'obstinant à courir les chances d'une guerre qui pouvait bien tirer à sa fin, par la seule raison qu'elle est commencée depuis dix ans. Aujourd'hui, les dernières espérances de salut paraissent près de lui échapper; elle pousse le cri de détresse et demande grace à son tour. Reste à savoir si la médiation de l'Angleterre amènera la solution de difficultés qui tiennent à tant de causes locales. Voilà six mois que le peuple souffre dans les campagnes, dans les villes, à Lisbonne surtout, où il ne se soutient pas, comme à Porto, par son exaltation; il languit pauvrement sur un sol favorisé où, malgré les libéralités de la nature, il ne voit germer que des révolutions, et, ce qui est plus triste, il cherche en vain autour de lui la main puissante qui le sauvera du naufrage.

Retranchée au palais des Necessidades depuis que les *guerilhas* ont menacé les environs de la capitale, la cour s'agite au sein des petites intrigues. C'est un malheur pour eux et pour leurs sujets que les rois

de Portugal aient renoncé à habiter le beau pavillon qui, dominant le port, forme l'un des angles de la grande place. Dans la retraite de Bélem, dans le couvent agrandi des Necessidades, ils vivent trop loin du peuple : ils ne voient point autour d'eux s'agiter la foule avec ses émotions et comprennent peu ses souffrances; mais quand la royauté, mal conseillée, veut fermer les oreilles à l'accent de la vérité, il s'élève des voix importunes qui la lui font entendre sous une forme sévère et violente. Ainsi, dès que les journaux eurent cessé de paraître à Lisbonne, une presse clandestine, introuvable, forcée de changer de gîte tous les soirs, lança dans le public un journal, un carré de papier que la brise semblait semer dans toutes les rues. Écrit par un homme qui brave la prison et les châtimens, que la police traque partout, qui ne sait où reposer sa tête, *le Spectre*, — c'est le nom de cette feuille, — s'attache à troubler le repos des courtisans en leur parlant face à face, en leur apparaissant sous la forme d'un accusateur terrible. Parfois, comme il le dit lui-même, il va frapper à la porte du palais des Necessidades; insaisissable comme un fantôme, se riant des gardes et des hallebardiers, il emprunte la voix de ceux qui, après avoir versé leur sang pour élever en Portugal un trône constitutionnel, se plaignent noblement d'être dépossédés de leurs grades, mis hors la loi, et réduits à tendre la poitrine aux balles des soldats qu'ils ont jadis conduits à la victoire. Puissent ces reproches, traduits dans un langage moins amer, arriver au cœur de ceux qui gouvernent le Portugal, et leur inspirer l'horreur de ces coups d'état d'où naissent des guerres civiles dont l'issue est impossible à prévoir! Un pays qui a étonné l'Europe par ses conquêtes, par ses expéditions hasardeuses, qui le premier a ouvert des routes nouvelles à l'essor des peuples modernes, ne doit-il plus se révéler au monde que par le triste éclat de ses dissensions et de ses misères!

LES

BOURBONS D'ESPAGNE

SOUS L'EMPIRE.

DERNIÈRE PARTIE.

Les princes d'Espagne et l'empereur Napoléon à Bayonne.

La fortune semblait sourire à Ferdinand. Son ennemi abattu attendait au fond d'une prison le jugement qui devait le flétrir; le peuple entier saluait avec transport son avénement; il était roi enfin. Cependant ce n'était pas sans un grand trouble qu'il montait sur ce trône d'où une émeute avait précipité son père. Il lui suffisait de jeter les yeux autour de lui, de compter les troupes françaises qui le cernaient de toutes parts, pour se convaincre qu'il ne pouvait rien par lui-même et que sa destinée était entre les mains de l'empereur. Quel jugement ce prince allait-il porter sur la révolution d'Aranjuez? sanctionnerait-il son élévation au trône? ou bien continuerait-il à ne voir qu'un seul roi légitime en Espagne, Charles IV? Cette redoutable question renfermait tout, le présent et l'avenir. A peine investi de l'autorité suprême, Ferdinand s'empressa d'écrire à Napoléon pour lui notifier son avéne-

ment. Sa lettre, datée du 20 mars, exprimait la déférence la plus respectueuse pour ce grand prince. « La santé de mon père dépérissait, dit-il : la divine Providence m'ayant appelé au gouvernement de mes peuples, ma première loi est d'en informer votre majesté. Les sentimens d'estime et d'admiration que je nourris pour votre majesté impériale seront un sûr garant de l'inviolabilité avec laquelle je tâcherai de resserrer l'alliance intime qui subsiste si heureusement entre les deux empires, en faisant tous les efforts qui seront en mon pouvoir pour coopérer aux vastes plans que votre majesté aura conçus contre l'ennemi commun. » Les ducs de Frias et de Medina-Cœli et le comte de Fernand-Nunez, tous trois grands d'Espagne de première classe, furent chargés de porter cette lettre à l'empereur et de lui notifier officiellement l'avénement du nouveau roi.

Charles IV avait abdiqué, le 19 mars 1808, sous l'impression de la peur, au milieu de la sédition du peuple et des soldats. Quand l'émeute fut apaisée, que les vieux souverains se virent seuls, délaissés par tous les courtisans, sans pouvoir, sans gardes, sans argent, et livrés à la discrétion d'un fils rebelle et d'un parti exalté par la victoire, ils eurent horreur de leur situation et se prirent à regretter le trône. Ils députèrent vers Murat pour l'informer que leur fils, le prince des Asturies, leur avait fait violence, et le conjurer de presser sa marche, afin de les protéger contre les mauvais desseins de leurs ennemis.

Le grand-duc de Berg n'était plus qu'à quelques journées de Madrid quand il reçut la nouvelle de la révolution d'Aranjuez et bientôt après les lettres pressantes de Charles IV et de la reine. Elles le jetèrent dans une grande perplexité : il ne savait pas le jugement que l'empereur porterait sur les événemens qui venaient de se passer; il ne pouvait traiter Ferdinand en roi. Les vieux souverains, détrônés par la révolte, imploraient sa protection; son devoir était de la leur accorder. En conséquence, il pressa sa marche, et leur envoya, pour les rassurer, son aide-de-camp le général Monthyon. Charles IV remit à ce général un acte de protestation contre son abdication et une lettre adressée à l'empereur, dans laquelle il accusait son fils Ferdinand d'avoir soulevé les troupes contre lui et de lui avoir en quelque sorte arraché sa couronne. Il se jetait dans les bras de son puissant allié et le rendait l'arbitre de ses destinées. L'acte de protestation et la lettre portaient la date du 21 mars; mais, ce jour-là, la tempête populaire durait encore : Charles IV et la reine étaient à la merci du peuple insurgé; comment auraient-ils osé protester sous l'impression de terreur qui les dominait alors? Ils n'ont dû s'y déterminer qu'après avoir vu le général Monthyon et s'être concertés avec lui, c'est-à-dire le 23. Murat arriva avec son armée ce jour-là même sous les murs de Madrid. Il eût été sage de n'y point entrer. Puisqu'il lui était interdit de reconnaître Ferdinand, il aurait

dû éviter de se trouver en contact avec l'autorité de ce prince. Occuper la capitale dans un tel moment, c'était compliquer sa position, déjà si embarrassante, de difficultés d'étiquette inextricables; c'était venir insulter à l'élévation de Ferdinand et à l'orgueil d'une population ivre d'enthousiasme et d'amour pour son jeune souverain. Il aurait dû prendre une attitude calme, réservée, se tenir à distance, tout voir, tout entendre, laisser à l'empereur la liberté entière de ses résolutions, et attendre ce qu'il aurait décidé. Malheureusement le grand-duc ne portait point dans cette grande affaire un esprit désintéressé. A la vue de cette famille d'Espagne déchirée par ses haines intestines, de cette reine acharnée contre son fils, de ce fils qui venait de détrôner son père, de ces vieux souverains impatiens de ressaisir une couronne qu'ils ne pouvaient plus porter, il devina que Napoléon profiterait de leurs discordes pour les écarter tous et mettre à leur place un prince de sa propre famille. Mais sur quel front poserait-il cette belle couronne? Joseph régnait à Naples, Louis en Hollande, Jérôme en Westphalie; Lucien était en disgrace; la famille impériale n'offrait plus un seul prince disponible. Un sentiment personnel, égoïste, envahit le cœur de Murat; il osa élever ses prétentions jusqu'au trône d'Espagne. Cette préoccupation ne cessa de dominer toute sa conduite et nous fut bien fatale. Il vit dans Ferdinand un rival, et fut aussitôt tourmenté du désir puéril de l'éclipser. Il s'imagina qu'en prenant immédiatement possession de Madrid, il remplirait toute la population de crainte et de respect pour le drapeau de la France, l'accoutumerait à son autorité personnelle, et comprimerait l'élan qui entraînait tous les cœurs vers Ferdinand.

Le 23, il fit dans la capitale de l'Espagne une entrée théâtrale. Les bataillons de la garde impériale ouvraient la marche. Puis venaient la cavalerie et l'artillerie. Lui-même, avec son plus brillant costume, ses armes les plus étincelantes et sa toque panachée, monté sur un cheval magnifique, s'avançait au milieu de la vieille garde. C'était là la partie saisissante du tableau. La foule, pressée sur le passage des troupes, ne pouvait se lasser de contempler ces vieux soldats de la garde, au visage basané et à l'aspect martial; mais bientôt la scène changea, et, avec elle, les impressions des spectateurs. Après les corps d'élite s'avançaient nos bataillons d'infanterie. Ils étaient composés, en majeure partie, de jeunes soldats déjà très fatigués par des marches forcées. A la vue de ces conscrits imberbes, les habitans de Madrid, comme naguère ceux de Lisbonne (1), ne ressentirent plus que du dédain et une sorte de pitié. Murat manqua complétement l'effet qu'il avait voulu produire.

(1) Les Espagnols admirent la cavalerie française, la garde, les généraux; mais l'infanterie, harassée, composée de conscrits, leur fait pitié, et la lutte corps à corps ne les effraie point. (Dépêche de M. Henri, ministre de Prusse à Madrid.)

Ce prince avait fait son entrée dans Madrid le 23 mars: Ferdinand fit la sienne le lendemain. La population avait gardé vis-à-vis de nos troupes une attitude silencieuse, mais convenable, et plus observatrice qu'hostile. Elle fit à son prince bien-aimé la plus bruyante des ovations; elle le reçut avec des trépignemens d'enthousiasme et une joie frénétique que la plume ne saurait décrire; avide de le voir et de le toucher, elle se pressait en foule sous les pas de son cheval. Les femmes pleuraient d'émotion; les hommes faisaient retentir les airs de leurs acclamations. Ces hommages s'adressaient à un jeune homme timide, d'une physionomie terne, dont une mère défiante et jalouse et un favori ambitieux avaient prolongé l'enfance; mais les Espagnols, blessés dans leur orgueil par la présence des étrangers, se plaisaient à leur montrer dans Ferdinand le souverain de leur choix. C'était comme une manière de braver Murat.

Le soir même de ce jour, la foule des courtisans se pressait dans les appartemens du jeune prince. La plupart des membres du corps diplomatique, notamment le ministre de Russie, le traitèrent en roi. L'ambassadeur de France affecta au contraire de ne saluer dans Ferdinand que l'héritier du trône. « Prince, lui dit-il (1), vous n'avez qu'un seul parti à prendre dans ce moment, c'est d'aller présenter à l'empereur le prince des Asturies. — C'est bien là mon intention, » lui répondit Ferdinand.

La présence des vieux souverains à Aranjuez était pour leur fils plus qu'un embarras; elle était comme une accusation vivante. Aussi était-il impatient de les éloigner. Il voulait les reléguer à Badajoz; il leur avait signifié sa détermination, qui les avait remplis tous les deux d'indignation et de douleur. La reine avait crié, pleuré, conjuré son fils de renoncer à son dessein. Charles IV avait allégué son grand âge, ses rhumatismes, qui l'empêchaient, disait-il, d'aller vivre sous le climat humide de Badajoz. Rien n'avait pu fléchir Ferdinand. Leurs jours se passaient dans les plus cruelles angoisses. La présence d'un détachement de troupes françaises que Murat leur avait envoyé pour les protéger n'avait pu les rassurer: ils tremblaient pour eux; ils tremblaient bien plus encore pour Godoy. Ils craignaient que Ferdinand, pour apaiser la colère du peuple, ne lui jetât la tête du favori tombé. Ils ne se lassaient pas d'écrire au grand-duc de Berg de veiller sur leurs jours et de sauver le prince de la Paix. La reine d'Étrurie, qui était venue chercher à la cour de son père l'indemnité promise à son fils par le traité de Fontainebleau, servait d'intermédiaire entre les vieux souverains et le grand-duc.

(1) Dépêche de M. de Beauharnais, Madrid, 25 mars 1808. (Dépôt des archives des affaires étrangères.)

Les lettres de la reine Maria-Luisa à sa fille et à Murat resteront comme des monumens impérissables de la dégradation morale de cette famille. Il faut bien en citer des fragmens, ne fût-ce que pour faire connaître dans quelles misérables mains étaient tombées les destinées du peuple espagnol.

La reine Maria-Luisa à sa fille la reine d'Étrurie.

« Aranjuez, 26 mars 1808.

« MA CHÈRE FILLE,

« Vous direz au grand-duc de Berg la position du roi, la mienne et celle du pauvre prince de la Paix. Mon fils Ferdinand était à la tête de la conjuration; les troupes étaient gagnées par lui; il fit sortir une lumière à une de ses fenêtres, signe qui fit commencer l'explosion..... Mon fils fait tout ce qu'il peut pour faire de la peine au roi son père; il nous presse pour que nous partions; il nous envoie à Badajoz; il nous laisse sans aucune considération, très content de ce qu'il est et que nous nous en allions..... »

La reine Maria-Luisa au grand-duc de Berg.

« Aranjuez, 26 mars 1808.

« Mon fils ne sait rien; il faut au contraire qu'il ignore tous nos pas. Son caractère est faux. Rien ne l'affecte. Il est insensible, guère porté à la clémence. Il est mené par de mauvais sujets, et l'ambition qui le domine le portera à tout. Il promet, mais ne fait pas toujours ce qu'il promet. Je crois que le grand-duc doit prendre des mesures pour empêcher qu'ils ne tuent le pauvre prince de la Paix, car les gardes-du-corps ont dit qu'ils le tueraient plutôt que de permettre qu'on le sépare de leurs mains, quoique ni le grand-duc ni l'empereur ne l'ordonnent. Ils sont enragés; ils enflamment tout le peuple, tout le monde, et mon fils aussi qui est tout d'eux. Ils feront de même du roi et de moi. Nous sommes entre les mains du grand-duc et de l'empereur. »

Autres notes également écrites par la reine au grand-duc de Berg.

« ..... Si le grand-duc de Berg n'a pas la bonté et l'humanité de faire que l'empereur ordonne et promptement que cette cause (le procès de Godoy) ne se suive pas, le pauvre ami du grand-duc, de l'empereur des Français et de moi, ils vont lui couper la tête en public, et ensuite à moi..... Ils précipiteront l'exécution pour qu'à l'arrivée de la résolution de l'empereur ils ne puissent pas le sauver, étant déjà décapité. Le roi mon mari et moi ne pourrons voir avec indifférence cet horrible attentat contre leur intime ami et celui du grand-duc. Il souffre parce qu'il est l'ami du grand-duc, de l'empereur et des Français. Il n'y a aucun doute à cela. Mon fils est d'un très mauvais cœur; son caractère est sanglant; il n'a jamais aimé son père ni moi! Ses conseillers sont sanguinaires; ils ne se plaisent qu'à faire des malheureux et ne sentent à cœur ni père ni mère. Ils veulent nous faire tout le mal possible; mais le roi et moi avons plus d'intérêt à sauver la vie et l'honneur de notre innocent ami que le nôtre même. Mon fils est l'ennemi des Français, quoiqu'il dise le contraire. Je crains qu'il ne fasse

quelque attentat contre eux. Le peuple est gagné avec de l'argent, et ils l'enflamment contre le pauvre prince de la Paix et le roi mon mari et moi, parce que nous sommes alliés des Français et que nous les avons fait venir..... »

Quand on songe que la femme qui écrivait ces lettres ne couvrait de tant d'opprobre son propre fils que pour sauver son ancien amant, que le vieux et débile Charles IV rivalisait avec son impudique épouse d'abnégation et d'attachement pour l'homme qui avait publiquement déshonoré sa couche; quand, l'histoire à la main, on rapproche de tant d'ignominie tous les lâches abandons dont, plus tard, Ferdinand VII a souillé sa mémoire, on ne s'explique que trop le dégoût qui dut s'emparer de l'empereur pour cette branche flétrie d'une illustre famille, et l'on serait bien près de lui pardonner l'attentat que nous allons bientôt le voir consommer à Bayonne, si, pour un souverain, le premier des devoirs n'était pas de respecter l'indépendance des peuples ses voisins et les droits des couronnes, quelque dégradés que soient les fronts qui les portent.

Murat déféra aux prières du vieux roi et de la reine; il les couvrit de son drapeau, et obligea Ferdinand de renoncer à son dessein de les exiler à Badajoz. Il avait été l'ami du prince de la Paix, quand celui-ci était au sommet de la puissance; il ne lui manqua pas dans l'infortune, il le tira de la prison où il était détenu au village de Pinto, et le fit transporter dans le château de Villa-Viciosa. Il demanda aussi que la procédure dont il était l'objet fût arrêtée et que sa personne lui fût livrée. Par vengeance personnelle non moins que par crainte d'irriter le peuple, Ferdinand s'y refusa; mais, sur tous les autres points, il montra un empressement plein de déférence à prévenir les moindres désirs du grand-duc. Il commença par révoquer l'ordre expédié par son père au général Solano de s'échapper du Portugal et d'accourir sur Séville : il lui enjoignit de rebrousser chemin et de reprendre en Portugal les positions qu'il venait de quitter. Solano s'arrêta quelque temps à Badajoz; mais, quand il vit la tournure que prenaient les événemens, il quitta cette ville avec son corps d'armée, et vint reprendre à Cadix son poste de gouverneur de l'Andalousie.

L'armeira royale de Madrid conservait un illustre trophée de la journée de Pavie; c'était l'épée de François Ier. Murat eut l'indiscrétion d'exprimer le désir qu'elle nous fût rendue. Aussitôt Ferdinand s'empressa de nous livrer ce monument de la gloire castillane, et se plut à rehausser le sacrifice par l'éclat dont il l'entoura. Le 4 avril, la fameuse épée fut portée en grande pompe au palais qu'habitait Murat, et ce fut un des grands-officiers du palais, le marquis d'Astorga, qui vint la remettre en personne entre les mains du généralissime. Il eût été plus glorieux pour nous de reconquérir par une victoire ce témoin de notre ancienne

défaite que d'en exiger la restitution de la part d'un pouvoir que nous allions briser.

Ferdinand ne se lassait pas de recommander aux autorités espagnoles de se montrer faciles et conciliantes envers les troupes françaises; il entendait que partout on les accueillît comme l'armée de son plus cher allié. Sur un simple bruit, répandu à dessein par le grand-duc, que l'empereur allait se rendre en Espagne et venir à Madrid, Ferdinand lui destina les plus beaux appartemens de son palais et les fit préparer avec une magnificence digne d'un tel hôte. Il annonça cette grande nouvelle à ses peuples, heureux et fier, disait-il, de l'honneur insigne qu'allait lui faire un si grand homme. Cependant, malgré tant de condescendance et d'humilité, il ne pouvait réussir à se concilier l'amitié du grand-duc de Berg. En toutes occasions, ce dernier se montrait véhément, hautain, plein d'exigences, sans nul souci des plaintes que provoquait incessamment la turbulence de ses soldats. Il ne parlait qu'avec dédain des droits de Ferdinand, déclarant que Charles IV seul était roi, que son abdication lui avait été arrachée par la violence, qu'il était l'allié, le protégé de la France, et que certainement l'empereur ne sanctionnerait pas l'élévation du prince des Asturies. A peine prononcées, ces imprudentes paroles étaient rapportées à Ferdinand, qu'elles remplissaient de trouble et de frayeur. M. de Beauharnais, engagé fort avant dans le parti de ce prince par ses intérêts de famille, était le seul qui lui tînt un langage amical. Il n'avait que trop pénétré les desseins ambitieux du grand-duc de Berg. Comme il ne connaissait point les destinées réservées au beau-frère de Napoléon, il n'osait le blâmer ouvertement; mais il engageait Ferdinand à compter sur la magnanimité de l'empereur, il lui conseillait d'aller au-devant de ce souverain, et de mériter sa confiance par la franchise de son langage et l'ardeur de son dévouement. En donnant de tels conseils, M. de Beauharnais était d'une entière bonne foi.

Cependant l'anxiété et le doute étaient au fond de toutes les ames. L'occupation du pays par les troupes françaises avait révolté l'orgueil des Espagnols, excité leurs soupçons, arrêté l'élan qui les portait vers nous. Les maux qu'entraîne toujours après elle l'invasion étrangère commençaient à leur paraître intolérables; ils abhorraient la domination de Murat, et toutefois ils étaient encore sous le prestige qui entourait la puissance et le génie de l'empereur. Il leur répugnait de croire que ce grand homme pût abuser des divisions de la famille royale pour oser porter la main sur la couronne et en dépouiller leurs princes légitimes. On brûlait de le voir, de contempler ses traits : l'impatience à cet égard était si vive, si générale, qu'un jour, le bruit s'étant répandu qu'il arrivait, toute la population de Madrid se précipita hors des murs et courut à sa rencontre. Toutes les pensées et tous les vœux étaient

tournés vers l'empereur; le peuple, les hautes classes, les ministres, le jeune roi, les vieux souverains, Murat lui-même, tous attendaient sa décision comme l'arrêt suprême qui allait fixer leurs destinées.

La révolution d'Aranjuez avait bouleversé toutes les combinaisons de Napoléon. Par un mélange habile de ruses, de séductions et de force, il était parvenu à enlacer le roi, la reine et le prince de la Paix; il ne leur avait laissé d'autre alternative que de se soumettre à ses volontés ou de fuir au Mexique. Aujourd'hui tout était changé : les vieux souverains étaient renversés et le favori jeté au fond d'une prison. A la place de ces personnages dont il avait si bien su exploiter l'incapacité ou les vices venait de s'élever un jeune prince, dont il ne pouvait encore apprécier au juste les sentimens et les vues, mais dont l'avénement prématuré au trône avait tous les caractères d'une protestation du peuple espagnol contre notre influence et notre domination. Il fallait maintenant édifier sur de nouvelles bases et prendre un parti. Le pire de tous eût été de vouloir rétablir les vieux souverains sur leur trône; ils avaient perdu l'un et l'autre l'estime et l'attachement de la nation. Les scènes de l'Escurial et d'Aranjuez les avaient fait tomber dans un mépris universel. C'était le mouvement violent de l'opinion, bien plus que l'ambition du prince des Asturies, qui les avait détrônés. La nation avait reporté tous ses respects et tout son amour sur la tête de Ferdinand. Si l'empereur avait voulu la replacer sous le sceptre de ce vieillard incapable et de cette reine débauchée que, dans un jour de colère, elle avait forcés à descendre du trône, elle eût réagi violemment contre son autorité, et, comme il l'a dit lui-même, les vieux souverains n'auraient pas régné trois mois (1).

Napoléon n'avait le choix qu'entre deux systèmes, reconnaître immédiatement Ferdinand ou changer la dynastie. De ces deux partis, le premier avait un côté fâcheux; il laissait la sécurité de l'empire sans garantie. Il faut le redire, car là était tout le fond de la question, les Bourbons d'Espagne comme ceux de Naples, comme ceux de France, étaient ennemis irréconciliables des Bonaparte. Il ne fallait pas espérer que jamais Ferdinand serait l'allié sincère de l'empereur; il ne pouvait être que son vassal couronné, vassal humble et soumis tant que Napoléon conserverait la toute-puissance, vassal rebelle et ennemi si jamais ce prince venait à éprouver quelque grand revers. Nous devions moins compter encore sur la fidélité de Ferdinand que sur celle de Charles IV, car il y avait dans le père un fonds d'honneur et de loyauté qui n'était point dans le fils. Ferdinand était un de ces hommes qu'on ne parvient à saisir et à dominer qu'en les flattant bassement ou en leur faisant

(1) Lettre de l'empereur à Murat, 29 mars 1808.

peur. C'étaient là des considérations d'une très grande force, et toutes les subtilités de l'esprit ne parviendront pas à les amoindrir. Cependant la spoliation de la couronne d'Espagne était un attentat si odieux, elle présentait des difficultés d'exécution si grandes, elle devait entraîner des conséquences si désastreuses, qu'à tout prendre, il y avait certainement bien plus d'avantage à ne point s'y engager et à reconnaître Ferdinand VII. Ce jeune prince n'avait alors qu'une idée fixe, qu'un intérêt pressant : c'était de régner. Pour s'affermir sur ce trône où l'émeute l'avait porté avant le temps et d'où il ne pouvait plus descendre sans perdre sa liberté et peut-être la vie, il se fût donné tout entier au chef de la France; il n'est point de concessions auxquelles il ne se fût résigné. Ces provinces du nord dont Godoy n'aurait jamais osé signer l'abandon, lui, roi d'Espagne, devenu le rival heureux et le successeur de son père, il n'eût pas hésité à les céder en échange du Portugal, si, à cette condition, l'empereur avait consenti à le reconnaître. Ajoutons que lui seul possédait assez la confiance et l'amour de son peuple pour lui faire supporter un aussi grand sacrifice. Une alliance avec une princesse de la famille impériale eût cimenté l'œuvre de la force et assuré pendant bien des années la sécurité de nos provinces du midi. Protégés par deux grands boulevards, l'Èbre et les Pyrénées, appuyés sur toutes les places de la Catalogne, de la Navarre et du Guypuscoa, nous eussions été en mesure, quels que fussent les événemens, de braver et de contenir l'inimitié des Espagnols.

Cette nation sortait enfin de sa longue apathie : elle commençait à envahir la scène, elle était devenue une force avec laquelle il fallait absolument compter; mais elle était pleine de préjugés, d'ignorance et d'illusions. La régénération de son gouvernement se réduisait pour elle à un changement de règne; elle ne voyait rien au-delà. Ferdinand était son idole. Voici ce que M. de Beauharnais écrivait le 5 avril à M. de Champagny : « Le peuple espagnol brûle de connaître le parti que prendra l'empereur, il attend de lui son salut; mais, ce qu'il veut surtout, c'est le prince des Asturies. A cette condition, il souffrira tous les sacrifices qu'on voudra lui imposer. » Le 7 avril, il écrivait encore : « L'enthousiasme pour Ferdinand est à son comble. La nation espagnole paraît calme, mais il ne faudrait qu'une étincelle pour l'embraser; elle observe avec attention tout ce qui se passe autour d'elle. » Quels seraient sa surprise et son désespoir le jour où elle verrait le chef de la France, auquel elle se livrait avec tant d'abandon, s'emparer de la couronne et la placer sur le front d'un Bonaparte! Quelle témérité n'y aurait-il pas à choisir le moment où toute l'Espagne venait en quelque sorte de placer sur le trône son jeune roi pour le frapper dans ses droits souverains et le renverser! Une explosion terrible éclaterait à coup sûr. Ferdinand, encore ennobli par ses malheurs, deviendrait pour

tous les Espagnols un objet sacré de vénération et le martyr de la sainte cause. Ce n'est pas tout : comment se défaire d'un prince déjà en possession du trône, installé dans son palais, entouré de sa cour, de ses gardes, de son peuple? Lui déclarer la guerre? Mais la guerre était précisément ce que l'empereur voulait à tout prix éviter. D'ailleurs Ferdinand, prosterné humblement à ses pieds, ne lui laissait pas même l'ombre du plus petit prétexte pour lui rompre en visière. Employer le fer ou le poison? Mais l'emploi de ces armes exécrables à l'usage des Sforze et des Borgia était répudié par la douceur de nos mœurs non moins que par le cœur de Napoléon; et puis, une victime n'eût point suffi : Ferdinand avait un oncle, il avait des frères; il eût donc fallu les immoler tous? Il restait un moyen, c'était de les faire enlever par Murat, ou de les attirer en France et de les y retenir prisonniers; mais l'exécution de tels coups de main était soumise à des chances très hasardeuses. L'enlèvement provoquerait infailliblement une collision entre les habitans de Madrid et nos soldats, et une fois le peuple déchaîné, qui pouvait dire où s'arrêterait sa furie? L'autre expédient était peut-être plus odieux encore. Quel scandale aux yeux du monde entier! quel cri de réprobation ne sortirait point de toutes les ames! Quelle douleur pour la France entière lorsqu'elle verrait son chef, cet homme auquel elle avait donné toute son admiration, descendre si bas dans les voies tortueuses du mensonge et de la perfidie! Napoléon était-il convaincu que l'existence de la dynastie bourbonienne en Espagne était absolument incompatible avec celle de sa propre maison? Dès-lors, une vulgaire sagesse lui commandait d'attendre, pour abattre cette famille ennemie, que l'enthousiasme du peuple espagnol pour un prince qui n'en était pas digne fût tout-à-fait éteint; il fallait prendre du temps et de l'espace, se créer au-delà des Pyrénées un puissant parti, surveiller attentivement le jeune roi, épier ses moindres actes, tâcher de le surprendre, ce qui ne pouvait tarder, en délit de trahison, et saisir ce moment pour lui faire une guerre franche et loyale.

Mais l'empereur ne savait plus attendre; il n'avait ni la souplesse rusée ni la dissimulation patiente qu'exigeait un tel plan de conduite. Il ne se contentait pas de former des desseins d'une audace inouie; il portait dans l'exécution de ces desseins une fougue irrésistible. Ses merveilleux succès lui avaient donné un sentiment exalté de sa force. Il n'était effrayé que de la brièveté des jours qui lui étaient comptés et d'avoir à léguer à ses successeurs un monument inachevé. Il avait d'ailleurs entrepris tant de choses et des choses si grandes, si difficiles, que, pour les terminer toutes, il eût fallu à la tête de l'état une suite non interrompue d'hommes supérieurs. Les œuvres que la Providence met des siècles à accomplir, il avait l'orgueil, lui, de les commencer et de les terminer dans sa courte existence. Il partageait l'erreur com-

mune aux ames fortes et passionnées : il croyait les autres hommes trempés comme lui, comme lui inaccessibles aux défaillances du cœur et de la tête, incapables de plier sous la mauvaise fortune, et, sans s'en rendre compte, il leur demandait presque toujours au-delà de ce que peut donner la faiblesse humaine. Rencontrait-il sur son chemin des obstacles insurmontables pour tout autre, au lieu de les tourner, de transiger, de gagner les intérêts avec le temps, les hommes avec des séductions, il aimait mieux tout renverser, hommes et choses, et passer outre. En tout, il voulait jouir vite et complétement.

Maîtrisé par la violence des événemens plus encore que par son ambition, afin d'être en état de lutter contre l'Angleterre et éventuellement contre les puissances du Nord, il avait été obligé de ramasser sous sa main toutes les forces de l'Occident; les trônes voisins de la France n'étaient plus occupés que par ses feudataires. Les rois de Hollande, de Westphalie, de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg, les grands-ducs de Wurtzbourg, de Berg et de Bade, le prince vice-roi d'Italie, le roi de Naples, ses sœurs Pauline et Élisa, tous ces souverains de sa création, qu'étaient-ils sinon les vassaux plus ou moins dépendans du nouveau Charlemagne? Napoléon entendait qu'il en fût de même des souverains qui régneraient à Madrid et à Lisbonne. Sa détermination était donc prise : il était décidé à détrôner les Bourbons d'Espagne, et à recommencer l'ouvrage de Louis XIV, en substituant aux descendans de Philippe V une branche de sa propre famille. Les sophismes de la passion lui vinrent en aide pour étouffer le cri de sa conscience. Cette dynastie qu'il allait renverser n'était-elle pas infirme par l'intelligence, lâche par le cœur, livrée à des goûts vulgaires, quand elle ne l'était point à la corruption et à la débauche, ignorante, apathique et aussi incapable de concevoir que d'exécuter rien d'utile et de grand? N'appartenait-elle pas à cette famille qu'il retrouvait depuis huit ans au fond de tous les complots ourdis contre sa personne et sa puissance, qui, en 1804, soldait à Paris une bande de fanatiques pour l'assassiner, qui, plus tard, à Naples, était d'intelligence avec la coalition pour soulever et armer contre lui toute l'Italie, qui, à Florence, tressaillait d'une joie cruelle au récit du carnage d'Eylau, qui enfin, à Madrid, au mois d'octobre 1806, conspirait avec l'Angleterre, la Russie et la Prusse pour l'abattre? L'Espagne, sous l'action énervante de cette dynastie dégénérée, n'était-elle pas descendue au dernier rang parmi les nations de l'Europe? N'avait-elle pas vu dépérir successivement toutes ses forces? Les finances, l'armée, la marine, n'étaient-elles pas dans un état de délabrement complet? Quand tous les peuples de l'Occident et la France à leur tête s'appliquaient, depuis quinze ans, à perfectionner toutes leurs institutions, l'Espagne, pauvre, superstitieuse, ignorante, rongée par la lèpre monacale, sans commerce, sans industrie et sans puis-

sance, l'Espagne seule semblait vouloir se retirer du monde civilisé et rétrograder vers la barbarie. Eh bien! l'empereur saurait arrêter ce mouvement de décadence matérielle et morale; il ouvrirait à un noble peuple de belles destinées; sous sa forte et féconde impulsion, une dynastie jeune, éclairée, civilisatrice, retremperait la monarchie espagnole et la replacerait au niveau intellectuel et politique du reste de l'Europe : voilà ce que se disait Napoléon pour s'étourdir et s'affermir dans le dessein hardi qu'il avait conçu. Mais les Espagnols étaient incapables d'apprécier les réformes par lesquelles il espérait se faire pardonner l'attentat qu'il allait commettre. La royauté avait conservé à leurs yeux tous ses prestiges; ils la regardaient comme une sorte d'émanation de l'autorité divine. Les droits du trône se confondaient pour eux avec ceux de l'église. Le peuple croyait au roi comme il croyait au pape. Vicieux ou vertueux, incapable ou éclairé, le souverain, quel qu'il fût, était pour tous une tête sacrée, et attenter à sa couronne leur semblait à la fois un sacrilége et le plus grand des crimes. La nation espagnole n'avait pas le sentiment de son ignorance: sa paresse lui était chère; drapée fièrement dans ses haillons, elle croyait marcher l'égale des premiers peuples du monde. Jalouse de son indépendance et ombrageuse comme si elle eût été une puissance de premier ordre, elle détestait l'étranger et repousserait des réformes qui lui seraient imposées comme un stigmate de servitude. L'empereur aurait dû calculer ce qu'il y avait de périlleux à heurter de front tous ces préjugés et toutes ces passions. Pour son malheur et celui de la France, il n'en tint pas compte; il se crut assez fort pour les braver et les dompter. Ce fut de sa part une faute immense, la plus grande peut-être qu'il ait faite dans toute sa vie.

Sa première pensée fut d'offrir le trône d'Espagne à son frère Louis, roi de Hollande. Voici la lettre qu'il lui écrivit le 27 mars 1808 (1) :

« MON FRÈRE,

« Le roi d'Espagne vient d'abdiquer. Le prince de la Paix est mis en prison : un commencement d'insurrection a éclaté à Madrid. Dans cette circonstance, mes troupes étaient éloignées de quarante lieues de Madrid. Le grand-duc de Berg a dû y entrer le 23 avec 40,000 hommes. Jusqu'à cette heure, le peuple m'appelle à grands cris. Certain que je n'aurai de paix solide avec l'Angleterre qu'en donnant un grand mouvement au continent, j'ai résolu de mettre un prince français sur le trône d'Espagne. Le climat de la Hollande ne vous convient pas. D'ailleurs, la Hollande ne saurait sortir de ses ruines. Dans ce tourbillon du monde, que la paix ait lieu ou non, il n'est pas possible qu'elle se soutienne. Dans cette situation des choses, je pense à vous pour le trône d'Espagne. Vous serez souverain d'une nation généreuse de onze millions d'hommes et de colonies importantes. Avec de l'économie et de l'activité, l'Espagne peut

(1) *Documens historiques et Réflexions sur le gouvernement de la Hollande*, par Louis Bonaparte, ex-roi de Hollande, volume II, page 291 et suivantes.

avoir 60,000 hommes sous les armes et 50 vaisseaux dans ses ports. Répondez-moi catégoriquement quelle est votre opinion sur ce projet. Vous sentez que ceci n'est encore qu'un projet, et que, quoique j'aie 100,000 hommes en Espagne, il est possible, par les circonstances qui peuvent survenir, ou que je marche directement et que tout soit fait dans quinze jours, ou que je marche plus lentement et que cela soit le secret de plusieurs mois d'opérations. Répondez-moi catégoriquement. Si je vous nomme roi d'Espagne, l'agréez-vous? Puis-je compter sur vous? Comme il serait possible que votre courrier ne me trouvât plus à Paris, et qu'alors il faudrait qu'il traversât l'Espagne, au milieu des chances que l'on ne peut prévoir, répondez-moi seulement ces deux mots : J'ai reçu votre lettre de tel jour, *je réponds oui*, et alors, je compterai que vous ferez ce que je voudrai; ou bien *non*, ce qui voudra dire que vous n'agréez pas ma proposition. Vous pourrez ensuite écrire une lettre où vous développerez vos idées en détail sur ce que vous voulez, et vous l'adresserez à l'enveloppe de votre femme à Paris. Si j'y suis, elle me la remettra; sinon, elle vous la renverra.

« Ne mettez personne dans votre confidence, et ne parlez, je vous prie, à qui que ce soit de l'objet de cette lettre, car il faut qu'une chose soit faite pour qu'on avoue y avoir pensé, etc., etc. »

La conscience timide de Louis s'effaroucha de l'offre que lui faisait son frère; elle lui parut, dit-il dans ses mémoires, impolitique et injuste. Il répondit par un refus formel. Alors l'empereur porta ses vues sur le roi de Naples.

Il restait à décider comment Napoléon procéderait à l'égard des princes d'Espagne et les contraindrait à lui faire l'abandon de leurs droits. Voici le plan qu'il imagina. Il se rendrait d'abord à Bayonne, puis de là, s'il était nécessaire, en Espagne. Ferdinand et les vieux souverains devaient être impatiens de le voir, de le solliciter, de le gagner chacun à sa cause : tous ces princes, poussés par une même furie de haine et d'ambition, s'empresseraient certainement d'accourir vers lui. Quand il les aurait réunis sous sa main, soit à Bayonne, soit dans une ville d'Espagne, fût-ce même à Madrid, il se promettait de leur arracher, par la toute-puissance de son ascendant et moyennant certaines garanties et conditions de compensation, la cession pleine et entière de leurs droits à la couronne. Il commencerait par agir sur Charles IV. Le sceptre était devenu trop lourd pour ce prince. Vieux, malade, brisé par les douleurs de l'ame et les infirmités du corps, dégoûté des affaires et des hommes, il n'opposerait certainement aucune résistance aux volontés de l'empereur. Il ne s'agissait que de lui rendre pour un jour cette couronne qu'il ne pouvait plus porter et de se la faire céder. Une fois qu'il tiendrait dans les mains l'abdication du père, l'empereur triompherait aisément de l'opposition du fils. Ce qu'il désirait le plus vivement, c'était que l'entrevue eût lieu à Bayonne; mais comment décider tous ces princes à sortir d'Espagne et à se transporter sur le territoire

français? Comment se flatter surtout que Ferdinand viendrait se livrer entre les mains d'un souverain qui avait déchiré le traité de Fontainebleau deux mois après l'avoir signé, couvert le royaume de ses troupes sans s'être préalablement concerté avec son allié Charles IV, occupé frauduleusement les places du nord, comme si l'Espagne était son ennemie, et qui, enfin, n'avait encore manifesté aucun empressement à reconnaître le jeune roi? Il fallait donc imaginer un moyen de dissiper toute méfiance dans l'esprit du jeune prince et de l'attirer à Bayonne, sans toutefois se donner le tort de l'y avoir appelé. Or, quelles mains à la fois assez souples et assez hardies sauraient tisser autour de Ferdinand les fils de cette trame? Ni le grand-duc de Berg, ni l'ambassadeur de France ne pouvaient se charger d'un tel rôle. Il fallait un personnage nouveau qui, n'ayant point de caractère officiel, pût être au besoin désavoué, et qui cependant, par son rang, par le poste de confiance qu'il occupait auprès de son souverain, fût en situation de se faire écouter. Parmi les officiers attachés à la personne de Napoléon, il en était un surtout dont le dévouement était sans bornes et toujours prêt : c'était le général Savary. Il n'était pas seulement rempli d'un zèle à toute épreuve; il avait l'esprit délié d'un diplomate et le tempérament audacieux d'un soldat : il était, ce qu'il y a de plus rare au monde, homme de conseil et d'exécution. Obéir et se dévouer à l'empereur, c'était là sa vertu. Fallait-il se charger d'une de ces entreprises hardies qu'un souverain n'ose avouer hautement tout en les ordonnant, il s'y engageait résolûment et à fond. Il savait deviner les pensées de son maître, lui épargner l'embarras de les lui dire en face, et les mettre en œuvre sous sa propre responsabilité. C'est sur cet adroit et bon serviteur que l'empereur jeta les yeux pour remplir une mission qui exigeait autant de dextérité que d'audace. Il le fit venir, l'entretint longuement, lui exposa la situation dans laquelle le plaçait la révolution d'Aranjuez, les égards qu'il devait au vieux roi, les méfiances que lui inspirait Ferdinand, enfin, selon toutes les apparences, il lui laissa comprendre, plutôt qu'il ne lui dit ouvertement, ce qu'il attendait de son zèle et de sa sagacité, et puis il l'envoya à Madrid.

Savary arriva dans cette capitale le 7 avril, et trouva les esprits dans un état d'excitation extrême. Il jugea tout de suite que de grandes fautes avaient été commises, que l'ambition avait égaré le jugement de Murat, et que ce prince avait frappé trop fort et trop vite, comme cela lui arrivait toutes les fois qu'il fallait montrer plus de tact et d'esprit que de bravoure.

La première visite du général fut pour les vieux souverains. Les égards dus au malheur, non moins que la politique, lui commandaient cet acte de déférence. Il exprima à Charles IV et à la reine tout l'intérêt que l'empereur prenait à leur situation et sa volonté de les protéger

contre les menées de leurs ennemis. Puis, il revint à Madrid, où il se mit immédiatement en communication avec les principaux conseillers de Ferdinand, avec le chanoine Escoïquitz, les ducs de San-Carlos et de l'Infantado. C'est à la suite de ces conférences qu'il sollicita l'honneur d'être présenté au jeune prince. Afin de simplifier toutes difficultés d'étiquette, ou plutôt, il faut bien le dire, pour mieux abuser le prince, il prit la qualité de simple voyageur, ce qui lui permit de traiter Ferdinand en roi. L'entrevue eut lieu le 8 avril, en présence du chanoine Escoïquitz, du duc de l'Infantado et de don Pedro Cevallos, qui avait conservé sous le nouveau roi le poste de ministre des affaires étrangères. Quelles ont été les paroles textuelles adressées par l'aide-de-camp de l'empereur au jeune prince? Ce point est encore aujourd'hui enveloppé d'obscurité. S'il faut en croire don Pedro Cevallos (1) et Ferdinand lui-même (2), le général Savary aurait dit au jeune prince qu'il était envoyé pour le complimenter et savoir s'il avait pour la France les mêmes sentimens que son père; que, dans ce cas, l'empereur ne se mêlerait aucunement de ce qui s'était passé et qu'il le reconnaîtrait comme roi. Le récit du duc de Rovigo diffère entièrement de celui de M. de Cevallos. Bien loin d'entretenir les illusions de Ferdinand, le général Savary lui aurait dit, au contraire (3), que son souverain avait conçu autant d'inquiétude que de déplaisir de la révolution d'Aranjuez, et qu'il ne prendrait aucun parti avant de s'être entendu avec Charles IV, *car*, aurait-il ajouté, *il savait tout ce qu'il pouvait perdre par l'effet de la retraite de ce prince, et il n'y resterait pas indifférent avant de connaître sur quel pied il serait avec son successeur.*

La vérité est bien difficile à démêler au milieu de ces récits contradictoires. Évidemment, le général Savary n'avait été envoyé à Madrid que pour décider Ferdinand à se rendre à Bayonne; mais il a dû ne s'exprimer vis-à-vis du prince et de ses conseillers que d'une manière vague et indécise, n'être ni trop pressant ni trop réservé, éviter par-dessus tout d'engager la parole et l'honneur de son maître, et faire entendre de douces et rassurantes paroles, sans qu'elles pussent être interprétées comme une promesse formelle que l'empereur reconnaîtrait Ferdinand. Il n'est donc pas admissible qu'il ait tenu le langage précis, affirmatif, que lui a prêté don Pedro Cevallos. Il ne l'est pas moins qu'il se soit renfermé dans des termes aussi froids, aussi réservés, qu'il le dit dans ses mémoires. Voici, au surplus, ce que M. de Beauharnais écrivait, le 9 avril, à M. de Champagny (4) : « Il est difficile de peindre la joie que les habitans de Madrid ont témoignée hier soir, lorsqu'ils ont

(1) Mémoire de don Pedro Cevallos, pages 27 et 28.
(2) Lettres de Ferdinand à son père, 8 avril et 4 mai 1808.
(3) *Mémoires du duc de Rovigo*, volume III, page 278 et suivantes.
(4) Dépôt des archives des affaires étrangères.

appris que le général Savary avait adressé *quelques paroles satisfaisantes*. Elles ont donné lieu à différentes versions sur l'étendue de la mission dont il était chargé; *mais les avis et les suppositions paraissent être unanimes, quant à la substance, et, depuis hier, la nation compte beaucoup sur la reconnaissance du jeune prince.* »

Les conseillers de Ferdinand n'étaient point d'accord sur le parti qu'il devait prendre. Le comte de Montijo, le général O'farill, quelques autres encore, désapprouvaient le voyage comme intempestif, nuisible à la dignité, peut-être même à la sécurité du souverain. Le chanoine Escoïquitz fut d'un avis contraire. Il avait la candeur du savant; il ignorait la politique, ses nécessités implacables et ses artifices. Sa confiance dans la magnanimité de l'empereur était sans bornes; il était persuadé qu'aussitôt que ce prince aurait vu Ferdinand, il le reconnaîtrait, que tout au plus lui ferait-il acheter cette reconnaissance au prix de l'abandon des provinces situées entre les Pyrénées et l'Èbre. Du reste, cette opinion n'était pas seulement celle du chanoine : c'était celle aussi de M. de Cevallos et des ducs de l'Infantado et de San-Carlos; Ferdinand lui-même la partageait. Il s'offrait à ce prince un parti plein de grandeur : c'était de quitter Madrid, de gagner les provinces que n'avaient point encore envahies nos troupes, d'appeler aux armes toute la nation, de se jeter dans les bras des Anglais, et de ne remettre l'épée dans le fourreau qu'après avoir chassé les Français de la Péninsule; mais une telle résolution exigeait une ame héroïque, l'art de passionner et de diriger les hommes, enfin la connaissance de la guerre et des affaires; il fallait être Henri IV ou Montrose. Ferdinand n'était point trempé pour concevoir et exécuter de telles choses. Il ne vit qu'un moyen de sortir de l'affreuse position où il était placé : ce fut de gagner son père et sa mère de vitesse, de courir au-devant de l'empereur, de détruire les impressions fâcheuses qu'avaient dû produire dans l'esprit de ce prince les lettres des vieux souverains et celles de Murat, et d'obtenir sa protection. En prenant ce parti, il pensait faire un acte de pure courtoisie et non d'humilité; il ne croyait pas se rendre à Bayonne. Persuadé, d'après ce que ne cessaient de lui affirmer Murat et Savary, que Napoléon avait passé la frontière, il s'attendait à le rencontrer entre Burgos et Vittoria. Il se fit précéder par son frère don Carlos, qui partit cinq jours avant lui. Avant de se mettre en route, le 8 avril, il écrivit à son père « *que le général Savary venait de le quitter; qu'il en était très satisfait, ainsi que du bon accord qui existait entre l'empereur et lui*. En conséquence, il le priait de lui donner une lettre pour l'empereur, lettre par laquelle il lui annoncerait que le roi son fils avait pour sa majesté impériale les sentimens d'amitié et de dévouement que lui-même lui avait toujours témoignés. » Charles IV, après avoir pris l'avis de Murat, décida qu'il ne répondrait point à cette singulière lettre.

Enfin, le 10 avril, Ferdinand partit après avoir institué, sous la présidence de son oncle, l'infant don Antonio, une junte suprême à laquelle il remit la direction du gouvernement. Il n'emmena qu'une suite peu nombreuse, ses conseillers habituels, le chanoine Escoïquitz, les ducs de l'Infantado et de San-Carlos, son ministre des affaires étrangères, don Pedro Cevallos, les comtes d'Altamira et de Labrador, et quelques autres grands d'Espagne. Le général Savary s'étant offert pour accompagner Ferdinand, celui-ci s'y prêta de bonne grace, ne soupçonnant pas qu'il se plaçait sous la garde d'un surveillant chargé de le remettre entre les mains de l'empereur.

Il arriva le 12 au soir à Burgos. Il espérait y trouver une lettre de Napoléon qui lui annoncerait son entrée en Espagne. N'en trouvant pas, il témoigna une grande surprise et hésita s'il poursuivrait sa route; mais, sur l'observation du général Savary que l'empereur ne pouvait être loin, il poussa sur Vittoria. Là, pas plus qu'à Burgos, nul message impérial, mais un grand mouvement de troupes françaises; partout des colonnes en marche, et dans la population un trouble, une agitation extraordinaire. De tous côtés arrivaient les informations les plus sinistres : on sut qu'un colonel français avait dit publiquement que Ferdinand voyageait en prisonnier. Un jeune Espagnol, beau-frère de Duroc, et qui avait pris du service en France, don Martinez Hervas, avait accompagné Savary à Madrid; ses relations de famille et sa sagacité lui avaient fait deviner ce qui se tramait contre les princes d'Espagne. Avant que Ferdinand quittât Madrid, il avait essayé, mais inutilement, de dessiller les yeux des conseillers du prince. Arrivé à Vittoria, le patriotisme l'emporta tout-à-fait sur ses nouveaux devoirs; il alla trouver le duc de l'Infantado, lui confia tout ce qu'il savait et tout ce qu'il soupçonnait, et lui dit que, si le roi mettait le pied en France, il n'en sortirait plus.

La peur et l'irrésolution commencèrent à s'emparer sérieusement du prince et de sa petite cour. Le 13 au soir, Savary s'étant présenté, selon l'usage, pour connaître l'heure à laquelle on se mettrait en route le lendemain, Ferdinand refusa de le voir et lui fit répondre qu'il n'irait pas plus loin. Le général se trouva fort embarrassé : il avait mission de conduire Ferdinand à Bayonne; il avait réussi à l'amener jusqu'à Vittoria, il en avait informé l'empereur, et voilà que tout à coup le prince refuse d'avancer! Il comprit que, s'il ne serrait fortement le nœud du lacet, la victime allait lui échapper. En conséquence, il eut avec don Pedro Cevallos, avec le chanoine Escoïquitz et le duc de l'Infantado un long entretien dans lequel il mit en œuvre tout ce qu'il avait d'esprit, de ruse et d'éloquence, pour dissiper les alarmes qui s'étaient emparées d'eux tous. Cette fois encore, il parvint à calmer leurs inquiétudes. Cependant, jugeant que la dignité du prince ne lui

permettait pas de se rendre à Bayonne tant que l'empereur ne l'y aurait pas officiellement invité, ils décidèrent que le roi lui écrirait pour lui annoncer son arrivée à Vittoria et lui exprimer le désir qu'il avait de le voir. Savary se chargea de porter cette lettre à l'empereur. « Élevé au trône par l'abdication libre et spontanée de son auguste père, disait le jeune prince, il n'avait pu voir sans un véritable regret que le grand-duc de Berg, ainsi que l'ambassadeur de France, n'eussent pas cru devoir le féliciter comme souverain d'Espagne, tandis que les représentans des autres cours avec lesquelles il n'avait point de liaisons si intimes ni si chères s'étaient empressés de le faire. » Il rappelait toutes les preuves successives qu'il avait données de son désir de resserrer les liens d'amitié et d'alliance qui unissaient les deux pays. « Il avait accédé volontiers à l'invitation que lui avait faite le général Savary de venir au-devant de l'empereur; il s'était rendu dans sa ville de Vittoria, sans égard aux soins indispensables d'un nouveau règne, qui auraient exigé sa résidence au centre de ses états. » Enfin il suppliait l'empereur de faire cesser la situation pénible à laquelle il l'avait réduit par son silence.

Napoléon avait quitté les Tuileries le 2 avril et s'était dirigé sur Bayonne. C'est pendant ce voyage qu'il reçut par des courriers successifs toutes les lettres que les vieux souverains et leur fille, l'ex-reine d'Étrurie, avaient adressées au grand-duc de Berg. Cette correspondance lui révéla que Ferdinand et tout ce qui l'entourait détestait la France, et que, s'il le laissait régner, ce jeune prince deviendrait bientôt l'instrument aveugle de ces mêmes hommes qui l'avaient armé contre son père et contre notre influence. Napoléon soupçonnait tout cela, mais il lui restait encore bien des doutes; il n'en eut plus après la lecture des lettres de Maria-Luisa et de la reine d'Étrurie. Il eut enfin la mesure de toutes ces ames abaissées, de tous ces esprits violens et incultes. Sa conscience s'en trouvant plus libre, il s'affermit dans la résolution qu'il avait prise d'en finir avec les princes d'Espagne.

Il arriva dans la nuit du 14 au 15 avril à Bayonne, et y trouva Savary, qui l'attendait depuis vingt-quatre heures. Il prit immédiatement connaissance de la lettre de Ferdinand datée de Vittoria, s'entretint longuement avec son aide-de-camp, et puis le congédia. Le 16, de grand matin, il le fit appeler et lui dit, en lui remettant une lettre : « Allez trouver le prince Ferdinand et remettez-lui cette lettre de ma part. Laissez-lui faire ses réflexions. Il n'y a point de finesse à employer; cela l'intéresse plus que moi : qu'il fasse ce qu'il voudra. Sur sa réponse ou sur son silence, je prendrai un parti, ainsi que des mesures pour qu'il n'aille pas ailleurs que près de son père. » Il finit par ces mots : « Voyez où mènent les mauvais conseils! Voilà un prince qui ne régnera peut-être pas dans quelques jours, ou qui apportera à l'Espagne une guerre

avec la France. Parbleu! les peuples sont bien à plaindre lorsqu'ils tombent en de pareilles mains. Allez au plus vite (1)! »

Pendant que ces choses se passaient à Bayonne, à Vittoria toutes les ames étaient agitées par la peur et l'irrésolution. Plusieurs grands personnages étaient accourus des villes et des provinces voisines, moins encore pour faire hommage à leur jeune roi que pour l'avertir des dangers auxquels l'exposait son imprudente démarche. L'un d'eux surtout, l'ancien ministre Urquijo, le supplia dans les termes de la plus chaleureuse éloquence de ne point continuer ce fatal voyage. Il prophétisa tous les malheurs qui allaient bientôt accabler la maison royale; il dit que, depuis la proclamation du 5 octobre 1806, il avait toujours été convaincu que Napoléon méditait de renverser la dynastie régnante en Espagne, comme absolument contraire à l'élévation de la sienne. « Ce dessein avait été suspendu jusqu'à une occasion favorable. Les malheureux démêlés du père avec le fils venaient de la lui offrir. Quel était donc l'objet du voyage du prince? Comment le souverain d'une monarchie telle que celle de l'Espagne et des Indes avilissait-il sa dignité aussi publiquement? Comment le conduisait-on vers un royaume étranger sans invitation, sans préparatifs, sans toute l'étiquette ordinairement observée, enfin sans qu'il eût été reconnu roi d'Espagne? » Ces paroles impressionnèrent le prince et ses conseillers; mais ils ne savaient plus comment revenir sur leurs pas. Bien qu'il fût encore en Espagne, Ferdinand n'était plus libre. Le général Verdier occupait avec plusieurs milliers de soldats la ville et les environs de Vittoria. Le maréchal Bessières était à Burgos avec le gros de ses forces. Nos colonnes parcouraient en tous sens les routes du Guipuzcoa et de la Navarre. Le prince était cerné de toutes parts. Sous prétexte d'honorer son rang, nos troupes le gardaient à vue. Pour se dérober à leur surveillance, il aurait fallu fuir, la nuit, sous un déguisement, et s'exposer à tomber entre leurs mains. Au fond, il n'y avait pas d'autre parti à prendre. Les bons conseils à cet égard ne lui manquèrent pas, et chacun revendiqua l'honneur de se dévouer pour lui. M. d'Urquijo proposa un plan d'évasion : le prince s'échapperait par une nuit profonde de Vittoria, gagnerait les montagnes de l'Aragon, et là, au milieu d'une population fidèle et brave, il attendrait ce qu'aurait résolu l'empereur. De son côté, M. d'Urquijo se rendrait à Bayonne et poserait à Napoléon l'alternative de reconnaître immédiatement Ferdinand VII comme roi d'Espagne ou d'entrer en guerre. Un autre personnage, le duc de Mahon, gouverneur de la province de Guipuzcoa, offrit de conduire le prince par des chemins détournés jusqu'à Bilbao, et là, d'assurer sa fuite par mer. Tous ces avis furent accueillis avec reconnaissance comme des témoi-

(1) *Mémoires du duc de Rovigo*, volume III, pages 308 et 309.

gnages d'un noble dévouement; mais on n'en suivit aucun. Les dangers vagues encore qui attendaient Ferdinand à Bayonne l'effrayaient moins qu'une rupture immédiate avec l'empereur Napoléon. Il déclara qu'il attendrait, pour se décider, le retour du général Savary; mais, irrésolu et faible, il ne sut pas même se donner le mérite d'une entière confiance dans la magnanimité de l'empereur. En même temps qu'il allait se livrer entre ses mains, il se mettait en défense comme s'il redoutait un piége. Il faisait armer les paysans du Guipuzcoa et de la Biscaye; il en composait sa garde personnelle; il en remplissait les rues de Vittoria, les cours, le vestibule et jusqu'aux corridors de l'hôtel qu'il habitait. Enfin Savary arriva. A la vue de cette foule d'hommes armés et fanatisés qui encombraient la ville, il comprit que, depuis son départ, la situation s'était encore aggravée. Il se concerta avec le général Verdier, écrivit au maréchal Bessières d'envoyer en toute hâte à Vittoria un renfort de troupes, et puis il se rendit chez Ferdinand. Pour arriver jusqu'à la chambre qu'occupait ce prince, il lui fallut se faire jour à travers une multitude d'hommes de mauvaise mine, armés de fusils, de pistolets et de poignards; tous le considéraient d'un œil farouche, prêts à le massacrer et à mourir eux-mêmes plutôt que de laisser enlever leur jeune roi. La présence du général français causa à Ferdinand et à toute sa suite une anxiété extrême. Le prince prit la lettre de l'empereur et la lut avidement. En voici les passages les plus remarquables :

« Mon frère,

« J'ai reçu la lettre de votre altesse royale. Elle doit avoir acquis la preuve, dans les papiers qu'elle a eus du roi son père, de l'intérêt que je lui ai toujours porté. Elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec franchise et loyauté. En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quelques réformes nécessaires dans ses états et à donner quelque satisfaction à l'opinion publique. Le renvoi du prince de la Paix me paraissait nécessaire pour son bonheur et celui de ses sujets. Les affaires du Nord ont retardé mon voyage. Les événemens d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis point juge de ce qui s'est passé et de la conduite du prince de la Paix; mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre du sang et à se faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que votre altesse royale n'en fasse pas elle-même un jour l'expérience. Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé une princesse du sang royal et qui a si long-temps régi le royaume. Il n'a plus d'amis. Votre altesse royale n'en aura plus si jamais elle est malheureuse. Les peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous rendent. Comment d'ailleurs pourrait-on faire le procès au prince de la Paix sans le faire à la reine et au roi votre père? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses. Ce résultat sera funeste pour votre couronne. *Votre altesse royale n'y a de droits que ceux que lui a transmis sa mère.* Si le procès la déshonore, votre altesse royale déchire par là ses droits. Qu'elle ferme l'oreille à des

conseils faibles et perfides. Elle n'a pas le droit de juger le prince de la Paix. Ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône.....

« Quant à l'abdication de Charles IV, elle a eu lieu dans un moment où mes armées couvraient les Espagnes, et, aux yeux de l'Europe et de la postérité, je paraîtrais n'avoir envoyé tant de troupes que pour précipiter du trône mon allié et mon ami. Comme souverain, il m'est permis de vouloir en connaître les motifs avant de reconnaître cette abdication. Je le dis à votre altesse royale, aux Espagnols, au monde entier, si l'abdication du roi Charles est de pur mouvement, s'il n'y a pas été forcé par l'insurrection et l'émeute d'Aranjuez, je ne fais aucune difficulté de l'admettre, et je reconnais votre altesse royale comme roi d'Espagne. *Je désire donc causer avec elle sur cet objet.* La circonspection que je porte depuis un mois dans ces affaires doit être un garant de l'appui qu'elle trouvera en moi, si, à son tour, des factions, de quelque nature qu'elles soient, venaient à l'inquiéter sur son trône.

« Quand le roi Charles me fit part de l'événement du mois d'octobre dernier, j'en fus douloureusement affecté, et je pense avoir contribué, par les insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial. Votre altesse royale avait bien des torts; je n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite et que j'ai constamment voulu ignorer. Roi à son tour, elle saura combien les droits du trône sont sacrés. Toute démarche près d'un souverain étranger de la part d'un prince héréditaire est criminelle.

« Le mariage d'une princesse française avec votre altesse royale s'accorde, dans mon opinion, avec l'intérêt de mon peuple, et je le regarde plus spécialement comme une circonstance qui m'unirait par de nouveaux nœuds à une maison dont j'ai à me louer de toute manière pour la conduite qu'elle a tenue depuis l'époque de mon avénement au trône (1).

« ..... Votre altesse royale connaît ma pensée tout entière. Elle voit que je flotte entre diverses idées qui ont besoin d'être fixées. Elle peut être certaine que, dans tous les cas, je me comporterai avec elle comme avec le roi son père. Qu'elle croie à mon désir de tout concilier et de trouver des occasions de lui donner des preuves de mon affection et de ma parfaite estime.

« Sur ce, mon frère, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

« Bayonne, le 16 avril 1808. »

« Napoléon. »

Cette lettre offrait un singulier mélange de rudesse et de duplicité : elle renfermait des phrases d'une dureté si étrange, des insinuations tellement outrageantes, qu'on eût dit que l'empereur, dont le caractère fougueux répugnait à la fourberie cauteleuse, avait voulu mettre Ferdinand en garde contre les dangers qui le menaçaient. Il avait en quelque sorte obéi à deux impulsions contraires, à celle de sa conscience, qui semblait dire au jeune prince : Tremblez de mettre le pied sur la terre de France; fuyez, il en est temps encore; puis à celle d'une politique artificieuse, qui s'efforçait d'attirer la victime dans le piége fatal.

(1) Tout ce paragraphe relatif au mariage a été retranché dans la publication qui en a été faite dans le *Moniteur*.

Mais le chanoine Escoïquitz, toujours sous le charme, ne fut saisi que par le côté bienveillant et amical du message impérial, et fut d'avis que le prince devait, sans plus tarder, se rendre à Bayonne. Nonobstant ce conseil, Ferdinand hésitait : il s'étonnait et s'affligeait que l'empereur ne lui eût pas donné dans sa lettre le titre de majesté. Le général Savary s'appliqua une dernière fois à le rassurer : il lui dit que son souverain n'avait pu le qualifier autrement que d'altesse royale, parce qu'enfin il ne l'avait pas encore reconnu, qu'il y avait bien des points sur lesquels il était plus important de s'entendre que sur celui-là, mais qu'une fois ces points réglés, il n'hésiterait pas à le qualifier de majesté. Ces paroles décidèrent enfin le prince, qui donna les ordres de départ. A la vue des voitures qui vont emmener son roi, le peuple, dont le jugement droit et simple n'est point obscurci par les sophismes de l'esprit, est tout à coup saisi d'une anxiété inexprimable. Un grand tumulte s'élève, la foule se presse autour des voitures. Soudain un homme d'une figure farouche s'élance, et, d'un trait de serpe, coupe les traits des mules. Le peuple applaudit à cet acte audacieux par des cris frénétiques; mais Ferdinand était déterminé à partir : il fit ratteler les mules, se jeta dans sa voiture, non sans ressentir un grand trouble, et s'avança vers cette France où, au lieu d'un allié et d'un protecteur, il allait trouver un ennemi, l'exil et la prison.

Le prince arriva le 20 avril, à dix heures du matin, à Bayonne. L'empereur habitait le château de Marac, situé à une petite distance de la ville. On dit que, lorsqu'on vint lui apprendre que Ferdinand s'approchait, il ne put réprimer cette exclamation : « Comment! il vient; cela est impossible! » Il monta aussitôt à cheval et alla lui rendre visite. Les deux princes s'embrassèrent avec tous les témoignages de la plus sincère cordialité. Après une entrevue fort courte, l'empereur retourna au château de Marac et envoya prier Ferdinand, son frère don Carlos et leur suite, à dîner. A six heures, les voitures impériales allèrent chercher les princes. Au moment où elles rentrèrent dans la cour du château, Napoléon sortit de ses appartemens, vint recevoir lui-même Ferdinand à la descente de sa voiture, le prit par la main et le conduisit dans son salon. L'étiquette ne commandait rigoureusement ces démonstrations qu'à l'égard d'une tête couronnée. Elles comblèrent de joie Ferdinand, qui crut y voir l'indice que l'empereur allait le reconnaître; mais, pendant le dîner, Napoléon, tout en traitant le prince avec une courtoisie recherchée, affecta d'éviter les occasions de qualifier son titre. Ferdinand et son frère don Carlos n'en quittèrent pas moins le château de Marac, radieux et pleins d'espoir. Leur illusion fut de courte durée.

L'empereur avait retenu près de lui le chanoine Escoïquitz. Quand les princes furent partis, il l'emmena dans son cabinet, et eut avec lui

ce fameux entretien dont le récit, publié par le chanoine, est un des documens les plus précieux de l'histoire de ce siècle. Napoléon commença par déclarer qu'il lui était impossible de ne point s'intéresser au sort du roi Charles IV, qui avait réclamé sa protection, que l'abdication de ce prince avait été forcée, et qu'il ne reconnaîtrait Ferdinand comme roi que lorsque son père aurait renouvelé librement son abdication en faveur de son fils; puis, comme s'il était fatigué de feindre, il écarta tous les voiles, et dit que les intérêts de son empire exigeaient que la maison de Bourbon, ennemie implacable de la sienne, perdît le trône d'Espagne. « La nouvelle dynastie donnerait une bonne constitution, et, par son étroite alliance avec la France, garantirait l'Espagne contre tout ce que pourrait tenter la seule puissance qui pouvait lui nuire. Charles IV, persuadé que les infans ne pouvaient gouverner dans ces temps difficiles, était prêt à lui céder tous ses droits et ceux de sa famille; mais l'empereur estimait Ferdinand, qui était venu le voir à Bayonne avec confiance; il voulait traiter cette affaire avec lui, et le dédommager, autant que possible, ainsi que ses frères, de ce que sa politique l'obligeait à leur ôter en Espagne. Proposez donc de ma part à Ferdinand, ajouta-t-il, de renoncer à tous ses droits à la couronne d'Espagne, et de recevoir en échange l'Étrurie avec le titre de roi et une entière indépendance pour lui et ses héritiers mâles à perpétuité. Dites-lui que je lui ferai compter en pur don, pour son établissement, une année de revenu de ce dernier état. Lorsqu'un traité aura été signé à cet égard, je lui donnerai ma nièce en mariage pour l'assurer de toute mon amitié. Si le prince fait ce que je désire, l'Espagne conservera son intégrité territoriale, son indépendance, ses lois, sa religion et ses usages. Voilà tout mon système; je ne veux rien pour moi, pas même un village. Si tout ceci ne convient pas à votre prince, il est libre de s'en retourner après que nous aurons fixé le terme de sa rentrée et l'époque où nous commencerons les hostilités. »

Le chanoine Escoïquitz exprima sa surprise et sa douleur en entendant des propositions qui n'étaient pas même soupçonnées de son roi et de sa nation. Il s'étendit longuement sur la révolution d'Aranjuez, et s'attacha à bien convaincre l'empereur que l'abdication de Charles IV avait été volontaire. Napoléon combattit l'opinion du chanoine, et le débat sur ce point se prolongea quelque temps jusqu'à ce que l'empereur le tranchât en disant : « Laissons cela, et dites-moi, chanoine, si je peux oublier que les intérêts de ma maison et ceux de mon empire veulent que les Bourbons ne règnent plus en Espagne. Il est impossible que vous ne voyiez pas comme moi que, tant qu'il existera des Bourbons sur ce trône, je n'aurai avec l'Espagne aucune alliance sincère. Ils sauront feindre tant qu'ils seront seuls et dans l'impossibilité de me nuire; mais, lorsqu'ils me verront occupé dans une guerre du Nord, ce qui ne peut manquer d'avoir lieu, ils se réuniront à mes ennemis. Rap-

pelez-vous la perfidie de Charles IV lui-même, qui, au mépris de notre alliance, voulut me faire la guerre lorsqu'il me crut tout occupé de celle de Prusse, peu avant la bataille d'Iéna. Jamais, je le répète, je ne compterai sur l'Espagne, tant que les Bourbons y régneront. Les forces de cette nation, considérables en tout temps, peuvent augmenter encore sous un homme de mérite qui serait à la tête du gouvernement, et s'élever au point de nuire à mon repos; ne vous étonnez donc point, chanoine, si je vous répète : Mauvaise politique! »

Le chanoine s'efforça de démontrer que la proclamation du 5 octobre n'était point le fait de Charles IV, mais du prince de la Paix; puis il fit un tableau touchant de la confiance que Ferdinand avait toujours témoignée à l'empereur. « Lorsqu'il n'était que prince, dit-il, il vous instruisit, au péril de sa vie, du désir qu'il avait de s'unir avec une princesse de votre maison. Il a renouvelé par écrit sa demande à son avénement au trône. Il ne s'est point inquiété du refus fait par vos représentans de le reconnaître roi. Il est venu en personne solliciter votre alliance, et, sans crainte, sans soupçons, se mettre, avec la confiance d'un fils, à votre disposition. L'idée qu'il avait conçue de la justice et de la générosité d'un héros a éloigné toute défiance de son cœur. » L'abbé finit en s'étendant sur l'heureuse influence qu'exercerait un mariage qui attacherait à jamais le nouveau roi à la famille impériale. « Vous me faites des contes, chanoine, lui répliqua l'empereur; vous n'ignorez pas qu'une femme est un lien trop faible pour fixer la politique d'un souverain, et qu'on ne peut la comparer en rien aux sentimens qu'inspire une origine commune. Qui me répondra que l'épouse de Ferdinand aura sur lui de l'ascendant? Cela ne dépend-il pas du hasard, des circonstances? D'ailleurs, la mort peut rompre tous ces liens, et la haine, assoupie momentanément, se réveillerait alors avec plus de force. » L'empereur dit encore beaucoup d'autres choses que le chanoine n'a pu reproduire dans son récit; il s'étendit longuement sur le personnel des princes d'Espagne, notamment sur Ferdinand. Il dit qu'il ne s'était pas attendu à rencontrer dans le fils aîné du roi d'Espagne tant d'incurie et d'ignorance; il railla amèrement le chanoine du brillant élève qu'il avait formé, et le laissa muet et désespéré. Il mit fin à ce pénible entretien en disant à l'abbé qu'il réfléchirait de nouveau sur la question, et qu'il l'instruirait le lendemain du parti qu'il aurait pris.

Le 21 au matin, comme il l'avait dit, l'empereur fit appeler le chanoine et lui dit : « Je me suis décidé irrévocablement à changer la dynastie qui règne en Espagne. Vous pouvez en instruire le prince Ferdinand; dites-lui de se décider avant l'arrivée du roi Charles son père. Relativement à l'échange de ses droits contre la Toscane, s'il accepte, le traité sera fait avec la plus grande solennité : dans le cas contraire, son refus deviendra toujours inutile, car j'obtiendrai de son père la cession que je désire. La Toscane restera alors à la France, et son altesse royale

ne recevra aucune indemnité. » Cette déclaration arracha au chanoine une exclamation de douleur. « Sire, lui dit-il, la résolution de votre majesté m'affecte d'autant plus qu'outre le malheur de mon roi et de ma patrie, j'aurai à gémir sur la perte de la réputation de ceux qui étaient avec moi auprès du roi lorsqu'il s'est décidé à venir à Bayonne. On nous considérera comme les auteurs de cette fatale détermination : moi surtout, je serai particulièrement blâmé. — Rassurez-vous, chanoine, lui répondit l'empereur; ni vous ni les autres n'aurez raison de vous affliger : vous ne pouviez deviner mes intentions que personne ne connaissait. »

Le général Savary, le même qui, si peu de jours auparavant, faisait espérer à Ferdinand que son souverain le reconnaîtrait roi, vint lui signifier que l'empereur Napoléon avait irrévocablement résolu de renverser les Bourbons d'Espagne et de leur substituer un prince de sa propre famille, qu'en conséquence sa majesté impériale exigeait que le prince des Asturies, tant en son nom qu'en celui de toute sa famille, renonçât à la couronne d'Espagne et des Indes en faveur d'un frère de l'empereur. Comment Napoléon, qui avait à un si haut degré le sentiment des nobles et grandes choses, a-t-il pu soumettre à une pareille épreuve le dévouement d'un homme qui déjà ne l'avait que trop bien servi? On eût dit que le maître et le serviteur avaient voulu montrer jusqu'où ils pouvaient porter, l'un l'excès de ses exigences, l'autre l'excès de son abnégation.

Le 21 avril et les jours suivans, l'empereur fit appeler ensemble ou séparément don Pedro Cevallos, les ducs de l'Infantado et de San-Carlos, et leur exposa les mêmes idées qu'au chanoine Escoïquitz. Tous reproduisirent, sous d'autres formes, les mêmes argumens que l'abbé, et tentèrent vainement de le faire renoncer à ses résolutions.

M. de Champagny intervint aussi dans ces négociations, et il eut de fréquentes conférences avec tous les conseillers de Ferdinand, notamment avec MM. de Cevallos et de Labrador. M. de Cevallos, qui, en sa qualité de ministre des affaires étrangères, se trouvait plus compromis que tous les autres, tint à M. de Champagny un langage plein de hauteur et de véhémence. « Quelle confiance, dit-il, l'Europe pourra-t-elle mettre dans ses traités avec la France, quand elle verra avec quelle perfidie celui du 27 octobre a été violé? De quelle terreur ne sera-t-elle pas frappée en considérant les artifices, les trompeuses promesses, les séductions de tous genres, que l'empereur a mis en usage pour attirer le roi à Bayonne et le dépouiller de sa couronne! » Il avait à peine achevé ces mots, que l'empereur, qui avait tout entendu, ouvrit impétueusement la porte de son cabinet, et, apostrophant M. de Cevallos, le qualifia de traître, parce qu'ayant été ministre de Charles IV, il avait accepté les mêmes fonctions sous Ferdinand. C'est à la suite de cette conférence orageuse que M. de Champagny soumit, dans les formes

régulières et officielles, aux négociateurs espagnols les conditions que Napoléon avait communiquées lui-même au chanoine Escoïquitz. Plus elles étaient dures et outrageantes, moins Ferdinand et ses conseillers pouvaient croire qu'elles fussent définitives; ils s'étaient persuadé que l'empereur leur demandait beaucoup pour obtenir moins, et qu'en montrant de la fermeté, on s'exposait tout au plus à perdre les provinces situées sur la rive gauche de l'Èbre. Seul, l'abbé Escoïquitz émit l'opinion que la résolution de l'empereur était irrévocable, et pressa son souverain d'accepter l'échange proposé, le trône d'Étrurie valant mieux encore, dit-il, que l'exil ou la prison en France. Cette fois, le chanoine ne fut point écouté : un éclair de courage brilla dans l'ame de Ferdinand; il repoussa le honteux marché qui lui était offert, et déclara qu'il ne renoncerait à aucun des droits de sa maison. M. de Cevallos fit connaître, le 29 avril, cette détermination à M. de Champagny. En même temps, il lui annonça que le roi son maître ayant résolu de retourner en Espagne, afin de calmer les craintes de ses sujets, il désirait effectuer son départ de Bayonne; mais, sous prétexte qu'il attendait dans cette ville Charles IV et la reine, l'empereur refusa de laisser partir Ferdinand : ce prince mesura de suite la portée de ce refus et comprit qu'il n'était plus libre. En effet, tous ses pas étaient épiés et surveillés; la ville et les remparts étaient remplis de soldats ou d'agens de police apostés pour arrêter le prince, s'il voulait s'évader. La résistance qu'il avait opposée jusqu'ici aux volontés de l'empereur était une difficulté sur laquelle évidemment on n'avait pas compté. Napoléon ne savait plus comment sortir du défilé dans lequel il s'était engagé. Employer la violence, menacer le prince, le réduire par la terreur lui répugnait; le laisser libre de retourner en Espagne, c'était la guerre, et il n'avait depuis un an imaginé tant de combinaisons fallacieuses que pour l'éviter. Son embarras était extrême; heureusement pour lui, les vieux souverains lui vinrent en aide.

Conformément à ses ordres secrets, Murat avait déclaré, le 16 avril, à la junte suprême, que l'abdication de Charles IV ayant été forcée, ce prince avait protesté, qu'il avait écrit à l'empereur, qu'il lui avait demandé sa protection, et qu'en conséquence sa majesté impériale avait décidé qu'elle ne reconnaîtrait d'autre roi que Charles IV.

M. de Beauharnais venait d'être rappelé et remplacé dans son poste d'ambassadeur par M. de Laforest, le même qui avait dirigé avec un si remarquable talent l'épineuse opération du partage des indemnités germaniques, et rempli plus tard avec non moins de distinction le poste de ministre à Berlin. L'empereur, en plaçant un homme d'autant de sagesse et de lumière auprès du bouillant Murat, avait voulu donner à ce prince un guide et comme un mentor. La junte suprême attendit, pour obéir aux injonctions du grand-duc de Berg, que le nouvel ambassadeur se fût expliqué. M. de Laforest ne laissa pas long-temps les esprits

en suspens; il appuya sans réserve la déclaration du grand-duc. Cette manifestation ne laissa plus de doute à la junte que la cause de Ferdinand ne fût perdue sans ressource. Elle n'en exprima pas moins sa surprise qu'un acte aussi grave que la déclaration du 16 avril n'eût pas été fait par Charles IV en personne. Alors le vieux roi, conduit ou plutôt traîné par Murat, entra en scène à son tour. Il écrivit le 19 avril à son frère, l'infant don Antonio, pour lui répéter tout ce que le grand-duc avait déclaré la veille. Il lui annonça qu'il reprenait aujourd'hui même possession de la couronne, confirmait provisoirement les pouvoirs de la junte suprême, et lui ordonnait de faire connaître sa résolution à ses peuples. La junte n'était plus libre; son autorité était méconnue, avilie; elle n'eut point la folie de braver un pouvoir qui étreignait dans ses mains toute l'Espagne. Elle se borna à demander qu'il lui fût permis d'informer Ferdinand de ce qui se passait, que l'acte de protestation de Charles IV ainsi que la déclaration du 17 fussent tenus dans le plus grand secret, et que, pour le moment, ce prince s'abstînt d'exercer aucun acte de souveraineté. Murat et le vieux roi consentirent à tout. Il fut convenu entre eux et la junte que Charles IV et la reine se rendraient à Bayonne pour conférer avec leur fils, et régler, sous la médiation de l'empereur, tous leurs différends. Le 25 avril, les vieux souverains se mirent en route avec la fille du prince de la Paix et arrivèrent le 30 à Bayonne. Le prince de la Paix y était déjà depuis quelques jours. Ce personnage pouvant être un instrument utile entre les mains de l'empereur, Murat avait réclamé son élargissement. D'abord il ne put l'obtenir; la junte n'avait pas cessé d'alléguer l'insuffisance de ses pouvoirs. Le 20 avril, il réitéra la demande, menaçant, en cas de nouveaux refus, de forcer la prison du prince et de le délivrer lui-même. Ces menaces effrayèrent la junte; elle céda enfin : le prisonnier fut tiré du château de Villa-Viciosa, et remis, le 21, entre les mains du grand-duc de Berg, qui, sans perdre un seul jour, le fit partir sous escorte pour Bayonne.

Dès que Ferdinand et don Carlos surent que les vieux souverains venaient d'arriver, ils s'empressèrent d'aller leur offrir leurs respects. Charles IV se tourna vers son second fils et lui dit : « Bonjour, Carlos. » Il n'eut pas une parole pour Ferdinand. Le jeune prince voulut le suivre; alors le vieux roi, se retournant, l'arrêta d'un air courroucé et lui dit : « N'avez-vous pas assez outragé mes cheveux blancs? » Ferdinand, triste et confus, s'éloigna, et toute espérance s'éteignit dans son cœur.

De son côté, Napoléon avait quitté le château de Marac et était venu rendre visite à Charles IV et à la reine. Sa présence jeta le vieux roi dans un grand trouble. Charles s'approcha de lui, éleva ses bras et s'écria avec une extrême émotion : « Ah! mon ami! » Puis ils s'embrassèrent avec effusion. L'entretien dura plus d'une heure. Charles IV

raconta à l'empereur toutes les humiliations, tous les chagrins dont il avait été abreuvé depuis plusieurs mois, et lui dit avec l'accent de la douleur : « Votre majesté ne sait pas ce que c'est que d'avoir à se plaindre d'un fils; c'est le plus grand malheur que l'on puisse éprouver! » Au nombre des personnages qui étaient accourus pour offrir leurs hommages aux vieux souverains, il y en avait un qui attirait tous les regards, moins encore par sa bonne mine que par les vicissitudes de sa destinée : c'était le prince de la Paix. A la vue de ce favori si aimé, Charles IV et la reine ne purent retenir leurs sanglots et se jetèrent dans ses bras. C'eût été une scène touchante, si l'objet d'une si vive tendresse en eût été plus digne. Le 1er mai, les souverains allèrent dîner au château de Marac. Le prince de la Paix les accompagnait; mais, n'ayant point été invité, il n'avait pu prendre place à la table impériale. Charles IV se tourna d'un air tout contristé vers l'empereur et lui dit : « Et Manuel, sire, Godoy... » Napoléon ne put réprimer un sourire et donna l'ordre qu'on fît entrer le prince (1).

La fortune semble fournir à Godoy une occasion de racheter toutes ses fautes. Supérieur à la haine qu'il ressent pour Ferdinand, noblement inspiré par les malheurs de sa patrie, aura-t-il le courage de dire au vieux roi : « Sire, votre règne est fini, vous ne pouvez plus faire le bonheur et le salut de l'Espagne; mais vous avez des fils : leurs droits sont aussi sacrés que les vôtres. L'empereur ne veut vous rendre la couronne que pour vous forcer à la lui abandonner; cette couronne, vous n'avez pas le droit de la céder; vous n'en êtes point le maître, vous n'en êtes que le dépositaire. Ne flétrissez point vos cheveux blancs en vous faisant l'instrument de la ruine de votre maison; laissez à l'empereur tout l'odieux d'une spoliation qui attirera sur sa tête la réprobation du monde. » Ce mâle et noble langage, Godoy ne le tiendra pas. Il arrive poursuivi par les malédictions de l'Espagne entière, le cœur plein de ressentiment et de fiel, et rendant à tous ses ennemis, princes, courtisans et peuple, haine pour haine et vengeance pour vengeance. Il vit, il est libre; c'est l'empereur qui l'a tiré des mains de ses geôliers; sa haine contre Ferdinand se cache sous le masque de la reconnaissance qui l'enchaîne à son bienfaiteur. Chaque jour il s'entretient avec ce souverain, il se livre à lui sans réserve : tout ce que lui demande le maître de la France, il s'engage à le faire. Que lui importent l'indépendance de l'Espagne et l'honneur de ses maîtres? Ce qui est doux à son cœur, c'est que Ferdinand partage le sort de son

(1) Le roi souffrait de ses rhumatismes. Pendant le dîner, il parla beaucoup de sa passion pour la chasse, à laquelle il les attribuait. « Tous les jours, dit-il, quelque temps qu'il fît, hiver et été, je partais après avoir entendu la messe et déjeuné; je chassais jusqu'à une heure; je dînais, et j'y retournais immédiatement jusqu'à la chute du jour. Le soir, Manuel avait soin de me dire si les affaires allaient bien ou mal, et j'allais me coucher pour recommencer le lendemain. »

père et le sien, qu'il ne puisse plus régner, qu'il reste toute sa vie condamné aux tourmens de l'ambition déçue. Périsse, s'il le faut, la maison de Bourbon! le malheur de Ferdinand sera complet; Godoy sera vengé! Du reste, la colère des vieux souverains n'a pas besoin d'être surexcitée contre leur fils; eux aussi ils arrivent ulcérés, et la vengeance leur est presque aussi douce qu'au favori. Celui-ci leur fait connaître les volontés de l'empereur; ils n'ignorent plus rien : c'est leur couronne, c'est l'existence de leur dynastie qu'on leur demande, et un cri de révolte ne sort point de leur ame! et le descendant de Louis XIV, le fils de Charles III livre son trône, ses peuples, l'honneur de sa maison, la liberté même de ses enfans, à l'homme qui a immolé le dernier des Condé! Honte à jamais sur tant de lâcheté et d'ignominie!

Le jour même de son arrivée à Bayonne, le 30 avril, Charles IV fit venir son fils Ferdinand, et, en présence de la reine, de l'empereur et du prince de la Paix, il lui commanda avec l'accent de la colère de lui rendre sa couronne. Le jeune prince voulut répondre; alors le vieux roi s'élança furieux de son siége, accusa son fils d'avoir voulu lui arracher la vie avec la couronne, et le menaça, s'il résistait à ses injonctions, de le faire traiter, lui et ses conseillers, comme des émigrés rebelles. La reine prit aussi la parole et s'abandonna aux plus violentes invectives contre Ferdinand. Revenu au château de Marac, l'empereur, encore tout ému de la terrible scène à laquelle il venait d'assister, réunit les personnes présentes et leur en raconta en frissonnant tous les détails. Il leur peignit le vieux roi accusant son fils, se plaignant de ses conspirations, de la perte de la monarchie et des outrages faits à ses cheveux blancs. « C'était, dit-il, le roi Priam. » Parlant de la reine, il s'écria : « Quelle femme! quelle mère! Elle m'a fait horreur! elle m'a intéressé au sort de Ferdinand. »

Le jeune prince s'était retiré consterné, mais non encore abattu. Le 1er mai, il écrivit à son père qu'il était prêt à lui rendre sa couronne; mais il y mit pour condition qu'il accompagnerait Charles IV à Madrid, et qu'en présence des cortès assemblées il formulerait sa renonciation en exposant les motifs qui l'y avaient déterminé; que son père n'emmènerait point avec lui les personnes qui s'étaient justement attiré la haine de la nation espagnole; qu'enfin, s'il ne voulait plus ni régner ni rentrer en Espagne, lui, Ferdinand, gouvernerait au nom du roi son père et comme son lieutenant-général. Le vieux roi répondit le lendemain à son fils. Cette lettre est digne de l'attention de l'histoire; c'est la main de Charles IV qui l'a écrite et signée, mais c'est évidemment l'empereur qui l'a dictée. Pensées et style, tout révèle son véritable auteur. Après avoir rappelé les principaux événemens qui se sont passés en Espagne depuis la paix de Bâle, le complot de l'Escurial, la clémence dont il avait fait preuve en pardonnant à son fils, Charles IV arrive à la révolution d'Aranjuez, et il dit :

« Quelle a été votre conduite? Vous avez mis en rumeur tout mon palais; vous avez soulevé mes gardes contre moi; votre père lui-même a été votre prisonnier: mon premier ministre, que j'avais élevé et adopté dans ma famille, fut traîné sanglant de cachot en cachot; vous avez flétri mes cheveux blancs; vous les avez dépouillés d'une couronne portée avec gloire par mes ancêtres et que j'avais conservée sans tache... J'ai eu recours à l'empereur non plus comme un roi à la tête de ses troupes et environné de l'éclat du trône, mais comme un roi malheureux et abandonné. J'ai trouvé protection et refuge au milieu de ses camps; je lui dois la vie, celle de la reine et de mon premier ministre. Il connaît tous les outrages que j'ai reçus et les violences qu'on m'a faites. Il m'a déclaré qu'il ne vous reconnaîtrait jamais pour roi, et que l'ennemi de son père ne pouvait inspirer aucune confiance aux étrangers. D'ailleurs, il m'a montré des lettres de vous qui attestent votre haine pour la France. En m'arrachant la couronne, c'est la vôtre que vous avez brisée. Votre conduite envers moi, vos lettres interceptées, ont mis une barrière d'airain entre vous et le trône d'Espagne. Il n'est ni de votre intérêt ni de celui des Espagnols que vous y prétendiez. Gardez-vous d'allumer un feu dont votre ruine totale et le malheur de l'Espagne seraient la suite inévitable. Je suis roi du droit de mes pères; mon abdication a été le résultat de la force et de la violence; je n'ai donc rien à recevoir de vous. Je ne puis adhérer à aucune réunion des députés de la nation. C'est encore là une faute des hommes sans expérience qui vous entourent. J'ai régné pour le bonheur de mes sujets; je ne veux point leur léguer la guerre civile, les émeutes, les assemblées populaires et les révolutions. Tout doit être fait pour le peuple et rien par le peuple. Oublier cette maxime, c'est se rendre coupable de tous les crimes qui dérivent de cet oubli... Lorsque je serai assuré que la religion de l'Espagne, l'intégrité de nos provinces, leur indépendance et leurs privilèges seront maintenus, je descendrai dans le tombeau en vous pardonnant l'amertume de mes dernières années. »

Le jeune prince répondit à son père le 4 mai. Sa lettre était digne et habile. Il se disculpait de toute participation personnelle à l'émeute d'Aranjuez et s'attachait à démontrer que l'acte d'abdication de Charles IV avait été volontaire. Il déclarait qu'une renonciation comme celle qu'on lui demandait ne pouvait avoir lieu sans le consentement formel de tous les individus qui avaient ou pouvaient avoir un droit à la couronne, et encore moins sans l'adhésion formelle de la nation espagnole, représentée par les cortès réunies dans un lieu de sûreté. Il finissait par renouveler son refus d'abdiquer, à moins que son père ne consentît à ce qu'il lui avait demandé dans sa lettre du 1er mai.

Le prince ne pouvait conserver la moindre illusion sur le sort qui l'attendait : ce n'était plus sa couronne qui était en question, c'était la liberté de sa personne et celle de tous les membres de sa famille. Alors il embrassa une résolution extrême : il informa secrètement son oncle, l'infant don Antonio, de sa position, et lui expédia un décret royal ainsi conçu : « La junte exécutera tout ce qu'elle jugera nécessaire pour le service du roi et du royaume, et, pour cet effet, elle a tous les pouvoirs

dont sa majesté elle-même serait investie. » Ce décret parvint en duplicata à la junte suprême : le primata fut intercepté (1).

Le 4 mai, deux députés, choisis par la junte suprême, arrivèrent déguisés à Bayonne. Ils échappèrent à la vigilance de la police impériale, se mirent en secrète communication avec Ferdinand et lui soumirent les demandes suivantes : Consentait-il à ce que la junte se substituât, en cas de besoin, une ou plusieurs personnes prises dans son sein ou en dehors, afin qu'elles se transportassent dans un lieu où elles pourraient agir avec liberté? Voulait-il qu'on commençât les hostilités contre l'armée française, et, dans ce cas, quand et comment? Fallait-il, dès ce moment, s'opposer à l'entrée de nouvelles troupes françaises en Espagne? Jugeait-il que l'on devait procéder immédiatement à la convocation des cortès? Enfin, de quels objets devraient-elles s'occuper?

Le prince répondit le lendemain, 5 mai, aux députés de la junte, qu'il n'était pas libre. « Il ne pouvait conséquemment prendre aucune mesure pour la conservation du souverain et de la monarchie; mais il donnait à la junte des pouvoirs illimités; il l'autorisait, par un décret formel, à se transporter partout où elle le jugerait convenable, et à exercer, au nom du roi, toutes les fonctions de la souveraineté. Les hostilités devraient commencer du moment où le roi serait conduit dans l'intérieur de la France, ce à quoi, disait-il, il ne consentirait jamais, à moins qu'il n'y fût absolument forcé. » Un second décret, rendu le même jour que le précédent, portait que « les cortès s'assembleraient dans le lieu le plus convenable, qu'elles s'occuperaient d'abord de lever

(1) Les anxiétés du jeune prince se peignent tout entières dans la lettre suivante, qu'il avait écrite le 28 avril à son oncle don Antonio, qui fut aussi interceptée, et à laquelle Charles IV, dans sa lettre du 2 mai à son fils, avait fait allusion :

« Cher ami,

« J'ai reçu ta lettre du 22, et j'ai lu les copies des deux autres qu'elle renferme, celles de Murat et sa réponse. J'en suis satisfait. Je n'ai jamais douté de ta prudence et de ton amitié pour moi : je ne sais comment t'en remercier.

« L'impératrice est arrivée ici hier au soir à sept heures. Il n'y eut que quelques petits enfans qui crièrent *vive l'impératrice;* encore ces cris étaient-ils bien froids. Elle passa sans s'arrêter et fut de suite à Marac. J'irai lui rendre visite aujourd'hui.

« Cevallos a eu hier un entretien fort vif avec l'empereur qui l'a appelé traître, parce qu'ayant été ministre de mon père, il s'est attaché à moi, et que c'était là la cause du mépris qu'il avait pour lui. Je ne sais comment Cevallos a pu se contenir, car il s'irrite facilement, surtout en entendant de tels reproches. Je n'avais pas connu jusque-là Cevallos; je vois que c'est un homme de bien qui règle ses sentimens sur les véritables intérêts de son pays, et qu'il est d'un caractère ferme et vigoureux, tel qu'il en faut dans de semblables circonstances.

« Je t'avertis que Marie-Louise (l'ex-reine d'Étrurie) a écrit à l'empereur qu'elle fut témoin de l'abdication de mon père, et qu'elle assure que cette abdication ne fut pas volontaire. Gouverne bien et prends des précautions, de peur que ces maudits Français n en agissent mal avec toi. Reçois les assurances de mon tendre attachement. »

des troupes et de l'argent pour organiser la défense du royaume, et qu'enfin leur session serait permanente. »

Dans le moment même où Charles IV découronnait son fils et frappait dans sa personne sa maison tout entière, le 2 mai, le peuple espagnol, en qui vivait encore la vieille énergie castillane, donnait à Madrid le premier signal de sa longue et sanglante lutte avec le dominateur de l'Europe. L'attitude du grand-duc de Berg et de l'ambassadeur de France, après que Ferdinand eut quitté sa capitale, et, plus que tout le reste, l'élargissement du prince de la Paix, avaient porté les esprits à un degré inoui d'exaspération. Aussi aveugle dans son aversion pour Godoy que l'était le vieux roi dans l'attachement que lui inspirait cet homme, la nation poursuivait dans le favori tombé un ministre corrompu et prévaricateur, qui, pour satisfaire à ses débauches et à sa cupidité, avait dilapidé les finances de l'état, vendu l'Espagne à la France après l'avoir vendue aux Anglais, et conduit son pays à la honte et à la ruine. Une partie de la haine qu'inspirait le protégé se tourna naturellement contre le protecteur. L'Espagnol a un sentiment naturel des grandes choses : il est fier, ardent et plein de courage; mais, comme son esprit est inculte, il ne sait point gouverner ses nobles qualités. Sa fierté dégénère presque toujours en présomption et son ardeur en véhémence. Si un service le touche profondément, il oublie moins encore un affront reçu, et son orgueil outragé le rend implacable dans sa vengeance. L'homme qui, depuis douze ans, remplissait le monde de sa gloire, avait séduit l'imagination de ce peuple amoureux du grandiose. Avant les événemens d'Aranjuez, tous les Espagnols admiraient l'empereur. Ce n'était point de l'estime froide et raisonnée qu'ils ressentaient pour ce grand prince, c'était de l'enthousiasme. A la vue de leur jeune roi quittant sa capitale, allant, sans troupes et sans gardes, à sa rencontre, ils ne purent se défendre d'une vague inquiétude. La confiance que leur inspirait la magnanimité de Napoléon les rassura. Ils partageaient les illusions de leur prince : ils croyaient, comme lui, qu'il trouverait l'empereur à Burgos ou à Vittoria; mais, quand ils virent le grand-duc de Berg prendre sous sa protection tous les objets de leurs mépris, Charles IV, la reine et Godoy, lorsqu'à ces causes de désenchantement vint se joindre le fardeau de l'occupation étrangère, quand enfin ils apprirent qu'au mépris de sa dignité royale, Ferdinand avait été amené jusqu'à Bayonne, et que là l'empereur, abusant de la confiance que lui avait montrée le jeune prince, avait osé attenter à ses droits souverains et à la liberté de sa personne, la réaction fut soudaine et terrible. En un moment, la haine contre la France envahit tous les cœurs. D'autant plus ulcérée qu'elle s'est plus abusée, la nation espagnole prend en exécration ce même homme qu'elle admirait si franchement peu de jours auparavant. Partout se manifeste cette agitation

violente, convulsive, qui est le signe précurseur des révolutions. A Madrid, à Burgos, à Tolède, toutes les têtes sont en feu : partout le peuple délaisse ses travaux pour ne s'occuper que des dangers qui menacent son roi : il est soulevé dans ses profondeurs comme la mer battue par la tempête. Bientôt des nouvelles étranges circulent, et la foule ignorante les accueille avidement. On dit qu'à Bayonne Ferdinand a tenu un langage sublime, qu'il a déclaré à l'empereur qu'il aimerait mieux mourir que de se déshonorer en renonçant à ses droits souverains. On ajoute que la Biscaye, la Navarre, la Catalogne et l'Aragon se sont levés en masse, et que les troupes françaises qui occupaient ces provinces ont toutes mis bas les armes. Au récit de ces bruits mensongers, les esprits, déjà enflammés, ne peuvent plus se contenir. A Madrid, des pamphlets à la main, brûlans d'énergie et de patriotisme, sont colportés de maisons en maisons et appellent tous les Espagnols aux armes. Murat a beau prendre une attitude menaçante, doubler les postes, faire promener ses canons à travers la ville; la haine, dans le peuple, est plus forte que la peur : il brave, il insulte notre drapeau, et des assassinats partiels préludent au soulèvement organisé des masses. Déjà, en plusieurs villes, notamment à Burgos et à Tolède, des collisions ont éclaté entre les habitans et nos soldats. Des deux côtés, le sang a coulé, et chaque jour voit tomber dans nos rangs de nouvelles victimes. Tout annonce une commotion violente et prochaine; Murat y est préparé.

Le 1er mai, ce prince annonça à la junte suprême que le roi Charles IV appelait à Bayonne sa fille, l'ex-reine d'Étrurie, son plus jeune fils, don Francisco de Paula, et son frère, l'infant don Antonio. La junte répondit que, l'infant de Paula n'étant âgé que de treize ans, elle ne pouvait l'envoyer à Bayonne sans un ordre formel signé de la main du roi Ferdinand. Murat insista, déclarant qu'il prenait tout sous sa responsabilité. La junte, agitée par ses scrupules et intimidée cependant, n'osait se prononcer, elle passa à délibérer toute la nuit du 1er au 2 mai; enfin elle céda à la force et consentit au départ. Le 2 au matin, les voitures qui devaient emmener les infans stationnaient devant le palais; la foule, bruyante et passionnée, les entourait. La reine d'Étrurie parut la première; elle descendit précipitamment les degrés du palais, se jeta dans une des voitures avec ses deux enfans et partit. Cette princesse avait quitté Madrid fort jeune pour aller régner en Toscane; elle était presque une étrangère pour les Espagnols. Quand le malheur qui poursuivait sa maison l'eut ramenée dans sa patrie, elle embrassa avec ardeur la cause des souverains déchus. Le peuple ne le lui avait point pardonné, et il la vit partir avec une sorte de joie. C'est sur une tête plus jeune qu'il avait reporté toutes ses sollicitudes. Le bruit se répand qu'on veut enlever l'infant don Francisco de Paula et le conduire à Bayonne; on dit qu'il pleure et ne veut point partir. Les voitures sont prêtes, les

mules attelées; une émotion inexprimable s'empare de la multitude; les femmes et les hommes poussent des cris furieux. Dans ce moment passe un aide-de-camp du grand-duc de Berg, M. Auguste de La Grange. Une voix sortie de la foule s'écrie : Le voilà! il vient enlever l'infant. Aussitôt l'officier français est pressé et enveloppé; mille bras se lèvent pour le frapper. Il allait être massacré, si un officier des gardes wallones qui se trouvait là ne l'eût protégé au péril de sa vie.

Lorsque Murat apprit ce qui se passait, il fit avancer un bataillon et deux pièces d'artillerie qui dispersèrent à coups de fusil et de mitraille les groupes ameutés. Il crut la révolte étouffée; mais bientôt l'incendie se rallume, grandit et embrase la ville entière. En un moment, toute la population virile se précipite hors de ses maisons, s'organise avec ensemble et discipline, et se rue sur nos soldats. Une lutte affreuse commence. Malheur aux Français isolés dans les rues! ils sont impitoyablement égorgés. Des moines, le crucifix à la main, conduisent en l'exaltant la populace furieuse; de toutes les fenêtres des maisons tombent sur nos soldats une grêle de balles et de projectiles. Murat n'avait d'abord engagé qu'un très petit nombre de ses soldats; les voyant compromis, il les fit replier sur le gros de ses troupes en dehors de la ville. Puis, quand il les eut toutes rassemblées, il les lança contre les insurgés. Elles débouchèrent en colonnes profondes dans les rues d'Alcala et de San-Géronimo, balayèrent tout ce qui était devant elles, se portèrent sur le parc d'artillerie où l'insurrection avait concentré tous ses moyens de résistance, la forcèrent dans ce dernier retranchement, et restèrent maîtresses de la ville. L'insurrection était vaincue, mais non comprimée; Français et Espagnols continuaient de s'entr'égorger avec une furie sans exemple. Alors MM. O'farill et Azanza, ministres, l'un de la guerre, l'autre des finances, et tous les deux membres de la junte suprême, se rendirent auprès du grand-duc et obtinrent de lui qu'il fît cesser le feu, lui promettant d'employer de leur côté tous leurs efforts pour apaiser le peuple. Ils parcoururent les rues de la ville un mouchoir blanc à la main; peu à peu les feux se ralentirent, puis s'éteignirent tout-à-fait. Les groupes d'insurgés se dissipèrent, et la ville, qui tout à l'heure était un champ de carnage, rentra dans le calme, calme plein de tristesse, d'amertume et de larmes, car, des deux côtés, des flots de sang avaient coulé, et l'on se prêtait les plus sinistres projets. Les Espagnols n'en étaient plus à croire que l'empereur voulait seulement abattre la dynastie régnante; les imaginations épouvantées allaient bien au-delà : on se disait avec effroi que le chef de la France avait résolu de conquérir l'Espagne, de l'incorporer à son empire, et, si elle osait résister, de la réduire par le fer et le feu. De son côté, Murat croyait saisir, dans la spontanéité et l'ensemble avec lesquels le peuple et les bourgeois de Madrid s'étaient soulevés et armés, les indices d'un vaste complot tramé de longue main. Ses soupçons s'étendaient jusqu'à la

junte suprême elle-même. L'émeute était apaisée et les groupes dispersés quand le bruit de la fusillade retentit de nouveau : on court, on s'informe, et l'on apprend que cinquante malheureux insurgés qui avaient été pris les armes à la main et condamnés à mort par un conseil de guerre venaient d'être fusillés au Prado. La populace de Madrid avait commis sur nos soldats, dans la journée du 2 mai, des cruautés affreuses; on avait vu des bandes de forcenés faire irruption dans les hôpitaux, se jeter sur nos soldats malades et les égorger dans leurs lits; mais ce n'était point au chef de l'armée française à venger de telles horreurs; son devoir était de calmer les esprits et non de les exaspérer par des représailles cruelles. Il voulut contenir les Espagnols par la terreur : il ne fit qu'envenimer leur haine et nationaliser l'insurrection. La capitale était remplie d'habitans des provinces qu'avait attirés l'avénement de Ferdinand VII; ils retournèrent dans leurs familles, où ils firent un récit passionné des scènes dont ils avaient été témoins et propagèrent partout la haine du nom français. C'en est fait! le prestige qui entourait notre drapeau est détruit. Les Espagnols avaient été bien près de considérer nos soldats comme des demi-dieux; maintenant qu'ils se sont mesurés avec eux, ils voient que ce ne sont que des hommes; ils ne les craignent plus. La guerre est commencée, guerre affreuse et sans gloire, qui, après avoir porté une atteinte profonde à la puissance morale de Napoléon, est devenue une des principales causes de ses malheurs et de sa ruine.

Pour le moment, Murat triomphait. Le 3 mai de grand matin, l'infant don Francisco de Paula partit pour Bayonne escorté par un piquet de cavalerie française. Le lendemain, ce fut le tour de l'infant don Antonio. Ce prince fit ses adieux en ces termes à la junte suprême : « Je suis parti pour Bayonne par ordre du roi, et j'engage la junte à continuer le même système tout comme si j'étais au milieu d'elle. Que Dieu nous la donne bonne! Adieu, messieurs, jusqu'à la vallée de Josaphat. »

L'empereur eut le premier connaissance des tristes événemens du 2 mai; ils l'affectèrent douloureusement. Il se rendit tout de suite chez les vieux souverains, et, leur présentant le rapport de Murat, il leur dit : « Voyez ce que je reçois de Madrid; je ne puis me l'expliquer. » Charles IV lut avec beaucoup d'émotion la lettre du grand-duc; puis, se tournant vers le prince de la Paix, il lui ordonna de faire venir immédiatement Ferdinand et don Carlos. « Ou je me trompe fort, dit-il à l'empereur, ou les infans en savent quelque chose. J'en suis au désespoir. Du reste, je ne m'en étonne pas. » Mais comment peindre le trouble de la reine, sa figure enflammée par la colère, la véhémence de ses paroles? Elle dénonce à l'empereur son fils Ferdinand comme un traître; elle l'accuse d'avoir voulu la faire assassiner ainsi que le roi Charles IV; elle attribue à ses infâmes machinations les massacres du 2 mai. Les deux jeunes princes arrivent au milieu de ces imprécations.

Ici s'ouvre une scène sur laquelle, pour l'honneur de la royauté moderne, nous voudrions pouvoir jeter un voile. Charles IV, la voix tremblante de colère, interpelle son fils aîné et lui demande s'il a des nouvelles de Madrid. Ferdinand garde le silence. « Eh bien! moi, je vais t'en donner, » reprend le père. Et il lui apprend l'émeute du 2 mai et les massacres qui ont ensanglanté les rues de la capitale. Puis il ajoute : « Crois-tu me persuader que toi ou les misérables qui te dirigent n'avez eu aucune part à ce saccage? Était-ce pour faire égorger mes sujets que tu t'es empressé de me faire descendre du trône? Dis-moi, crois-tu régner long-temps avec de tels moyens? Qui est celui qui t'a conseillé cette monstruosité? N'as-tu de gloire à acquérir que celle d'un assassin? » Ferdinand, interdit, n'avait pas la force de prononcer un mot. « Mais parle donc, malheureux! » lui disait son père. La reine s'emporta aussi contre son fils. Elle ne se contenta pas de lui adresser les reproches les plus outrageans; elle quitta son siége, et, s'approchant du prince, leva la main comme si elle voulait le frapper. Le vieux roi, interpellant de nouveau son fils, le somma de signer à l'instant même une abdication pure et simple, le menaçant, s'il s'y refusait, de le traiter comme un conspirateur. L'empereur était resté le témoin muet de cet horrible débat; mais, prenant la parole à son tour, il se tourna vers Ferdinand, et lui dit : « Prince, jusqu'à ce moment je ne m'étais arrêté à aucun parti sur les événemens qui vous ont amené ici; le sang répandu à Madrid fixe mes irrésolutions. Ce massacre ne peut être que l'œuvre d'une faction que vous ne pouvez pas désavouer, et je ne reconnaîtrai jamais pour roi d'Espagne celui qui, le premier, a rompu l'alliance en ordonnant le meurtre de mes soldats dans le moment où lui-même venait me demander de sanctionner l'action impie par laquelle il voulait monter sur le trône. Je n'ai d'engagement qu'avec le roi votre père, et je vais le reconduire à Madrid, s'il le désire. — Moi, je ne le veux pas! répliqua vivement Charles IV (1). Eh! qu'irai-je faire dans un pays où il a armé toutes les passions contre moi? Je ne trouverais partout que des sujets soulevés. Irais-je déshonorer ma vieillesse en faisant la guerre à mes sujets et les conduire à l'échafaud? Non, je ne le veux pas; il s'en chargera mieux que moi. » Se tournant encore vers son fils : « Tu crois donc, lui dit-il, qu'il n'en coûte rien de régner? Vois les maux que tu prépares à l'Espagne! Tu as suivi de mauvais conseils; je ne veux pas m'en mêler. Va-t'en! »

Ferdinand était atterré; il sortit dans l'attitude morne et silencieuse

(1) Don Pedro Cevallos raconte cette scène d'une manière entièrement différente. Il présente Ferdinand troublé, mais résistant encore aux menaces de son père et de sa mère; puis il ajoute que l'empereur acheva d'abattre l'énergie du jeune roi en lui disant : « Prince, il faut opter entre *l'abdication ou la mort*. » L'accusation serait bien grave, si elle ne partait d'une plume ennemie. M. de Cevallos est un témoin trop intéressé à altérer la vérité pour n'être pas récusé.

d'un criminel qui vient d'entendre la sentence de ses juges. Son courage était épuisé. A partir de ce moment, il n'essaya plus de lutter. Le 6 mai, il envoya à son père son abdication pure et simple; mais Charles IV n'avait point attendu que son fils lui eût rendu sa couronne pour la céder lui-même à l'empereur. La veille, 6 mai, il avait signé cet acte d'abandon, et n'y avait mis que deux conditions : la première, que la monarchie espagnole conserverait son intégrité territoriale; la seconde, que la religion catholique continuerait d'être la religion exclusive du royaume. Le traité fut signé au nom de l'empereur par le grand-maréchal Duroc, et au nom de Charles IV par le prince de la Paix. Napoléon donna pour résidence aux vieux souverains le château de Compiègne, et, en toute propriété, le château de Chambord et ses dépendances avec un revenu annuel de 8 millions de francs. Un revenu de 100,000 francs fut assuré à chacun des infans.

Ferdinand confirma solennellement, par un acte qui fut signé le 10 mai, la renonciation de son père. L'empereur s'engagea à lui payer un revenu de 1 million de francs, et lui garantit la possession, pour lui et ses héritiers, des palais et domaines de Navarre. Le chanoine Escoïquitz eut la douleur d'attacher son nom à ce traité, qui consacrait la ruine de son maître. La postérité ne séparera point les noms de Godoy et d'Escoïquitz dans cette triste et honteuse histoire des discordes et des malheurs de la maison d'Espagne.

Les infans don Antonio et don Carlos adhérèrent, le 12 mai, aux renonciations de Charles IV et de Ferdinand.

L'acte de spoliation est consommé : Napoléon tient maintenant dans ses mains la couronne des Espagnes. Sur quel front va-t-il la placer? Son choix est fait. Louis l'ayant refusée, c'est, comme nous l'avons dit, à son frère le roi de Naples qu'il a résolu de l'offrir. Il en avait informé le grand-duc de Berg; mais ce prince, qui ambitionnait la couronne pour lui-même, et qui espérait que Joseph la refuserait à l'exemple de Louis, continuait de travailler à Madrid pour son propre compte. Il s'était appliqué avec plus d'activité que d'art à se créer des partisans dans les grands corps de l'état; il avait fait sonder les membres les plus influens du conseil de Castille et même ceux de la junte suprême. M. de Laforest, au lieu de combattre des tendances et des désirs contraires aux desseins de l'empereur, eut la faiblesse de les encourager. Voici ce qu'il écrivait le 11 mai à M. de Champagny : « Bien que son altesse impériale le grand-duc de Berg ait fait répandre de proche en proche que sa majesté le roi de Naples était destiné à régner en Espagne, j'aperçois, depuis trois jours surtout, une sorte de froideur dans le public à se prononcer pour Joseph Napoléon plutôt que pour Joachim. » L'empereur fut surpris et blessé que le grand-duc de Berg osât convoiter un trône destiné au frère de son souverain, et que son ambassadeur eût accepté un rôle subalterne dans cette misérable in-

trigue. Il fit adresser à ce dernier de sévères reproches. Le même jour où M. de Laforest adressait à M. de Champagny la lettre que nous venons de citer, le 11 mai, ce ministre lui écrivait :

« Lorsque sa majesté vous a placé près de son altesse impériale, son intention a été de mettre auprès du prince un homme qui eût ce qu'il ne peut avoir, l'expérience des affaires et la connaissance des hommes, qui pût prêter aux qualités brillantes de son altesse impériale l'appui des lumières acquises dans une longue carrière civile, et de ce sang-froid avec lequel l'homme versé dans les affaires juge les choses. L'empereur trouve que vous n'avez pas rempli ses intentions. Il vous accuse d'une secrète faiblesse que la séduction du prince rend du reste fort excusable, d'avoir été conduit là où vous deviez conduire, et de vous être laissé aller à une complaisance qu'il appelle de la flagornerie.......... Son opinion est qu'il n'y a pas une voix pour le grand-duc, qu'il ne peut pas y en avoir, que la nation espagnole, étant toujours dans cette situation de haine et d'humiliation où les derniers événemens l'ont mise, doit, par amour-propre, désirer moins que tout autre le grand-duc, qui, dans un jour, a confondu son orgueil et renversé toutes ses espérances.... »

L'acceptation de la couronne d'Espagne par le roi de Naples mit tout naturellement un terme aux espérances et aux secrètes menées de Murat. Si Joseph n'avait consulté que sa modération naturelle, il eût préféré son beau et paisible royaume italien au périlleux honneur de venir régner sur les Espagnes; mais il craignit, par un refus, de jeter son frère dans d'inextricables embarras. Il accepta donc la nouvelle et orageuse destinée que Napoléon venait d'ouvrir à l'ambition de sa famille; il quitta Naples et se rendit à Bayonne.

L'empereur, tout en faisant violence à la nation espagnole, voulait avoir l'air de céder à ses désirs. Il tenait surtout à ce que le premier corps de l'état, le conseil de Castille, prît l'initiative et exprimât officiellement le vœu que la couronne fût déférée à son frère Joseph; mais le grand-duc de Berg et l'ambassadeur de France rencontrèrent dans cette assemblée des résistances auxquelles ils ne s'étaient pas attendus. Le conseil de Castille ignorait encore le traité par lequel Ferdinand avait cédé tous ses droits au trône, et ne se considérait point comme délié du serment qui l'attachait au roi légitime. Les plus sévères s'indignaient que l'empereur voulût les obliger à prendre l'initiative d'une défection qui les déshonorerait aux yeux de leurs concitoyens. Beaucoup, à demi gagnés par Murat, n'osaient émettre un vœu en faveur de Joseph, de peur de se faire un ennemi du premier. Il fallut, pour triompher des scrupules du conseil, que le grand-duc et l'ambassadeur lui donnassent communication du traité de cession signé le 10 mai à Bayonne. Le 13, l'assemblée envoya au grand-duc une adresse rédigée avec une réserve et une sécheresse calculées pour sauver la dignité de ce corps. Il déclara qu'il lui paraissait convenable qu'en exécution de ce qui avait été ordonné par l'empereur, le choix tombât sur son frère aîné, le roi

de Naples (1). La junte suprême ainsi que la municipalité de Madrid suivirent l'exemple du conseil de Castille; ils écrivirent le même jour à l'empereur pour lui faire connaître leurs vœux en faveur de Joseph Napoléon et leur désir de concourir à l'exécution de ses grands desseins.

Cependant les vieux souverains, l'ex-reine d'Étrurie, l'infant don Francisco de Paula et le prince de la Paix avaient quitté Bayonne et s'étaient dirigés sur Compiègne. Cette résidence, surtout la forêt magnifique qui l'entoure, séduisirent d'abord Charles IV; mais la sévérité du climat ne lui permit pas d'y faire un long séjour. Le 17 septembre 1808, il quitta Compiègne pour n'y plus revenir, et se transporta à Marseille, où il se fixa pendant plusieurs années.

Ferdinand, son frère don Carlos, l'infant don Antonio et quelques serviteurs fidèles demandèrent à n'être point séparés dans leur commun exil. L'empereur leur assigna pour demeure le château de Valençay, propriété du prince de Talleyrand. Ils partirent pour s'y établir le 11 mai. Le château de Valençay était un domaine princier, digne, par sa magnificence, des hôtes illustres qui allaient l'habiter; mais il n'en était pas moins pour l'homme qui venait d'être précipité du trône une odieuse prison. La fatalité de sa position le voulait ainsi. Ferdinand, en perdant sa couronne, ne pouvait pas conserver sa liberté; du moins il pouvait ennoblir son infortune par sa dignité et son courage. Le jour même de son arrivée à Valençay, il prend la plume : il écrit à son ennemi, à l'homme qui l'a découronné et fait son prisonnier, à l'empereur enfin; il lui écrit pour lui offrir ses respectueux hommages. Bientôt il s'agenouille plus bas encore. Il apprend l'élévation de Joseph sur le trône d'Espagne : par une nouvelle lettre du 22 juin, il exprime à l'empereur la satisfaction que cet événement lui a fait éprouver, ainsi qu'à ses frères et à son oncle; il fait plus, il écrit lui-même au prince qui vient d'usurper sa couronne; il lui écrit pour le féliciter, et cette lettre, il l'envoie à l'empereur en le priant, quand il l'aura lue, de daigner la présenter à sa majesté catholique, « une médiation si respectable, dit-il, lui garantissant que sa lettre sera reçue avec toute la cordialité que lui, ses frères et son oncle désirent. » Ce sont là des actes d'une incomparable bassesse. A la vue de Ferdinand cherchant sa sécurité en baisant la main qui le frappe, l'ame se soulève de dégoût, et cependant qui oserait s'attribuer le droit d'en faire peser toute la honte sur ce jeune et malheureux prince? En présence d'une si grande infortune, il en coûte à l'histoire d'accuser et de condamner; elle ne peut que gémir et se taire.

ARMAND LEFEBVRE.

(1) Dépêches de M. de Laforest, 13 mai 1808.

LITTÉRATURE CONTEMPORAINE.

LES POÈTES ET LE PUBLIC.

Galerie des Poètes vivans, par M. Auguste Desplaces.

Allons, décidément on nous trompait. Que nous dit-on tous les jours? « La poésie est morte en France; l'industrie l'a tuée; l'amour de l'idéal a fait place à l'amour du gain, etc. » Pure calomnie! Voici un critique, poète lui-même, qui s'est chargé de faire le dénombrement de nos poètes; eh bien! il n'en compte pas moins de dix-sept; — dix-sept, auxquels il consacre un portrait, sans compter un fort bel assortiment de poètes naissans ou inférieurs auxquels il accorde un *médaillon*. C'est déjà fort bien; mais voici qui est mieux encore : quand M. Desplaces nous a bien promenés devant ces portraits ou médaillons, et qu'arrivés au bout de la galerie nous croyons avoir épuisé nos richesses, il nous surprend bien agréablement en s'écriant, comme don Ruy : *J'en passe, et des meilleurs!* Voilà qui est tout-à-fait rassurant!

Quelques-uns de ces portraits sont sans doute un peu flattés, mais pas autant qu'on pourrait le croire. M. Desplaces mêle à propos le blâme à l'éloge; seulement il blâme à regret, et loue avec plaisir; c'est une excellente disposition. Peut-être y a-t-il beaucoup plus de vérité dans cet optimisme que dans les interminables jérémiades, les *De profundis* littéraires dont on nous régale tous les jours; peut-être jamais la poésie n'a-t-elle été plus cultivée qu'aujourd'hui et avec plus de succès. Bien des gens n'en conviendront pas : j'avoue qu'il est infiniment

désagréable d'avoir à rendre justice à ses contemporains; mais enfin, si ceux-ci ne méritaient pas nos dédains, il faudrait bien s'y résigner. Je n'y verrais d'inconvénient que pour ceux dont *le goût est le dégoût*, et qui, de ce dégoût, se sont fait un métier, un gagne-pain. Ces gens-là auront bien de la peine à démordre de leur opinion. Mme de Sévigné nous raconte que, quand une fois Mme de Grignan avait condamné un malade de ses amis et qu'elle s'était arrangée pour qu'il ne réchappât point, rien ne l'affligeait comme la nouvelle de la guérison. « Elle demandoit alors ce qu'on vouloit qu'elle fît de ses réflexions, et disoit qu'on venoit lui déranger ses pensées. » — Il y a de nos jours pas mal de gens qui ressemblent en ce point à Mme de Grignan. Si l'on pouvait leur prouver que la poésie n'est pas morte en France, que *feraient-ils de leurs réflexions?* La perte assurément serait grande; il est vrai qu'ils ne sont guère exposés à un tel péril. Marquez-leur du doigt tel ou tel passage charmant d'un moderne, ils auront toujours une ressource, c'est de détourner les yeux et de regarder ailleurs. Condamnant toujours et ne lisant jamais, ces messieurs ont vraiment beau jeu contre leurs adversaires. Vous aurez beau faire, vous n'ébranlerez pas leur opinion; ils se sont retranchés dans leur indifférence et leur dédain, comme dans un fort inattaquable, et bien naïf serait celui qui se flatterait de les y forcer. Notre siècle n'aura pas leur suffrage; il faut qu'il s'en passe. Qu'ils soient donc dans la littérature, comme les jésuites dans l'église, *sint ut sunt*, qu'ils restent ce qu'ils sont, — *aut non sint*, ce qui serait peut-être encore mieux.

Heureusement aussi il y a des gens qui aiment réellement la poésie et lisent les poètes avant de les juger; il y a des gens qui, loin de se réjouir s'ils trouvaient notre siècle inférieur à ceux qui l'ont précédé, s'en affligeraient sincèrement. En effet, pourquoi n'aimerait-on pas le siècle où l'on est né comme on aime son pays? Si la France est notre patrie dans l'espace, le XIXe siècle est notre patrie dans le temps. C'est à ces juges bienveillans de décider si nos poètes sont aussi indignes d'attention que quelques-uns affectent de le dire; peut-être, après examen, serait-on obligé de convenir que jamais siècle ne vit éclore plus de poésies élevées ou gracieuses, que jamais les poètes n'ont eu un auditoire plus éclairé et plus nombreux.

Des trois formes que la poésie peut revêtir, épique, dramatique, lyrique, une seule avait été épuisée par les deux siècles qui ont précédé le nôtre, et c'était assez pour leur gloire; Corneille, Racine et Voltaire, Molière, Le Sage et Beaumarchais, avaient retourné le sol en tous sens (1); après tant de moissons fécondes, il devait se reposer. — Quant à l'épopée, nous ne savons quel peut être chez nous son avenir, mais

(1) La Fontaine même, puisqu'il a fait de la fable un petit drame.

nous ne connaissons que trop son passé. —Restait donc la poésie lyrique. Je ne sais s'il est vrai, comme l'affirmait M. Jouffroy, que *la poésie lyrique soit toute la poésie;* mais au moins est-elle l'expression de la pensée poétique la plus vive, la plus franche, la plus dégagée d'entraves. Là le poète ne disparaît plus derrière ses personnages, derrière le récit ou l'action, comme dans l'épopée ou le drame. Soit que, contemplant le monde extérieur, il chante les magnificences de la nature ou la grandeur et les misères des sociétés humaines, soit que, rentrant en lui-même, il exprime dans un langage mélodieux ses joies et ses douleurs, il ne relève que de lui-même; cela est si vrai, qu'au temps où chaque *genre* était soumis à des règles, on voulait bien reconnaître que la première règle de l'ode était de n'en point avoir. La poésie lyrique est donc la poésie par excellence, et nul que je sache ne conteste à notre siècle la gloire de l'avoir portée très haut. Les détracteurs des modernes ont été obligés de céder sur ce point dans l'espérance qu'ils pourraient se dédommager sur un autre; mais que faut-il donc pour illustrer un siècle, si cette gloire qu'on nous accorde ne suffit pas?

Cette forme poétique a cet avantage, qu'elle met en valeur tous les talens. Jadis le pauvre poète qui arrivait dans la littérature se croyait obligé de payer sa bienvenue avec une tragédie en cinq actes ou un poème en douze chants. La charge était trop lourde, presque toujours il succombait. L'épopée et le drame demandent au poète autre chose que de l'inspiration; il faut que cette inspiration soit soutenue et ménagée habilement; il faut une habitude d'observation, une science des passions, souvent des connaissances positives, toujours une espèce d'adresse qui peut manquer au génie le plus riche et le plus fécond. Plusieurs se sont ainsi fourvoyés, Ducis et Joseph Chénier, par exemple. Ces hommes-là valaient mieux que leurs œuvres; ils y ont dépensé beaucoup de vigueur, d'efforts, d'inspiration énergique ou naïve; leurs tragédies sont oubliées, et les seules choses qu'on relise encore dans leurs œuvres, ce sont des lambeaux de poésie toute personnelle, quelques vers échappés à leur ame attendrie ou indignée, et sur lesquels ils ne fondaient pas, à coup sûr, l'espoir de leur renommée à venir; encore ces poésies, peu connues, restent écrasées sous le fardeau de leurs drames. Le théâtre est un monstre qui a dévoré bien des poètes. Au contraire, loin d'étouffer le souffle divin, la poésie lyrique le sert et l'enhardit : elle est facile et accueillante; toute ame qui a reçu le don sacré, à quelque dose que ce soit, est bienvenue auprès d'elle; elle accueille le poète gracieux comme le plus fier génie, Anacréon comme Tyrtée, et chacun d'eux arrive à la gloire aussi vite et aussi bien. Cette forme lyrique, si souple et si flexible, ressemble un peu aux fameuses bottes dont parle le conte de Perrault : comme elles *étaient fées*, s'élargissant ou se rétrécissant, elles allaient également bien aux pieds de tous

ceux qui savaient s'en servir, et, une fois chaussées, elles leur faisaient faire à tous, grands ou petits, le même chemin, sept lieues à chaque pas. Encore n'est-il pas nécessaire d'avoir répété souvent ces grandes enjambées, une fois suffit. Que le poète lyrique, si faible qu'il soit d'ordinaire, rencontre une fois une note juste, un accent vrai, et sa voix ne sera pas perdue; qu'un jour l'inspiration descende sur lui, même pour ne plus revenir, et il laissera à l'avenir une médaille gravée à son nom. *La Chute des feuilles*, voilà tout ce que nous conservons de Millevoye, et cela suffit pour assurer sa mémoire; peut-être fallait-il beaucoup plus de génie pour construire laborieusement je ne sais quelle tragédie oubliée aujourd'hui; qu'importe? La postérité ne tient pas compte au poète de ses efforts et de sa persévérance, mais de ce qu'il lui a laissé; il suffit qu'il lui ait fait goûter une fois cette pleine et pure jouissance que donne le sentiment de la perfection, même dans les plus petites proportions, et le nom du poète ne périra pas. Il ne sera pas mis sur la même ligne que les plus grands poètes, mais ces vers, auxquels il doit la gloire, resteront dans tous les cœurs.

C'est pour cela, si je ne me trompe, qu'on peut sans indulgence compter aujourd'hui plus de poètes que par le passé. Jadis les plus forts, les premiers seuls arrivaient; il n'y avait pas de second rang. Après Corneille, Racine et Voltaire, qui citerez-vous? Il vous faudra immédiatement descendre de plusieurs degrés, jusqu'à ces poètes que personne ne lit; mais la nouvelle forme poétique féconde les intelligences, qui jadis se fussent épuisées en de pénibles avortemens. Au-dessous de nos grands poètes, de ceux dont chacun reconnaît le génie, il en est plus d'un qui a eu son jour d'inspiration. Si l'on essayait de compter toutes les poésies gracieuses qui sont éparses çà et là dans les recueils de nos poètes, si quelqu'un s'avisait de les réunir, ne *fournissant que le filet à les lier*, on composerait une riche et charmante anthologie. Que quelqu'un l'essaie; qu'il fasse au public la galanterie que M. de Montausier faisait à Julie d'Angennes : les fleurs ne lui manqueraient pas, et la moisson serait certainement plus abondante et plus belle que pour la fameuse *Guirlande de Julie*.

M. Desplaces, comme on l'a vu, est plein de bienveillance pour les poètes; c'est pour les lecteurs, pour le public, qu'il réserve toutes ses sévérités. « En fait de public, dit-il, pour tout ce qui relève d'un art soigneux, d'un idéal délicat, d'une pensée fine, il n'y en a véritablement plus. Le goût des lecteurs a été, d'un bout de la France à l'autre, progressivement perverti et par les livres des cabinets de lecture et par les romans des journaux, littérature improvisée et de pacotille qui, chaque matin, infeste Paris, et que, chaque soir, on expédie par ballots en province, etc. » Voilà qui est un peu dur. L'auteur me permettra ici de ne plus être de son avis.

J'avoue que je ne comprends pas trop comment il y aurait encore des poètes, s'il n'y avait personne pour les lire et pour les goûter. La production suppose la consommation, c'est un argument que notre siècle de calcul peut comprendre parfaitement. La meilleure réponse à faire ici serait d'ouvrir le *Manuel de la librairie* et de compter combien les *Méditations*, par exemple, ont eu d'éditions en France (sans parler des contrefaçons de l'étranger). Il faudrait ensuite comparer à cet égard le temps passé au temps présent, et je crois que cette comparaison tournerait à l'honneur de nos contemporains; car je ne suppose pas qu'aujourd'hui plus qu'autrefois on achète les livres pour ne les lire jamais.

Je crois donc que le nombre des lecteurs sérieux, loin de diminuer, a augmenté, et il serait peut-être difficile de supposer qu'il en puisse être autrement. Le jeu des grandes passions qui décident du sort des empires, c'était là jadis le sujet ordinaire de la poésie élevée. La poésie actuelle, plus personnelle, plus familière, plus *intime*, doit nous toucher davantage : moins élevée à quelques égards, elle est d'un usage plus journalier. Quand l'ennui nous pèse ou que le chagrin nous pénètre, nous saisissons volontiers un de ces poètes, qui, en chantant leurs douleurs, ont préparé d'avance une consolation à nos chagrins; les beaux vers poétisent nos propres sentimens, et, tandis qu'ils leur fournissent une harmonieuse expression, nos vulgaires chagrins se transforment, et à l'ennui brutal et grossier succède une tristesse sans amertume, une délicieuse mélancolie. Sans doute la pensée s'élève et se fortifie en lisant *le Cid* et *Athalie;* mais elle se berce et se calme en lisant les *Harmonies* et les *Méditations*. Ces chants divins, pénétrant dans l'ame, s'identifient avec elle et deviennent le langage qui lui sert à exprimer ses tristesses et ses ennuis.

D'ailleurs, même chez les poètes inférieurs, cette poésie personnelle offre presque toujours quelque intérêt. Il faut une puissance bien rare, une imagination bien souple, pour être tour à tour Rodrigue et Chimène, Alceste et Célimène, Athalie et Petit-Jean; mais un poète lyrique, pour être vrai et ému, n'a qu'à se laisser aller à ses impressions: la conscience dicte et le poète écrit. Quand on parle de soi et de ses sensations, le sujet n'est jamais stérile; c'est un thème que l'amour-propre trouve toujours moyen de féconder. Le poète est le héros du poème, et il faudrait qu'il fût bien froid pour ne point se passionner pour son héros. Morellet raconte qu'il trouva un jour Mme Geoffrin en tête à tête depuis une heure avec un personnage ennuyeux : « Vous devez être bien excédée, lui dit-il quand l'importun fut sorti. — Non, je l'ai fait parler de lui, et, en parlant de soi, on parle toujours avec quelque intérêt, même pour les autres. » C'est pour cela sans doute qu'il y a si peu de mémoires ennuyeux, et c'est pour la même raison

qu'on est souvent étonné de surprendre dans un poète médiocre des accens vrais et pénétrans.

Il est vrai que cette poésie a bien ses inconvéniens, et les lecteurs, accusés d'indifférence pour les poètes, auraient peut-être droit de se justifier en récriminant. Cette poésie intime a ses artifices; la Muse, dit-on, se présente en déshabillé, mais en déshabillé galant, c'est-à-dire que, de toutes les toilettes, elle a choisi celle qui suppose le plus de coquetterie. Le poète nous dit souvent qu'il ne chante que pour lui, comme le rossignol dans les ténèbres; mais, à la différence du rossignol, il sait qu'il y a une oreille ouverte pour l'entendre, ce qui altère un peu la naïveté de ses chants. D'ailleurs, les douleurs intimes, quand on en fait confidence à tout le monde, sont déjà un peu consolées, et il arrive parfois que les émotions les plus poignantes touchent médiocrement le lecteur, quand il réfléchit que le poète a eu le courage de les raconter en bons termes, et que le désespoir ne lui a pas ôté la force de surveiller l'impression de son livre et d'en préparer le succès.

> Chi può dir com' egli arde, è in picciol fuoco.

Le contre-coup de cette poésie factice se fait sentir dans l'existence du poète. Il faut arranger sa vie pour justifier son œuvre; on prend un rôle, on adopte un costume, et il y a peut-être tel malheureux, naturellement gai, qui, en publiant un volume de poésies éplorées, est contraint, dans l'intérêt de sa gloire, d'avoir toujours le front triste, le sourire amer, et, quand il est de belle humeur, de ne l'être jamais qu'*incognito*. Racine et Corneille avaient sur nos modernes cet avantage, qu'ils pouvaient être heureux sans que cela fît le moindre tort à leur réputation; un élégiaque ne saurait être joyeux impunément.

Ce rôle, factice d'abord, peut devenir naturel; à force de sonder ses plaies, on finit par les agrandir; on trouve une âpre jouissance à les envenimer. Cette sensibilité égoïste, que l'on surprend chez quelques poètes, cette perpétuelle compassion de soi-même les rend injustes et leur fait croire qu'il faut avoir un cœur de fer pour ne pas s'attendrir sur eux-mêmes autant qu'ils le font : ceux-là sont à plaindre. Mais l'amour-propre prend quelquefois des formes plus gaies; un autre en vient à se préoccuper tellement de sa personnalité, que le moindre événement qui lui arrive prend à ses yeux d'immenses proportions, et qu'il se croit en conscience obligé d'en faire part au public. Et le public, en effet, y prend plaisir, mais pas tout-à-fait comme le poète l'aurait souhaité.

Tous ces travers n'empêchent point le lecteur d'être attentif aux chants du poète. Souvent le poète y perd un peu, mais le livre y gagne; il offre un intérêt de plus; combien de livres nous attachent en même temps par les qualités de l'œuvre et par les défauts de l'ouvrier! D'ail-

leurs, le public a toujours été fort indulgent pour ces effusions de l'orgueil lyrique; il y est fait, et cela ne l'étonne plus : Jean-Baptiste Rousseau lui-même n'eut-il pas, en son temps, le droit de parler de son *génie?* On n'a jamais été forcé d'être modeste qu'en prose, ce qui même semble avoir cessé d'être obligatoire.

Je crois donc que les poètes ont aujourd'hui un public aussi bienveillant, aussi éclairé, et plus nombreux qu'autrefois. Il faut bien en convenir, les lecteurs qui savent goûter une poésie pure et élevée seront toujours la minorité. Pour sentir les poètes, il faut du recueillement, du loisir, de la rêverie; il faut une disposition particulière. L'immense majorité de ceux qui savent lire n'a pas le temps de goûter M. de Lamartine, et la plupart n'en sont pas capables. Ce qui nous fait croire que jadis ce public choisi était plus nombreux, c'est qu'il était réuni sur un seul point, à la cour et dans quelques sociétés particulières; maintenant il est dispersé, il est partout, dans toutes les classes, dans les salons, dans les écoles, dans les fabriques. D'ailleurs, cette société choisie, qu'on regrette tant, avait bien ses erreurs et ses engouemens ridicules; Voltaire se plaint à tout moment qu'on déserte Racine et Molière pour le théâtre de Ramponneau; or, les habitués de Ramponneau étaient ces courtisans si délicats, ces gentilshommes si raffinés pour lesquels on a aujourd'hui tant de tendresse. Ce monde-là avait conseillé à Corneille de ne pas faire jouer *Polyeucte*, qu'il ne trouvait pas digne de l'auteur du *Cid;* il soutenait la *Phèdre* de Pradon contre celle de Racine et proscrivait *Athalie*. Il est vrai qu'en revanche l'hôtel de Rambouillet se délectait des romans de Mlle de Scudéry, et que Mme de Sévigné elle-même dévorait la Calprenède et son *chien de style* avec un intérêt qu'on a peine à s'expliquer aujourd'hui.

C'est là pourtant, contre notre époque, l'éternel, l'invincible argument, le succès de la *littérature de pacotille*, du *roman-feuilleton*. D'abord cette littérature a toujours été sur un fort bon pied dans le monde; Mlle de Scudéry et la Calprenède, Arnaud-Baculard et Crébillon fils n'ont pas eu à se plaindre de leurs contemporains. Quand il serait vrai d'ailleurs qu'aujourd'hui les successeurs de ces messieurs auraient beaucoup plus de lecteurs que leurs devanciers, qu'en faudrait-il conclure? Une seule chose peut-être, c'est qu'il y a plus de gens qui savent lire. Je ne crois pas que le roman-feuilleton ait ôté un seul lecteur aux *Feuilles d'automne* et aux *Méditations*. La grande poésie a gardé son public, qui peut bien par curiosité faire quelques excursions dans le pays voisin, mais qui n'y séjourne pas. Ceux qui y séjournent sont les naturels du pays; ils n'en peuvent guère habiter d'autres. S'ils ne lisaient pas le roman-feuilleton, ils ne liraient rien du tout; autant vaut qu'ils continuent. Jadis le bourgeois de la rue Saint-Denis vivait renfermé chez lui et ne s'occupait que de ses affaires; il n'avait jamais entendu parler

de quoi que ce soit qui ressemblât à la littérature. Maintenant il est électeur, éligible, mieux que cela encore, il voit le monde, il reçoit. N'est-il pas naturel que M. Jourdain *veuille avoir de l'esprit et savoir raisonner des choses parmi les honnêtes gens?* Il ne lui suffit plus aujourd'hui d'apprendre l'orthographe, il cultive son esprit; et, comme il lui faut de gros engrais, il les prend où il les trouve, dans son journal, qui s'empresse de les lui offrir. Mme Jourdain, loin de lutter contre les goûts littéraires de son époux, prend sa part de ses lectures, et Nicole ellemême, l'ignorante Nicole, n'y est plus aussi indifférente: c'est un progrès.

Mais alors recommence, parmi les littérateurs, le débat qui s'éleva jadis entre le maître à danser et le maître de musique de M. Jourdain. Beaucoup de gens d'esprit tiennent aujourd'hui pour l'opinion du maître de musique; ils pensent que, si M. Jourdain *parle à tort et à travers de toutes choses, s'il n'applaudit qu'à contre-sens, son argent redresse les jugemens de son esprit, et qu'il y a du discernement dans sa bourse.* Quoi qu'on en puisse dire, ces goûts littéraires font honneur à M. Jourdain; on doit lui en tenir compte. Cela prouve que son imagination s'éveille. Le monde réel, tel qu'il l'a arrangé, ne lui suffit pas; il lui faut des fictions, on lui en donne. Le roman-feuilleton, où se gaspille beaucoup d'imagination, la *littérature de pacotille* est la poésie de M. Jourdain. Après cela, que ce gentilhomme aime peu la vraie poésie, qu'il goûte médiocrement *le Lac, Rolla, les Feuilles d'automne, les Consolations,* que voulez-vous y faire? Il faut en prendre son parti.

Peut-être le *matérialisme industriel de notre temps* n'est-il pas aussi funeste à la poésie que le pense M. Desplaces. Quand les événemens ont quelque chose d'imposant et de grandiose, quand la vie de la société est animée, que l'histoire est passionnée comme un roman, ce spectacle absorbe les imaginations des hommes et ne laisse guère de place à la poésie; mais, si la réalité n'a rien que de vulgaire, c'est alors que le culte de l'art devient chez ses adorateurs une passion fervente, car la poésie n'est plus seulement un luxe et un plaisir, c'est une consolation, c'est un besoin : il faut que l'idéal nous dédommage de la réalité. C'est dans les cachots qu'on chérit la lumière; c'est au milieu des brouillards de l'hiver qu'on se plaît au souvenir des beaux jours, à l'espérance du printemps. Lorsque la révolution et l'empire étonnaient le monde par de si violens coups de théâtre, tous les regards étaient tournés vers l'horizon; les événemens suffisaient pour ébranler les imaginations des hommes, et bien peu d'entre eux avaient le temps et la pensée de rentrer dans leur ame pour y chercher la rêverie. Quel poème n'eût langui auprès d'Héliopolis et de Marengo? Voilà les époques qui tuent la poésie. Pour le temps où nous vivons, ce serait une criante injustice que de lui adresser le même reproche; il est certain qu'il ne le mérite pas.

M. Desplaces se plaint pourtant que la littérature et les littérateurs soient négligés par le gouvernement; j'avoue qu'en tout temps il y a un plus grand danger à craindre, c'est qu'ils soient trop protégés. La seule protection désirable est celle du public, parce que c'est la seule qui ne se fasse pas acheter trop cher. Celle-là, quoi qu'on en puisse dire, vient trouver tôt ou tard ceux qui en sont dignes. Même elle est parfois trop facile, et ses plus ordinaires injustices sont aujourd'hui des excès d'indulgence. Qu'il y ait quelque part de vrais poètes, luttant avec courage contre l'obscurité et la misère, nul ne peut le nier; qu'ils persévèrent, et la gloire viendra. Plusieurs tombent frappés à l'entrée du chemin; ce sont les iniquités communes du sort; pourquoi leur a-t-il ravi les destinées qu'il accorde à d'autres? pourquoi Hoche et Marceau meurent-ils, quand Bonaparte va régner? Mais pour ceux qui s'arrêtent en chemin, parce que le courage leur manque, la société peut douter, ce me semble, de l'avenir qu'ils se promettaient : le génie a foi en lui-même, c'est là sa force et le signe de sa vocation. Ceux qui, à leur premier pas, chancellent déjà et demandent qu'on les soutienne, apparemment doutent de leurs forces; ont-ils droit d'exiger d'autrui une confiance qu'eux-mêmes ne ressentent pas? Quoi qu'il en soit, je ne crois pas que la littérature ait jamais été, par une puissance ou par une autre, plus encouragée qu'aujourd'hui; je suis loin de croire que tout soit bien, mais peut-être en somme tout est-il mieux. M. Desplaces, au contraire, est de ceux qui *ont le respect et, en bien des choses, l'amour du passé : il n'est pas dans les habitudes de son estime de placer les époques d'industrie et d'égoïsme plus haut que les époques d'art et de courtoisie.* Voyons donc ce qu'était ce passé si regrettable.

On a fait bien des phrases académiques sur la munificence de Louis XIV envers les lettres et les sciences. Sans doute il faut lui tenir grand compte de ses efforts; mais n'oublions pas non plus qu'à une époque où les poètes avaient cent fois plus besoin d'appui et de protection que de nos jours, La Fontaine et Corneille mouraient oubliés du grand roi, et Racine dans la disgrace pour avoir osé élever la voix en faveur du pauvre peuple. Quant à Molière, il est vrai que le roi l'admit à sa table un jour que les valets de chambre lui avaient refusé l'honneur de faire avec eux le lit de sa majesté. Cette protection tant vantée se réduisait à bien peu de chose, et coûtait peu à celui qui l'accordait. Parcourez la liste des pensions données par le roi aux gens de lettres en 1663 : Molière y est marqué pour mille livres, Chapelain pour trois mille; il est vrai que, si l'on en croit cette liste, *le sieur Chapelain est le plus grand poète français qui ait jamais été et du plus solide jugement* (1). Elle contient trente-deux pensions; vingt écrivains sont

(1) Cette liste avait été dressée par Chapelain lui-même. — La Fontaine n'y est pas.

mieux *rentés* que Molière, quatre aussi bien, sept le sont moins; parmi ceux-ci se trouve Racine; il est vrai que Racine était encore peu connu, et il ne semble pas s'être irrité qu'on n'eût point deviné, dans les faibles poésies qu'il avait alors publiées, l'auteur futur de *Phèdre* et d'*Athalie*.

Si l'on en croit M. Desplaces, ces injustices étaient compensées par la protection intelligente d'un bon ange, *intermédiaire empressé et plein de grace entre le pouvoir oublieux et le poète oublié*, *la grande dame*. Si j'en crois les mémoires du temps et les correspondances, la *grande dame* était plus disposée à protéger ceux qui lui adressaient des madrigaux, comme Benserade et Voiture, que les grands poètes, comme Corneille et Racine. Au moins voit-on les premiers beaucoup plus fêtés et mieux accueillis que les seconds (1).

Dans le siècle suivant, le spectacle est plus touchant encore; on sait quelles faveurs le gouvernement daigna accorder aux gens de lettres. Faut-il rappeler que Voltaire, après avoir été deux fois à la Bastille, fut forcé de s'expatrier, que Jean-Jacques Rousseau, décrété de prise de corps, fut obligé de fuir précipitamment pour échapper à la *protection intelligente* du gouvernement? Faut-il citer ici les noms de tous les écrivains renfermés à Vincennes, à la Bastille ou au For-l'Évêque, et Diderot, et Marmontel, et Morellet, et Linguet, etc., tout cela sans jugement aucun? Il est vrai que, si le pouvoir logeait si souvent les gens de lettres aux frais de l'état, c'était un peu leur faute; et si, dans ses écrits, on ne parlait *de personne qui tînt à quelque chose, on pouvait tout imprimer librement, sous l'inspection de deux ou trois censeurs*. Ceux qui savaient jouir sagement de cette liberté étaient plus heureux sans doute; on se contentait de les oublier comme Vauvenargues, de les laisser mourir de faim comme Malfilâtre. Ou bien encore, vous étiez-vous chargé de bien des haines en défendant une cause peu populaire; aviez-vous, comme Gilbert, mérité ainsi l'honneur d'être reçu chez l'archevêque de Paris, votre protecteur se débarrassait de vous pendant votre agonie et vous envoyait mourir à l'Hôtel-Dieu. O siècle trois et quatre fois regrettable! — Il est juste de dire que quelques poètes de la force de M. de

(1) Tallemand, le chroniqueur de l'hôtel de Rambouillet, désigne ainsi La Fontaine : « Un garçon de belles-lettres et qui fait des vers, M. de La Fontaine. » Voici ce qu'au siècle suivant Saint-Simon écrivait sur Voltaire : « Il étoit fils du notaire de mon père, que j'ai vu bien souvent lui apporter des actes à signer. *M. Arouet n'avoit jamais rien pu faire de ce fils libertin...* Il fut exilé et envoyé à Tulle pour des vers fort satiriques et fort impudens. *Je ne m'amuserois pas à marquer une si petite bagatelle, si ce même Arouet, devenu grand poëte et académicien sous le nom de Voltaire, n'étoit devenu, à travers force aventures tragiques, une manière de personnage dans la république des lettres, et même une manière d'important parmi un certain monde.* » Quand un homme de l'intelligence de Saint-Simon parle avec ce dédain d'un écrivain qu'il veut bien reconnaître pour un grand poète, on peut se figurer aisément à quels affronts les gens de lettres étaient exposés dans le monde.

Bernis ou de M. Dorat étaient bien reçus des grandes dames, admis à la toilette de Mme de Pompadour, et que Mme Geoffrin, protectrice bourgeoise de quelques beaux esprits, leur donnait à tous une culotte une fois l'an.

Et pourtant cette littérature était puissante et redoutée. Au XVIIe siècle, les poètes protégés par la cour étaient d'assez médiocres personnages au milieu de la société; mais quand, au siècle suivant, ils surent se résigner à l'indépendance, ils se virent entourés d'hommages, et plusieurs eurent des souverains pour courtisans. Il faut retourner pour eux le mot de Mahomet : « Si la montagne ne vient pas à moi, j'irai à elle. » Les réformateurs du XVIIIe siècle n'allaient pas vers la montagne, c'était elle qui venait vers eux.

D'ailleurs, il y eut pour la littérature quelque chose de salutaire dans ces dures épreuves qu'il lui fallut subir. A cette époque d'inégalité, sous Louis XIV surtout, pour que l'homme de génie obscur arrivât à se faire une place, il lui fallait un grand courage et des efforts persévérans. Sans doute, Molière et Racine tenaient moins de place à la cour que le chevalier de Vardes ou tout autre gentilhomme fort obscur; mais cette petite place, c'était à force de génie qu'ils parvenaient à la conquérir : pour obtenir des égards, de la considération, il fallait avoir écrit *Phèdre* ou *le Misanthrope*. Les humiliations durent être pour eux de puissans coups d'éperon. — Croit-on que Voltaire, bouleversant le vieux régime, ne se soit jamais souvenu de l'outrage impuni du chevalier de Rohan? Croit-on que Jean-Jacques, écrivant le *Contrat social*, ne sentît pas encore sur sa poitrine sa livrée de laquais? Pour échapper aux dédains du courtisan et du financier, ces ames fières n'avaient qu'un chemin, la gloire : il leur fallait être de grands hommes seulement pour ne pas être écrasés.

Heureusement pour la dignité des lettres, elles ne sont plus exposées à cette sorte d'encouragement. La philosophie et la révolution les ont émancipées; c'est un bienfait qu'elles ne devraient pas si souvent oublier. Aujourd'hui le poète est libre; on ne le voit plus tantôt dans un palais, tantôt dans une prison, humilié ou caressé, appelé à la cour ou chassé de son pays : il peut vivre dans une fière indépendance, et son talent y gagne autant que son caractère. Mais si, comme poète, il n'appartient qu'à l'inspiration, s'il ne relève que de sa conscience, comme homme il est exposé aux humaines misères; le génie n'en dispense pas, c'est le sort commun : qu'il le supporte avec une constance virile, qu'il fasse deux parts de sa vie, qu'il ait, comme Jean-Jacques, son temps pour l'art, son temps pour les nécessités de la vie. Il lui est plus facile qu'à d'autres de subir la loi commune; il trouve à ses peines un dédommagement enviable, il a les joies de l'inspiration et l'espérance de la gloire. Ainsi, poètes,

Soyez comme l'oiseau posé pour un instant
Sur des rameaux trop frêles,
Qui sent ployer la branche, et qui chante pourtant,
Sachant qu'il a des ailes.

Et quels seraient donc les oiseaux qui voudraient rentrer en cage, parce que la branche une fois a plié sous eux? Est-ce que les ailes leur manqueraient?

Ainsi, il y a encore des poètes, quoi qu'en puissent dire certains lecteurs, et des lecteurs sérieux, quoi qu'en puissent dire quelques poètes. Ce qui est devenu plus rare peut-être, c'est un troisième personnage placé entre le poète et le public pour leur servir d'intermédiaire : c'est la critique, — non la critique malveillante, grace à l'envie elle existera toujours, — non la critique servile, la république des lettres ne hait pas assez le vasselage, — mais la critique bienveillante sans flatterie, sévère sans injustice. La critique complaisante a été poussée de nos jours jusqu'à ses dernières limites, et on a inventé pour les poètes des formules d'adulation que l'ancien régime n'avait jamais trouvées pour ses rois. Sans doute le fanatisme pour le génie est plus excusable que la bassesse envers la puissance; mais il y a tel poète de notre temps qui a été plus flagorné que Louis XIV. Les poètes ne sont pas responsables de ces excès; il leur est bien difficile pourtant de ne pas consentir à leur apothéose. Le malheur, c'est qu'enivrés de flatteries, ils se négligent et s'abandonnent à une confiance qui ne leur permet pas d'être sévères pour eux-mêmes. Jadis chacun dans ses ouvrages faisait tout ce qu'il pouvait; chacun atteignait sa perfection relative. Aujourd'hui trop souvent un écrivain semble n'avoir eu pour but que de faire dire : *Il pouvait faire mieux*. Encore si ces flatteries ne s'adressaient qu'aux vrais poètes! Combien de pauvres écrivains ont été élevés sur le pavois? Qu'arrive-t-il? C'est qu'ils prennent fièrement leur place dans la littérature; ils s'y réservent un petit coin dont ils se font les maîtres, et où ils se cantonnent avec la fierté d'un principicule d'Allemagne. Ils y ont leur petit peuple, leur petite cour, leur petite armée. Au lieu de les pousser à agrandir leur domaine, la flatterie les y confine à jamais en les empêchant de rien souhaiter de mieux; et trop souvent, pour justifier ce gaspillage d'éloges, quelle raison pourrait-elle donner, sinon celle de don César excusant ses prodigalités : *Dame! on a des amis?*

Mais, si la flatterie endort les poètes dans les langueurs de la béatitude, la haine aveugle a le même effet : elle fait des amis nombreux à l'auteur attaqué, elle réchauffe les tièdes; et, quand on lit certains réquisitoires littéraires, on serait tenté de supposer que le critique pourrait bien être un ami caché du poète, une espèce de Grangeneuve qui se fait égorger chaque semaine par les amis du poète et les siens, uniquement pour ranimer l'enthousiasme en faveur de son patron. Cependant un peu

de sévérité serait fort nécessaire pour réhabiliter la louange, monnaie inestimable jadis, mais un peu dépréciée de notre temps. Les grammairiens pourraient sans doute établir qu'il y a dans la langue française toute une classe d'adjectifs qui ont perdu de leur valeur et dont le sens est descendu d'un degré : ce sont les épithètes laudatives; les superlatifs eux-mêmes ont baissé. Si vous avez à parler convenablement d'un de nos grands poètes, quelle expression emploierez-vous qui n'ait été vingt fois prodiguée à un mince écrivain? M. Desplaces, qui veut et sait être juste, qui s'est efforcé de proportionner l'éloge au mérite, a dû être plus d'une fois embarrassé, et se plaindre de l'insuffisance de la langue. Le fait est que si vous accordez à un poète médiocre les épithètes reçues, dès que vous arrivez à M. de Lamartine, les *expressions manquent*, et cette formule même, qui eût été jadis une flatterie énorme, n'est plus aujourd'hui que la simple vérité.

La critique aurait mieux à faire que de peser les poètes et de leur assigner leur valeur, mieux que de discuter leurs vers et *regratter un mot douteux au jugement*. Elle aurait le droit de leur rappeler les sévères obligations qu'ils se sont imposées et qu'ils oublient trop souvent. Au lieu de s'assimiler à une lyre, à une cloche, à je ne sais quel instrument sonore, mais sans vie et sans ame, quelques-uns devraient se souvenir que dans le poète il y a un homme, que cet homme a des devoirs, et qu'au lieu de se perdre dans la contemplation énervante de son propre cœur, il lui faudrait songer à de nobles causes, auxquelles il doit son cœur et sa pensée. Dans un article bien sévère sur Béranger, l'auteur reproche au poète de laisser trop de place dans ses chansons à des préoccupations politiques, de n'être jamais *un pur chansonnier, naïf, sans arrière-pensée*, etc. — *Sans arrière-pensée?* Mais c'est un éloge que cette critique : *cette arrière-pensée*, c'est ce qui manque à bien des poètes, c'est tout simplement la foi, c'est l'amour de quelque chose qui ne soit pas eux. Je ne sais s'il est juste de condamner avec tant de rigueur *l'esprit haineux et à vues étroites du libéralisme de la restauration*, et d'affirmer que sa vraie devise était au fond le mot célèbre : *chacun chez soi, chacun pour soi*. Je ne sais si nous avons le droit d'accuser ainsi la génération précédente et de lui reprocher *ses vues étroites;* rien n'est large comme l'horizon de l'indifférence. Mais je me borne ici à un simple rapprochement : il y a vingt ans, quand la Grèce sembla près de périr, tout ce qui tenait une plume souleva pour elle l'opinion publique; poètes, historiens, philosophes, tous, sans distinction de parti, Béranger, Lamartine, Châteaubriand, Jouffroy, Villemain, C. Delavigne, tous plaidèrent la cause des martyrs et de la liberté. Quand la Pologne a succombé, parmi ces poètes si tendres pour eux-mêmes, combien son cri de mort a-t-il réveillé d'échos?

EUGÈNE DESPOIS.

DE

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Histoire philosophique du règne de Louis XV,
par le comte de TOCQUEVILLE.[1]

Pendant qu'on portait Louis XIV en terre, le peuple fit entendre des clameurs et des malédictions qui s'adressaient à la fois au roi défunt, à Mme de Maintenon et au père Le Tellier. Ces clameurs étaient doublement significatives : elles étaient dirigées contre le despotisme, contre le règne des favorites et des prêtres intolérans; elles marquaient aussi que l'opinion, après être restée long-temps muette d'admiration, muette de crainte, rompait le silence. Enchaînée pendant un demi-siècle, elle avait eu occasion néanmoins de prendre sous main son développement et sa force; mais, après qu'une époque marquée d'un cachet de suprême grandeur lui eut donné les plus hauts enseignemens qu'elle pût recevoir, elle comprit qu'il ne lui convenait plus de rester silencieuse et passive. Elle avait pris ses derniers degrés à une rude et glorieuse école; le temps de se montrer ouvertement était arrivé. L'opinion s'empara de prime abord du terrain, et, dès ce moment, on peut dire sans paradoxe qu'elle n'a pas lâché pied. C'était l'introduction d'un nouveau pouvoir dans l'état.

L'histoire de Louis XV est, à proprement parler, l'histoire des progrès infiniment croissans de l'opinion publique en France depuis la mort de Louis XIV jusqu'à l'avénement de Louis XVI, et disons-le avant tout, ce qui donne une

(1) Librairie d'Amyot, éditeur, 6, rue de la Paix.

valeur particulière à l'ouvrage de M. le comte de Tocqueville, c'est que l'auteur a compris cette vérité; c'est que, sans trop se préoccuper ni des reviremens de la diplomatie, ni des évolutions militaires, ni des mouvemens politiques, il s'est attaché tout particulièrement à nous décrire comment s'est formé, a grossi, a marché le flot des idées. Par malheur, il ne s'est pas contenté de nous représenter ce mouvement; il a voulu le juger, et c'est sur les termes mêmes de ce jugement que nous sommes en droit de lui faire plus d'un reproche, car cela nous touche directement. L'époque à laquelle M. de Tocqueville fait le procès avec trop peu d'indulgence est notre propre nourrice, et il est naturel que nous protestions contre l'arrêt qui la condamne. Cela est naturel, disons-nous, et pourtant qui peut nier qu'il ne soit très naturel, très peu étonnant aussi, de voir le XVIIIe siècle attaqué sans merci, même de nos jours? C'est le privilége de cette singulière époque, de donner matière aux jugemens les plus passionnés, les plus contradictoires. Sur quel sujet existe-t-il plus de divergences d'opinions que sur celui-là? Quel autre est resté si long-temps le texte de plus de querelles? Il se peut fort bien que cent historiens nous fassent voir à travers le même prisme l'âge de Charlemagne, de Frédéric-Barberousse ou de saint Louis, tandis qu'il ne s'en rencontrera peut-être pas deux qui voient sous les mêmes couleurs le XVIIIe ou même le XVIe siècle. Pourquoi cette différence? La réponse même à cette question nous ramène à notre sujet, à ce réveil de l'opinion publique au XVIIIe siècle que M. de Tocqueville a dû constater tout en dépréciant cette époque, et qui domine toute l'histoire de Louis XV. Tout autre chose est en effet de juger des sociétés qui n'ont pas encore conscience d'elles-mêmes, qui, faute d'avoir confiance en leur instruction et en leurs forces, se jettent aveuglément à la suite de ceux qu'elles supposent supérieurs à elles, et de saisir l'esprit d'une société qui, ayant cessé de croire sur parole les hommes qui représentent l'autorité, se connaissant désormais et ayant confiance en elle-même, s'inspire d'elle-même avant tout. On pourrait dire que c'est l'instinct qui domine les masses avant Luther, car on ne sait quel autre nom donner à cet élan qui les pousse tour à tour au bien et au mal, à ces mille passions qui, privées d'une règle supérieure, acceptent forcément l'autorité pour tutrice. Que Luther vienne et, cet instinct des masses, déjà suffisamment éclairci, se débrouillera pour devenir entendement, non tout à coup, mais peu à peu et par accroissemens graduels; et, dès ce moment-là, les nations compteront dans leur sein une majorité qui subordonnera le fait au droit; dès ce moment-là aussi, la foule acquerra un sens philosophique, je ne sais quelle intuition intelligente qui lui fera apercevoir de plus en plus distinctement à quel courant d'idées elle doit s'abandonner pour se conformer aux vues de la Providence. C'est là, si je ne me trompe, ce que nous devons appeler *opinion;* c'est là qu'est le signe d'une civilisation supérieure, le signe auquel on reconnaît de combien l'ordre d'idées produit par la venue du Christ a élevé l'homme moderne au-dessus de l'homme ancien. Le peuple de Rome, non plus que le peuple de la Grèce, ne semblait posséder cette intuition des voies secrètes de la Providence que nous constatons chez nos sociétés modernes. Le moyen-âge fut la minorité laborieuse qui servit d'acheminement vers cette remarquable période de l'humanité; Luther apprit à ses contemporains qu'ils pouvaient enfin marcher sans aide, et, après une longue lutte, l'émancipation définitive fut due à ces hardis penseurs du XVIIIe siècle, placés désormais, quels que soient en-

core le nombre et la vivacité des plaidoyers, au-dessus des attaques comme au-dessus des apologies.

Pour mieux s'assurer d'ailleurs que l'opinion est née le jour même où la raison s'est affranchie, qu'elles n'ont pas cessé depuis d'être compagnes et qu'elles se soutiennent l'une l'autre, il suffit d'interroger les faits. Il y avait à peine quelques années que les protestans avaient présenté leur confession de foi dans Augsbourg, que Montaigne, répété plus tard par Pascal, s'écriait que « l'opinion est la reine du monde. » Ce mot contenait tout l'avenir. Dès-lors, le philosophe gascon faisait l'essai de cette nouvelle souveraine en lui soumettant des maximes au moins hérétiques que l'autorité, déjà effarouchée et ne sachant de quel côté tourner la tête, laissait passer; et non-seulement ces maximes passaient, mais elles étaient lues avec délices en un temps même où un sombre fanatisme faisait s'entr'égorger catholiques et calvinistes; elles étaient lues avec délices, quoiqu'elles vinssent en droite ligne d'Épicure et de Lucien, et elles allaient même former une chaîne de libres penseurs qui ne devait aboutir à rien moins qu'à Voltaire, cet homme qui, par la liberté d'examen et l'opinion, fit plus en son temps que Luther et Calvin, mais qui toutefois ne vint qu'après eux.

La hardiesse des libres penseurs que suscita le XVI[e] siècle (et ils sont très nombreux), leurs railleries, l'énergie de leurs réclamations, les succès qu'ils obtinrent, nous permettent de nous étonner grandement de ce qui se passa au XVII[e] siècle, où il n'arriva jamais que la liberté d'examen approchât de la licence et où l'opinion fût réduite à se taire. Ce calme entre deux tempêtes est véritablement quelque chose d'unique. Comparez le XVI[e] et le XVIII[e] siècles, vous leur trouverez beaucoup de caractères communs : Voltaire a hérité du sarcasme et de la gaieté de Rabelais, en même temps que du scepticisme insouciant et poétique de Montaigne. Que d'idées celui-ci, quand par hasard il est ou stoïcien ou misanthrope, n'a-t-il pas inspirées à Rousseau! Que d'analogie ne trouve-t-on pas entre les idées politiques de Bodin et celles de Montesquieu, entre le dogmatisme de Calvin et celui du *Contrat social*, entre les pages piquantes de la satire Ménippée, d'Érasme et de Beaumarchais! Les beaux rêves de la Boëtie et de Charron n'ont-ils pas de la parenté avec ceux de Mably ou de Condorcet? Les utopistes du XVIII[e] siècle ne relèvent-ils pas un peu de Thomas Morus, et ses niveleurs des sectaires fougueux qu'a enfantés la réforme? Assurément les rapprochemens sont nombreux dans l'ordre intellectuel ou moral, et cependant tout un monde divise ces deux siècles jumeaux, qui ressemblent à ces grands lacs de l'Asie centrale, dont la source est commune et dont les communications sont souterraines. Ils furent séparés par une période où le doute eut peu de prise, où régnèrent l'ordre et l'unité, où le pouvoir royal atteignit son apogée sans rencontrer ni oppositions ni obstacles, où la religion fut entourée d'un respect sans mélange et marqua d'une empreinte profonde les caractères comme les écrits. Un historien a dit d'Auguste qu'il sut tout apaiser, même l'éloquence : *Eloquentiam sicut omnia pacavit;* on peut dire de Richelieu et de Louis XIV qu'ils surent tout apaiser, jusqu'aux passions furieuses et aux emportemens si souvent légitimes qu'avait soulevés le siècle précédent; et tout cela n'était pas en vain, car c'est au sein de ce repos tout providentiel qu'il fut permis à la nature d'enfanter une douzaine d'hommes tels qu'il n'y a rien à leur comparer, tels qu'ils suffirent à résumer dans leurs œuvres l'idéal du bon, du beau, de l'honnête, du

religieux et du sublime, tels que, quand à la fin ils furent morts, Voltaire, leur historien, manifesta la crainte que la nature ne fût épuisée.

Peut-être a-t-on eu le tort cependant de regarder l'avénement de cette monarchie du XVIIe siècle, si brillante, si impérieuse, si peu contestée, comme un phénomène inexplicable. Remarquons d'abord qu'il est des époques où la société, fatiguée de ses agitations, va presque d'elle-même au-devant d'un maître à qui elle demande le repos, et que telle fut la situation où se trouva Louis XIV, comme auparavant Auguste, comme après lui Bonaparte. La mollesse dont la nation fit preuve au milieu des troubles de la Fronde, et alors que se prononçait pour la première fois le mot de liberté, démontre bien qu'on n'était pas disposé encore à demander sérieusement à la royauté ni des comptes ni des garanties. De plus, si l'on cherche vers cette époque le rapport qui lie les idées aux faits, on se convaincra que toute une école d'écrivains et de publicistes fort en renom, Grotius, Hobbes, Saumaise, Gabriel Naudé, enseignait que, dans l'intérêt des peuples, il importait que le pouvoir du prince fût le plus fort et le plus étendu possible. Il en fut ainsi pour Louis XIV, et les vues de Grotius, de Hobbes et de Naudé se trouvèrent pleinement réalisées, puisque la royauté fut pendant un instant aux yeux des peuples ce que Grégoire VII, plusieurs siècles auparavant, aurait voulu que la papauté fût aux yeux des rois. Cependant le dogme religieux avait été ébranlé : était-il possible que le dogme qui s'attachait à la royauté absolue restât sans atteinte? Non; car l'esprit d'examen existait, et, alors même qu'il semblait s'éteindre, alors qu'il se taisait devant les grandes voix du siècle, il écoutait avidement, ne perdait aucune leçon, faisait son profit des traits satiriques de La-bruyère et de Boileau, de ce qu'il y avait d'instructif dans les merveilleuses boutades de Pascal, dans le souverain bon sens de Molière, dans les élans qui jaillissaient du cœur tout romain de Corneille, dans l'éloquence évangélique de Fénelon, dans l'éloquence biblique, affirmative, imposante, de Bossuet. Il y avait en tout cela de quoi nourrir l'ame, la raison, l'imagination, et, si d'ailleurs l'opinion gardait le silence, c'était à la condition qu'on l'indemnisât en chefs-d'œuvre et en victoires du joug qu'elle voulait bien subir. Du moment que victoires et chefs-d'œuvre cesseraient, on devait s'attendre à la voir reparaître en scène. C'est ce qui arriva. Louis XIV n'était pas encore mort, que déjà on l'avait vue s'émouvoir et qu'elle se demandait où en était resté le drame si attachant qu'avaient commencé Luther, Montaigne et Rabelais, dont elle s'était laissé distraire pendant un demi-siècle, mais qu'elle voulait continuer. Elle le continua en effet et le mena si rapidement, qu'en trois générations elle le faisait aboutir au terrible dénoûment de la révolution française.

Encore une fois, c'est une histoire très difficile à écrire que celle du XVIIIe siècle, presque aussi difficile que celle de cette révolution que nous venons de nommer, puisqu'à chaque ligne on est obligé de remuer des idées, d'agiter des questions de même nature. Ces sortes de sujets ne veulent être abordés qu'à distance, et c'est tout au plus si aujourd'hui le calme et l'impartialité se sont assez établis dans les esprits pour traiter convenablement, sans préjugés ou sans rancunes, celui dont nous nous occupons. Aussi Voltaire, qui était le premier homme de son temps pour écrire l'histoire, et qui ne voulut pas mourir sans écrire celle de Louis XV, l'écrivit-il d'une façon détestable, à tel point que cette histoire est, si l'on veut, répandue partout dans ses œuvres, exprimée dans chacune de ses

pages en termes saisissans, partout excepté dans son *Précis du règne de Louis XV*. Peindre ce règne du même pinceau dont il avait peint celui de Louis XIV fut un contre-sens énorme de sa part. Il appartenait en effet à cet homme célèbre de pousser impétueusement ses contemporains dans la voie de l'avenir; mais il ne lui appartenait pas de mesurer, ni d'apprécier, ni de décrire la route qu'avait parcourue la foule en tête de laquelle il marchait, car il ressemblait un peu à ces chefs de hordes qui envahissaient l'empire romain pour obéir à une impulsion dont ils ne se rendaient pas compte, et se faisaient chaque jour une patrie en oubliant chaque jour leur patrie de la veille. Il fut dans son genre une espèce d'Attila, et reproduire à nos yeux l'image de ce qu'il avait détruit lui eût été à peu près aussi impossible que cela l'eût été au conquérant hun. D'ailleurs, il ne pouvait écrire sérieusement cette histoire sans se mettre au premier rang parmi les acteurs qui y jouèrent un grand rôle, et cela, comment eût-il pu le faire? Si certains architectes des cathédrales du moyen-âge faisaient placer eux-mêmes leur statue dans quelque galerie de l'édifice construit par eux, Voltaire pouvait-il en faire autant pour lui dans un édifice qu'il avait démoli aux trois quarts?

Nous sommes aujourd'hui dans d'autres conditions pour écrire cette histoire, et assurément M. de Tocqueville eût mieux rempli sa tâche s'il se fût placé pour juger le règne de Louis XV au point de vue des générations nouvelles; mais il a eu le malheur de ne pas tenir compte de la société au milieu de laquelle il vit, c'est-à-dire de la nôtre, et de faire abstraction des idées et des sentimens qui l'animent pour s'ériger en homme du XVIIe siècle, en contemporain de Louis XIV : de là ses erreurs, de là ses mécomptes. Imaginez-vous un gentilhomme de la compagnie du prince de Condé ou de ce duc de la Feuillade qui rendait presque au grand roi des honneurs divins, revenu au monde pour apprécier la révolution opérée par les idées du XVIIIe siècle, et dites si cette révolution aura en lui un juge équitable. Ce n'est pas toutefois que M. de Tocqueville soit un ennemi déclaré du nouvel ordre de choses, car il applaudit de bonne foi à toutes les chances de régénération qui se présentent, à tous les sentimens, à toutes les espérances généreuses dont se plaisait à s'enivrer la foule avec un engouement souvent candide; mais évidemment sa mémoire est toujours imbue des traditions du vieux siècle, dont Voltaire lui-même faisait un continuel panégyrique. Si ce n'est pas un charme à dédaigner dans son livre que d'y trouver le respect des devanciers, qui en réalité est une partie de la morale publique, il faut avouer pourtant que ce respect ne suffit pas à constituer l'impartialité d'un historien; et, pour tout dire, s'il est une occasion où il convient particulièrement de faire une large part aux sentimens de la génération vivante, c'est assurément quand il s'agit du XVIIIe siècle.

L'auteur éprouve un premier dégoût à noter les insultes qui couvrirent le cercueil de Louis XIV, « ingratitude, dit-il, qui confond la raison. » En même temps il s'aperçoit que les volontés du roi, si respectées de son vivant, sont annulées aussitôt qu'il est mort « par des gardiens des lois qui se mettent au-dessus d'elles, » et que les hommes les plus éminens du royaume semblent ne plus compter pour rien le chef de l'état par cela seul qu'il n'est plus, et il s'écrie : « Voilà donc un pouvoir au-dessus du roi! A qui ce pouvoir? A des hommes institués seulement pour juger les procès, inamovibles, irresponsables, possédant à prix d'argent leurs charges. Et ces hommes se mettent à exercer sans mission

du peuple une puissance contestée à la nation elle-même! grande anomalie dont les conséquences ne tarderont pas à se faire sentir! » Ce n'est pas qu'il ne comprenne qu'il eût été dangereux à beaucoup d'égards de suivre les dispositions écrites par Louis XIV; mais il constate dès la première page non-seulement que les limites des pouvoirs ne sont pas définies, mais que la chaîne qui liait le passé au présent vient de se relâcher; c'est là un premier et sinistre augure.

Les débuts de la régence annonçaient en effet une brusque rupture avec les précédens : toutes choses avaient un air tout nouveau, et l'attitude du parlement, et la politique du régent, et sa conduite privée, et le déchaînement de licence qui se manifestait dans le public, et les opinions qui se faisaient jour : tout cela était nouveau, dis-je, et néanmoins tout cela était préparé, car, nous l'avons dit, l'esprit d'examen subsistait même à cette époque, contenu, modéré, mais non vaincu; c'était une trêve et non pas une abdication. De même qu'une école de publicistes avait appelé à grands cris la monarchie absolue au moment où elle allait apparaître dans toute sa vigueur, de même aussi une petite troupe de libres penseurs avait jeté, timidement il est vrai, quelques mots discordans au milieu du magnifique concert qu'entonnaient les grands hommes du XVII[e] siècle. Déjà on avait appris à redouter les atteintes du libre examen, et on le prouvait par les précautions mêmes dont on s'entourait. Ainsi Bayle, cet homme qui semblait né pour raisonner comme l'oiseau pour voler, et qui raisonna toute sa vie, soit pour, soit contre, n'eut rien de mieux à faire que de porter en Hollande cette machine dialecticienne dont l'avait pourvu la nature. Les hommes même d'imagination, qui étaient du goût de Louis XIV, n'avaient pas de peine à se compromettre à ses yeux quand ils sortaient par mégarde du terrain de la belle littérature pour faire une excursion sur des confins étrangers, témoin La Fontaine, qui, probablement sans le savoir, décocha des traits que ne lui pardonna pas la cour; Saint-Évremond, qui alla mourir en Angleterre pour quelques hardiesses de ce genre, et jusqu'au tendre Racine, à qui il arriva malheur pour avoir compati trop ouvertement aux misères du bas peuple et s'être demandé un jour s'il n'existait pas des moyens de les prévenir ou d'y remédier. Fénelon aussi fut disgracié et relégué loin de la cour pour avoir fait dans son *Télémaque* des portraits que l'on prit aisément pour des satires, et pour avoir insinué trop souvent que les rois sont faits pour les peuples et non les peuples pour les rois. Et puisque nous parlons de Fénelon, admirons en passant cette force pénétrante et insaisissable de la logique, ou, si l'on veut, de l'opinion, qui rendait si hardis même des hommes liés au pouvoir, même un habile courtisan, même un précepteur des enfans de France tel que l'était ce sensible et éloquent prélat. Ramsay, son biographe, assurait que, s'il était né en Angleterre, il aurait développé son génie et donné l'essor à des principes qu'on n'a jamais bien connus. Que dis-je? Louis XIV, après la mort du duc de Bourgogne, rechercha soigneusement tous les manuscrits que l'élève avait conservés du précepteur et les brûla. Que de symptômes dans de pareils faits! Il est vrai que le monarque avait généralement pour lui la grande littérature, à la différence de Napoléon, qui confessait n'avoir que la petite; mais derrière cette grande et très grande littérature, qui ne devait pas lui survivre, il pouvait apercevoir ceux qui allaient tenir la plume en France : un Fontenelle qui, déjà se moquant à la fois de Rome et de Genève, préparait timidement les voies à Voltaire, dont il fut le

diminutif et le précurseur; un abbé de Saint-Pierre, qui ne cessait d'appeler Louis XIV un grand enfant et de réclamer contre la manière dont il avait gouverné la France; un Vauban, qui trouvait l'administration défectueuse et inhumaine. La critique allait suivre de près l'admiration; elle n'attendait que la mort du roi pour s'exercer à la fois dans le champ de la religion, dans celui de la politique, dans celui de l'économie sociale. A peine Louis XIV est-il enfermé dans sa dernière demeure à Saint-Denis, que la critique se donne en effet libre carrière. Déjà le père Le Tellier, naguère si redoutable, est en exil, et Mme de Maintenon déchue pour toujours; déjà la cour a quitté le masque de religion qu'elle avait long-temps porté; déjà on se presse à la Bibliothèque pour s'arracher les œuvres de Bayle, et, si l'on va au sermon, c'est pour écouter Massillon disant d'une voix solennelle : « Toute puissance vient de Dieu et n'est établie que pour l'utilité des hommes. Les grands seraient inutiles sur la terre s'il ne s'y trouvait des pauvres et des malheureux; ils ne doivent leur élévation qu'aux besoins publics, et, loin que les peuples soient faits pour eux, ils ne sont eux-mêmes tout ce qu'ils sont que pour les peuples... Ce sont les peuples tout seuls qui donnent aux grands le droit qu'ils ont d'approcher du trône, et c'est pour les peuples tout seuls que le trône lui-même est élevé. En un mot, et les grands et les princes ne sont pour ainsi dire que les hommes du peuple. » — Paroles démocratiques s'il en fut!

Ce qu'il y a de plus intéressant à étudier sous la régence, ce n'est pas le caractère du régent, quoiqu'il soit extrêmement significatif, de cet homme qui, chose remarquable, se crut obligé, pour plaire au public, de renoncer ouvertement à toutes les habitudes et à toutes les traditions du règne précédent, fut libertin et irréligieux avec le public, familier avec lui, mais se trompa sur presque toutes les nécessités de la situation, méconnut la véritable politique à l'extérieur, et finit au dedans par jeter un commencement de discrédit sur le pouvoir, en prince qui ne savait pas se respecter et n'ajoutait plus de foi qu'à la maxime *divide et impera*. Ce n'est pas là, dis-je, l'objet le plus intéressant à étudier, c'est l'essai que l'on fit du système de Law, « cet étranger doué d'infiniment d'esprit, possédant une élocution facile et entraînante, avec le talent de répandre de la clarté sur les calculs arides de la finance, et de donner à ses plans une apparence de raison et une probabilité de succès. » Assurément M. de Tocqueville, à qui nous empruntons ces paroles, n'est pas un ennemi de Law, et cependant nous nous croyons en droit de lui reprocher de n'avoir pas attribué à son système toute l'importance qu'il a eue, et, puisque nous nous attachons surtout ici à faire ressortir les ébranlemens les plus considérables qu'ait subis l'opinion, nous devons quelque attention à l'homme qui disait, sous un régime où l'aristocratie avait encore une bien grande puissance : « L'argent n'est à vous que par le titre que vous donne le droit de l'appeler et de le faire passer par vos mains pour satisfaire à vos besoins et à vos désirs; hors ce cas, l'usage en appartient à vos concitoyens, et vous ne pouvez les en frustrer *sans commettre une injustice et un crime d'état*. » Depuis le jour où Luther avait proclamé que le pape était l'antechrist, il ne s'était rien dit de si révolutionnaire que ces mots de Law. Qu'on y prenne garde, et l'on y lira en lettres de feu la ruine de la vieille aristocratie, la ruine de la glèbe, la ruine des préjugés qu'avait jadis importés la conquête et qu'avait trop souvent consacrés la religion, la réhabilitation complète du travail, enfin l'inauguration du régime industriel et social que

nous avons obtenu à beaucoup d'égards, et qu'à d'autres nous n'avons pas atteint encore, mais dont nous nous rapprochons tous les jours. Il est même permis de dire que, si Luther était venu à son heure, Law avait eu l'audace de venir avant la sienne, puisqu'il voulut appliquer à un royaume délabré, où l'on possédait à peine les premières notions du crédit, des principes qui ne devaient être applicables et appréciables qu'après de longues et cruelles épreuves; mais là encore est un trait de ce XVIIIe siècle, dès la naissance duquel on était si avide de changemens et de progrès, qu'on oubliait toutes les règles de la prudence pour peu qu'une nouveauté séduisante se présentât. On aimait mieux être téméraire que stationnaire, et l'on criait : Vive le roi et monseigneur Law!

Enfin, quels que soient les reproches que l'on puisse adresser à ce merveilleux aventurier, il faut convenir que, s'il eût eu la puissance de réaliser tous ses plans, il eût nivelé les inégalités du corps social par la répartition des richesses, comme la révolution les a nivelées par l'effusion du sang. Tout incomplète qu'a été son œuvre, elle n'a certes pas été stérile. Les grands seigneurs, les grandes dames, les princes du sang, ne s'étaient pas mêlés impunément à la curée de la rue Quincampoix. Qu'était devenu, au milieu de cette tourbe, ce principe des monarchies que Montesquieu appelle honneur, et dont les classes supérieures, dans l'intérêt même du pays, doivent être les dépositaires et les gardiennes? Évidemment il venait de subir une atteinte irremédiable. « La noblesse de cette époque, dit M. de Tocqueville, a forfait à son principe en se livrant à la cupidité effrénée développée par le système. Alors elle cessa d'inspirer le respect et elle ne put le recouvrer, car elle continua à trouver insuffisante la considération qui vient des aïeux et à éprouver le besoin d'y joindre celle de la fortune, d'où s'ensuivit un notable et profond changement dans les mœurs. La richesse commença à être estimée à l'égal de la naissance; elle ne tardera pas à l'emporter. En outre, le niveau de l'égalité s'était établi à la rue Quincampoix, entre les grands seigneurs et les dernières classes de la société. La noblesse était descendue jusqu'à ces gens-là; ils en déduisirent logiquement que, dans d'autres circonstances, ils pourraient monter jusqu'à elle. »

Cette décadence morale de la noblesse était un fait extrêmement grave, et voici pourquoi. La monarchie consistait en une superposition de plusieurs classes ayant chacune son grade, formant chacune une espèce de pouvoir, jouissant chacune de droits différens et proportionnés à sa position respective dans l'échelle sociale. Ce n'était pas seulement la différence des droits, mais aussi et surtout celle des sentimens et de certaines délicatesses morales qui devait élever une barrière entre elles, et, ajoutons-le, ce n'était pas seulement le sang qui faisait aux classes supérieures une loi du soin de leur dignité, c'était aussi l'intérêt de l'état; car le jour où la noblesse ferait défaut au trône, celui-ci, manquant de base, tomberait aussitôt par terre. Long-temps on avait cru à la noblesse, à ses mérites, à sa supériorité, à l'efficacité de sa devise : *Noblesse oblige;* mais on commençait à comprendre que le règne de Louis XIV, qui fut, comme dit Saint-Simon, la pleine et parfaite roture, avait porté un coup sensible à cette grande classe et qu'elle était sur son déclin. Les gens sensés remarquaient qu'il y avait en cela un danger sérieux pour la monarchie, danger que Louis XIV n'avait pas aperçu peut-être, mais que la régence fit voir en tout son jour. Le duc de Noailles, cet homme que Saint-Simon n'aimait pas et qu'il nous représente néanmoins comme « un homme d'infiniment d'esprit et de tous les genres

d'esprit, fin courtisan, bon général, habile financier, homme d'état distingué, » s'était efforcé opiniâtrément de faire repousser le système de Law, ne prévoyant rien de bon d'une effusion d'argent au milieu de laquelle se mêleraient et se fondraient les classes. Saint-Simon ne voyait pas moins la plaie qui, en rongeant la noblesse, menaçait la solidité du trône, et, pour corriger ce qu'avait fait Louis XIV, il engageait sans cesse le duc d'Orléans « à mettre la noblesse dans le ministère avec la dignité et l'autorité qui lui conviennent aux dépens de la robe et de la plume, à écarter cette roture de tous les emplois supérieurs, et à soumettre tout à la noblesse en toute espèce d'administration; » et il était secondé en cela par le comte de Boulainvilliers, auteur original et profond, qui avait le talent de faire presque une vérité de son fameux paradoxe, que « le système féodal est le chef-d'œuvre de l'esprit humain. »

Ces avertissemens étaient sages, et le pouvoir les prit en grande considération; mais suffisait-il d'écarter la roture pour relever la noblesse? Évidemment cela ne suffisait pas; le mal était déjà trop profond, et d'ailleurs, indépendamment de ce danger, combien d'autres menaçaient! Ce n'était pas assez qu'une des colonnes de la monarchie s'affaissât par ses propres vices, on allait bientôt constater qu'une sorte de fièvre avait gagné peu à peu tous les membres du corps social, et que la ruine des vieilles traditions n'était pas seulement dans les erreurs de la noblesse, mais qu'elle était dans les actes et les pensées de tout le monde. Entrons donc pleinement dans la portion capitale du règne.

La période qui s'écoule entre 1745 et 1764, et qui est celle pendant laquelle Mme de Pompadour tint Louis XV en tutelle, est à la fois la plus désastreuse et, sous quelques rapports, la plus remarquable que présente notre histoire : il n'en est point d'autre qui offre des contrastes plus frappans. D'un côté, la France est battue dans toutes les parties du monde et perd colonies, marine, armées, gloire et honneur; de l'autre, elle entend chez elle une réunion brillante de penseurs immortels formuler des idées qui sont destinées à faire des conquêtes dont on ne peut assigner la limite. Pendant que la royauté et les hautes classes oublient toute pudeur, apparaissent le *Discours sur l'inégalité des conditions, la Nouvelle Héloïse* et l'*Émile*. Pendant que le pouvoir absolu et les parlemens usent leurs forces sans dignité sur le plus mouvant des terrains, l'*Esprit des Lois* et le *Contrat social* préparent un nouvel ordre de choses dans lequel ni les parlemens, ni le pouvoir absolu ne trouveront leur place. Ce n'est pas tout encore : au moment même où des sectes religieuses argumentent, avec autant de pédantisme que de passion, sur la *grace concomitante* et la *grace efficace*, sur les distinctions à faire concernant l'infaillibilité du pape et le degré d'autorité qui doit être accordé à la bulle *Unigenitus*, une vaste conspiration s'organise, qui ne tend à rien moins qu'à renverser le dogme apporté par le Christ. Quelle époque! que de germes et de produits divers sur un même champ! Jamais, en aucun autre temps, le présent et l'avenir ne se virent de si près qu'en celui-là.

Il convient d'insister sur le mouvement tout particulier qui s'opéra dans les esprits sous le régime de Mme de Pompadour. Les œuvres qui parurent pendant cette période ne furent plus seulement des œuvres de raillerie et de scepticisme, mais furent très souvent remarquables par l'éloquence des pensées, par la vivacité, la noblesse, quelquefois l'amertume des sentimens, par des exposés de principes, par des professions de foi dogmatiques, et c'était là quelque chose de tout nouveau : l'esprit public avait subi une transformation. On était désormais

bien au-delà des propos moitié épicuriens, moitié frondeurs, que l'on entendait débiter dans les réunions galantes où brillaient les Chaulieu, les Lafare, les Ninon de l'Enclos, les Châteauneuf. Il faut tenir compte pourtant de ces préliminaires et, afin de bien comprendre le XVIII[e] siècle, ne négliger aucun de ces transports presque enfantins de la régence. C'est que le rire devait précéder logiquement des péripéties plus graves, et qu'il devait en être des phases que parcourait l'esprit humain comme de celles par où est passé l'art dramatique, depuis les essais informes de Thespis jusqu'à l'époque où des traités didactiques posèrent les limites et les règles distinctes de la tragédie et de la comédie. L'esprit humain fut de même dans les temps modernes railleur avant d'être passionné, passionné avant d'être dogmatique. Qu'on lise Rabelais, et au milieu des bouffonneries intarissables de ce philosophe cynique qui, comme Thespis, se barbouillait de lie de vin, on trouvera exposés tous les besoins dont l'intelligence demandait la satisfaction, tous les griefs que la révolution a redressés. Après lui, le rire fut longtemps de mode : Montesquieu n'en était encore qu'au rire quand il publia les *Lettres persanes;* mais l'enveloppe burlesque dont le curé de Meudon avait affublé Pantagruel et Panurge, dont Fontenelle avait affublé Méro et Énégu, dont Montesquieu avait affublé ses Persans, cette enveloppe tomba enfin, et, quelques années plus tard, on déclamait au théâtre les tirades irritées de Voltaire sur les prêtres et sur les despotes, en même temps qu'éclataient les protestations éloquentes de Rousseau contre les inégalités sociales. La foule applaudit, et bientôt ce même Rousseau, Montesquieu, Mably, d'Alembert, Condorcet, déterminaient enfin, d'une manière dogmatique et positive, quels étaient les droits et les devoirs de l'homme; dès-lors la révolution était faite dans les esprits.

Nous ne sommes pas de ceux qui croient que les grands effets naissent des petites causes, que la révolution d'Angleterre éclata parce qu'une ordonnance de Charles I[er] empêcha Cromwell de s'embarquer pour l'Amérique, qu'un verre d'eau renversé changea un jour la politique anglaise et la situation de Louis XIV vis-à-vis de l'Europe, que les coups de bâton que reçut Voltaire, encore jeune, d'un grand seigneur de son temps, produisirent chez lui une irritation dont le vieil ordre de choses porta la peine; nous ne croyons pas non plus que ce soit l'exclamation d'un conseiller au parlement qui, sous Louis XIV, ait amené la convocation des états-généraux. Non, de petits moyens dont se sert la Providence ne sont pas des causes; nous devons avouer, toutefois, que la singulière position de M[me] de Pompadour, *petite bourgeoise* devenue souveraine, contribua puissamment à laisser le champ libre aux merveilleux progrès de la pensée. On la raillait dans la haute société sur la bassesse de sa condition; elle se vengea en se liant au parti philosophique, dont Louis XV se tenait si prudemment à distance. Dès-lors les digues furent rompues, et le vieux régime fut envahi de toutes parts. Pouvait-il ne pas l'être quand les plus beaux génies conspiraient contre lui, que leurs maximes pénétraient toutes les classes, que leurs efforts étaient applaudis de l'Europe entière, même des souverains? Et il faut avouer que l'habileté suprême des philosophes était d'avoir jeté même les souverains pêle-mêle dans leur parti.

Il y en eut un cependant qui resta obstinément sourd à leurs avances, insensible à leurs séductions, hostile à leurs projets et qui les contre-carra beaucoup plus qu'on ne le croit : c'est le roi Louis XV, prince qui avait l'instinct du despotisme sans en avoir l'énergie. Sa rare sagacité lui défendait d'en croire

Voltaire, quand celui-ci, l'appelant son Trajan, lui vantait les bienfaits qui devaient naître de l'alliance de la royauté avec la philosophie; au contraire, elle lui montrait clairement que son autorité n'avait pas de plus grands ennemis que cette foule d'hommes qui, dans leur passion pour l'analyse, remontaient à la source de toutes choses. Aussi se garda-t-il bien de leur témoigner la moindre faveur, et fut-il impitoyable à se moquer des seigneurs de sa cour qui allaient en Angleterre apprendre, disaient-ils, à penser. De tous les penseurs il n'en aimait qu'un, c'est Quesnay, le père des économistes, et cela se conçoit, puisque Quesnay rêvait le retour de la société à l'état patriarcal, sous un roi absolu, qui eût été revêtu d'un droit de surveillance et d'intervention universelles. Ce rêve n'était pas, tant s'en faut, celui de la majorité, et le prince l'ignorait moins que personne. Qu'on y prenne garde, et l'on s'apercevra que les hommes du tiers-état étaient loin de trouver grace à ses yeux comme devant Louis XIV, et qu'il était même fort défiant à l'égard de ces roturiers qui s'enrichissaient, s'éclairaient, s'enhardissaient chaque jour. Où le tiers-état trouvait-il des points d'appui? Parmi les gens du parlement, parmi les jansénistes, les philosophes et les gens de lettres. Or, le pouvoir fit à tous une guerre implacable. Il s'évertua à dépouiller le parlement du droit de remontrances, à imposer aux jansénistes le joug de la suprématie papale, à brûler les livres des philosophes, à lancer des lettres de cachet contre les écrivains. Ce manége fut incessant pendant près de cinquante années, et la persévérance que déploya le pouvoir dans le rôle qu'il avait embrassé prouve bien qu'il n'agissait pas à l'aventure, et que les dangers de sa position lui étaient connus. Il est un fait qui marque plus que tous les autres que, s'il y avait moins de grandeur et moins de fermeté chez Louis XV que chez son prédécesseur, il y avait chez lui peut-être plus de logique : c'est l'insistance avec laquelle il lutta contre les conséquences de la fameuse déclaration du clergé français qui avait établi les libertés de l'église gallicane. Son règne tout entier ne fut qu'une protestation contre l'acte de 1682. Le vieux Caton ne demanda pas plus ardemment la destruction de Carthage, et il est manifeste qu'au point de vue des intérêts de la royauté Bossuet avait fait commettre à Louis XIV une lourde faute (qui n'échappa pas du reste à ce monarque) en l'amenant à sanctionner cette déclaration. Évidemment c'était faire œuvre qui émanait de la réforme que d'imposer une règle à l'autorité, à l'autorité dont, selon les plus vieilles traditions, Rome était le siége et la source. L'autorité! tel était le grand principe qui était malade et qu'il s'agissait de sauver. N'était-ce pas une étrange maladresse de la part d'un pouvoir qui venait après Luther et Calvin que d'affaiblir ce principe au moment où il allait en avoir un si grand besoin? C'est le tort que dut déplorer Louis XV, et qu'il s'efforça de réparer avec plus d'énergie qu'il n'en paraissait avoir : mais il reconnut bien que les jansénistes étaient fanatisés, les parlemens intraitables, les philosophes armés de toutes pièces; que, comme les jésuites eux-mêmes, ces alliés si intelligens et si souples, ne pouvaient plus suffire à leur tâche et demandaient merci, il y avait humanité à les mettre hors du champ de bataille, c'est-à-dire à les renvoyer de France dans leur propre intérêt; que, la contagion gagnant de toutes parts, il s'agissait à la fin bien moins de sauver l'autorité dans l'église que de la sauver dans l'état; et c'est alors qu'ayant jugé sa propre impuissance, il s'écria : Après moi le déluge! exclamation arrachée plutôt au désespoir qu'à l'insouciance.

Si nous mettons en relief l'espèce de vigueur que montra Louis XV pour lutter contre l'esprit du siècle, ce n'est pas que nous voulions réhabiliter le caractère bien connu de ce prince : c'est que nous nous sommes demandé quelles sortes d'obstacles cet esprit du siècle avait rencontrés sur sa route, et qu'il nous a semblé que le souverain d'alors n'avait pas été sans lui opposer une résistance assez vive et assez rationnelle. Plusieurs causes décisives font néanmoins que, quand même ce prince eût été doué d'un grand caractère, il eût été impuissant à contenir le torrent de l'opinion, et la plus décisive de toutes, c'est que ce torrent, pour être contenu, devait d'abord être devancé, comme il le fut si habilement en Prusse par Frédéric-le-Grand. Or, pouvait-on encore se flatter de réussir en un pareil effort, quand on se rappelait tous les graves symptômes qui s'étaient produits dès les premières années du siècle? Dès-lors il s'était formé encore des réunions d'athées qui jetaient en riant le doute sur les croyances religieuses et apparemment sur d'autres croyances. Plus tard, sous le ministère de Fleury, on avait vu s'ouvrir dans un hôtel de la place Vendôme une sorte de club politique connu sous le nom de *Conférence de l'entresol* qu'il fallut fermer. Faut-il ajouter que la licence des écrits, comme le notait Malesherbes en 1759, était au comble? faut-il ajouter qu'un attentat avait été dirigé contre la vie du roi, que les finances délabrées reculaient souvent jusqu'aux procédés ruineux auxquels on avait recours avant Colbert; que le bas peuple endurait avec impatience les indignes vexations des classes privilégiées, et souffrait cruellement de la faim, de la faim qui produit les révoltes? On avait à peine passé la moitié du règne qu'un étranger clairvoyant, lord Chesterfield, ne jugeant que d'après les faits, écrivait à son fils, en parlant de la France : « Ce que je puis bien prédire, c'est qu'avant la fin du siècle le métier de roi et de prêtre décherra de plus de moitié. »

Étaient-ce les triomphes de la politique, l'éclat des armes, qui pouvaient sauver le vieux régime monarchique aux yeux de l'opinion? Mais la roture, qui, depuis un siècle, avait compté tant d'hommes illustres dans ses rangs, était par calcul écartée des hauts emplois, et, par surcroît de malheur, la noblesse ne les remplissait que pour montrer son insuffisance. Une sorte de vertige s'était emparé de cette aristocratie que l'on voulait relever le plus haut possible, et, pour trouver de pareils exemples d'incapacité politique, il faudrait les chercher à la cour du Grand-Mogol attaqué par les Anglais. Les tristes égaremens de la noblesse et du roi sont trop connus pour qu'il soit besoin de les rappeler ici. Ce qu'il importe de constater, c'est qu'à l'époque même où, avec Frédéric-le-Grand, Catherine-la-Grande et la grande Marie-Thérèse, le génie s'asseyait sur trois trônes à la fois, l'honneur, proclamé par Montesquieu le principe, le mobile, le ressort, le soutien unique de la monarchie, l'honneur en France n'était plus qu'un vain mot pour la noblesse, pour le clergé, pour la royauté. Les conséquences d'un pareil renversement, il était aisé de les prévoir. Toutes les barrières qui pouvaient contenir l'opinion étaient successivement tombées. Celle-ci allait donc marcher librement de pair avec la raison; ceux qui eussent voulu la devancer pour la contenir étaient depuis long-temps condamnés à l'impuissance; ceux qui eussent voulu la suivre pour sauver par une transaction quelques débris de l'ancien régime allaient être également dépassés. C'est ainsi que déjà les parlemens et les jansénistes étaient laissés en arrière. Ceux même qui allaient étudier les merveilles accomplies par la libre pensée dans la patrie de Swift et de Bolingbroke étaient à peine revenus en France, qu'ils se trouvaient en retard.

Quoi de plus remarquable que cette rapidité du mouvement intellectuel! quoi de plus irrésistible! En ne se circonscrivant plus dans l'arène où se débattaient les querelles religieuses et parlementaires, il ôtait à l'autorité tout espoir de lui faire jamais sa mesure. Est-ce à dire qu'il y ait lieu de regretter, comme plusieurs l'ont prétendu, que les choses se soient passées ainsi? Assurément non, car il est hors de doute que, si les jansénistes et les parlemens eussent été les véritables champions du progrès en France, notre révolution, bien loin de revêtir le caractère de rationalisme et d'universalité qui la distingue, ne se fût pas même élevée à la hauteur de celle d'Angleterre sous Charles Ier. Les jansénistes étaient des esprits sévères et intolérans que ne pouvaient contenter ni la morale amollie ni les accommodemens et adoucissemens inventés par les jésuites. Il est remarquable cependant que, par un rigorisme qui écrasait les intelligences sous le poids d'une déchéance irrévocable, ils arrivaient à la négation de la liberté humaine, c'est-à-dire au même point où arrivaient les jésuites par une route opposée. Ils étaient intolérans par fanatisme, comme les derniers l'étaient par ardeur de prosélytisme et par ambition; et M. de Tocqueville, qui approuve peu leurs maximes, nous accordera qu'il y avait loin de ces continuateurs d'Arnaud et du père Quesnel à ces puritains dont son fils nous a fait un portrait si saisissant dans son bel ouvrage sur la démocratie américaine. Ils avaient le mérite, j'en conviens, de comprendre que, dans la religion catholique, trop souvent la forme emporte le fond, que les jésuites exagéraient encore cette tendance, et qu'il était de leur devoir d'y mettre obstacle. Ils se retranchaient en outre dans cette classe moyenne qui, sous Louis XV, sut rester sans tache; mais leur mérite n'allait pas beaucoup au-delà. D'ailleurs, ils s'étaient bien amoindris eux-mêmes depuis les beaux jours de Port-Royal. Enfin les convulsions de Saint-Médard achevèrent de les discréditer aux yeux des gens qui voyaient plus loin qu'eux, et il est digne d'observation que l'on peut parcourir tout Voltaire, sans y trouver une seule fois l'explication raisonnée de ce qu'était la fameuse querelle des jésuites et des jansénistes qu'il mentionne si souvent. C'est que Voltaire ne pouvait prendre cette querelle au sérieux, et la plupart de ses contemporains finirent en cela par lui ressembler.

S'il n'appartenait pas aux jansénistes de ramener l'église à ses devoirs, le parlement non plus n'était pas digne de faire la révolution, et ce n'est pas lui qui la fit. Il y avait chez lui plus de taquinerie que de résolution, plus de vanité que de grandeur. Son rôle fut manqué. Gardien entêté des précédens et des vieilles formes, il ne voulait pas entendre parler de l'égalité des impôts, ni d'autres nouveautés aussi légitimes. Il suffisait de l'écarter de la scène pour qu'il sacrifiât ses opinions les plus chères au désir d'y reparaître. De grandes convictions inspirent une plus grande conduite.

Penser que le mouvement des esprits pouvait être arrêté de force, c'était une folie; qu'il pouvait être contenu par le respect des traditions et des vieux principes, c'était un espoir auquel il fallut de bonne heure renoncer; qu'il pouvait être circonscrit dans la limite des querelles parlementaires, c'était un calcul qui fut déjoué en peu d'instans; qu'il pouvait être à la rigueur dirigé par les jansénistes et les magistrats, c'était un vœu peut-être stérile et à coup sûr bien difficile à réaliser. L'influence même de l'Angleterre, si réelle et si grande qu'elle fût, devait être dépassée par l'influence de notre philosophie, et cela à tel point, qu'en 1791 l'Angleterre était presque aussi épouvantée que le reste de l'Europe

des progrès rapides qui s'opéraient dans la société française. C'est ainsi que se renouvela au XVIIIe siècle ce qui s'était vu dans l'antiquité, quand le génie égyptien, si étudié, si admiré par la Grèce, pâlit complétement devant le génie hellénique une fois émancipé. Comparons les leçons qu'offrait la Grande-Bretagne à celles que donnaient des philosophes français qui vivaient sous le régime du bon plaisir. D'un côté du détroit, on trouvait admissible, comme on le trouve encore aujourd'hui, qu'il y eût des Normands et des Saxons, deux castes, des prérogatives, une religion dominante et jalouse; de l'autre côté, on demandait qu'il n'y eût plus ni religion d'état, ni distinction entre Francs et Gaulois, ni priviléges, ni inégalités sociales. D'un côté, une loi avait pour seule justification l'utilité ou l'expérience; de l'autre, on demandait que le principe des droits et celui des devoirs fussent la double source de toute loi. Dans la Grande-Bretagne, pays d'aristocratie marchande, on recherchait l'alliance des traditions et des intérêts, l'accord des vieilles formes et des innovations avantageuses, et l'on stipulait avant tout en faveur des Anglais. Sur le continent, les philosophes et les publicistes les plus admirés étaient ceux qui ne voulaient des vieilles formes et des traditions qu'à condition qu'elles ne choqueraient aucunement les principes du droit naturel et qui stipulaient surtout en faveur du genre humain. Quelle différence! Aussi ne nous étonnons pas du caractère tout particulier que revêtit la révolution française dès son début, ni de la distance énorme qu'il y a entre la déclaration des droits de l'homme et le bill des droits. Je n'examine en détail ni l'un ni l'autre de ces actes; pourtant ce qu'il y a de sûr, c'est que le premier n'a que les proportions d'une mesure locale, et que le dernier fut une sorte de proclamation jetée aux nations civilisées.

Cette manière d'apprécier le XVIIIe siècle n'est pas, nous en convenons, celle de M. de Tocqueville. Les doctrines de cette époque lui paraissent être l'expression d'une impiété successivement libertine, moqueuse, dogmatique, et, à son sens, elles ont fini « par conduire de concert les hommes à cet affaiblissement moral qui est le prélude et le symptôme de la chute des empires. » Il est d'avis « qu'elles ont matérialisé l'ame et développé un égoïsme dont les conséquences furent de grandes catastrophes. » Et pourtant, si l'on pèse froidement les choses, cela est-il exact? L'histoire même de ces derniers temps ne donne-t-elle pas un démenti formel à de pareilles assertions? Ne met-elle pas M. de Tocqueville en contradiction avec lui-même? Est-ce justice aujourd'hui de ne voir que des trompettes d'impiété dans les hommes qui, au milieu de périls sans nombre, ont jeté les fondemens sur lesquels s'est assise la constituante? ou plutôt n'est-ce pas là, sinon une grande injustice, du moins un grand malentendu? Il y a deux cents ans, quelques hommes appelaient sérieusement Pascal un *tison d'enfer*. Nous craignons que M. de Tocqueville n'ait donné dans le même travers au sujet de l'école philosophique du XVIIIe siècle. Il se peut qu'il y ait eu dans ses rangs des extravagans et des impies, des hommes qui ne savaient que détruire et n'étaient pas dignes d'elle; mais ce qui doit faire pardonner ses excès, ce qui surtout légitime ses efforts, c'est qu'après avoir renversé et foulé aux pieds les vieilles croyances, les vieux préjugés, les vieilles erreurs, la philosophie arriva au but même que le christianisme avait montré aux hommes : les résultats et les principes étaient les mêmes; c'était là pour les penseurs du XVIIIe siècle une grande justification. Il y avait chez eux non-seulement de l'énergie, de la fougue, une rare persévérance; il y avait aussi une foi profonde dans la justice de leur cause,

dans le succès de cette espèce de croisade qu'ils entreprenaient en faveur de la raison. « *La raison finira par avoir raison*, » disait d'Alembert, et tous les philosophes répétaient ce mot en chœur et sur tous les tons ; la tige d'un nouvel ordre de choses croissait peu à peu par la pensée sur les ruines de l'ancien.

Ce retour que nous venons de faire avec M. de Tocqueville vers le règne de Louis XV nous a amené, on le voit, à des conclusions fort différentes de celles qu'il exprime. Nous avons d'abord pu reconnaître que la nation n'était pas arrivée d'un seul bond à cette haine de l'arbitraire, à cette intelligence des principes, à cette passion des choses rationnelles qui se sont montrées avec tant d'éclat en 1789. Faute d'avoir étudié attentivement l'histoire du règne de Louis XV, on ne s'est pas bien figuré jusqu'à ce jour par quel ardent travail notre révolution se préparait soixante ans avant qu'elle éclatât. Rappelons-nous donc qu'elle s'élaborait de très longue main dans les cercles de la haute société, où l'on discutait sans réticences toutes les questions que traitaient les philosophes, comme dans les réunions modestes de la bourgeoisie, où l'on s'arrachait les pamphlets qui écrasaient les jésuites et vengeaient le parlement; parmi les jansénistes comme parmi les libres penseurs; au sein de la Hollande, qui s'était faite l'asile et l'arsenal de ces derniers, comme en Angleterre, où deux révolutions avaient fait éclore les théories les plus avancées. Rappelons-nous que, dans les dernières années de son règne, Louis XIV, sentant déjà son autorité débordée par l'opinion, s'écriait amèrement : Du temps que j'étais roi! N'oublions pas non plus que sous la régence, quand on refusait de convoquer les états-généraux, la nation trouvait dès-lors le plus vif attrait dans tout ce qui pouvait lui rappeler ou lui représenter cette assemblée délibérante qu'elle poursuivait de ses vœux. Ainsi elle appelait l'attention sur la prospérité des provinces qui possédaient des états particuliers; ainsi elle félicitait le clergé d'avoir déclaré, en 1682, qu'il pouvait se mettre au-dessus du pape par un concile, c'est-à-dire par une assemblée délibérante, et elle le pressait instamment d'user de ce droit; ainsi elle applaudissait au courage des avocats de Paris, qui, pour mieux braver le pouvoir, avaient fini par former un ordre et le faisaient respecter. Elle allait même, trompée par ses désirs autant que par l'identité des noms, jusqu'à insinuer qu'il serait glorieux pour le parlement d'imiter le parlement d'Angleterre. On était si avide de voir s'opérer une recomposition dans tout le corps social, que des événemens qu'on eût à peine remarqués dans d'autres circonstances donnaient lieu subitement à des commentaires et à des discussions sans limites, souvent même à des théories tout entières, à des réformes soudaines : il suffisait qu'il parût un mandement d'archevêque trop imbu des doctrines ultramontaines pour qu'on scrutât impitoyablement le fond même de ce grand principe qu'on appelle autorité, et qui, par sa nature même, était indiscutable; il suffisait que le parlement eût encouru quelque disgrace pour que l'on soumît au contrôle toutes les lois constitutives de la monarchie. Une banqueroute que faisaient les jésuites avait pour résultat de faire descendre la lumière dans leur code mystérieux et de rendre nécessaire le bannissement de cette puissante corporation. Les malheureux procès de Lally, de Calas et de Labarre mettaient le royaume en feu et entraînaient la révision de toute la législation pénale. Une bonne ou une mauvaise récolte était cause que tout le monde se demandait s'il fallait ou non permettre la libre exportation des grains, et quelles étaient les lois de la production et de la répartition des richesses, d'où résultait une science nouvelle. Un impôt nouveau faisait sonder la

plaie des finances, et soulevait un cri universel contre la noblesse et le clergé, qui ne voulaient pas contribuer aux charges publiques. Une province bien administrée par Turgot le rendait l'espoir de la France entière; un procès spirituellement soutenu par Beaumarchais perdait à jamais le parlement Maupeou. Tout cela était-il de la démoralisation? Non, tout cela était vraiment de l'esprit public.

Si au lieu d'un délire passager nous voyons dans le mouvement philosophique du XVIIIe siècle une suite de victoires remportées une à une par la raison aidée de l'opinion, nous ne pouvons non plus consentir à ne prendre les chefs de ce mouvement que pour des instrumens de désordre et de destruction. A une époque où des affaires locales ou privées se généralisaient aussitôt pour prendre des proportions immenses, on peut dire, pour parler le langage philosophique, que la synthèse suivait de près l'analyse : ce double appareil de la logique fonctionnait sans cesse et simultanément. D'une part, il était impossible que les plus petites fibres du gouvernement et de la société échappassent à l'analyse dans le temps où la science disséquait un rayon de soleil et soumettait au microscope les membres les plus ténus du plus mince animalcule; d'autre part, il était impossible que toute une foule de sérieux penseurs ne songeassent qu'à miner l'édifice social sans chercher les moyens de le reconstruire, et cela est si vrai, que, vers la fin du règne de Louis XV, le froid scepticisme, le persiflage dissolvant, l'indifférence moqueuse, n'étaient plus de mode, et qu'ils avaient fait place à une foi sincère dans l'efficacité de la raison et à une charité philosophique qui devait avoir bientôt pour expression la fraternité de la démocratie. Que l'on jette un coup d'œil sur les ouvrages de Condorcet, qui, vers la fin du siècle, s'appliqua à formuler une dernière fois les principes légués par la philosophie à la société française, et l'on verra si les hommes dont il résumait les opinions n'étaient que des Érostrates et des sophistes.

Il est regrettable que M. de Tocqueville ne se soit pas lui-même posé ces questions avant d'écrire. Peut-être aurait-il vu dans le XVIIIe siècle autre chose que les excès du matérialisme et de l'impiété. Pour notre part, nous oublions volontiers ces tristes désordres pour nous rappeler que le règne de Louis XV mit en pleine évidence la double légitimité du mouvement philosophique, considéré soit dans ses origines, soit dans sa fin. Ce qu'il y a de fondé dans certains jugemens de l'auteur ne saurait nous aveugler sur la grandeur réelle de cette époque. Non, le XVIIIe siècle n'a pas produit la mort. Cette école sensualiste elle-même, dont la triste prérogative est de nuire à la haute et bonne morale, a eu pour avantage direct, au moment où elle empêchait l'homme de s'élever au-dessus de ses sens, d'attirer son attention sur le sort de ses semblables et de lui indiquer les moyens de l'améliorer. Pour le reste, on peut assurer sans se tromper qu'il ne se fera pas à l'avenir un mouvement salutaire dans l'ordre social dont le premier branle ne soit dû au souffle du XVIIIe siècle. Quelle absolution pour cette philosophie si ardemment attaquée encore! Le mal qu'elle a causé disparaît tous les jours, et le bien dont elle est la source subsiste. Cette liberté d'examen, qui jadis aurait eu pour unique effet de ruiner des empires, devient au contraire la force et l'orgueil d'une société nouvelle. C'est que le monde antique n'est autre que ce Léandre se noyant dans l'Hellespont à la recherche du plaisir, tandis que l'homme moderne, qui semble devoir être submergé par les excès du XVIIIe siècle, c'est Camoens qui échappe à la tempête en tenant son poème au-dessus des flots, et fait appel à la postérité.

J. Bidoire.

REVUE MUSICALE.

DE LA SYMPHONIE ET DE LA MUSIQUE IMITATIVE EN FRANCE.
MM. BERLIOZ ET F. DAVID.

Le mouvement musical qui s'accomplit sous nos yeux depuis quelques années mérite qu'on l'examine de près. L'apparition successive de formes insolites de l'art, de ces symphonies étranges qui mêlent et confondent tous les élémens de la composition, ne s'explique, comme on serait tenté de le croire d'abord, ni par l'entraînement fortuit d'un caprice individuel, ni par un engouement passager. Il faut y voir, au contraire, l'indice d'une disposition générale des esprits, la conséquence d'une évolution intellectuelle qu'il importe de caractériser en quelques mots.

On l'a dit bien souvent : c'est par la clarté des idées, par la rectitude et la promptitude de ses jugemens, que la France se distingue surtout en Europe. Vive, ingénieuse et puissante dans le domaine de la réalité, et lorsqu'il s'agit d'atteindre un but défini et prochain, elle n'aime guère à s'aventurer par-delà l'horizon qui borne son regard. Elle observe et voit bien ce qui est, elle déduit avec rigueur toutes les conséquences possibles d'un principe, elle marche avec intrépidité et, quoi qu'il arrive, jusqu'au bout d'un syllogisme; mais l'enthousiasme qui déborde, la rêverie, la mélancolie, la fantaisie, tous les élans vers l'idéal, toutes les aspirations vers l'infini, la France ne les comprend pas ou les comprend peu. L'amour même, en ses divins transports, la trouve rarement disposée à s'éloigner des régions tempérées d'une galanterie plus sensuelle que morale. Aussi l'art de la France, qui brille par tant de qualités éminentes d'ordre, de clarté et de vérité logique, manque-t-il un peu de profondeur et de cette sensibilité féconde que rien ne peut remplacer. Il satisfait bien plus la raison que le sentiment, il éclaire plus qu'il n'échauffe, il s'adresse moins à l'in-

tuition du cœur qu'aux facultés réfléchies de l'esprit. Tel est, ce nous semble, le caractère général de l'art et de la littérature de notre pays, comme l'a fixé le siècle de Louis XIV : moment solennel où la France, s'étant assimilé les divers élémens dont elle s'était nourrie depuis la renaissance, se dégage des influences étrangères qui avaient cherché à la diriger, épure son goût et ses institutions, et prend enfin possession de sa personnalité. Le XVIIIe siècle révèle au génie français des voies nouvelles, il fait irruption dans cette société élégante et bien ordonnée qui, tout occupée de causeries charmantes sur Descartes, Port-Royal, sur la métaphysique, la morale et la théologie, soupçonnait à peine l'existence du monde extérieur. Ce rideau abaissé sur les charmes, la variété et la magnificence de la nature, J.-J. Rousseau le déchire; Bernardin de Saint-Pierre, Châteaubriand, Mme de Staël, les révolutions de la vie sociale et les efforts de l'école moderne achèvent de modifier le type révéré, et ouvrent à l'imagination française un champ plus vaste avec les bénéfices et les dangers d'une liberté sans limites. L'élément lyrique a été ainsi introduit dans notre littérature; mais le génie français (et c'est là ce qu'il faut surtout remarquer) n'a point perdu ses qualités essentielles. Il est resté amoureux de la précision, de la netteté, de l'ordre; il ne s'abandonnera jamais tout entier à ce souffle capricieux de la fantaisie que rien ne modère au-delà du Rhin. C'est pour cela que, même dans ce champ si élargi, il rencontrera encore des limites; c'est pour cela que certaines formes de l'art ne pourront recevoir de lui qu'une vie artificielle, et qu'il sera conduit souvent à méconnaître les vraies conditions de certains genres exclusivement lyriques.

Qu'on nous pardonne ces considérations; nous ne sortons pas de notre sujet, car la symphonie est un de ces genres dont nous parlons, et c'est à la question même soulevée par les derniers essais de symphonie en France que nous sommes ainsi ramené. La musique française a dû passer par les mêmes vicissitudes que le génie français. Admise d'abord dans le drame comme l'humble compagne de la parole qu'elle était condamnée à suivre pas à pas, et dont elle devait donner la traduction littérale, il lui fallut disputer chacune de ses conquêtes; elle ne put arriver à son émancipation qu'en passant à travers les railleries et les sophismes des beaux esprits du XVIIIe siècle. Heureusement pour nous que Gluck et Grétry ont été inconséquens et supérieurs à la théorie qu'ils professaient, sans cela nous serions privés d'admirer leurs œuvres sublimes et charmantes. On conçoit que chez un peuple imbu de pareilles idées la musique purement instrumentale surtout ait eu bien de la peine à naître et à se développer. Quelques airs de violon, les sonates pour piano de Couperin et de Rameau, étaient les seuls morceaux en vogue pendant la première moitié du XVIIIe siècle. Gossec est le premier musicien français qui se soit essayé dans le genre de la symphonie, et, chose digne de remarque, sa tentative, qui eut lieu en 1754, correspond à la première symphonie d'Haydn, qui préludait ainsi, à l'autre bout de l'Europe, à la création de l'épopée de l'art musical. L'œuvre de Gossec, qui, dans le genre particulier qui nous occupe, se compose de vingt-neuf symphonies à grand orchestre, mérite d'être étudié avec respect par la critique éclairée, désireuse de connaître les commencemens d'un art qui a produit la *Symphonie pastorale.*

Si la même époque a vu naître la symphonie en France et en Allemagne, ce n'est qu'au-delà du Rhin cependant que cette forme essentiellement lyrique, résultat de l'émancipation, ou, pour mieux dire, de la *sécularisation* des instru-

mens, devait atteindre son développement suprême. Nous ne nous arrêterons ni aux petits morceaux de musique écrits dès le commencement du siècle pour viole, basse de viole, luth et théorbe, et connus sous le nom de *ricercari*, ni aux essais plus larges et plus hardis de l'Italien Sammartini : c'est à Joseph Haydn que revient la gloire d'avoir créé ce poème de la musique instrumentale. Cinq grands épisodes qui se subdivisent en une foule d'idées secondaires composent ordinairement le cadre d'une symphonie. Une courte introduction d'une allure solennelle prépare un *allegro* qui engage et noue l'action; vient ensuite un *cantabile* suivi d'un *scherzo* plus ou moins vif, et le tout se termine par un *finale* chaleureux et imposant. Voilà le simple canevas que Haydn a rempli de beautés admirables, et dont il a su faire une merveille de l'art. Sans rien ajouter à l'ordonnance de ses parties, Mozart a donné à la symphonie un charme plus pénétrant, et Beethoven y a fait entrer le trouble et la majesté de son génie. La symphonie, comme Haydn l'a traitée, est un tableau flamand, la peinture savante d'une réalité paisible et bien ordonnée. Celle de Mozart ressemble à un paysage de Claude Lorrain avec ses horizons mélancoliques, où s'apercevraient de loin un beau château dans le style de la renaissance et quelque donna Elvira errante et malheureuse; celle de Beethoven, à un paysage de Salvator Rosa ravagé et puissant.

Pendant que l'Allemagne portait la symphonie à un si haut degré de perfection, que devenait chez nous ce cadre trouvé par Gossec? Il faut arriver jusqu'à ces derniers temps pour trouver en France des essais vraiment sérieux de symphonie. C'est depuis une vingtaine d'années seulement que l'audition fréquente des symphonies, des quatuors et des sonates d'Haydn, de Mozart et de Beethoven, l'admirable exécution de la société des concerts du Conservatoire, ont éveillé, dans le public français, le goût de la musique instrumentale, et ont évoqué quelques talens que nous allons apprécier. Nous les diviserons en deux groupes : dans l'un, nous rangerons ceux qui se sont contentés de suivre avec distinction la trace lumineuse des maîtres, et dans l'autre ces génies aventureux qui ont essayé de mêler le drame à la symphonie, qui ont voulu réunir dans un même cadre la peinture des passions, les ravissemens de la poésie lyrique et les caprices de l'imagination.

En tête du premier groupe des symphonistes français, nous placerons M. G. Onslow. Né dans une position indépendante, vivant presque toujours dans la retraite, au sein de l'opulence et des loisirs de l'esprit, M. Onslow a étudié la musique comme un art d'agrément, propre à orner l'éducation d'un homme comme il faut, avec la ténacité d'une organisation moins sensible que réfléchie. Il apprit d'abord sous la direction de plusieurs maîtres, entre autres de Dusseck et de Cramer, mais plus encore par la lecture des chefs-d'œuvre consacrés, ces principes généraux de l'harmonie et de la composition, qui ne sont que de vaines abstractions et des jouets de la mémoire, si, de très bonne heure, on n'a pas été accoutumé à les féconder par l'application. Plus tard, M. Onslow, éprouvant le besoin d'éclaircir ses idées et d'analyser de plus près les procédés de l'art d'écrire, réclama les conseils de Reicha, qui, en effet, le conduisit au but qu'il voulait atteindre. M. Onslow a publié plusieurs œuvres de *quintetti* fort estimés en Allemagne, en Russie, en Angleterre, mais qui, en France, n'auraient pu lui ouvrir les portes de l'Institut s'il n'avait eu, pour appuyer sa candidature, trois

opéras-comiques en trois actes chacun, et qui furent représentés sans succès : *l'Alcade de la Vega*, en 1824; *le Colporteur*, en 1827, et *le Duc de Guise*, le meilleur des trois, en 1837; car tel est le cas qu'on fait de la grande musique parmi nous, que Palestrina ne pourrait pas entrer dans une académie où siége à bon droit M. Adolphe Adam (1)! Quant aux symphonies de M. Onslow, elles se recommandent par la sage ordonnance du plan, par une bonne économie des effets, et, en général, par des qualités de facture fort estimables. M. Onslow est un de ces hommes qui, à force d'application et d'un bon emploi de leurs facultés, arrivent à se conquérir une réputation honorable, bien qu'ils ne semblent pas appelés par la nature à briller dans un art qui exige avant tout de l'inspiration. C'est un de ces exemples encourageans qu'il faut citer aux élèves comme preuve de ce qu'on peut obtenir par le travail et l'étude des grands maîtres. Cherubini est la plus haute expression de ce genre de mérite et de la puissance des écoles.

Tout à côté de M. Onslow, nous remarquons M. H. Reber, connu par des compositions légères d'une rare distinction de style, par la musique fine et vive d'un acte de ballet, *le Diable amoureux*, et surtout par des sonates, des trios, des symphonies qui lui ont acquis l'estime des vrais connaisseurs. M. Reber est un musicien instruit, très versé dans la connaissance des chefs-d'œuvre, très amoureux des curiosités historiques de l'art, richesses étrangères dont il se plaît à orner sa mémoire, et qui parfois trahissent sa vigilance en se mêlant à ses propres inspirations. Il a surtout étudié avec un soin particulier les vieux maîtres de l'école française, Lully, Rameau, Couperin, dont il affecte le tour naïf et les cadences un peu vieillottes; mais la naïveté est une vierge pudique qu'un simple regard fait rougir, et qui s'effarouche de la curiosité de l'esprit, comme Psyché de celle de l'Amour. Si, pour me raconter une belle histoire d'amour où la fantaisie s'unit au sentiment dans une divine étreinte, je vous vois ouvrir un livre poudreux et froncer le sourcil, vous me glacez tout d'abord, vous êtes moins un poète qu'un érudit ingénieux. Telle est un peu l'impression que produit sur nous le talent, d'ailleurs remarquable, de M. Reber. Sa musique est un mélange de grace et de bonhomie, d'ingénuité et de pruderie, et il semble que l'ampleur, l'entrain, la passion et la désinvolture de la jeunesse lui fassent défaut; son orchestration rappelle la manière d'Haydn, dont elle a la clarté et la sage économie d'effets. Nous savons que M. Reber travaille actuellement à un opéra-comique en trois actes. Peut-être nous prépare-t-il une surprise et donnera-t-il un démenti au jugement que nous venons de porter sur lui. C'est notre désir bien sincère.

Nous le demandons maintenant : est-ce par M. Onslow, est-ce par M. Reber, que les conditions de la symphonie ont été vraiment comprises? Non, sans doute; ce cadre si favorable à tous les élans du lyrisme a été resserré par eux en des limites trop étroites. Il nous reste à examiner si le second groupe de nos symphonistes a su se rapprocher un peu plus de l'idéal fixé par Haydn et par Beethoven.

C'est M. H. Berlioz qui se présente en tête des novateurs qui ont eu la vel-

(1) On sait qu'il faut avoir fait représenter au moins un opéra en un acte pour devenir membre de l'Institut.

léité d'ouvrir à l'art musical de glorieuses destinées et de le faire participer au mouvement de la société moderne. Les idées esthétiques que M. Berlioz a jetées en courant dans ses écris, et qu'il a résumées plus tard avec plus de méthode dans son *Traité d'instrumentation*, en les dégageant des obscurités ambitieuses qui les accompagnent, peuvent se réduire aux points suivans : traduire, au moyen de la symphonie accompagnée de la déclamation lyrique, les diverses émotions de la nature humaine; mêler les péripéties sanglantes du drame aux extases de la contemplation, les fureurs de la passion avec les caprices charmans de la fantaisie et les langueurs divines de la rêverie; faire rire et pleurer tour à tour; confondre tous les genres dans un vaste tableau; peindre enfin le fleuve de la vie, tantôt grossi par les orages, et tantôt reflétant en ses eaux limpides les rivages enchantés qu'il traverse; reproduire par les couleurs de l'instrumentation les bruits, le scintillement et les harmonies infinies du monde extérieur. Cette théorie, à laquelle nous donnons ici une précision qu'elle n'a jamais eue dans l'esprit de M. Berlioz, on peut fort bien l'accepter en musique, pourvu que l'on en comprenne bien la signification.

Tous les arts ont commencé par l'imitation plus ou moins exacte des objets visibles et des phénomènes de la nature. C'est le procédé de l'enfance de l'esprit humain que nous pouvons encore étudier chaque jour autour de nous. La peinture, la sculpture, l'architecture et même la poésie se sont d'abord essayées à reproduire l'image grossière du monde extérieur, sans que l'artiste osât y ajouter une modification qui en altérât la vérité matérielle. Ce n'est qu'avec le temps, lorsque l'homme se fut arraché à cet étonnement naïf causé par le premier aspect de l'univers, lorsqu'il eut pris possession de lui-même et perfectionné les instrumens de sa pensée, qu'il peignit la nature en épurant ses formes, en l'éclairant, en la pénétrant du souffle de sa vie intérieure. Telle est la marche qu'ont suivie tous les arts en général. La nature extérieure n'a de signification et de formes arrêtées que celles que nous lui prêtons; c'est notre œil qui en mesure la grandeur et la revêt de ses couleurs; c'est notre oreille qui en précise la sonorité et qui forme de ses mille bruits épars un concert harmonieux; elle ne vit, elle ne respire, elle ne parle que par nous. Nous nous mirons dans ses eaux, nous nous sentons gémir dans le frémissement de ses forêts. Elle réfléchit notre image; elle est la confidente de nos peines et de nos désirs; elle rit et pleure avec nous; elle est l'écho de notre ame; aussi change-t-elle d'aspect et de forme avec la disposition morale où nous nous trouvons. Je ne sais plus dans quel conte d'Hoffmann le diable, déguisé sous la figure humaine et se tenant derrière un artiste qu'il regarde peindre un paysage, lui dit : « Mon ami, vous êtes amoureux. — A quoi voyez-vous cela? — A la manière dont vous peignez ces arbres, car vous ne les verriez pas ainsi, si vous n'étiez pas amoureux. » Le monde extérieur n'est donc que le symbole de la vie que nous lui communiquons, que le milieu matériel qui réfléchit la passion, le théâtre où s'accomplissent les catastrophes de l'ame. C'est ainsi qu'ont pensé tous les vrais philosophes et tous les grands artistes. Que la science fouille avec son scalpel dans les entrailles de la matière pour y chercher le secret de Dieu, à la bonne heure; mais que les arts comme les muses se tiennent au sommet de la colline, qu'ils chantent le cœur humain, ce qu'il croit voir et ce qu'il croit entendre à travers les sentimens qui l'agitent.

Ceci est vrai surtout de la musique, dont les moyens d'imitation sont si bor-

nés. Elle a pourtant subi la loi commune et a commencé aussi par payer un tribut à cette curiosité des sens, qui est le caractère de l'enfance. Dès la fin du XIVe siècle, alors que le rhythme se dégage à peine du milieu des grosses notes du plain-chant, on essaie déjà de reproduire quelques phénomènes sonores de la nature matérielle. Dans les madrigaux du XVIe siècle, on trouve souvent des imitations grossières du murmure des ruisseaux, du gazouillement des oiseaux et du sifflement du vent à travers les arbres; ces imitations persistent jusque dans les cantates de Scarlati et de Porpora. Avec les progrès de l'instrumentation et les ressources puissantes de l'orchestre s'accrurent aussi les prétentions de la musique pittoresque. Les compositeurs s'appliquèrent à l'envi à reproduire le bruit du tonnerre et du canon, le cri de certains animaux, le chant des oiseaux, le murmure des eaux, etc. On trouve des imitations de ce genre, souvent très naïves, dans les opéras de Claude Monteverde et de ses successeurs, dans ceux de Lully, de Rameau, de Gluck, de Grétry et dans toutes les grandes partitions modernes. Enfin, dans presque toutes les symphonies connues, dans une foule de morceaux pour l'orgue, pour le piano ou pour tout autre instrument, il y a des passages plus ou moins longs de musique imitative. Parmi les œuvres capitales où l'imitation des phénomènes matériels par la musique se développe sur de grandes proportions, nous citerons *la Création* et *les Saisons* d'Haydn, l'ouverture du *Jeune Henri* de Méhul, la *Symphonie héroïque* et surtout la *Symphonie pastorale* de Beethoven, cantique de grace qui semble célébrer l'hyménée de l'esprit humain et de la nature, si long-temps désunis par l'austérité du spiritualisme chrétien.

Mais, hâtons-nous de le dire, l'imitation de quelques phénomènes de la nature matérielle ne doit occuper qu'une très petite place dans un art destiné avant tout à toucher le cœur et à frapper l'imagination. Ce n'est qu'un simple accessoire de mise en scène sur lequel il ne faut pas trop insister. La musique, *cette arithmétique secrète de l'ame*, comme Leibnitz l'a définie après Pythagore (1), doit éviter les détails minutieux qui pourraient l'avilir et montrer son impuissance. Elle doit se contenter d'être le langage mystérieux et sublime du sentiment.

Swift, qui s'est moqué de tant de choses, n'a pas oublié de se moquer aussi de la musique imitative. Il fit les paroles d'une cantate qu'il envoya à son ami le docteur Ecclin, pour qu'il la mît en musique, en lui recommandant de bien imiter le *trot*, l'*amble*, le *reniflement* et le *galop* de Pégase. C'est ce que M. Berlioz a tenté de faire aussi, de nos jours, dans son drame-symphonie de *Faust*, la dernière de ses productions et la seule dont nous nous proposions de dire ici quelques mots, parce qu'elle résume les défauts et les qualités de ce compositeur. Il y a déjà très long-temps que M. Berlioz s'est épris d'une passion malheureuse pour la grande conception de Goethe, car la partition qu'il nous a fait entendre cet hiver sur ce sujet, et qu'il a eu la modestie de nous donner comme une inspiration fraîchement éclose, est composée et même gravée depuis une quinzaine d'années. Elle fit, lors de sa première apparition, si peu d'effet sur les élus conviés à l'entendre, que M. Berlioz a sans doute pensé qu'il n'y avait aucun incon-

(1) *Musica est exercitium arithmeticæ occultum nescientis se numerare animi.* Leib., *in Epist.*, ch. IV.

vénient à la reproduire, en 1847, comme la dernière création de sa muse. Cette fois encore, l'intelligence du public est restée rebelle; devant un nombreux auditoire, la symphonie de *Faust* n'a pas été plus heureuse que *Benvenuto Cellini*, que la messe de *Requiem*. Les beautés cachées de cette grande musique ne se sont révélées qu'à un petit nombre d'initiés.

Le livret de *la Damnation de Faust* est divisé en quatre parties. Dans la première, Faust se promène tout seul, en méditant, dans une plaine de la Hongrie. Pourquoi va-t-il méditer en Hongrie, pays dont il n'est pas plus question dans la légende que dans le drame de Goethe? C'est que M. Berlioz avait besoin d'utiliser une idée musicale qu'il a trouvée dans ses voyages, et qui est très connue en Hongrie sous le nom de *Marche de Rakoczy*. Dans la deuxième partie, Faust, retiré dans son cabinet, y médite encore tout seul sur les vicissitudes de la destinée humaine. Son inséparable ami Méphistophélès vient le surprendre, et, après avoir conclu le pacte fatal, ils partent au galop et se mettent à voyager à travers l'Allemagne. Ils s'arrêtent pendant quelque temps dans la ville de Leipzig pour entendre raconter l'histoire d'une puce merveilleuse. Dans la troisième partie, on voit naître et se développer l'amour de Faust et de Marguerite; dans la quatrième enfin, le drame se dénoue par la mort de l'une et par la damnation de l'autre.

Quelles que soient les imperfections de ce livret, on y remarque pourtant assez de situations contrastées et d'élémens dramatiques pour inspirer un compositeur qui aurait eu des idées et qui aurait su les exprimer; mais si, d'un côté, M. Berlioz ne trouve presque toujours, au lieu d'idées, que des chants inintelligibles, de l'autre, il ne s'est pas donné la peine d'étudier suffisamment les procédés de l'art d'écrire; car, lorsqu'un heureux hasard le conduit sur la trace de la moindre mélodie, il la gaspille aussitôt par son inexpérience des lois essentielles de toute composition musicale. Jamais il ne dit clairement ce qu'il veut dire, jamais il n'achève d'une manière satisfaisante la proposition commencée. Les efforts incroyables qu'il est obligé de faire pour articuler les vagues aperçus de son imagination l'exaltent et lui persuadent qu'il a fait merveille. Le froid accueil qu'il reçoit du public et des bons juges de l'art, loin de dissiper son erreur, ne fait que l'exciter à la résistance. Faute d'idées, il se jette dans les exagérations de la sonorité, il s'en prend aux élémens intimes du langage musical, au rhythme, à la carrure des phrases, à la périodicité des cadences, dont il bouleverse l'économie logique, si nécessaire à toute œuvre qui veut intéresser l'esprit humain.

Si cette étrange composition échappe à l'analyse, quelques morceaux du moins méritent une attention particulière. Au début de la première partie, Faust, se promenant dans une vaste plaine de la Hongrie, exprime les émotions qu'éveille en lui le spectacle des sereines beautés de la nature. Dans le morceau de symphonie qui succède à ce récitatif, dénué de caractère, M. Berlioz a essayé de reproduire les divers phénomènes du monde extérieur et de colorer par l'instrumentation le dessin que lui traçait la poésie; mais la science lui a fait défaut : en visant à l'imitation fidèle de la réalité, il s'est appesanti sur des détails puérils, il a écrit une confuse ébauche sur le sujet qui avait inspiré à Beethoven la *Symphonie pastorale*. Nous aimons infiniment mieux la danse des paysans, ronde en chœur d'une tournure mélodique assez agréable. Il y a de la vigueur et de la plénitude dans l'explosion de la joie commune; seulement le morceau est

trop court, et on y voudrait une prolongation de cadence qui le ferait mieux goûter. Quant à la marche hongroise qui termine la première partie, et dont le thème n'est pas de l'invention de M. Berlioz, c'est un déchaînement effroyable de tous les instrumens et de tous les timbres sur un rhythme fortement accusé. L'idée principale est mal préparée, mal conduite, et revient trop souvent; la *stretta* qui en forme la péroraison, par l'amoncellement monstrueux des bruits les plus étranges, réveille l'idée de la marche tumultueuse d'une horde de barbares. Que cela est loin pourtant de la marche turque des *Ruines d'Athènes* de Beethoven!

Un chœur de chrétiens chantant l'hymne de Pâques ouvre la seconde partie. Ici, comme partout où il s'agit de développer un motif par des nuances délicates, M. Berlioz est resté court, et on ne peut louer que sa bonne volonté; mais ce qui nous a fort étonné, c'est de voir un compositeur si épris du fantastique échouer complétement dans les fameuses chansons du *Rat* et de la *Puce*. Cela manque de rondeur, d'entrain et de gaieté, et M. Berlioz a perdu une belle occasion de nous donner, une fois pour toutes, le sublime du grotesque. Il a été beaucoup plus heureux dans le morceau symphonique destiné à peindre le *balancement des esprits de l'air* évoqués par Méphistophélès autour de Faust endormi. Il y a dans ce passage des détails charmans, et les sons expirans de la harpe qui le terminent invitent doucement à la rêverie. Quel dommage que l'idée mélodique qui supporte ces jolies arabesques d'instrumentation soit empruntée à un chœur de la *Nina* de Paisiello : *Dormi, o cara!* — Nous passerons vite sur la troisième partie, où il n'y a d'un peu supportable que quelques mesures d'un menuet dansé par les sylphes devant la porte de Marguerite, et le mouvement d'orchestre qui exprime l'agitation de Faust pénétrant dans la chambre de sa bien-aimée pendant la nuit. Rien de plus étrange que la chanson du *Roi de Thulé*, constamment écrite dans les notes les plus élevées et les plus criardes de la voix de soprano et dans un rhythme haché, qui fait de la langue française une langue toute particulière à M. Berlioz.

La quatrième et dernière partie commence par cette fameuse ballade de Marguerite, que la poésie de Goethe et la musique de Schubert ont rendue immortelle et populaire. La ballade de M. Berlioz ne méritera jamais ni cet excès d'honneur ni cette indignité. La critique peut citer le premier couplet, fort bien préparé par une ritournelle, que chante le cor anglais : elle doit renoncer à parler du reste. Le drame se termine dignement par un galop infernal, où le compositeur a voulu imiter très sérieusement *le bruit de deux chevaux noirs emportant à travers l'espace* Faust et son créancier Méphistophélès.

Telle est cette composition où M. Berlioz a défiguré l'une des plus grandes conceptions de la poésie moderne. Il n'a rien compris à ce drame de l'esprit et du sentiment, où Faust, poussé au délire par l'orgueil de la science et l'isolement d'une raison superbe, ne trouve un instant de bonheur qu'en reposant sa tête enflammée sur le cœur chaste et pur de Marguerite. Il a transformé cette fille adorable, cet idéal de l'amour, de la pudeur et de la mélancolie, en une vulgaire héroïne, qui divulgue le secret de son ame en s'abandonnant à toutes les exagérations du mélodrame. M. Berlioz a pris au sérieux quelques puérilités excentriques que le poète a semées çà et là au fond de son tableau, pour mieux faire ressortir la couleur de la société allemande au XVIe siècle, où s'accomplissent les

événemens de sa *divine comédie*. Rarement l'alliance du drame et de la symphonie a été plus malheureuse. Non-seulement M. Berlioz ignore l'art d'écrire pour la voix humaine, mais son orchestration même n'est qu'un amas de curiosités sonores, sans corps et sans développement.

La manière et les défauts de M. Berlioz ont trouvé, comme on devait s'y attendre, d'ardens imitateurs. Nous citerons M. J.-M. Josse, qui a fait exécuter, l'année dernière, un *oratorio* fantastique en quatre parties, intitulé *l'Ermite ou la Tentation*, œuvre que recommandent quelques morceaux estimables; M. Douay, dont la symphonie fantastique sur la *Chasse royale d'Henri IV* faisait augurer mieux que la *trilogie musicale* sur *Jeanne d'Arc*, qu'il nous a fait entendre dernièrement; M. L. Lacombe, qui a révélé quelques-unes des qualités du compositeur dans sa symphonie dramatique de *Manfred;* enfin M. Félicien David, dont la bruyante popularité mérite une appréciation plus sérieuse.

Ainsi qu'une foule d'artistes de ce temps-ci, M. F. David a long-temps tâtonné et cherché sa voie. Des productions légères, des chœurs, des hymnes, des morceaux de musique instrumentale composés pour les saint-simoniens, dont il avait embrassé les idées, avaient recommandé son nom auprès de ses amis et d'un petit nombre d'amateurs, lorsque les vicissitudes d'une existence pénible et mal assise le conduisirent en Égypte. Là, frappé par les magnificences d'une riche nature, aidé par les conseils d'un ami, M. Colin, il conçut le projet d'une petite épopée dans laquelle il pourrait encadrer les idées musicales qui fermentaient vaguement dans son imagination, et aussi quelques mélodies populaires qu'il avait recueillies et dont le caractère étrange l'avait séduit. Une caravane traversant l'immensité du désert, avec toutes les péripéties qui peuvent animer un voyage si long et si périlleux, lui parut un sujet propre à inspirer sa muse et à la faire bien accueillir du public parisien. Telle est l'origine de la composition qui valut tout à coup à M. F. David une célébrité séduisante et bien dangereuse.

L'ode-symphonie du *Désert* commence par un sourd murmure des instrumens à cordes, par une longue tenue d'orchestre destinée à exprimer l'idée de l'infini telle que l'éveille en nous l'aspect d'une plaine immense. Quelques vers déclamés sur cette basse fondamentale servent à préciser l'intention du compositeur. Ensuite la caravane tout entière chante une prière en chœur dont les voix sont groupées avec beaucoup de goût sur cette même pédale qui se prolonge et persiste comme la pensée principale du poème :

> Quel est ce point noir dans l'espace
> Qui se montre et fuit tour à tour?
> A l'horizon la caravane passe...

A cette strophe, encore déclamée, un peu à la manière antique, par un coryphée qui semble la personnification du poète faisant intervenir un peu trop complaisamment sa fantaisie au milieu de l'action dramatique, succède un morceau de symphonie très gracieux, où la flûte, la clarinette et le hautbois se jouent et dialoguent entre eux comme des sylphes amoureux; la caravane ensuite reprend sa marche en chantant. Une nouvelle strophe déclamée par le coryphée avertit l'auditeur de l'approche du simoûn, vent impétueux et brûlant

qui plane bientôt au-dessus du désert et y soulève un tourbillon de sable. Pour peindre cette convulsion de la nature et le trouble qu'elle jette dans l'esprit des voyageurs dont on entend au loin les cris, le compositeur a réuni toutes ses forces, et il a fait un morceau distingué, mais un peu court, dépourvu de cette variété d'épisodes et de cette instrumentation puissante qui font de l'orage de la *Symphonie pastorale* une merveille de l'art. L'ouragan une fois passé, on entend de nouveau le chœur dont les derniers accords expirans terminent la première partie.

Au milieu de l'obscurité sereine qui enveloppe le désert, la caravane s'arrête épuisée. Une voix solitaire exprime le bonheur commun en chantant un hymne à la nuit. C'est une mélodie suave accompagnée avec un goût vraiment exquis. Sur un dessin de basse continue qui la suit incessamment comme une ombre qu'elle projette, la flûte, la clarinette et le hautbois exhalent tour à tour de charmantes imitations qui vous pénètrent d'une voluptueuse langueur. Nous ne dirons rien de la *Fantasia* arabe, dont le caractère étrange et la tonalité douteuse accusent l'origine parfaitement orientale; mais *la Danse des almées*, qui vient après, est un morceau de symphonie rempli de coquetterie et de très jolis détails. On y remarque surtout une double gamme ascendante et descendante, faite à la tierce par le hautbois et la clarinette, qui réveille l'idée d'une spirale lumineuse traversant l'horizon, d'un feu du Bengale sillonnant une nuit obscure. La *Rêverie du soir*, dont le motif n'appartient pas à M. F. David, est une mélodie douce et flottante qui termine assez heureusement la seconde partie.

La troisième et dernière partie commence par *le Lever de l'aurore*, morceau de symphonie imitative dont on a beaucoup trop vanté le mérite et la nouveauté. Les violons armés de sourdines attaquent sur les sons les plus élevés de leur échelle un *tremolo* presque imperceptible qui agite l'air comme un essaim de papillons qui voltigent. Au-dessus de ce *tremolo* dont l'intensité s'accroît progressivement, les instrumens à vent jettent çà et là quelques notes plaintives comme dans le tableau du Guerchin on voit l'Aurore parsemer la terre de fleurs matinales. Peu à peu et tour à tour les violons se débarrassent de leurs sourdines, et l'orchestre s'ébranle en un *tutti* puissant qui enivre l'oreille d'une sonorité éclatante. Cette progression, qui ne dure que *trente-cinq mesures*, fait assez bien comprendre l'apparition instantanée de la lumière dans les pays du midi; mais c'est ici qu'on peut aussi apprécier la stérilité de la musique imitative, lorsqu'elle n'est pas le retentissement extérieur d'une émotion de l'ame, l'écho matériel de la vie qui nous agite. On reste froid après avoir entendu cette curiosité instrumentale, parce qu'aucun sentiment ne la prépare et ne l'amène, tandis que, dans le premier acte du *Moïse* de Rossini, on jette un cri de joie à l'apparition de cette belle modulation qui accompagne le retour tant désiré de la clarté des cieux.

Après cette peinture musicale de l'aurore, il n'y a plus que le *Chant du Muezzin* avec des paroles arabes et quelques chœurs qu'on a déjà entendus dans la première et la seconde partie.

Lorsqu'il y a deux ans on exécuta pour la première fois, à Paris, l'ode-symphonie du *Désert*, la critique sans principes, qui vit au jour le jour, fut prise au dépourvu et perdit tout-à-fait contenance. Il y eut un concert d'éloges les uns plus extravagans que les autres, et on s'oublia jusqu'au point de rapprocher le

nom de M. F. David de ceux de Mozart, de Beethoven et de Rossini. On n'aurait pas fait un plus grand outrage à la raison et à la vérité, en disant que le poète qui a raconté l'histoire touchante de *Marie* est l'égal d'Homère, ou que le peintre d'un joli tableau de genre peut être comparé au génie vigoureux qui a tracé l'épopée du *Jugement dernier*. Quelques rares esprits protestèrent seuls contre l'engouement général et apprécièrent avec plus de mesure l'œuvre et le talent de M. F. David. Des idées un peu courtes, mais gracieuses et accompagnées avec beaucoup de goût, une imagination douce et rêveuse aimant à réfléchir les images riantes de la nature, de la fantaisie sans effort, quelques mélodies originales recueillies avec discernement et fort bien rattachées au cadre principal, la nouveauté du sujet parfaitement en harmonie avec les facultés du compositeur, une instrumentation facile, claire, ingénieuse, sobre de ces effets grossiers et ambitieux qu'on rencontre si souvent dans les symphonies de M. Berlioz, telles sont les qualités qui ont fait le succès de l'œuvre de M. F. David; mais dans ce paysage charmant, dans cette fraîche oasis que la magie du poète a fait surgir au milieu du désert, on respire je ne sais quelle langueur monotone qui accuse un musicien d'une nature bornée, quoique délicate, peu féconde et presque impuissante à exprimer l'énergie et la variété des sentimens dramatiques.

L'accueil que reçut, un an après *le Désert*, la symphonie dramatique de *Moïse* put éclairer M. F. David sur la véritable portée de son talent. Égaré par son succès, qui pourtant avait reçu plus d'une atteinte dans ses voyages à travers l'Allemagne et l'Italie, il s'attaqua à l'un des plus grands sujets que puisse choisir un artiste. Son *Moïse*, qui ne fut exécuté qu'une seule fois à l'Opéra, au milieu d'une assemblée triste et silencieuse, compromit sa réputation même aux yeux de ses admirateurs effrénés. L'ode-symphonie de *Christophe Colomb* a-t-elle montré le talent de M. David sous un aspect nouveau? C'est ce qu'il nous reste à examiner.

La symphonie dramatique de *Christophe Colomb* est divisée en quatre parties intitulées : *le Départ, une Nuit des tropiques, la Révolte, le Nouveau-Monde.* Après quelques mesures insignifiantes d'introduction, l'orchestre frappe une pédale inférieure, procédé déjà employé dans *le Désert*. Sur cette pédale un coryphée déclame une invocation à l'Océan, puis le drame commence. Prêt à s'embarquer pour son glorieux voyage, l'ame remplie de la grandeur de sa mission, Colomb, seul en face de la mer, exprime les vagues espérances de son génie en chantant un air des plus médiocres sur des vers puérils. Le dialogue qui suit, entre Colomb et le chœur des matelots, n'est pas mieux réussi; le duo entre de jeunes amans que le voyage va séparer pour jamais peut-être ne se recommande que par quelques détails d'accompagnement, et, dans toute cette première partie, il n'y a d'un peu remarquable que le morceau de symphonie qui annonce le départ de la flotte. Il débute par un *crescendo* vigoureux des instrumens à cordes, auxquels vient se mêler la voix héroïque des trompettes. Au-dessus d'un *tremolo* strident que frappent les violons, comme dans le *Lever de l'aurore*, on entend les sons perçans de la petite flûte, et, à l'extrémité opposée, des coups périodiques et sourds qui imitent le fracas du canon et qui s'éteignent dans le lointain. Cet effet ne manquerait pas de grandeur s'il était mieux préparé, plus varié d'incidens mélodiques et moins court.

La seconde partie s'ouvre par un morceau symphonique d'un caractère doux et charmant, qui dispose l'ame à se laisser bercer par la rêverie et la brise des mers. Un jeune mousse profite des loisirs que lui laissent le calme de la nature et la sérénité de la nuit pour chanter une mélodie naïve, mais un peu courte, qui ressemble à un vieux noël. L'orchestre reprend aussitôt après et s'efforce de peindre à l'imagination le murmure lointain de certains génies mystérieux qui surgissent, étonnés, au milieu de l'océan. Ce morceau de musique pittoresque n'est pas heureux, et le chœur de matelots qui en forme le complément, écrit en harmonie plaquée, comme tous ceux qui sont dans la partition du *Désert*, n'a rien de saillant, si ce n'est de jolis détails d'accompagnement. On y remarque surtout une fine arabesque modulée par le hautbois, qui réveille l'idée de ces vocalises légères que l'alouette jette dans l'espace, lorsqu'elle se balance au-dessus du nid qui contient sa couvée. *Le Quart* est une romance assez triste et monotone que chante l'un des matelots, et qui, loin de refléter le ciel bleu de l'Espagne et la limpidité des mers où se baigne le soleil, ressemble à un cantique de la Basse-Bretagne. La ballade des mariniers et les chœurs qui suivent manquent également d'intérêt et de nouveauté; ils reproduisent, en les affaiblissant, les tournures mélodiques et les formes d'accompagnement dont l'auteur a fait un si grand usage dans la symphonie du *Désert*.

Il n'y a qu'une opinion sur l'extrême faiblesse de la troisième partie, qui renferme pourtant la seule situation vraiment dramatique de cette étrange composition. On ne saurait rien imaginer de plus pauvre et de plus terne que le chœur de la révolte de l'équipage, que les récitatifs et l'air que chante Colomb pour apaiser ces hommes indociles et grossiers qui peuvent l'arrêter tout court dans son voyage miraculeux. Il n'est pas besoin de se rappeler comment Spontini a traité, dans son *Fernand Cortès*, une scène à peu près semblable, pour trouver la musique de M. F. David d'une déplorable médiocrité. Quelles belles pages de musique épique eût pu écrire sur le monologue de Colomb, s'adressant à son génie au milieu du silence de la nuit et de l'océan, un compositeur doué de cette vigueur, de cette variété d'inspiration qui manquent à l'auteur du *Désert!*

C'est dans la quatrième et dernière partie, intitulée *le Nouveau-Monde*, que se trouvent les choses les plus agréables de l'œuvre de M. David. On aborde la terre nouvelle avec d'autant plus de plaisir, qu'on a trouvé la traversée bien longue. Quelques vers déclamés sur la tenue d'orchestre habituelle, dont il nous semble que M. F. David abuse un peu, sont immédiatement traduits et commentés par un morceau de symphonie tout-à-fait charmant. Les instrumens à vent dialoguent entre eux au-dessus d'une basse qui les accompagne en murmurant; ils semblent se réjouir et babiller comme une troupe d'oiseaux dans un riche verger. De jolies imitations qui se détachent apportent à l'oreille comme une brise odorante d'une terre prédestinée. La *danse des Sauvages*, qui vient après un chœur insignifiant, et dont la mélodie originale n'est pas de M. F. David, si nous sommes bien informé, est orchestrée avec infiniment de goût et de talent. Les violons, voilés de sourdines, dessinent le thème, pendant que les basses marquent les temps forts et les notes réelles de l'harmonie. La petite flûte et la clarinette s'agacent et luttent en propos élégans, comme deux bergers dans une églogue de Virgile. C'est délicat. L'élégie que chante une pauvre Indienne autour du berceau de son enfant est une mélodie suave, bien qu'un peu courte,

empreinte d'une mélancolie sereine qui touche. Enfin une chaleureuse allocution de Christophe Colomb à ses compagnons indociles termine la symphonie.

L'ode-symphonie de *Christophe Colomb* est très inférieure à celle du *Désert,* dont elle n'a pas le charme et l'unité piquante; elle en reproduit les meilleures inspirations sans les rajeunir par des formes nouvelles et plus savantes. On y trouve les mêmes qualités amoindries par leur dispersion dans un cadre trop vaste pour les forces de l'auteur; on y trouve aussi la même impuissance à peindre l'énergie des passions dramatiques. Les idées musicales de M. F. David ne sont ni grandes, ni très nombreuses, ni variées. La grace continuelle et un peu mignarde de ses mélodies finit à la longue par vous affadir le cœur, et sa rêverie, par trop prolongée, se change en un demi-sommeil qui alourdit la paupière et l'esprit. M. F. David n'est pas un grand compositeur, c'est un musicien agréable, une nature heureusement douée, qui, en fouillant, un beau jour, dans les souvenirs intimes de sa vie inquiète, a trouvé, comme certaines femmes du monde élégant, les élémens d'une histoire intéressante, d'un joli roman qu'il a raconté au public avec un charme infini et un vrai talent. Mais en fera-t-il deux?

Que faut-il conclure maintenant des efforts honorables de M. Onslow et de M. Reber, ainsi que des tentatives plus ambitieuses de M. Berlioz et de M. F. David? que nous ne possédons pas encore une œuvre symphonique digne d'être opposée aux chefs-d'œuvre de l'école allemande; mais que les progrès de l'éducation musicale, notre goût moins timoré, notre sensibilité plus exquise, nous disposent à bien accueillir le premier grand artiste qui saura féconder de son génie cette forme admirable de la musique instrumentale. Quant à l'ode-symphonie, ce composé étrange de mille élémens divers qui se succèdent sans se fondre dans un tout harmonieux, où le récit épique coudoie incessamment le drame sans jamais le pénétrer, c'est une forme bâtarde qui ne prendra jamais rang dans la poétique de l'art. La musique imitative, que ce genre faux tend à développer outre-mesure, doit rester le simple accessoire de l'action dramatique. Avez-vous de la tendresse et de la gaieté, faites des opéras-comiques comme Hérold et M. Auber. Vous sentez-vous entraîné vers la grandeur lyrique et la passion, écrivez des tragédies comme *Guillaume Tell* ou *Robert-le-Diable.* Aimez-vous mieux la musique purement instrumentale, composez des sonates, des quatuors, des quintetti, des symphonies comme Haydn, Mozart, Beethoven, et même comme M. Mendelsshon, le digne élève de ces grands maîtres. La France vous écoute, car son éducation est faite; mais la symphonie dramatique, où Beethoven n'a pu réussir, doit disparaître comme un compromis inutile devant la liberté conquise.

P. S.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mai 1847.

Nous venons de traverser une crise ministérielle. Quelles en sont les causes? Au premier abord, on peut trouver étrange le spectacle qui nous a été donné. Nous avons vu une des majorités les plus considérables qui soient sorties depuis long-temps de l'urne électorale ébranler à plaisir sa propre autorité; nous l'avons vue s'éparpiller, se partager en fractions hostiles les unes aux autres, et tourner ainsi ses forces contre elle-même. D'un autre côté, un ministère qui, de l'aveu des représentans de l'opposition, était, il y a trois mois, maître incontesté du champ de bataille, a perdu peu à peu une partie des avantages de cette situation; il s'est trouvé un beau jour compromis, sérieusement menacé. Était-ce par quelque triomphe imprévu de l'opposition? Non, s'il a été harcelé d'une façon périlleuse, c'est par ses propres amis : c'est d'eux qu'il a reçu des atteintes et des blessures. Il paraît que les grosses majorités, surtout quand elles débutent, sont presque irrésistiblement entraînées à des allures indépendantes qui ressemblent à de l'indiscipline et portent la confusion dans les rangs. Ce n'est pas la première fois que, depuis seize ans, une majorité puissante a pu inquiéter par son attitude le pouvoir avec lequel cependant elle était d'accord sur le fond des choses. En 1834, la situation parlementaire n'a pas été sans ressemblance avec les incidens auxquels nous assistons aujourd'hui. A cette époque, il y avait eu aussi des élections générales qui avaient assuré le triomphe de la politique du gouvernement. Néanmoins la chambre nouvelle mit à l'approbation qu'elle donnait du passé de telles nuances, de telles restrictions, que le cabinet du 11 octobre crut un moment devoir se retirer. On se rappelle l'apparition du ministère des trois jours, intermède parlementaire qui ne manqua pas de gaieté. Le cabinet du 11 octobre revint, parce qu'il n'avait pas alors de successeurs possibles et suffisans.

Toute chambre nouvelle, lors même qu'il est loin de sa pensée de rompre avec les traditions de ses devancières, a cependant l'ambition de manifester un esprit, des tendances qui lui appartiennent : ambition naturelle et bonne qui imprime

au gouvernement représentatif ce progrès régulier par lequel on échappe tout ensemble au marasme et aux excitations fébriles. Ç'a été dès le principe l'instinct, la pensée de la chambre de 1846, de se signaler par des mesures d'amélioration, par des réformes administratives, dont le temps paraissait venu. Pour la politique proprement dite, notamment la politique étrangère, la chambre se trouvait satisfaite sur certains points, et, pour les problèmes qui restaient à résoudre, elle était sans impatience, sans passions exigeantes. Ce qui la préoccupait, c'était l'intérieur; ce qu'elle voulait, c'était le bien, c'était le mieux dans la vie économique, dans l'organisation administrative et financière du pays. Malheureusement ces dispositions excellentes se manifestèrent avec une pétulance dont nous venons de voir les inconvéniens. Des conservateurs qui, pour les questions politiques, professaient une solidarité étroite avec le ministère, se mirent à prendre à partie tour à tour plusieurs membres du cabinet, pour leur demander compte de leur administration avec une sorte de rudesse impitoyable; ils dirigèrent contre eux des critiques presque plus incisives que les attaques de l'opposition, qui n'avait alors, pour ainsi dire, qu'à attendre en silence les résultats de cette lutte intestine entre des hommes marchant sous le même drapeau. Le gros de la majorité ne réprimait pas ces écarts d'un zèle trop impétueux; la majorité semblait voir avec indifférence les agressions ardentes auxquelles quelques ministres étaient en butte, et cette contenance impassible était pour les assaillans comme un encouragement nouveau. Enfin le cabinet lui-même, dans la personne de ses principaux représentans, parut d'abord ne pas apercevoir les dangers d'une situation semblable; il ne voyait pas dans tout cela de questions politiques proprement dites, et sa sécurité était entière. Lui aussi resta spectateur immobile des assauts livrés à quelques-uns de ses membres par les vivacités de plusieurs conservateurs. Qu'arriva-t-il? Abandonnés à eux-mêmes dans des circonstances vraiment critiques, quelques ministres eurent des revers de discussions et de tribune : en défendant mal leur situation, non-seulement ils l'empirèrent, mais ils compromirent de la manière la plus grave le cabinet auquel ils appartenaient. A côté d'eux, on ouvrit enfin les yeux, on se réveilla, et ce fut pour les sacrifier. C'est ainsi qu'une modification partielle du cabinet, qui d'abord, dans la pensée des plus habiles, devait être mûrie lentement pour n'être accomplie que dans l'intervalle de la session, est devenue brusquement une nécessité fâcheuse à laquelle on a cru devoir céder.

Par quelle raison principale les rapports mutuels de la majorité et du ministère se sont-ils ainsi trouvés pervertis? Par un malentendu, par une méprise du cabinet qui remonte au début de la session. Le ministère, qui pendant l'été avait concentré toutes ses préoccupations et tous ses efforts sur l'affaire des mariages espagnols, crut trop qu'il lui suffirait pour défrayer la session, pour satisfaire les esprits, de présenter aux chambres un résultat qu'il estimait considérable. On sut gré au cabinet de la décision, de la fermeté qu'il avait déployées dans cette circonstance importante, de la résistance qu'il avait opposée aux prétentions et aux artifices de la politique anglaise; mais l'affaire espagnole, quelque gravité qu'on pût lui reconnaître, ne pouvait jeter dans l'ombre et dans l'oubli toutes les autres questions, surtout celles pour lesquelles la chambre se croyait une mission particulière, les questions intérieures, les questions de réforme administrative et financière, et qu'elle voulait aborder sur-le-champ. Or, sur plu-

sieurs de ces points le ministère se trouva pris un peu au dépourvu, non pas par l'opposition, mais vis-à-vis de ses propres amis. Dans la commission de l'adresse, il n'y avait point d'opposans : cependant le ministère se vit en face d'exigences auxquelles il ne fut pas complétement en mesure de répondre. Ne lui demanda-t-on pas sur quelles réformes pratiques et utiles il avait arrêté sa pensée et pris un parti, par quels projets de loi importans il devait occuper la chambre? Ce fut pour lui un premier inconvénient de ne pas remplir l'attente du nouveau parlement. Dans ses arrangemens, dans ses calculs pour la session, il n'avait pas suffisamment tenu compte de l'impatience, de l'activité naturelle d'une chambre récemment élue, qui a hâte d'affirmer son esprit et son pouvoir.

Il y avait et il y a encore pour le cabinet une autre cause d'affaiblissement qui devait devenir sensible sitôt que des difficultés se produiraient. Nous voulons parler de l'absence d'une direction une, d'une direction visiblement imprimée au ministère par un président réel. Nous n'émettons pas aujourd'hui cette idée pour la première fois; seulement aujourd'hui tout le monde est frappé de ce qui n'avait préoccupé d'abord que quelques esprits prévoyans. Rien ne remplace dans un cabinet une autorité dirigeante officiellement attribuée à celui qui est incontestablement appelé à l'exercer par ses talens et par ses services. Sans doute la principale influence appartient toujours dans un conseil à certaines supériorités; mais il est des circonstances où l'influence ne suffit pas, où il faut un pouvoir légalement reconnu, devant lequel toutes prétentions puissent et doivent s'effacer avec une sécurité complète pour l'amour-propre de chacun. L'influence et le pouvoir sont deux choses fort distinctes : c'est ce qu'on n'ignore pas dans deux grands pays libres, en Angleterre et en Amérique. Un jour on sollicitait vivement Washington, qui avait été élevé deux fois à la présidence, d'accepter une troisième candidature pour la première place de la république; Washington s'y refusait avec fermeté, et il répondait à ceux qui lui vantaient son influence sur ses concitoyens : Oui, j'ai toujours de l'influence, mais ma force de gouvernement est usée. *Influence, not government.*

Si le cabinet, dans ces derniers temps, eût été réellement présidé, il eût échappé à bien des inconvéniens. D'abord la présence d'un chef ayant autorité pour diriger ses collègues, et, dans l'occasion, pour répondre en leur nom, eût prévenu, amorti bien des attaques; puis elle eût rendu plus facile un remaniement, si on n'avait pu éluder la nécessité d'une modification partielle. Quand cette unité, quand cette prééminence n'existent pas, chacun ne consulte guère que ses convenances, parce qu'il cherche en vain un point d'appui suffisant : on vit à l'aventure, on est à la merci du hasard et de toutes les suggestions. Avec une présidence effective, on n'eût point vu des ministres s'isoler dans leurs départemens et faire presque mystère à leurs collègues de mesures importantes qui intéressaient tout le cabinet; on eût peut-être ainsi échappé à la nécessité toujours douloureuse d'un remaniement. En se déterminant à une modification partielle dans ces derniers jours, a-t-on résolu la véritable difficulté de la situation? On pense bien que ce n'est pas sans s'être assuré du consentement des personnes sur lesquelles il avait jeté les yeux pour leur confier les portefeuilles de la marine, de la guerre et des travaux publics, que le cabinet s'est séparé de trois de ses membres. Seulement, après la retraite de ces derniers, leurs successeurs désignés ont tour à tour retiré leur acceptation. Nous concevons que

M. le comte Bresson ait appréhendé, au dernier moment, de changer de terrain et de quitter la sphère diplomatique, dans laquelle il a su se faire un nom, pour les épreuves de la vie parlementaire et ministérielle. On pouvait s'attendre à trouver plus de résolution chez M. de Bussière, qui, depuis quelques années, paraissait chercher les occasions de se produire et d'entrer aux affaires. Ni M. le marquis de Laplace ni M. le général Marbot n'ont pu se déterminer à devenir ministres de la guerre. Le cabinet a compris qu'il ne pouvait rester en échec devant ces tergiversations, et que, dût-on lui reprocher d'aller chercher ses ministres en province et à l'étranger, il devait sur-le-champ s'adjoindre d'autres hommes dont les acceptations, au moins deux sur trois, ne fussent pas un instant douteuses. Les trois ministres actuels des travaux publics, de la guerre et de la marine vont faire leur début dans les affaires; politiquement, ce sont des hommes nouveaux, qu'il est de la plus stricte équité d'attendre à l'œuvre avant de les juger. Nous ne déclarerons pas M. Jayr incapable d'être ministre parce qu'on le tire de la première préfecture de France pour l'appeler à la direction des travaux publics : serait-ce par hasard un titre à la défaveur de l'opinion, dans une société démocratique, que d'être le fils de ses œuvres, de s'être élevé peu à peu au premier rang par ses services, après avoir eu pour point de départ une situation obscure? Nous renverrons ceux qui seraient tentés de blâmer le choix du nouveau ministre de la guerre à une autorité qui ne saurait être suspecte. Un des chefs les plus éminens de l'opposition ne craignait pas de dire tout haut, ces jours derniers, qu'il n'y avait pas de ministère qui ne dût s'honorer d'avoir dans ses rangs le général Trézel. L'*interim* de la marine est en ce moment entre les mains de M. le ministre des affaires étrangères, en attendant la présence à Paris de M. le duc de Montebello, dont le cabinet tient l'acceptation pour assurée. Ce ne sera pas la première fois que le département de la marine sera confié à un diplomate. Il avait été question un moment de dédoubler ce département, en créant un ministère spécial des colonies : on ne s'est pas cette fois arrêté à cette idée, à laquelle il faudra bien donner suite un jour.

Pour revenir à la question politique, nous ne dirons pas avec l'opposition que la chambre a désormais devant elle une administration nouvelle, et que le cabinet du 29 octobre a fait place au ministère du 9 mai 1847; mais nous pensons que, pour la majorité et le ministère, il est temps, après quatre mois de tâtonnemens et de fautes, d'entrer dans une phase nouvelle de ferme et prévoyante conduite. Nous n'avons pas dissimulé les fautes; nous les avons signalées tant chez les conservateurs que dans le cabinet : grace au ciel, elles ne sont pas irréparables; mais il est temps d'y mettre un terme. Si puissant, si considérable que s'estime un parti, il ne lui est pas donné de se diviser et de laisser l'anarchie l'envahir impunément. Depuis un mois surtout, le parti conservateur joue un jeu périlleux et tout-à-fait contraire à ses principes, à ses intérêts, à ses habitudes; il a, par son attitude, inquiété les esprits et dérouté la confiance. Les conservateurs n'ont pas renversé le ministère, mais ils ont jeté la déconsidération sur le pouvoir, les uns par des attaques sans mesure, les autres par une apathique indifférence. Il faut sortir de ces deux extrêmes. Il nous semble que, lorsque la France électorale a envoyé sur les bancs du Palais-Bourbon une majorité aussi imposante, cette majorité, ainsi retrempée et accrue, ne saurait se méprendre sur les vœux, sur les instincts et les besoins du pays. La France ne veut

pas qu'on reprenne en sous-œuvre ses institutions, qu'on bouleverse son organisation administrative sous prétexte de l'améliorer et qu'on introduise partout des innovations radicales; mais elle n'a pas moins d'éloignement pour un esprit de routine rebelle à toute amélioration et dédaigneuse de toute réforme. Il y a dans le sein du parti conservateur des hommes dont les préjugés enracinés, dont les intérêts personnels répugnent à tous changemens, même les plus mesurés et les plus nécessaires; il y en a parmi les agriculteurs, il y en a parmi les manufacturiers. Ce n'est pas d'eux, pas plus que de certains théoriciens exclusifs, que nous voudrions voir la majorité recevoir le mot d'ordre. Il y a un milieu entre l'utopie et l'immobilité. Le parti conservateur ne saurait oublier que, si dans son sein il a vu s'agiter quelques esprits inquiets, brouillons, il a dans ses rangs des hommes de bonne foi, dont le zèle et l'activité cherchent une application, dont le talent, encore inexpérimenté, travaille à se faire jour, aspire à être utile: louable ambition qu'il serait malhabile d'étouffer, tendances excellentes qu'il faut se garder de confondre dans la même réprobation que les manies d'intrigue et d'agitation stérile. Les prétentions pullulent; le talent ou plutôt la continuité du talent est rare. Beaucoup de promesses, beaucoup d'espérances, peu de résultats. Aussi, tout ce qui cherche à se produire d'une manière sincère et loyale, il faut l'encourager, et réserver les sourires ironiques pour les ambitions déraisonnables et les cyniques convoitises. Si l'on avait la moindre illusion sur la richesse de notre époque en aptitudes politiques, ce qui se passe sous nos yeux pourrait nous éclairer. N'y a-t-il pas disette d'hommes véritablement capables? A chaque vacance d'un poste important, à chaque vide que font les ravages du temps ou les vicissitudes de la politique, on retombe dans un embarras cruel; après avoir beaucoup regardé autour de soi, on arrive à grand'peine à substituer à des notabilités légitimes d'estimables médiocrités. Que le parti conservateur médite le spectacle qui lui a été donné par la crise que nous venons de traverser. A-t-il été facile de recomposer le ministère? Cependant le parti conservateur est nombreux; mais, dans ses rangs, il y a des hommes fatigués, et, à côté de ceux-là, il y en a d'inexpérimentés qui ont besoin de mûrir à l'école des affaires.

Cette école, pourquoi le gouvernement ne songerait-il pas à l'élargir? pourquoi ne dédoublerait-il pas quelques ministères? pourquoi ne créerait-il pas de nouveaux sous-secrétaires d'état? C'est affermir le pouvoir que d'en étendre les bases, que d'augmenter l'élite de ceux qui peuvent le représenter et le servir utilement. Il est temps de songer à lever pour ainsi dire un second ban d'hommes politiques, si l'on veut, dans l'avenir, conserver le pouvoir aux principes et aux doctrines de l'opinion conservatrice. D'ailleurs, les problèmes à résoudre sont aussi nombreux que les hommes semblent rares. Économie politique, finances, administration, questions coloniales, tout veut être laborieusement étudié, non pas, nous l'avons déjà dit, pour tout changer, mais pour arriver à un discernement judicieux et réfléchi de ce qui doit être réformé, de ce qui veut être maintenu. C'est quand des hommes appliqués et compétens ont réuni sur des sujets difficiles et controversés assez de documens et de lumières, que le pouvoir est vraiment en situation de résister soit aux préjugés et à l'égoïsme qui voudraient perpétuer ici des abus, là un monopole, soit à l'entraînement téméraire d'esprits plus chimériques qu'utilement féconds. Cette ardeur d'investigation

doit de plus en plus pénétrer dans nos affaires politiques et administratives; tous les bons esprits en sentent la nécessité. N'est-ce pas ce que proclamait lui-même dernièrement M. le ministre des affaires étrangères dans la discussion des crédits supplémentaires, quand il parlait du mouvement moral, de l'espèce de transformation qui s'opère en Syrie, où la féodalité druse est minée par l'action du temps et des mœurs, et quand il insistait sur la nécessité de constater les faits? M. Guizot annonçait qu'il chargerait des hommes connus par leur dévouement à la cause des Maronites de visiter les lieux et de contrôler le rapport de nos agens. De cette façon, la France n'agira plus à l'aventure. Nous retrouvons partout le même besoin d'étudier et de savoir les faits. Si l'Afrique était mieux connue, assisterions-nous à ce pêle-mêle d'opinions et de systèmes sur toutes les questions qui se rattachent à l'Algérie? M. Billault, avec la vivacité ordinaire à son talent, a reproché au gouvernement la mission de M. de Lagréné en Chine; il a blâmé les dépenses qu'ont occasionnées la présence d'un agent extraordinaire et la conclusion du traité de Whampoa. — La France pouvait-elle rester inactive quand l'Angleterre et l'Amérique avaient chacune avec la Chine un traité spécial? Sur ce point, les explications de M. le ministre des affaires étrangères ont été nettes. M. Guizot a parlé avec la même fermeté de la Grèce et de l'intérêt persévérant que lui porte la France. Nous eussions voulu entendre M. Guizot répondre avec la même décision aux interpellations de M. Dufaure sur l'Afrique et sur les excursions du maréchal Bugeaud dans la Kabylie. La question est fort simple. Le maréchal est politiquement responsable de ses actes envers le cabinet, qui lui laisse la liberté de ses mouvemens militaires; autrement comment un général en chef pourrait-il agir ? A son tour, le cabinet est responsable envers la chambre et le pays de tout ce que fait en Afrique le gouverneur-général, qui est politiquement son subordonné. Voilà les véritables principes; ils sont faciles à reconnaître et à pratiquer; mais, sur ce point, la tolérance du gouvernement a laissé prendre des habitudes peu constitutionnelles à la chambre. Les orateurs et les commissions critiquent les opérations militaires de nos généraux, font et refont les plans de campagne. C'est un envahissement qui ne profite pas à la vraie liberté, qui confond les diverses attributions des pouvoirs, et risque d'amener un jour de déplorables résultats.

Au sein même de la majorité, on a regretté que le langage du gouvernement n'ait pas été plus ferme sur les questions qui lui avaient été posées par M. Dufaure, au sujet des mouvemens militaires du maréchal Bugeaud, et cette indécision a figuré parmi les griefs que M. Odilon Barrot a portés à la tribune, quand il a interpellé le ministère sur les raisons politiques qui ont déterminé la crise ministérielle. Les interpellations de M. Barrot, la réponse de M. le ministre des affaires étrangères, les explications de M. Lacave-Laplagne, ont été peu vives et fort courtes. Ç'a été un véritable désappointement pour ceux qui espéraient une de ces grandes scènes parlementaires où les passions et les intérêts des partis et des hommes politiques se livrent ouvertement un combat acharné. Il n'y a rien eu de pareil : personne à la chambre ne paraissait avoir envie de s'animer beaucoup et d'aller au fond des choses. Les questions, il faut le reconnaître, ont été posées avec gravité et mesure par le chef de l'opposition constitutionnelle.— Pourquoi le ministère s'est-il modifié? Ce remaniement partiel implique-t-il une modification dans la politique du cabinet, ou n'est-il qu'une satisfaction don-

née à des convenances particulières? Enfin pourquoi, sur trois démissions, y en a-t-il une qui n'est pas volontaire? Pourquoi cette différence dans la rédaction d'une des ordonnances consignées au *Moniteur*? Dans les réponses que le cabinet devait à ces questions diverses, il s'agissait surtout d'éviter les détails irritans et tout ce qui pouvait blesser des susceptibilités en éveil, et cependant il fallait assigner un motif sérieux aux trois retraites ministérielles, surtout à celle qui avait été le plus remarquée. Le succès était non pas dans l'éclat, mais dans la circonspection des paroles. Sur le fond même de la politique, le langage de M. le ministre des affaires étrangères a été catégorique : le remaniement ministériel n'a rien changé à la politique du cabinet, qui continuera d'être l'expression des opinions conservatrices. Point de concessions à l'opposition; un esprit de conciliation et de bon accord entre tous les membres et toutes les fractions de la majorité, dont le gouvernement doit vouloir satisfaire toutes les tendances et tous les principes: tels sont les points sur lesquels a insisté M. Guizot. On sentait dans ses paroles le désir d'indiquer brièvement au parti conservateur combien il lui était nécessaire de rallier et de réunir les phalanges éparses où la confusion s'était introduite. Quant à la question personnelle qui concernait M. Lacave-Laplagne, M. Guizot a parlé de son ancien collègue avec de grands égards, où il n'entrait pas moins de prudence que de bon goût. Il s'est trouvé qu'un jour M. Lacave-Laplagne a été obligé de s'avouer qu'il ne marchait plus d'accord avec le cabinet, et, comme il ne pouvait lui convenir de paraître accepter la justesse des critiques adressées à son administration, il a naturellement voulu constater que sa retraite n'avait rien de volontaire. Tant de réserve rendait la modération facile à M. Lacave-Laplagne, et d'ailleurs on savait que l'ancien ministre des finances n'était disposé à donner à personne la joie d'entendre des récriminations amères sortir de la bouche d'un homme qui, il y a quelques jours encore, siégeait dans les conseils de la couronne. M. Lacave-Laplagne, tout en maintenant qu'il n'avait rien à regretter dans les mesures et les actes de son administration, a déclaré que sa situation nouvelle ne pouvait rien changer à son long dévouement à la cause de l'ordre et d'un sage libéralisme; il a terminé en adressant à la majorité le conseil d'apporter plus que jamais dans ses manifestations un esprit d'union et d'ensemble, de resserrer plus que jamais ses rangs. Ces paroles honorent M. Lacave-Laplagne, qui oublie ainsi ses griefs personnels pour ne se préoccuper que de l'intérêt général. Avec ces explications, tout finissait naturellement. L'opposition, qui perdait l'espoir d'assister à une querelle de ménage dans le sein du parti conservateur, a laissé tomber le débat, qu'un effort isolé, resté sans écho, n'est pas parvenu à relever. Ainsi s'est terminé un incident qui avait un moment causé d'assez sérieuses inquiétudes au cabinet. La crise ministérielle proprement dite est terminée; nous sommes loin pourtant de considérer le remaniement partiel qui vient d'avoir lieu comme une solution définitive de toutes les complications du moment. Ce remaniement peut avoir l'avantage de permettre au cabinet de mieux aborder les difficultés, s'il amène entre tous ses membres l'union qu'on y cherchait en vain dans ces derniers temps. Sous ce rapport, ce sera déjà un utile résultat; mais il reste maintenant à faire face avec sagesse et mesure aux nécessités politiques de tout genre que nous avons signalées.

Si le cabinet ne s'est pas prononcé contre la prise en considération de la pro-

position de M. Crémieux, qui tend à exclure les membres des deux chambres de toute coopération dans les entreprises de chemins de fer, ce n'est pas sans doute qu'il l'approuvât; mais il a pensé que la chambre en ferait mieux justice, quand elle l'examinerait dans les détails de l'application. La proposition est étrange, il faut l'avouer. Nous vivons dans une époque dont un des principaux caractères, si ce n'est le plus saillant, est la prédominance de l'industrie. On la glorifie, on exalte ses bienfaits et ses résultats, et voici qu'au nom de l'honnêteté publique on propose d'interdire à l'élite de notre société, c'est-à-dire aux membres des deux chambres, la faculté de concourir au développement des travaux industriels reconnus les plus nécessaires et les plus considérables. Une pareille exclusion décrétée en principe ne soutient pas l'examen. Faut-il rappeler à ceux qui veulent la faire entrer dans nos lois qu'en Angleterre, en Amérique, c'est surtout aux hommes qui siégent dans les chambres que s'adresse la confiance publique, quand il s'agit d'une grande entreprise industrielle? Dans ces deux pays, qui se gouvernent eux-mêmes, la politique et l'industrie se prêtent un appui mutuel. Ici on nous demande de prononcer législativement contre l'industrie une sorte d'excommunication morale. Nous n'exagérons rien. Dans la triste séance où M. Grandin a soulevé tant de tempêtes, l'industrie a été pour ainsi dire mise sur la sellette. Il semblait, comme l'a fait remarquer M. Benoît avec un bon sens qui devenait du courage, que c'était un crime de coopérer aux grands travaux industriels. S'il y a crime, l'honorable député s'en est déclaré coupable. Entre la loyale déclaration de M. Benoît et les protestations de certaines personnes qui se défendaient d'avoir jamais participé à la formation d'une compagnie de chemin de fer, on pouvait saisir un contraste qui ne laissait pas que d'être instructif et piquant. Il y avait long-temps, au surplus, que des passions aussi bruyantes n'avaient agité la chambre. M. Grandin, en annonçant qu'il avait une liste de soixante-neuf députés administrateurs de chemins de fer, a produit une sensation qu'atteignent rarement les plus grands effets de l'éloquence. Il n'y a eu qu'un cri : Les noms! les noms! Cette liste de soixante-neuf députés s'est trouvée réduite à quarante. Elle a été lue à la tribune par M. de Morny, au milieu d'un silence interrompu par des commentaires ou des accès d'hilarité. Nous sommes de l'avis de ceux qui regardent comme nécessaire l'examen approfondi de la singulière motion qui tend à déconsidérer à la fois l'industrie et la chambre. Il y a là des préjugés à dissiper, des erreurs à confondre.

Sans doute, si l'on pouvait indiquer au législateur des remèdes efficaces pour améliorer nos mœurs publiques et redresser sur certains points le sens moral, il ne devrait pas les négliger. Le fâcheux procès dont la chambre des pairs est saisie ne prouve que trop que, dans toutes les régions de la société, sans en excepter les plus hautes, les notions et les principes du bon et du juste sont altérés. On croit avoir l'esprit et le ton de son siècle en proclamant qu'il serait puéril de compter sur le bon droit, en écrivant que le gouvernement et la société sont livrés à une corruption qu'il faut accepter comme un fait nécessaire. Nous n'entendons partout que des variantes de cette parole de Tacite : *Corrumpere et corrumpi, sæculum vocatur*. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous avons l'habitude, en France, d'aggraver les choses par l'exagération des mots et des

phrases. Il est cependant un fait qui nous prouve que cette corruption, dont on parle tant, n'est pas si universelle, si intime, que quelques-uns voudraient nous le donner à penser : c'est précisément l'impression vive et douloureuse qu'a produite la déplorable affaire soumise au jugement de la pairie. La conscience publique a été froissée cruellement; elle a tressailli, elle a prouvé par de nobles mouvemens qu'elle n'était pas éteinte.

En Angleterre, le gouvernement, loin d'être, comme chez nous, au milieu des embarras que donne une chambre nouvelle, est presque indifférent aux derniers travaux du parlement, et se préoccupe surtout des élections générales, dont l'époque approche. On les annonce pour la fin de juin. Cette perspective ôte presque tout intérêt aux incidens parlementaires qui peuvent se produire jusque-là. Aussi le ministère ne s'est pas beaucoup ému en voyant la chambre des lords adopter, sur la proposition de lord Monteagle et de lord Stanley, des amendemens qui modifient profondément le bill relatif aux pauvres de l'Irlande. Les amis du cabinet font remarquer que celui-ci n'avait présenté cette loi des pauvres pour l'Irlande qu'à son corps défendant, sans confiance dans la bonté de la mesure, et uniquement pour satisfaire à un vœu d'une partie de l'opinion. On considère à Londres la mort prochaine de lord Besborough comme l'occasion de changemens importans dans le cabinet. Qui nommera-t-on vice-roi d'Irlande? C'est un poste fort difficile à remplir, aujourd'hui plus que jamais. Il est probable que cette vice-royauté d'Irlande, offerte à lord Clarendon, à lord Auckland, qui l'ont refusée, sera donnée à lord Morpeth, qui entrerait dans la chambre des lords; on sait que lord Morpeth est le fils aîné et l'héritier de lord Carlisle. M. Labouchère, secrétaire pour l'Irlande, désire se retirer; on dit qu'il serait remplacé par lord Lincoln. Lord Dalhousie et M. Sidney Herbert entreraient aussi dans le cabinet. Sir James Graham irait dans l'Inde prendre la place de lord Hardings, qui demande son rappel. Ces divers arrangemens faciliteraient la réunion de soixante ou quatre-vingts *peelistes* au parti whig. Si cette coalition, qui laisserait sir Robert Peel dans un notable isolement, se réalisait, elle assurerait un long avenir à l'administration whig. On parle encore de la retraite de lord Lansdowne, président du conseil. Ce poste de président du conseil n'est plus une sinécure comme autrefois. Le président du conseil est en réalité aujourd'hui le ministre de l'instruction publique. Lord Lansdowne est de plus le *leader* de la chambre des lords; il y représente le cabinet, ce qui exige beaucoup d'assiduité; aussi succombe-t-il sous le poids des affaires; son parti est pris de se retirer, et on a eu toutes les peines du monde à le retenir jusqu'à présent. On lui donnerait pour successeur dans la présidence du conseil lord Normanby, qui serait remplacé à Paris par lord Clanricarde. Ces modifications ministérielles sont probables et prochaines.

Au moment même où lord Palmerston renouvelait en plein parlement ses accusations contre le gouvernement grec et contre l'administration de M. Coletti, à laquelle il reprochait à la fois d'être concussionnaire et violente, M. Coletti prenait un parti énergique et prononçait la dissolution du parlement d'Athènes. C'est le 3 mai que lord Palmerston donnait avec véhémence son approbation à la motion de lord John Manners, qui demandait que le relevé de toutes les sommes payées par l'Angleterre pour l'emprunt grec jusqu'en 1847 fût déposé

sur le bureau de la chambre des communes; c'est le 27 avril que M. Coletti prononçait la dissolution du parlement et convoquait la représentation nationale pour le 22 juillet prochain. Au milieu des difficultés qui l'environnent, le courageux président du ministère grec fait un appel direct et solennel aux institutions et à l'opinion de son pays; il est convaincu que la Grèce approuve l'esprit dans lequel il l'a gouvernée, et il lui demande de manifester hautement cette adhésion. M. Coletti est encore persuadé que l'opposition, qui est si bruyante à la tribune, n'a pas pour elle les véritables sympathies du pays, et il espère le prouver aux plus incrédules par les résultats électoraux. Il a pensé qu'en prenant une attitude aussi nette, il aurait plus de force et d'autorité non-seulement à l'intérieur, mais vis-à-vis des puissances européennes. En effet, l'Europe, surtout l'Europe constitutionnelle, assistera avec une bienveillante curiosité à cette exécution franche et loyale du régime représentatif et de ses conditions nécessaires. Les adversaires de la Grèce lui ont reproché des tendances anarchiques; elle répond en se montrant fidèle aux lois du gouvernement constitutionnel, et en provoquant l'avénement d'une majorité vraiment nationale.

L'Allemagne a toujours les yeux fixés sur Berlin, et suit avec le plus profond intérêt les travaux de la diète, qui a su éviter avec une loyauté habile toute collision fâcheuse avec la royauté. La diète est entrée maintenant dans l'examen des affaires positives; les difficultés irritantes sur les théories et les principes ont été en partie éludées ou ajournées. L'Autriche, depuis les affaires de la Gallicie, a continué d'être agitée soit par la crainte de nouveaux périls, soit par l'essai de réformes destinées à les prévenir, soit enfin par la crise alimentaire qui a éclaté sur plusieurs points de l'empire et principalement dans les villes manufacturières de la Bohême. Le gouvernement autrichien, dont les lenteurs sont connues, a senti cependant la nécessité de déployer plus d'activité, de faire aux paysans des concessions essentielles. Désormais les corvées sont rachetables dans toutes les provinces encore soumises à la législation féodale. Les états provinciaux eux-mêmes, si limités dans leur action politique, ont prêté à l'administration tout l'appui moral dont elle avait besoin pour aplanir les premières difficultés de cette réforme. Grace à ce concours éclairé de l'autorité souveraine et de la noblesse, un très grand nombre de paysans de l'archiduché ont déjà émancipé leurs propriétés. Au milieu de ces agitations et de ces travaux, la famille impériale a fait une grande perte. L'archiduc Charles, général illustre, esprit indépendant et libéral, a terminé dans une retraite remplie par l'étude sa glorieuse carrière. Il laisse après lui une des renommées les plus recommandables et les plus pures de ce temps-ci. Quelques mois auparavant, l'archiduc Joseph est mort à Bude, après avoir gouverné la Hongrie durant un demi-siècle, soit comme lieutenant du royaume, soit comme palatin. Sa perte est pour la Hongrie un grave événement politique. Qui pourra remplir les mêmes fonctions avec sa remarquable prudence, au milieu des nobles magyars, divisés plus que jamais en conservateurs et en progressistes, et de la race magyare tout entière, pressée de jour en jour plus vivement par les Illyriens au midi, les Roumains à l'est et les Slovaques au nord? Les Magyars ont porté leurs espérances sur le fils de l'archiduc Joseph, l'archiduc Étienne, prince très populaire parmi eux pour avoir été élevé dans l'amour de leur langue et de leurs habitudes na-

tionales. Il est dès à présent lieutenant du royaume, et il ne peut manquer d'être placé par l'empereur et roi sur la liste des quatre candidats (deux catholiques et deux protestans) entre lesquels la diète générale doit choisir.

Les questions étrangères ont toujours occupé une place importante dans notre recueil, et la *Revue* n'a jamais cessé de porter un regard bienveillant et attentif sur les pays dans lesquels se manifestaient des symptômes d'améliorations et de progrès. Les réformes qui se sont accomplies depuis peu en Italie, celles qui s'y préparent encore, la véritable révolution qui, depuis l'avénement de Pie IX au pontificat, s'est faite dans les esprits, la constitution et les espérances du parti modéré, les craintes et les regrets du parti rétrograde qui dispute le terrain pied à pied, cette vie politique qui commence pour les populations de quelques états italiens, tout cela forme un spectacle nouveau et digne d'exciter l'intérêt et les sympathies de ceux qui, en Europe (et le nombre en est considérable), aspirent à voir la régénération d'un peuple dont l'histoire est si glorieuse, si grande. A toutes les époques, lors même que la théorie du désespoir paraissait régner seule dans la Péninsule, la *Revue* a fait entendre des paroles de consolation pour des populations malheureuses, et nos encouragemens n'ont jamais manqué aux esprits d'élite qui, en dépit de tant d'entraves, savaient porter dignement l'héritage de Machiavel et de Galilée.

Le mouvement qui s'est opéré graduellement en Italie, les idées de réforme légale et pacifique qui se répandent chaque jour davantage dans ce pays, nous touchent d'autant plus que le progrès légal et pacifique est celui que nous voulons, et qu'il n'existe au monde aucune contrée à la régénération de laquelle nous soyons plus disposés à applaudir qu'à la régénération de l'Italie. Désormais notre intention bien arrêtée est de faire une large part, dans la *Revue*, aux affaires italiennes, et de constater chaque progrès que l'esprit public fait au-delà des Alpes dans la voie de l'ordre et de la véritable liberté. Nous ne serons point exclusifs : décidés à combattre les menées du parti rétrograde, notre concours ne faillira pas à ceux qui, par des moyens réguliers, s'efforceront d'obtenir les institutions dont l'Italie a besoin. Peu nous importent les divergences secondaires d'opinion : pourvu qu'on s'enrôle sous la bannière de la modération et de la légalité, pourvu qu'on travaille pacifiquement aux réformes et qu'on renonce à l'agitation et aux troubles, on trouvera dans la *Revue* une coopération assurée. Ce serait folie d'espérer que dès aujourd'hui, et lorsqu'on commence à peine sur quelques points de l'Italie à s'occuper des améliorations les plus urgentes, tout le monde pourra se mettre à l'unisson; mais n'est-il pas évident, par exemple, que, malgré quelques petits dissentimens de détail, les rédacteurs du *Contemporaneo* et du *Felsineo*, qui font preuve chaque jour à Rome et à Bologne du patriotisme le plus éclairé, ont le même but et se trouvent parfaitement d'accord sur les bases fondamentales que nous venons de signaler avec les auteurs, si populaires en Italie, des *Speranze d'Italia* et d'*Hector Fieramosca*, qui représentent la fraction la plus avancée du parti modéré? N'est-il pas également clair que les hommes distingués qui concourent à Florence à la rédaction

de l'*Archivio storico* se proposent, par d'autres moyens, d'obtenir les mêmes résultats? Ce que nous désirons surtout, c'est qu'on ait sans cesse devant les yeux la nécessité d'initier le peuple italien à la connaissance du véritable état de l'Europe; car, tant qu'en Italie on se nourrirait d'illusions, tant que l'on y croirait à l'imminence, si souvent annoncée, d'une conflagration générale, il serait impossible d'embrasser franchement et sans arrière-pensée les idées d'amélioration pacifique et progressive qui seules peuvent assurer l'avenir de ce pays. Pour propager de telles idées, pour faire bien connaître l'Europe aux Italiens, nous comptons spécialement sur quelques hommes d'un mérite supérieur que les événemens politiques avaient contraints à s'expatrier, et auxquels la sagesse de Pie IX et du roi Charles-Albert ont déjà rouvert les portes de l'Italie, ou qui ne sauraient tarder à être rappelés dans leur pays. Des hommes tels que l'abbé Gioberti, le comte Mamiani, le professeur Orioli (nous pourrions en citer plusieurs autres), dont les noms jouissent d'une juste célébrité, sont faits pour être écoutés par leurs concitoyens lorsqu'ils leur parlent des pays dans lesquels leur amour pour l'Italie les a forcés de séjourner long-temps, et où ils ont reçu la plus noble hospitalité.

Afin que les réformes dont l'Italie a besoin puissent s'accomplir légalement et pacifiquement, il est nécessaire que les gouvernans et les gouvernés travaillent d'un commun accord et dans des vues de conciliation, et qu'une entière confiance s'établisse entre les princes italiens et les populations dont ils doivent vouloir faire le bonheur. Nous savons qu'il n'est pas aisé d'effacer les méfiances et les rancunes auxquelles les événemens qui sont arrivés depuis un demi-siècle ont pu donner naissance; mais nous ne concevrions pas qu'en présence des faits qui se passent de nos jours et lorsqu'on voit la satisfaction générale, la joie sincère avec laquelle ont été accueillies les réformes sages et modérées que le roi de Piémont et le pape ont introduites dans leurs états, les autres gouvernemens italiens pussent se refuser à certaines concessions que l'opinion publique réclame, et qui (ces gouvernemens n'ont qu'à regarder autour d'eux pour s'en convaincre) n'aboutiraient en définitive qu'à augmenter leur stabilité. Nous n'ignorons pas toutes les difficultés qui s'opposent aux premières concessions, aux premières réformes. Dans des pays où les abus ne profitent guère aux princes, il se trouve toujours une foule d'intéressés, qui jettent des cris d'alarme et qui s'efforcent de répandre l'effroi dans les hautes régions du pouvoir, lorsqu'on veut toucher à ce coffre vermoulu de l'arbitraire qu'ils appellent l'arche sainte de la royauté. On comprendrait à la rigueur de telles craintes, s'il s'agissait de traiter avec des partis qui ne rêvent que désordre et bouleversement; mais les concessions qu'on peut faire à l'opinion modérée doivent avoir précisément pour résultat de consolider les gouvernemens en leur assurant le concours de la grande majorité des esprits, et de réduire en même temps à l'impuissance ces partis extrêmes qu'on ne voit apparaître sur la scène que là où l'opinion modérée, qui ne demande pas mieux que de s'entendre avec les gouvernemens, n'est pas satisfaite. Étendre la base sur laquelle s'appuie le pouvoir en s'entourant peu à peu des hommes les plus sages et les plus estimés; faire un appel, à l'exemple de Pie IX, aux esprits les plus éclairés pour en former le noyau d'un conseil d'état; augmenter graduellement la liberté de discussion (seul remède efficace contre les publications

clandestines dont certaines parties de l'Italie sont inondées); répandre l'instruction et les idées morales dans toutes les classes du peuple; établir surtout une séparation complète et irrévocable entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir administratif : voilà des réformes qui, certes, ne sembleront excessives à personne, et qui pourtant produiraient les plus heureux changemens dans les pays où elles seraient introduites. Nous ne demandons pas à être crus sur parole. Que parmi les hommes que l'opinion publique désigne à leur attention, les princes italiens consultent à cet égard sérieusement et sans prévention ceux qui sont le plus connus par leurs principes monarchiques et conservateurs, et nous ne doutons pas un instant de l'unanimité des réponses qu'ils recevront. Chacun leur dira, par exemple, que de sages réformes comme celles que le roi de Piémont a introduites dans l'instruction publique par l'entremise du marquis Alfieri et de l'abbé Peyron, sont plus utiles à la stabilité d'un gouvernement que ne le seraient plusieurs régimens ajoutés à l'effectif de l'armée.

Dans l'ère nouvelle qui paraît s'annoncer pour l'Italie, nous ne resterons pas spectateurs indifférens, et tous nos vœux, tout notre concours, sont assurés au succès de ceux qui ont écrit sur leur drapeau *réforme légale et progrès sans troubles*. Nous recevrions avec reconnaissance toute communication sérieuse et importante, qui nous mettrait dans le cas de faire mieux connaître à nos lecteurs l'état des affaires et le mouvement des esprits dans les diverses parties de l'Italie.

G. L.

— L'histoire des traités de 1815 est celle de l'Europe même pendant cette année qui a ouvert pour ainsi dire une ère nouvelle dans les relations et dans les intérêts des peuples. Tel est le sujet qu'a traité M. Capefigue en s'aidant de nombreuses pièces diplomatiques (1). Il y a là une étude attachante et un recueil de documens curieux sur toutes les phases de la réaction contre la France commencée en 1813, au congrès de Prague, et qui aboutit, en 1815, au traité de Paris.

(1) *Histoire authentique et secrète des traités de* 1815; un vol. in-8°. Gerdès, rue Saint-Germain-des-Prés, 10.

V. DE MARS.

uc-
une
ad-
ne,
lles
rmi
ens
lus
ons
ra,
in-
de
ent

pas
au
ans
e et
urs
lie.

ette
ans
de
re-
nce
de

rue